

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DELIBERATIONS

AVRIL 2017

DEL_2017_012	TRANSFORMATION DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DU GRAND DIJON EN MÉTROPOLE - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR L'ADOPTION PAR DECRET DU STATUT DE METROPOLE AU SENS DE L'ARTICLE L 5217-1 du CGCT	1-3
DEL_2017_013	TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE GEMAPI (GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS) A LA COMMUNAUTÉ URBAINE DU GRAND DIJON A COMPTER DU 15 AVRIL 2017 : APPROBATION	4-6
DEL_2017_014	APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2016 DE LA VILLE DRESSE PAR LE COMPTABLE	7-11
DEL_2017_015	APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016	12-165
DEL_2017_016	AFFECTATION DU RESULTAT 2016	166-167
DEL_2017_017	TAUX DES IMPÔTS LOCAUX POUR 2017	168-170
DEL_2017_018	DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2017	171-173
DEL_2017_019	PLAN DE DEPLOIEMENT DE NOUVELLES CAMERAS DE VIDEO PROTECTION ET VIDEO VERBALISATION – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS INTERMINISTERIEL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE 2017	174-176
DEL_2017_020	ZAC CENTRE VILLE - APPROBATION DU COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL ARRÊTE AU 30 JUIN 2016	177-201
DEL_2017_021	CPI SAINT EXUPERY - APPROBATION DU COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL ARRÊTE AU 30 JUIN 2016	202-220
DEL_2017_022	CPI SAINT-EXUPERY - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA QUATRIÈME CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD)	221-229
DEL_2017_023	AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N°5 A LA CONVENTION DE PRESTATIONS INTÉGRÉES CONCLUE AVEC LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD) POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT "ZAC CENTRE VILLE"	230-238

DEL_2017_024	PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION DU NOUVEAU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN - MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE "COMMUNICATION / CONCERTATION" - DEMANDE DE SUBVENTION	239-240
DEL_2017_025	AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE, LE CCAS DE CHENÔVE, LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CÔTE D'OR ET LA SOCIETE INTERPROFESSIONNELLE DE SOINS AMBULATOIRES "MUSSP" DE CHENOVE	241-251
DEL_2017_026	MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS SUITE A LA REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE MODERNISANT LES PARCOURS PROFESSIONNELS LES CARRIERES ET LES REMUNERATIONS (PPCR)	252-257
DEL_2017_027	MISE EN PLACE DE RATIOS D'AVANCEMENT DE GRADE SUITE A LA MODERNISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS, LES CARRIÈRES ET LES REMUNERATIONS (PPCR)	258-259
DEL_2017_028	MAINTIEN DU NIVEAU DES INDEMNITES DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL MALGRE LA REVALORISATION REGLEMENTAIRE DE L'INDICE DE REFERENCE	260-264
DEL_2017_029	MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL	265-288
DEL_2017_030	ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES	289-296
DEL_2017_031	AUTORISATION DE LANCEMENT ET DE SIGNATURE D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT DE FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DU CCAS	297-299
DEL_2017_032	ETAT DU PATRIMOINE COMMUNAL - INFORMATION	300-303
DEL_2017_033	DELEGATIONS DE POUVOIRS A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL	304-309

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_012

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

TRANSFORMATION DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DU GRAND DIJON EN MÉTROPOLE - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR L'ADOPTION PAR DECRET DU STATUT DE METROPOLE AU SENS DE L'ARTICLE L 5217-1 DU CGCT

Tandis que la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a affirmé le statut et les fonctions spécifiques des métropoles, la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales, et modifiant le calendrier électoral a consacré douze nouvelles régions.

Le chef-lieu de la région Bourgogne-Franche-Comté est fixé à Dijon.

La superposition de la nouvelle carte des régions avec celle des quatorze Métropoles permettait de constater que toutes les nouvelles régions comptaient au minimum une métropole, sauf les régions Centre Val-de-Loire et Bourgogne Franche-Comté, et que tous les chefs-lieux de région avaient un statut de métropole, sauf Orléans et Dijon.

Bien que la zone d'emploi de Dijon soit peuplée de plus de 400 000 habitants, la Communauté urbaine de Dijon ne pouvait accéder au statut de Métropole à défaut de remplir les critères fixés jusqu'alors par l'article L. 5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Or, si l'importance d'une aire urbaine ou d'une zone d'emplois permet de présumer qu'un territoire exerce des fonctions métropolitaines, le fait qu'il accueille un chef-lieu de région doit pouvoir également justifier que lui soit reconnu le statut de Métropole.

Dans la nouvelle répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales, les régions ont en effet un rôle spécifique à jouer, celui de chefs de file de compétences décentralisées et de coordinatrices de leur exercice à l'échelle de leurs territoires.

Ce rôle est naturellement plus facile à exercer lorsque le chef-lieu régional dispose d'un statut de Métropole qui lui permet de dynamiser par les compétences qu'il implique l'ensemble du territoire régional, et lui confère une reconnaissance internationale.

L'article 70 de la loi n° 2017-257 du 25 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, publiée au Journal officiel du 1^{er} mars 2017, a modifié l'article L. 5217 -1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des Métropoles en prévoyant désormais que peuvent également prétendre à ce statut :

« 3° Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre centres d'une zone d'emplois de plus de 400 000 habitants, au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques, comprenant dans leur périmètre le chef-lieu de région ; »

« 4° Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 250 000 habitants ou comprenant dans leur périmètre, au 31 décembre 2015, le chef-lieu de région, centres d'une zone d'emplois de plus de 500 000 habitants, au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques. »

La Communauté urbaine du Grand Dijon remplit désormais les critères permettant sa transformation en Métropole au sens de l'article L. 5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Son Assemblée, par délibération du 6 mars 2017 a approuvé le principe même de cette transformation et autorisé son Président à saisir les communes qui la composent, les invitant à se prononcer sur l'adoption, par Décret, de ce nouveau statut.

Le Conseil municipal est donc appelé à émettre un avis formel sur le projet de transformation de statut sachant que l'accord sera acquis dès lors que deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population de celles-ci ou la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, auront délibéré favorablement (alinéa 3 de l'article L. 5217- 1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Vu l'article L 5217-1 du C.G.C.T.,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De donner un avis favorable au projet de transformation de la Communauté urbaine du Grand Dijon en Métropole et par voie de conséquence donner son accord, conformément à l'article L. 5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'obtention du statut de Métropole, sur demande adressée

au Gouvernement aux fins d'obtenir le Décret formalisant cette transformation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_013

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE GEMAPI (GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS) A LA COMMUNAUTÉ URBAINE DU GRAND DIJON A COMPTER DU 15 AVRIL 2017 : APPROBATION

La loi MAPTAM (Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles) a instauré une nouvelle compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations).

Cette compétence est issue de l'article 56 de cette même loi et est instituée au chapitre 1^{er} article L211-7 du Code de l'environnement.

Cette nouvelle compétence, obligatoire pour la Communauté Urbaine du Grand Dijon au plus tard le 1^{er} janvier 2018, peut être prise par anticipation par les communes et l'EPCI.

La compétence GEMAPI dont les fonctions sont aujourd'hui essentiellement communales est partagée en deux missions :

1 – la gestion des milieux aquatiques :

- L'aménagement d'un bassin hydrographique ou d'une fraction hydrographique,
 - L'entretien et l'aménagement de cours d'eau, canaux, lacs, plans d'eau,
 - La protection et la restauration des sites, des écosystèmes par la Ville
- principalement aux syndicats de bassin : SBO : Syndicat du bassin de l'Ouche et pour partie

au syndicat du bassin ; SBV : Syndicat de bassin de la Vouge.

2 La défense contre les inondations et contre la mer :

Issue des dernières catastrophes naturelles, elle se focalise pour l'instant sur l'entretien des ouvrages de protection contre les inondations ce qui pour la Ville ne recouvre pas d'ouvrages classés.

Cette gestion n'est pas dans les compétences des syndicats de bassin.

La fragmentation tant fonctionnelle que géographique de cette compétence n'autorise pas pour une commune, comme pour le Grand Dijon, une gestion cohérente des fonctions incluses dans la compétence GEMAPI par rapport aux compétences connexes qui pour la plupart sont déléguées au Grand Dijon (pluvial, eau et assainissement,...) et nécessite une réorganisation de l'ensemble des acteurs.

Il est à noter que le SDAGE (Syndicat de Gestion des Eaux) Rhône Méditerranée 2016-2021 appelle des ses vœux la réorganisation des acteurs du territoire sur le sujet.

Une concertation entre les Présidents des C.L.E.s (Commissions Locales de l'Eau) de la Tille, de l'Ouche et de la Vouge est engagée depuis plusieurs mois et semble conduire vers l'adoption d'une structure unique fusionnée pouvant porter le statut d'un EPAGE (Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux). Une motion visant à la création d'un EPAGE unique sur les trois bassins versants a été présentée par la C.L.E du bassin de la Vouge auprès du Préfet coordonnateur de bassin en juillet dernier.

Cette compétence devant revenir au plus tard au 1er janvier 2018 au Grand Dijon, il est souhaitable pour nos collectivités d'avoir un interlocuteur unique sur les sujets de la compétence GEMAPI et de disposer au sein de cette nouvelle organisation d'une gouvernance permettant la gestion coordonnée de tous les sujets du grand et petit cycle de l'eau, tout en maîtrisant les enveloppes budgétaires nécessaires à la gestion de celle-ci sur notre territoire.

C'est la raison pour laquelle, il est proposé que la Ville de Chenôve apporte son soutien à la motion déposée par la CLE du bassin de la Vouge et, suite à la délibération en date du 22 décembre 2016 du Conseil communautaire du Grand Dijon, décide d'anticiper la prise de la compétence GEMAPI au 15 avril 2017 avec transfert immédiat au Grand Dijon de celle-ci.

Vu notamment l'article L. 5211-17 du Code des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L. 211-7 et suivants du Code de l'Environnement,

Vu la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Grand Dijon du 22 décembre 2016,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1er : D'approuver la prise anticipée de compétence GEMAPI au 15 avril 2017

avec transfert immédiat de celle-ci à la communauté urbaine, impliquant une modification des statuts du Grand Dijon par ajout à l'article 7 de ceux-ci, de la compétence facultative GEMAPI,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_014

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2016 DE LA VILLE DRESSE PAR LE COMPTABLE

Le compte de gestion, établi par le comptable, retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif. Il est soumis au vote du Conseil Municipal avant l'approbation du compte administratif.

Par ce vote, le Conseil Municipal constate, après s'être assuré que le comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures, la concordance des résultats entre le compte de gestion établi par le comptable et le compte administratif de la collectivité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L1612-12 et L2121-31,

Vu le compte de gestion,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De déclarer que le compte de gestion dressé par le comptable public n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,

ARTICLE 2 : D'autoriser le Maire à viser et certifier le compte de gestion 2016 de la ville.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXECUTION BUDGETAIRE

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017
ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_014-DE



10100 - CHENOVE

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	14 255 773,80	30 133 515,97	44 389 289,77
Titres de recettes émis (b)	7 896 519,96	26 259 483,91	34 156 003,87
Réductions de titres (c)	77 920,93	1 788 170,21	1 866 091,14
Recettes nettes (d = b - c)	7 818 599,03	24 471 313,70	32 289 912,73
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	14 241 183,80	28 922 093,00	43 163 276,80
Mandats émis (f)	5 475 219,00	24 319 630,83	29 794 849,83
Annulations de mandats (g)	19 747,25	1 052 577,74	1 072 324,99
Dépenses nettes (h = f - g)	5 455 471,75	23 267 053,09	28 722 524,84
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	2 363 127,28	1 204 260,61	3 567 387,89
(h - d) Déficit			

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Archivé le 04/04/2017
021-212101661-20170403-DEL_2017_014-DE
SLO

10100 - CHENOVE

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2015	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2016	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2016	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2016
I - Budget principal					
Investissement	-4 483 820,43	0,00	2 363 127,28	0,00	-2 120 693,15
Fonctionnement	7 972 606,92	1 992 646,95	1 204 260,61	0,00	7 184 220,58
TOTAL I	3 488 786,49	1 992 646,95	3 567 387,89	0,00	5 063 527,43
II - Budgets des services à caractère administratif					
.					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	3 488 786,49	1 992 646,95	3 567 387,89	0,00	5 063 527,43

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017
ID : 106-2-1210-661-20170403-DEL_2017_014-DE
SLO

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_015

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Dominique MICHEL, 1er adjoint.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016

Le budget 2016 de la ville a été exécuté en dépenses et en recettes, et par section, comme suit :

	DÉPENSES	RECETTES
Section de fonctionnement	23 267 053.09 €	24 471 313.70 €
Section d'investissement	5 455 471.75 €	7 818 599.03 €

Compte tenu des réalisations constatées, des restes à réaliser, et après reprise des résultats reportés, le Compte Administratif de la Ville fait apparaître les soldes suivants :

- un résultat de la section de fonctionnement de	7 184 220.58 €
- un solde d'exécution de la section d'investissement de	- 2 120 693.15 €
- un solde des restes à réaliser	- 1 595 880.27 €
- un besoin de financement de la section d'investissement de	- 3 716 573.42 €

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L1612-12, L2121-31 et L2313-1,

Vu le compte administratif et ses annexes, notamment la présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De constater les identités de valeur avec le compte de gestion dressé par le comptable,

ARTICLE 2 : D'arrêter les résultats définitifs,

ARTICLE 3 : D'approuver le Compte Administratif 2016 de la commune de Chenôve.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

3 ABSTENTIONS :

M. BRUGNOT - Mme CARLIER - M. BLANDIN

1 PAS DE PARTICIPATION :

M. FALCONNET

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

République Française

VILLE DE CHENÔVE

**COMPTE ADMINISTRATIF
2016**

Conseil Municipal du 03/04/17

SOMMAIRE

pages			
	I. Informations générales		
	A - Informations statistiques, fiscales et financières		
	B - Modalités de vote du budget		
	II. Présentation générale du budget		
	A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser		
	A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres		
	A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres		
	B1 - Balance générale du budget - Dépenses		
	B2 - Balance générale du budget - Recettes		
	III. Vote du budget		
	A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses - Articles		
	A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes - Articles		
	B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses		
	B2 - Section d'investissement - Détail des recettes		
	IV. Annexes	Jointes	Sans objet
	A - Eléments du bilan		
	A1 - Présentation croisée par fonction (1)		
	A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement		
	A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement		
	A2 - Etat de la dette		
	A2.1 - Détail des crédits de trésorerie		
	A2.2 - Répartition par nature de dette		
	A2.3 - Répartition des emprunts par structure de taux		
	A2.4 - Typologie de la répartition de l'encours		
	A2.5 - Détail des opérations de couverture		X
	A2.6 - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement		X
	A2.7 - Emprunts renégociés au cours de l'année N		X
	A2.8 - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme		X
	A2.9 - Autres dettes		X
	A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements		
	A4 - Etat des provisions		X
	A5 - Etalement des provisions		X
	A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses		
	A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes		
	A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonct. (2)		X
	A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Invest. (2)		X
	A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)		X
	A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)		X
	A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)		X
	A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)		X
	A8 - Etat des charges transférées		X
	A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers		X
	A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées		
	A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties		
	A10.3 - Opérations liées aux cessions		
	A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées		X
	A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties		X
	A11 - Etat des travaux en régie		
	A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale		X
	B - Engagements hors bilan		
	B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement		
	B1.2 - Calcul du ratio d'endettement		
	B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail		X
	B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé		X
	B1.5 - Etat des autres engagements donnés		X
	B1.6 - Etat des engagements reçus		X
	B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions		
	B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents		
	B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents		X
	B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale		
	C - Autres éléments d'informations		
	C1.1 - Etat du personnel		
	C1.2 - Actions de formation des élus		X
	C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier		
	C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement		
	C3.2 - Liste des établissements publics créés		X
	C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe		X
	C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe		X

	C3.5 – Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes		
	C3.6 – Identification des flux croisés		X
	D - Décisions en matière des taux de contributions directes - Arrêté et signatures		
	D1 - Décisions en matière de taux de contributions directes		
	- Investissement - Etat des crédits reportés 2016		
	D2 - Arrêté et signatures		

n°INSEE 166 Commune DE CHENOVE	CA 2016
--------------------------------------	------------

I - INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colone h du recensement INSEE)	14200
Nombre de résidences secondaires (article R.2313-1 in fine)	38
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	COMADI

INFORMATIONS FISCALES N-2						
	Potentiel fiscal et financier		Valeur par hab. (population DGF)		Moyennes nationales de la strate	
	Fiscal	Financier			Fiscal	Financier
3 taxes	9 104 953	9 802 073	639,48	/	688,44	
Taxe professionnelle			0,00			
4 taxes	18 706 315	20 488 986	1313,83	/	1439,04	991,97 1123,13

Informations financières-ratios		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (CA 2014 - DGCL)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1578,25	1141
2	Produit des impositions directes/population	510,53	550
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1720,73	1312
4	Dépenses d'équipement brut/population	161,19	295
5	Encours de dettes/population	736,47	957
6	DGF/population	335,18	238
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	67,35%	57,70%
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal		
8 bis	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	71,50%	
9	Dépenses de fonct.et remb. Dette en capital/recettes réelles de fonct.	96,92%	93,80%
10	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	9,37%	22,50%
11	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	43,00%	72,90%

I - INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE

I - L'Assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement (1).
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement (1).
- avec ou sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III-B-3 (2)
- avec ou sans vote formel sur chacun des chapitres (2)

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

.....

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci - dessus, le budget est réputé voté par chapitre et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

III - Les provisions sont (2) :

- semi - budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)
- budgétaires (délibération n° du) (2).

(1) A compléter par "du chapitre" ou "de l'article".

(2) Mention complétée ou Rayer la mention inutile

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	a 23 267 053.09	g 24 471 313.70
	Section d'investissement	b 5 455 471.75	h 7 818 599.03

+

+

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	c	i 5 979 959.97
	Report en section d'investissement (001)	d 4 483 820.43	j

=

=

TOTAL (réalisations + reports)	=a+b+c+d 33 206 345.27	=g+h+i+j 38 269 872.70
-----------------------------------	------------------------	------------------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1	Section de fonctionnement	e	k
	Section d'investissement	f 3 578 126.71	l 1 982 246.44
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	=e+f 3 578 126.71	=k+l 1 982 246.44

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	=a+c+e 23 267 053.09	=g+i+k 30 451 273.67
	Section d'investissement	=b+d+f 13 517 418.89	=h+j+l 9 800 845.47
	TOTAL CUMULE	=a+b+c+d+e+f 36 784 471.98	=g+h+i+j+k+l 40 252 119.14

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap/Art.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
	SECTION D'INVESTISSEMENT	3 578 126.71	1 982 246.44
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		1 946 911.60
1321	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX		499 752.60
1322	REGIONS		242 840.00
1323	DEPARTEMENTS		753 253.00
13251	GFP DE RATTACHEMENT		430 532.00
1326	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX		20 534.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	84 300.36	
2031	FRAIS D'ETUDES	55 785.96	
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	28 514.40	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 002 115.57	
2121	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	1 759.73	
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	289.09	
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	963 261.30	
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	22 938.42	
2184	MOBILIER	7 691.79	
2188	AUTRES	6 175.24	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 469 968.94	13 593.00
2312	TERRAINS	26 104.47	
2313	CONSTRUCTIONS	2 353 401.14	
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	76 870.33	
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES / CDE IMMO. CORP.	13 593.00	13 593.00
	45811 - COMPETENCES TRANSFEREES A CU	21 741.84	
45811	COMPETENCES TRANSFEREES A CU	21 741.84	
	45821 - REVERSEMENT GRAND DIJON		21 741.84

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

Chap/Art.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
45821	REVERSEMENT GRAND DIJON		21 741.84

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits Ouverts	Mandats émis	Rattachements	Restes à réaliser	Crédits annulés
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	5 339 019.00	4 035 813.23	695 687.82		607 517.95
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 216 700.00	15 085 010.10	8 687.60		123 002.30
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS					
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 268 544.00	2 103 776.79	28 052.34		136 714.87
Total des dépenses de gestion courante		22 824 263.00	21 224 600.12	732 427.76		867 235.12
66	CHARGES FINANCIERES	331 600.00	-114 614.59	425 450.82		20 763.77
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	179 403.00	165 920.75	13 310.21		172.04
Total des dépenses réelles de fonctionnement		23 335 266.00	21 275 906.28	1 171 188.79		888 170.93
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	4 766 868.00				
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	810 775.00	819 958.02			-9 183.02
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		5 577 643.00	819 958.02			4 757 684.98
TOTAL		28 912 909.00	22 095 864.30	1 171 188.79		5 645 855.91

Pour information						
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits Ouverts	Titres émis	Rattachements	Restes à réaliser	Crédits annulés
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	459 385.00	312 506.26	46 239.00		100 639.74
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 155 398.00	952 019.44	190 917.40		12 461.16
73	IMPOTS ET TAXES	15 810 568.00	15 345 348.48	589 793.00		-124 573.48
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	6 491 562.00	6 432 731.40	309 850.83		-251 020.23
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	156 859.00	198 352.19	17 099.00		-58 592.19
Total des recettes de gestion courante		24 073 772.00	23 240 957.77	1 153 899.23		-321 085.00
76	PRODUITS FINANCIERS	600.00	548.64			51.36
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		38 937.11			-38 937.11
Total des recettes réelles de fonctionnement		24 074 372.00	23 280 443.52	1 153 899.23		-359 970.75
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	70 000.00	36 970.95			33 029.05
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		70 000.00	36 970.95			33 029.05
TOTAL		24 144 372.00	23 317 414.47	1 153 899.23		-326 941.70

Pour information						
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		5 979 959.97				

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits Ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	149 000.55	64 699.95	84 300.36	0.24
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	105 827.00	105 825.80		1.20
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 905 654.39	558 489.72	1 002 115.57	345 049.10
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	4 194 952.93	1 418 116.84	2 469 968.94	306 867.15
	Total des opérations d'équipement				
	Total des dépenses d'équipement	6 355 434.87	2 147 132.31	3 556 384.87	651 917.69
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	24 404.00	17 452.00		6 952.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 300 000.00	1 269 976.13		30 023.87
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	62 500.00	62 500.00		
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00	1 000 000.00		
	Total des dépenses financières	2 386 904.00	2 349 928.13		36 975.87
45x1	Total des opérations pour compte de tiers	362 715.50	340 118.35	21 741.84	855.31
	Total des dépenses réelles d'investissement	9 105 054.37	4 837 178.79	3 578 126.71	689 748.87
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	70 000.00	36 970.95		33 029.05
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	581 325.00	581 322.01		2.99
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	651 325.00	618 292.96		33 032.04
TOTAL		9 756 379.37	5 455 471.75	3 578 126.71	722 780.91

Pour information				
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	4 483 820.43			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits Ouverts	Titres émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138)	2 493 509.50	1 117 147.29	1 946 911.60	-570 549.39
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES (hors 165)	1 266 637.28	1 000 000.00		266 637.28
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	21 266.00		13 593.00	7 673.00
	Total des recettes d'équipement	3 781 412.78	2 117 147.29	1 960 504.60	-296 239.11
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	1 976 107.00	1 989 611.53		-13 504.53
1068	Excédents de fonct. capitalisés	1 992 646.95	1 992 646.95		
138	Autres subvent" invest. non transf.				
165	Dépôts et cautionnements reçus				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
024	PRODUITS DES CESSIONS	6 000.00			
	Total des recettes financières	3 974 753.95	3 982 258.48		-7 504.53
45x2	Total des opérations pour compte de tiers	339 655.07	317 913.23	21 741.84	
	Total des recettes réelles d'investissement	8 095 821.80	6 417 319.00	1 982 246.44	-303 743.64
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	4 766 868.00			
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	810 775.00	819 958.02		-9 183.02
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	581 325.00	581 322.01		2.99
	Total des recettes d'ordre d'investissement	6 158 968.00	1 401 280.03		4 757 687.97
TOTAL		14 254 789.80	7 818 599.03	1 982 246.44	4 453 944.33

Pour information				
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 731 501.05		4 731 501.05
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 093 697.70		15 093 697.70
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 131 829.13		2 131 829.13
66	CHARGES FINANCIERES	310 836.23		310 836.23
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	179 230.96	9 184.00	188 414.96
68	Dotations aux amortissements et provisions		810 774.02	810 774.02
Dépenses de fonctionnement - Total		22 447 095.07	819 958.02	23 267 053.09
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	17 452.00		17 452.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 269 976.13		1 269 976.13
19	DIFFERENCES SUR REALISATION D'IMMOBILISATIONS		984.00	984.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)	64 699.95		64 699.95
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES (hors opérations)	105 825.80	170 512.88	276 338.68
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)	558 489.72	339 732.77	898 222.49
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)	1 418 116.84	107 063.31	1 525 180.15
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	62 500.00		62 500.00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00		1 000 000.00
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS			
45x-1	Total des opérations pour compte de tiers	340 118.35		340 118.35
Dépenses d'investissement - Total		4 837 178.79	618 292.96	5 455 471.75
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				4 483 820.43

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL			
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	358 745.26		358 745.26
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 142 936.84		1 142 936.84
72	TRAVAUX EN REGIE		35 986.95	35 986.95
73	IMPOTS ET TAXES	15 935 141.48		15 935 141.48
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	6 742 582.23		6 742 582.23
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	215 451.19		215 451.19
76	PRODUITS FINANCIERS	548.64		548.64
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	38 937.11	984.00	39 921.11
Recettes de fonctionnement - Total		24 434 342.75	36 970.95	24 471 313.70
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				5 979 959.97

	INVESTISSEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	1 989 611.53		1 989 611.53
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	1 992 646.95		1 992 646.95
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	1 117 147.29	257 945.00	1 375 092.29
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 000 000.00		1 000 000.00
19	DIFFERENCES SUR REALISATION D'IMMOBILISATIONS		2 200.00	2 200.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		67 074.78	67 074.78
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		263 286.23	263 286.23
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		810 774.02	810 774.02
45x-2	Total des opérations pour compte de tiers	317 913.23		317 913.23
Recettes d'investissement - Total		6 417 319.00	1 401 280.03	7 818 599.03
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

SECTION DE FONCTIONNEMENT

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Mandats émis	Rattachements	Restes à réaliser	Crédits annulés
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	5 339 019.00	4 035 813.23	695 687.82		607 517.95
- 60 -	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	2 857 949.00	2 022 591.27	380 974.01		454 383.72
6042	ACHATS D'ETUDES, PRESTATIONS DE SERVICES ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR. AMENAG.)	632 318.00	451 121.18	97 582.98		83 613.84
	ACHATS NON STOCKES DE MATIERES & FOURNITURES					
	FOURNITURES NON STOCKABLES					
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	150 000.00	100 188.63	83 556.48		-33 745.11
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	390 000.00	297 523.72	36 434.91		56 041.37
60613	CHAUFFAGE URBAIN	630 000.00	450 120.56	53 994.95		125 884.49
60618	AUTRES FOURNITURES	150 000.00	84 800.54	20 237.95		44 961.51
	FOURNITURES NON STOCKEES					
60621	COMBUSTIBLES	10 000.00	8 182.03			1 817.97
60622	CARBURANTS	88 000.00	43 686.43	4 563.95		39 749.62
60623	ALIMENTATION	49 760.00	43 906.35	2 041.96		3 811.69
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES	5 130.00	4 689.34	24.18		416.48
	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT					
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	64 010.00	37 861.83	19 912.32		6 235.85
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	108 088.00	78 848.13	19 992.51		9 247.36
60633	FOURNITURES DE VOIRIE	27 000.00	11 790.95	130.22		15 078.83
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	33 000.00	13 942.35	11 263.93		7 793.72
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	59 973.00	49 504.70	1 823.19		8 645.11
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MEDIATHEQUE)	91 250.00	83 907.72	7 754.08		-411.80
606511	LIVRES NUMERIQUES SUR LISEUSE	1 500.00	79.89	1 375.95		44.16
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	79 520.00	71 496.91	3 038.27		4 984.82
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	288 400.00	190 940.01	17 246.18		80 213.81
- 61 -	SERVICES EXTERIEURS	1 756 427.00	1 398 497.46	276 557.50		81 372.04
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC ENTREPRISES	255 500.00	198 667.41	61 354.96		-4 522.37
	LOCATIONS					
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	81 160.00	59 683.49	20 710.41		766.10
6135	LOCATIONS MOBILIERES	155 402.00	135 566.90	12 661.99		7 173.11
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	82 320.00	65 118.72	30 320.27		-13 118.99
	ENTRETIEN ET REPARATIONS					
	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS IMMOBILIERS					
61521	TERRAINS	57 400.00	61 751.46	2 497.44		-6 848.90
615221	BATIMENTS PUBLICS	206 848.00	182 303.45	31 713.56		-7 169.01
615228	AUTRES BATIMENTS	30 587.00	27 364.75			3 222.25
615231	VOIRIES	18 000.00	22 798.42	2 237.76		-7 036.18
615232	RESEAUX	27 500.00	10 919.39	6 645.61		9 935.00
	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS MOBILIERS					
61551	MATERIEL ROULANT	10 000.00	18 260.59	1 797.12		-10 057.71
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	18 720.00	17 975.06	2 965.65		-2 220.71
6156	MAINTENANCE	236 934.00	193 130.44	23 680.01		20 123.55
6168	AUTRES	94 080.00	92 616.72			1 463.28
617	ETUDES ET RECHERCHES	18 700.00	14 082.80	1 227.36		3 389.84
	DIVERS					

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Mandats émis	Rattachements	Restes à réaliser	Crédits annulés
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	15 420.00	11 771.47	1 551.60		2 096.93
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	93 000.00	38 452.72	23 181.40		31 365.88
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES		90.00	60.00		-150.00
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	354 856.00	247 943.67	53 952.36		52 959.97
- 62 -	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	612 993.00	497 045.50	38 156.31		77 791.19
	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES					
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	3 000.00	3 557.25			-557.25
6226	HONORAIRES	77 880.00	43 527.20	8 633.00		25 719.80
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX		1 088.00			-1 088.00
6228	DIVERS	2 650.00				2 650.00
	PUBLICITE, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES					
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	31 120.00	15 969.13	3 070.00		12 080.87
6232	FETES ET CEREMONIES	9 930.00	10 170.61	653.00		-893.61
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	18 700.00	18 431.93			268.07
6237	PUBLICATIONS	63 700.00	41 636.61	5 789.32		16 274.07
6238	DIVERS	26 250.00	27 474.05	3 668.80		-4 892.85
	TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS					
6241	TRANSPORTS DE BIENS	450.00	191.39			258.61
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	83 771.00	65 159.99	2 525.00		16 086.01
6248	DIVERS	100.00				100.00
	DEPLACEMENTS, MISSIONS ET RECEPTIONS					
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	9 893.00	5 221.37			4 671.63
6256	MISSIONS	12 000.00	8 687.87	1 606.17		1 705.96
6257	RECEPTIONS	87 579.00	69 285.66	1 885.00		16 408.34
	FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS					
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	64 000.00	50 398.70	3 245.20		10 356.10
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	54 900.00	75 902.06	3 201.82		-24 203.88
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	1 200.00	1 477.27			-277.27
	DIVERS					
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	47 370.00	41 954.15	2 409.00		3 006.85
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISES, FORETS ET BOISE)		781.47			-781.47
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	15 000.00	15 350.19	1 470.00		-1 820.19
	REDEVANCES POUR SERVICES RENDUS					
62848	REDEVANCES POUR AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES	500.00	550.60			-50.60
	REMBOURSEMENTS DE FRAIS					
62878	A D'AUTRES ORGANISMES		230.00			-230.00
6288	AUTRES	3 000.00				3 000.00
- 63 -	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	111 650.00	117 679.00			-6 029.00
	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES (ADM IMP.)					
	IMPOTS DIRECTS					
63512	TAXES FONCIERES	109 150.00	115 963.00			-6 813.00
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX		612.00			-612.00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	2 500.00	1 104.00			1 396.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 216 700.00	15 085 010.10	8 687.60		123 002.30
- 62 -	AUTRES SERVICES EXTERIEURS		22 181.34	6 888.60		-29 069.94
6218	PERSONNEL EXTERIEUR AU SERVICE AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR		22 181.34	6 888.60		-29 069.94

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Mandats émis	Rattachements	Restes à réaliser	Crédits annulés
- 63 -	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	450 710.00	431 697.34			19 012.66
	IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUN. (AUTRES ORGANIS.)					
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	178 847.00	174 659.95			4 187.05
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	44 712.00	43 666.39			1 045.61
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	200 319.00	187 171.60			13 147.40
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERATIONS	26 832.00	26 199.40			632.60
- 64 -	CHARGES DE PERSONNEL	14 765 990.00	14 631 131.42	1 799.00		133 059.58
	RENUMERATIONS DU PERSONNEL					
	PERSONNEL TITULAIRE					
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	6 530 544.00	6 249 276.63			281 267.37
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	296 157.00	297 565.50			-1 408.50
64118	AUTRES INDEMNITES	1 161 104.00	1 229 619.57			-68 515.57
	PERSONNEL NON TITULAIRE					
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	1 750 179.00	1 757 961.97			-7 782.97
64136	INDEMNITES DE PREAVIS ET DE LICENCIEMENT		1 430.00			-1 430.00
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	232 770.00	367 816.79			-135 046.79
	EMPLOIS D'INSERTION					
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	515 777.00	467 439.37			48 337.63
6417	REMUNERATIONS DES APPRENTIS		4 474.65			-4 474.65
	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE					
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	1 684 173.00	1 688 523.58			-4 350.58
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	2 131 435.00	2 158 536.32			-27 101.32
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	139 014.00	150 557.94			-11 543.94
64541	COTISATIONS ASSEDIC EMPLOIS AIDES	7 628.00				7 628.00
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	72 887.00	88 232.76	1 799.00		-17 144.76
	AUTRES CHARGES SOCIALES					
	ALLOCATIONS DE CHOMAGE					
64731	VERSEES DIRECTEMENT	64 358.00	45 731.82			18 626.18
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	31 308.00	33 321.33			-2 013.33
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	94 662.00				94 662.00
	AUTRES CHARGES DE PERSONNEL					
	CESSATION PROGRESSIVE D'ACTIVITE					
64832	CONTRIB. FDS COMPENS. CESS. PROGRESSIVE ACT.	9 372.00				9 372.00
6488	AUTRES CHARGES	44 622.00	90 643.19			-46 021.19
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS					
- 73 -	IMPOTS ET TAXES					
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 268 544.00	2 103 776.79	28 052.34		136 714.87
- 65 -	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 268 544.00	2 103 776.79	28 052.34		136 714.87
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICENCES...	27 425.00	21 722.85	3 269.69		2 432.46
	INDEMNITES,FRAIS DE MISSION MAIRES ET ADJOINTS					
6531	INDEMNITES	192 478.00	156 869.87			35 608.13
6532	FRAIS DE MISSION	1 000.00	1 284.13			-284.13
6533	COTISATIONS DE RETRAITE	10 078.00	10 993.51			-915.51
6534	COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE - PART PATRONALE	16 075.00	19 962.06			-3 887.06
6535	FORMATION	6 000.00	7 915.00			-1 915.00

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Mandats émis	Rattachements	Restes à réaliser	Crédits annulés
6541 6542	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR CREANCES ETEINTES	8 000.00 2 000.00	3 958.02 2 979.76			4 041.98 -979.76
65548 6558	CONTINGENTS ET PARTICIPATIONS OBLIGATOIRES AUTRES CONTRIBUTIONS AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	22 000.00 4 000.00	19 244.00	3 210.25		-454.25 4 000.00
	SUBVENTIONS					
657362 65737 65738	SUBV. FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS CCAS AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX AUTRES ORGANISMES	1 000 000.00 21 573.00	900 000.00 1 584.00	21 572.40		100 000.00 -1 584.00 0.60
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES	957 915.00	956 621.51			1 293.49
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE		642.08			-642.08
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)=011+012+014+65+656		22 824 263.00	21 224 600.12	732 427.76		867 235.12
66	CHARGES FINANCIERES	331 600.00	-114 614.59	425 450.82		20 763.77
- 66 -	CHARGES FINANCIERES	331 600.00	-114 614.59	425 450.82		20 763.77
66111 66112	CHARGES D'INTERETS INTERETS REGLES A ECHEANCE INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNES	222 500.00	217 192.08 -107 380.63	80 667.87		5 307.92 26 712.76
666 6688	PERTES DE CHANGE AUTRES	33 500.00 75 600.00	32 324.96 -256 751.00	344 782.95		1 175.04 -12 431.95
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	179 403.00	165 920.75	13 310.21		172.04
- 67 -	CHARGES EXCEPTIONNELLES	179 403.00	165 920.75	13 310.21		172.04
6714 6718	CHARGES EXCEPTIONNELLES / OPERATIONS DE GESTION BOURSES ET PRIX AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES / OPE DE GESTION	7 500.00 109 300.00	6 625.05 95 736.76	13 310.21		874.95 253.03
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	36 000.00	36 906.12			-906.12
6748	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	26 603.00	26 602.73			0.27
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES		50.09			-50.09
TOTAL DES DEPENSES REELLES (r)=(a)+66+67+68+022		23 335 266.00	21 275 906.28	1 171 188.79		888 170.93

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Mandats émis	Rattachements	Restes à réaliser	Crédits annulés
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	4 766 868.00				4 766 868.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	4 766 868.00				4 766 868.00
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	810 775.00	819 958.02			-9 183.02
- 67 - 675 6761	CHARGES EXCEPTIONNELLES VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES DIFFERENCES SUR REALISATION (POSITIVES) TRANSFEREE		9 184.00 6 984.00 2 200.00			-9 184.00 -6 984.00 -2 200.00
- 68 -	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	810 775.00	810 774.02			0.98
6811	DAP - CHARGES DE FONCTIONNEMENT DAP - IMMOBILISATIONS INCORPELLES ET CORPELLES	810 775.00	810 774.02			0.98
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		5 577 643.00	819 958.02			4 757 684.98
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		5 577 643.00	819 958.02			4 757 684.98

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres)	28 912 909.00	22 095 864.30	1 171 188.79		5 645 855.91
--	---------------	---------------	--------------	--	--------------

Pour information : D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	
---	--

Détail du calcul des ICNE au compte 66112

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Titres émis	Rattachements	Restes à réaliser	Crédits annulés
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	459 385.00	312 506.26	46 239.00		100 639.74
- 60 -	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS		5 878.64			-5 878.64
6096	RABAIS, REMISES ET RISTOURNES OBTENUS SUR ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES		5 878.64			-5 878.64
- 61 -	SERVICES EXTERIEURS					
- 62 -	AUTRES SERVICES EXTERIEURS					
- 64 -	CHARGES DE PERSONNEL	459 385.00	306 627.62	46 239.00		106 518.38
6419	RENUMERATIONS DU PERSONNEL	276 377.00	303 115.16	46 239.00		-72 977.16
64191	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL REMB REMUNERATION EMPLOIS AIDES	183 008.00				183 008.00
6459	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE REMBOURSEMENTS / CHARGES DE S.S ET PREVOYANCE		3 512.46			-3 512.46
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 155 398.00	952 019.44	190 917.40		12 461.16
- 70 -	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE VENTES DIVERSES	1 155 398.00	952 019.44	190 917.40		12 461.16
7022	VENTES DE RECOLTES ET DE PRODUITS FORESTIERS COUPES DE BOIS	20 090.00	20 090.44			-0.44
	REDEVANCES ET RECETTES D'UTILISATION DU DOMAINE					
70311	CONCESSIONS ET REDEVANCES FUNERAIRES CONCESSION DANS LES CIMETIERES	35 679.00	33 656.00			2 023.00
70323	DROITS DE PERMIS DE STATION. DE LOCAT. /VOIE PUB. REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMAL	25 620.00	22 225.32			3 394.68
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	18 910.00	10 790.91			8 119.09
704	TRAVAUX		1 953.59			-1 953.59
7062	PRESTATIONS DE SERVICES REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES CULTUREL	188 000.00	168 137.47	26 500.00		-6 637.47
70631	REDEVANCE ET DROITS DES SERVICES SPORTIF & LOISIR A CARACTERE SPORTIF	246 500.00	255 253.40	24 010.60		-32 764.00
70632	A CARACTERE DE LOISIRS	174 000.00	99 693.39	11 184.10		63 122.51
7066	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES SOCIAL	147 159.00	126 725.55	27 800.00		-7 366.55
7067	REDEVAN. ET DROITS SCES PERISCOLAIRES ET ENSEIG.	245 000.00	185 216.71	58 000.00		1 783.29
70688	AUTRES REDEVANCES ET DROITS AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	790.00	741.66			48.34
	AUTRES PRODUITS					
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	5 400.00	6 052.78	459.00		-1 111.78
70841	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTUREE AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSES DES ECOLES	24 000.00		22 458.60		1 541.40
70846	MISE A DISPO GFP DE RATTACHEMENT		9 626.54			-9 626.54
70848	AUX AUTRES ORGANISMES	12 000.00		11 296.10		703.90
70873	REMBOURSEMENTS DE FRAIS PAR LES CCAS	7 500.00		9 209.00		-1 709.00

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Titres émis	Rattachements	Restes à réaliser	Crédits annulés
70876 70878	REMBT FRAIS PAR GFP RATTACHEMENT PAR D'AUTRES REDEVABLES	4 750.00	2 540.52 9 315.16			-2 540.52 -4 565.16
73	IMPOTS ET TAXES	15 810 568.00	15 345 348.48	589 793.00		-124 573.48
- 73 -	IMPOTS ET TAXES	15 810 568.00	15 345 348.48	589 793.00		-124 573.48
73111 7318	IMPOTS LOCAUX TAXES FONCIERES ET D'HABITATION AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	7 536 782.00	7 537 340.00 73 889.00			-558.00 -73 889.00
7321 7322	FISCALITE REVERSEE ATTRIBUTION DE COMPENSATION DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE	6 125 289.00 958 257.00	6 125 289.00 958 257.00			
7331 7333 7336 7338	TAXES POUR UTILISATION SERVICES PUBLICS ET DU DOM TAXE D'ENLEVEMENT DES O.M. TAXE FUNERAIRE DROITS DE PLACE AUTRES TAXES	1 160.00 5 580.00 75 000.00 4 000.00	1 065.00 7 114.00 65 951.81 2 230.00	1 293.00		95.00 -1 534.00 7 755.19 1 770.00
7351	IMPOTS ET TAXES LIES A PRODUCTION ENERGETIQUE TAXE SUR L'ELECTRICITE	235 000.00	182 898.58	53 000.00		-898.58
7362	IMPOTS ET TAXES LIES AUX ACTIVITES DE SERVICES TAXES DE SEJOUR	40 000.00	-3 612.60	35 500.00		8 112.60
7368	TAXES SUR PUBLICITE TAXES SUR PUBLICITE AUTRES TAXES	500 000.00	-5 960.98	500 000.00		5 960.98
7381 7388	TAXE ADDIT. DROITS MUTATION OU PUB FONCIERE AUTRES TAXES DIVERSES	250 000.00 79 500.00	319 840.67 81 047.00			-69 840.67 -1 547.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	6 491 562.00	6 432 731.40	309 850.83		-251 020.23
- 74 -	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	6 491 562.00	6 432 731.40	309 850.83		-251 020.23
7411	DGF DOTATION FORFAITAIRE	1 316 258.00	1 316 258.00			
74123	DOTATION D'AMENAGEMENT DOTATION SOLIDARITE URBAINE	3 443 312.00	3 443 312.00			
74712 74718	PARTICIPATIONS ETAT EMPLOIS D'AVENIR AUTRES	93 860.00	116 108.64 34 853.40			-116 108.64 59 006.60
7472 7473 74748 74751 7477 7478	REGIONS DEPARTEMENTS AUTRES COMMUNES GFP DE RATTACHEMENT BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS AUTRES ORGANISMES	26 000.00 118 600.00 2 300.00 24 000.00 95 150.00 893 460.00	22 080.00 133 502.40 2 300.00 25 875.66 -66 631.81 933 250.11	37 242.00 10 400.00 156 572.40 105 636.43		3 920.00 -52 144.40 -2 300.00 -12 275.66 5 209.41 -145 426.54
7482	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS COMPENSATION POUR PERTE DE TAXE ADDITIONNELLE		1 375.00			-1 375.00
748314 74834	ATTRIBUTIONS DE PEREQUATION ET DE COMPENSATION ETAT - COMPENSATION AU TITRE DE LA TAXE PROFESSION ETAT - COMPENSATION EXONERATIONS TAXES FONCIERES	40 000.00 90 000.00	37 715.00 113 356.00			2 285.00 -23 356.00

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Titres émis	Rattachements	Restes à réaliser	Crédits annulés
74835	ETAT - COMPENSATION EXONERATIONS TAXE HABITATION	198 760.00	170 573.00			28 187.00
7484	DOTATION DE RECENSEMENT	3 132.00	2 924.00			208.00
7485	DOTATION POUR LES TITRES SECURISES	5 030.00	5 030.00			
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	144 000.00	140 850.00			3 150.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	156 859.00	198 352.19	17 099.00		-58 592.19
- 75 -	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	156 859.00	198 352.19	17 099.00		-58 592.19
752	REVENUS DES IMMEUBLES	154 420.00	195 913.19	17 099.00		-58 592.19
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	2 439.00	2 439.00			
TOTAL DES RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a)=70+73+74+75+013		24 073 772.00	23 240 957.77	1 153 899.23		-321 085.00
76	PRODUITS FINANCIERS	600.00	548.64			51.36
- 76 -	PRODUITS FINANCIERS	600.00	548.64			51.36
7688	AUTRES	600.00	548.64			51.36
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		38 937.11			-38 937.11
- 77 -	PRODUITS EXCEPTIONNELS		38 937.11			-38 937.11
7714	PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION		81.54			-81.54
7718	RECouvrement SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR		5 629.99			-5 629.99
	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS/OPERATIONS DE GEST.					
773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS		635.90			-635.90
775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		8 200.00			-8 200.00
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS		24 389.68			-24 389.68
TOTAL DES RECETTES REELLES (r)=(a)+76+77+78		24 074 372.00	23 280 443.52	1 153 899.23		-359 970.75

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Titres émis	Rattachements	Restes à réaliser	Crédits annulés
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	70 000.00	36 970.95			33 029.05
- 67 -	CHARGES EXCEPTIONNELLES					
- 72 -	TRAVAUX EN REGIE	70 000.00	35 986.95			34 013.05
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	70 000.00	35 986.95			34 013.05
- 77 -	PRODUITS EXCEPTIONNELS		984.00			-984.00
7761	DIFFERENCES SUR REALISATION (NEGATIVES) TRANSFEREE		984.00			-984.00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		70 000.00	36 970.95			33 029.05
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres)		24 144 372.00	23 317 414.47	1 153 899.23		-326 941.70
Pour information : R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		5 979 959.97				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

SECTION D'INVESTISSEMENT

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	149 000.55	64 699.95	84 300.36	0.24
- 20 -	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	149 000.55	64 699.95	84 300.36	0.24
2031	FRAIS D'ETUDES, RECHERCHE OU DEVELOPPEMENT	100 344.00	44 307.00	55 785.96	251.04
2033	FRAIS D'INSERTION	944.00	925.20		18.80
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	47 712.55	19 467.75	28 514.40	-269.60
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	105 827.00	105 825.80		1.20
- 20 -	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	105 827.00	105 825.80		1.20
+204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	105 827.00	105 825.80		1.20
204182	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	105 827.00	105 825.80		1.20
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 905 654.39	558 489.72	1 002 115.57	345 049.10
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 905 654.39	558 489.72	1 002 115.57	345 049.10
2111	TERRAINS				
2115	TERRAINS NUS	4 800.00	4 800.00		
	TERRAINS BATIS		5.00		-5.00
2121	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	6 164.87	4 150.55	1 759.73	254.59
2128	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	8 289.09	7 000.00	289.09	1 000.00
2138	CONSTRUCTIONS				
	AUTRES CONSTRUCTIONS	1 388 864.00	109 842.77	963 261.30	315 759.93
	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES				
21578	MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE				
	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	10 288.40	11 288.40		-1 000.00
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	49 892.84	47 403.67		2 489.17
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	MATERIEL DE TRANSPORT	2 297.00			2 297.00
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	297 657.02	259 054.02	22 938.42	15 664.58
2184	MOBILIER	42 958.37	27 302.55	7 691.79	7 964.03
2185	CHEPTEL	550.00	550.00		
2188	AUTRES	93 892.80	87 092.76	6 175.24	624.80
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	4 194 952.93	1 418 116.84	2 469 968.94	306 867.15
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS	4 194 952.93	1 418 116.84	2 469 968.94	306 867.15
2312	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				
	TERRAINS	326 059.73	207 505.50	26 104.47	92 449.76
2313	CONSTRUCTIONS	3 652 626.20	1 091 474.93	2 353 401.14	207 750.13

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	195 001.00	119 136.41	76 870.33	-1 005.74
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES / CDE IMMO. CORP.	21 266.00		13 593.00	7 673.00
TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT		6 355 434.87	2 147 132.31	3 556 384.87	651 917.69
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	24 404.00	17 452.00		6 952.00
- 10 -	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	24 404.00	17 452.00		6 952.00
	DOTATIONS ET FONDS GLOBALISES D'INVESTISSEMENT				
10223	FONDS GLOBALISES D'INVESTISSEMENT T.L.E.	17 554.00	17 452.00		102.00
10226	TAXE D'AMENAGEMENT ET VERSEMENT POUR SOUS-DENSITE	6 850.00			6 850.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 300 000.00	1 269 976.13		30 023.87
- 16 -	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 300 000.00	1 269 976.13		30 023.87
	EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT				
1641	EMPRUNTS EN EUROS	1 214 638.00	1 130 885.72		83 752.28
1643	EMPRUNTS EN DEVICES	82 331.00	82 324.47		6.53
	EMPRUNTS ASSORTIS OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE TRESO				
16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT		53 735.70		-53 735.70
	EMPRUNTS DETTES ASSORTIES DE CONDITIONS PARTICUL.				
1672	EMPRUNTS SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	564.00	563.68		0.32
	AUTRES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
16818	AUTRES EMPRUNTS				
	AUTRES EMPRUNTS - AUTRES PRETEURS		2 466.56		-2 466.56
16878	AUTRES DETTES				
	AUTRES DETTES - AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS	2 467.00			2 467.00
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	62 500.00	62 500.00		
- 26 -	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PART.	62 500.00	62 500.00		
261	TITRES DE PARTICIPATIONS	62 500.00	62 500.00		
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00	1 000 000.00		
- 27 -	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00	1 000 000.00		
274	PRETS	1 000 000.00	1 000 000.00		
TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES		2 386 904.00	2 349 928.13		36 975.87
45811	COMPETENCES TRANSFEREES A CU	362 715.50	340 118.35	21 741.84	855.31
TOTAL DES DEPENSES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		362 715.50	340 118.35	21 741.84	855.31

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chapitre / Article	Libellé	Crédits Ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
TOTAL DES DEPENSES REELLES		9 105 054.37	4 837 178.79	3 578 126.71	689 748.87

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	70 000.00	36 970.95		33 029.05
Reprises sur autofinancement antérieur					
- 45 -	COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE OPE. INVEST. SOUS MANDAT (A SUBDIVISER PAR MANDAT)				
Charges transférées		70 000.00	36 970.95		33 029.05
192	DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/1997		984.00		-984.00
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS	70 000.00	35 986.95		34 013.05
2313	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS CONSTRUCTIONS	70 000.00	35 986.95		34 013.05
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	581 325.00	581 322.01		2.99
- 16 -	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
- 20 -	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	170 513.00	170 512.88		0.12
+204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	170 513.00	170 512.88		0.12
204412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		127.00		-127.00
204422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	170 513.00	170 385.88		127.12
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	339 734.00	339 732.77		1.23
2113	TERRAINS				
2115	TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE TERRAINS BATIS	81 789.00 257 945.00	81 787.77 257 945.00		1.23
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS	71 078.00	71 076.36		1.64
2313	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS CONSTRUCTIONS	66 557.00	66 555.48		1.52
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	4 521.00	4 520.88		0.12
- 24 -	IMMO. AFFECTEES, CONCEDEES, AFFERM., MISE A DISPO				
- 27 -	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		651 325.00	618 292.96		33 032.04
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres)		9 756 379.37	5 455 471.75	3 578 126.71	722 780.91
Pour information : D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		4 483 820.43			

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Titres émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	2 493 509.50	1 117 147.29	1 946 911.60	-570 549.39
- 13 -	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 493 509.50	1 117 147.29	1 946 911.60	-570 549.39
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES				
1322	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	1 319 343.00	715 404.11	499 752.60	104 186.29
1323	REGIONS	748 445.50	400 230.00	242 840.00	105 375.50
13251	DEPARTEMENTS			753 253.00	-753 253.00
1326	GFP DE RATTACHEMENT	403 587.00		430 532.00	-26 945.00
1328	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	20 534.00		20 534.00	
	AUTRES	1 600.00	1 513.18		86.82
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 266 637.28	1 000 000.00		266 637.28
- 16 -	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 266 637.28	1 000 000.00		266 637.28
1641	EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT				
	EMPRUNTS EN EUROS	1 266 637.28	1 000 000.00		266 637.28
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
- 20 -	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	21 266.00		13 593.00	7 673.00
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS	21 266.00		13 593.00	7 673.00
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES / CDE IMMO. CORP.	21 266.00		13 593.00	7 673.00
TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT		3 781 412.78	2 117 147.29	1 960 504.60	-296 239.11
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	3 968 753.95	3 982 258.48		-13 504.53
- 10 -	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	3 968 753.95	3 982 258.48		-13 504.53
	DOTATIONS ET FONDS GLOBALISES D'INVESTISSEMENT				
	FONDS GLOBALISES D'INVESTISSEMENT				
10222	F.C.T.V.A.	1 816 107.00	1 827 541.00		-11 434.00
10223	T.L.E.	7 000.00	7 223.00		-223.00
10226	TAXE D'AMENAGEMENT ET VERSEMENT POUR SOUS-DENSITE	153 000.00	154 847.53		-1 847.53
	RESERVES				
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	1 992 646.95	1 992 646.95		
138	Autres subvent° invest. non transf.				
- 13 -	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Titres émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
165	Dépôts et cautionnements reçus				
- 16 -	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
- 27 -	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
024	PRODUITS DES CESSIONS	6 000.00			6 000.00
024	PRODUIT DES CESSIONS	6 000.00			
TOTAL DES RECETTES FINANCIERES		3 974 753.95	3 982 258.48		-7 504.53
45821	REVERSEMENT GRAND DIJON	339 655.07	317 913.23	21 741.84	
TOTAL DES RECETTES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		339 655.07	317 913.23	21 741.84	
TOTAL DES RECETTES REELLES		8 095 821.80	6 417 319.00	1 982 246.44	-303 743.64

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Titres émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	4 766 868.00			4 766 868.00
021	VIREMENT A LA SECTION FONCTIONNEMENT	4 766 868.00			
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	810 775.00	819 958.02		-9 183.02
192	DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/1997		2 200.00		-2 200.00
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		6 984.00		-6 984.00
2111	TERRAINS TERRAINS NUS		4 800.00		-4 800.00
	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES				
21578	MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE		2 184.00		-2 184.00
- 28 -	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	810 775.00	810 774.02		0.98
2802	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES FRAIS ETUDES, ELABO., MODIF., REVIS. DES DOC. URBA	1 000.00	906.09		93.91
28031	FRAIS ETUDES, RECH. ET DE DEVELOP. ET D'INSERT. AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	35 684.00	35 667.00		17.00
2804181	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSE				
2804182	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	587.00	587.00		
280421	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	45 000.00	59 643.00		-14 643.00
280422	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	5 000.00			5 000.00
2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 107.00	1 211.00		-104.00
2804422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	17 278.00	18 181.00		-903.00
	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	89 519.00	89 415.00		104.00
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	26 388.00	26 387.57		0.43
	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
28121	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS PLANTATIONS	2 265.00	11 237.41		-8 972.41
28128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS TERRAINS	59 294.00	58 421.90		872.10
28132	CONSTRUCTIONS IMMEUBLES DE RAPPORT	57 265.00	74 541.00		-17 276.00
281538	INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTILLAGE				
281571	AUTRES RESEAUX	36 145.00	37 102.00		-957.00
281578	MATERIEL ROULANT	16 470.00	16 470.00		
28158	MATERIEL ET OUTILLAGE DE NETTOIEMENT	27 848.00	27 847.58		0.42
	AUTRES	23 104.00	23 103.95		0.05
28181	AMORTISSEMENTS AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
28182	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS	3 924.00	3 924.00		
28183	MATERIEL DE TRANSPORT	82 065.00	82 064.17		0.83
28184	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL D'INFORMATIQUE	86 507.00	86 506.52		0.48
28185	MOBILIER	62 099.00	62 098.03		0.97
28188	CHEPTEL	130.00	479.00		-349.00
	AUTRES	132 096.00	94 980.80		37 115.20
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		5 577 643.00	819 958.02		4 757 684.98

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap./Art.	Libellé	Crédits Ouverts	Titres émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	581 325.00	581 322.01		2.99
- 13 -	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS				
- 10 -	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
- 13 -	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	257 945.00	257 945.00		
1328	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES	257 945.00	257 945.00		
- 16 -	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
- 20 -	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	67 076.00	67 074.78		1.22
2031	FRAIS D'ETUDES, RECHERCHE OU DEVELOPPEMENT FRAIS D'ETUDES	67 076.00	67 074.78		1.22
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	256 304.00	256 302.23		1.77
2111	TERRAINS	127.00	127.00		
2115	TERRAINS NUS	51 099.00	51 098.54		0.46
2138	TERRAINS BATIS				
	CONSTRUCTIONS				
	AUTRES CONSTRUCTIONS	170 386.00	170 385.88		0.12
	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES				
21534	RESEAUX DIVERS				
	RESEAUX D'ELECTRIFICATION	4 002.00	4 001.58		0.42
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	30 690.00	30 689.23		0.77
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS				
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		6 158 968.00	1 401 280.03		4 757 687.97
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres)		14 254 789.80	7 818 599.03	1 982 246.44	4 453 944.33
Pour information : R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilables 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)							
Total dépenses		23 267 053.09	1 184 323.35	4 224 427.79	649 533.66	3 259 530.99	3 218 869.96
Total recettes		30 451 273.67	26 816 837.63	295 098.86	55 024.85	724 747.81	421 291.91
Solde de fonctionnement		7 184 220.58	25 632 514.28	-3 929 328.93	-594 508.81	-2 534 783.18	-2 797 578.05
RESTES A REALISER au 31/12/N							
Total RAR dépenses							
Total RAR recettes							
Solde RAR fonctionnement							

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	4 SPORTS ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)							
Total dépenses		4 281 169.45	1 204 147.22	1 440 867.55	28 170.95	3 028 481.82	747 530.35
Total recettes		512 543.77	196 044.17	978 401.79	47 649.08	154 609.80	249 024.00
Solde de fonctionnement		-3 768 625.68	-1 008 103.05	-462 465.76	19 478.13	-2 873 872.02	-498 506.35
RESTES A REALISER au 31/12/N							
Total RAR dépenses							
Total RAR recettes							
Solde RAR fonctionnement							

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilables 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE
DEPENSES		23 267 053.09	1 184 323.35	4 224 427.79	649 533.66	3 259 530.99	3 218 869.96
Dépenses réelles		22 447 095.07	373 549.33	4 224 427.79	649 533.66	3 259 530.99	3 218 869.96
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 731 501.05	16 830.53	1 104 882.18	79 053.86	760 638.45	824 024.36
6042	ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR	548 704.16		4 726.80		211 633.82	264 838.68
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	183 745.11		11 783.51		25 036.62	3 121.89
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	333 958.63		36 226.41	2 545.37	43 612.96	51 960.76
60613	CHAUFFAGE URBAIN	504 115.51		41 848.90		128 195.17	42 460.87
60618	AUTRES FOURNITURES	105 038.49		10 637.24		38 024.56	14 097.28
60621	COMBUSTIBLES	8 182.03					
60622	CARBURANTS	48 250.38					
60623	ALIMENTATION	45 948.31		5 198.63	198.56	3 079.87	6 287.05
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES	4 713.52		1 518.02		797.14	98.53
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	57 774.15		5 198.29	254.76	18 356.93	2 326.13
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	98 840.64		16 345.70	6 914.60	11 411.64	12 474.63
60633	FOURNITURES DE VOIRIE	11 921.17				280.88	
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	25 206.28			2 237.09	3 715.29	246.78
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	51 327.89		42 288.50	153.90	155.05	7 708.19
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MED	91 661.80				60.32	87 021.03
606511	LIVRES NUMERIQUES SUR LISEUSE	1 455.84					1 455.84
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	74 535.18				72 739.41	
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	208 186.19		20 602.92		25 692.61	5 785.67
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN	260 022.37	11 400.00	47 449.80		1 096.33	72 082.25
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	80 393.90		22 480.26	22 065.66		300.00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	148 228.89		70 778.31	3 753.40	8 902.91	43 637.65
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	95 438.99		78 452.71	7 885.68		
61521	TERRAINS	64 248.90				1 444.80	
615221	BATIMENTS PUBLICS	214 017.01		16 442.08		72 068.67	56 203.67
615228	AUTRES BATIMENTS	27 364.75		772.15			
615231	VOIRIES	25 036.18					
615232	RESEAUX	17 565.00			14 416.43		
61551	MATERIEL ROULANT	20 057.71					
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	20 940.71		4 158.38		648.21	3 738.30
6156	MAINTENANCE	216 810.45		105 985.21	5 911.92	11 982.67	48 021.72
6168	AUTRES	92 616.72		92 616.72			
617	ETUDES ET RECHERCHES	15 310.16	4 140.00	2 632.07		1 528.38	
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	13 323.07		4 598.42	378.50	580.11	415.96
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	61 634.12		44 361.12			
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	150.00		150.00			
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	301 896.03		54 445.98	3 522.19	52 079.94	37 897.47
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEUR	3 557.25		3 447.25	110.00		
6226	HONORAIRES	52 160.20		42 202.20			700.00
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	1 088.00		728.00			
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	19 039.13		19 037.93			1.20
6232	FETES ET CEREMONIES	10 823.61		8 069.87			
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	18 431.93		3 360.00			2 056.80
6237	PUBLICATIONS	47 425.93		33 666.93			11 803.00
6238	DIVERS	31 142.85		29 271.67			571.80
6241	TRANSPORTS DE BIENS	191.39					191.39
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	67 684.99		8 766.34		20 369.00	4 550.00
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	5 221.37		2 507.50	775.52	209.00	437.56
6256	MISSIONS	10 294.04		3 497.81	1 203.74	108.40	2 828.31
6257	RECEPTIONS	71 170.66		49 634.60	184.14		16 408.68
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	53 643.90		53 638.98			
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	79 103.88		68 793.00	734.40	1 063.76	6 309.52
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	1 477.27	1 290.53				156.74
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	44 363.15		25 083.09	5 730.00	190.00	1 950.00
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISES, FORETS ET	781.47					
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	16 820.19		582.00	78.00	5 574.00	2 424.00
62848	REDEVANCES POUR AUTRES PRESTATIONS DE SE	550.60					
62878	A D'AUTRES ORGANISMES	230.00					230.00
63512	TAXES FONCIERES	115 963.00		10 896.88			11 225.01
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	612.00					

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	4 SPORTS ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
DEPENSES		4 281 169.45	1 204 147.22	1 440 867.55	28 170.95	3 028 481.82	747 530.35
Dépenses réelles		4 281 169.45	1 204 147.22	1 440 867.55	28 170.95	3 019 297.82	747 530.35
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 031 017.05	83 053.58	175 600.33	28 170.95	508 182.90	120 046.86
6042	ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR	32 958.97		26 587.49			7 958.40
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	124 800.09		4 918.70	715.98	13 116.97	251.35
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	154 277.94		15 797.42		24 402.38	5 135.39
60613	CHAUFFAGE URBAIN	270 897.56		20 713.01			
60618	AUTRES FOURNITURES	11 355.12		2 238.13		28 686.16	
60621	COMBUSTIBLES	8 182.03					
60622	CARBURANTS	56.76				48 193.62	
60623	ALIMENTATION	25 028.51		2 177.23		3 531.96	446.50
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES	1 700.64		495.50		103.69	
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	24 181.42		2 975.39		4 143.56	337.67
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	36 087.24	980.41	5 425.55		8 996.99	203.88
60633	FOURNITURES DE VOIRIE					11 640.29	
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	7 399.32	1 694.44	351.42		7 813.62	1 748.32
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	814.23		38.03			169.99
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MED	938.56		1 038.34			2 603.55
606511	LIVRES NUMERIQUES SUR LISEUSE						
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	1 795.77					
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	47 284.24		10 671.60	1 610.96	92 210.72	4 327.47
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN	883.48	50 991.20	60 115.43		10 487.19	5 516.69
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	8 019.68	11 008.30			6 120.00	10 400.00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	16 968.52				1 595.53	2 592.57
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE		3 445.97	2 423.72		3 230.91	
61521	TERRAINS	25 220.16		444.00		37 139.94	
615221	BATIMENTS PUBLICS	39 771.82	268.20	3 416.00	1 608.97	24 237.60	
615228	AUTRES BATIMENTS	4 189.77			12 192.83		10 210.00
615231	VOIRIES					6 472.18	18 564.00
615232	RESEAUX	1 655.13			188.68	1 304.76	
61551	MATERIEL ROULANT	200.00				19 857.71	
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	10 332.38		742.56		1 320.88	
6156	MAINTENANCE	26 199.60		2 686.35		15 092.16	930.82
6168	AUTRES						
617	ETUDES ET RECHERCHES	48.70		117.31		6 843.70	
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	2 419.66		867.00		2 116.00	1 947.42
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION		13 730.00				3 543.00
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES						
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	81 904.18		1 026.02		44 655.25	26 365.00
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEUR						
6226	HONORAIRES	1 440.00		7 818.00			
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX					360.00	
6231	ANNONCES ET INSERTIONS						
6232	FETES ET CEREMONIES	2 476.30				277.44	
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	12 951.17				63.96	
6237	PUBLICATIONS						1 956.00
6238	DIVERS						1 299.38
6241	TRANSPORTS DE BIENS						
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	33 900.05		99.60			
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	822.07		202.60		267.12	
6256	MISSIONS	993.03		827.93		697.57	137.25
6257	RECEPTIONS	2 423.24	930.14				1 589.86
6261	FRAIS D'AFFRANCHISEMENT		4.92				
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	1 468.80				734.40	
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	30.00					
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	1 443.11		300.00		615.95	9 051.00
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISES, FORETS ET					781.47	
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	6 872.20		1 086.00		203.99	
62848	REDEVANCES POUR AUTRES PRESTATIONS DE SE	550.60					
62878	A D'AUTRES ORGANISMES						
63512	TAXES FONCIERES	75.00			11 241.53	79 763.23	2 761.35
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX				612.00		

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilables 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	1 104.00					
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 093 697.70		2 882 399.74	541 014.80	2 464 164.45	2 019 191.13
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	29 069.94		28 325.14			
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	174 659.95		32 162.61	6 492.97	28 799.23	21 705.30
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	43 666.39		8 041.36	1 623.31	7 199.88	5 426.53
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI	187 171.60		36 182.64	7 169.69	32 398.30	24 419.20
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	26 199.40		4 824.35	974.00	4 320.23	3 256.00
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	6 249 276.63		1 298 752.85	165 832.75	924 220.68	939 533.49
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE	297 565.50		60 955.30	7 923.28	45 519.04	30 159.12
64118	AUTRES INDEMNITES	1 229 619.57		299 084.27	47 795.84	170 115.15	143 761.25
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	1 757 961.97		242 901.06	98 562.16	450 757.60	199 320.06
64136	INDEMNITES DE PREAVIS ET DE LICENCIEMENT	1 430.00		1 430.00			
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	367 816.79		55 479.99	39 621.23	80 879.68	37 811.98
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	467 439.37			14 897.14		
6417	REMUNERATIONS DES APPRENTIS	4 474.65					
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	1 688 523.58		309 423.13	74 787.42	320 630.36	206 721.59
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	2 158 536.32		449 169.28	62 555.64	326 235.80	303 913.58
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	150 557.94		15 884.57	9 122.55	33 066.37	8 575.87
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	90 031.76		16 943.50	2 497.43	13 455.75	11 744.42
64731	VERSEES DIRECTEMENT	45 731.82		9 329.92		20 165.62	
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	33 321.33		5 864.78	1 159.39	6 400.76	3 982.78
6488	AUTRES CHARGES	90 643.19		7 644.99			78 859.96
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES						
-- 014 --	ATTENUATIONS DE PRODUITS						
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 131 829.13	6 937.78	234 929.64	29 465.00	29 828.09	372 154.47
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICE	24 992.54		6 310.82	590.00		17 413.72
6531	IMDEMNITES	156 869.87		156 869.87			
6532	FRAIS DE MISSION	1 284.13		1 284.13			
6533	COTISATIONS DE RETRAITE	10 993.51		10 993.51			
6534	COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE - PART P	19 962.06		19 962.06			
6535	FORMATION	7 915.00		7 915.00			
6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	3 958.02	3 958.02				
6542	CREANCES ETEINTES	2 979.76	2 979.76				
65548	AUTRES CONTRIBUTIONS	22 454.25		22 454.25			
657362	CCAS	900 000.00					
65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	1 584.00				1 584.00	
65738	AUTRES ORGANISMES	21 572.40					
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT	956 621.51		9 140.00	28 875.00	27 602.01	354 740.75
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE	642.08				642.08	
-- 66 --	CHARGES FINANCIERES	310 836.23	222 804.28				
66111	INTERETS REGLES A ECHEANCE	217 192.08	217 192.08				
66112	INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNES	-26 712.76	-26 712.76				
666	PERTES DE CHANGE	32 324.96	32 324.96				
6688	AUTRES	88 031.95					
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES	179 230.96	126 976.74	2 216.23		4 900.00	3 500.00
6714	BOURSES ET PRIX	6 625.05				4 900.00	
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES / OPE DE	109 046.97	93 520.53	2 216.23			
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS	36 906.12	33 406.12				3 500.00
6748	AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	26 602.73					
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	50.09	50.09				
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						
Dépenses d'ordre		819 958.02	810 774.02				
-- 023 --	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT						
-- 042 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	819 958.02	810 774.02				
675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS C	6 984.00					
6761	DIFFERENCES SUR REALISATION (POSITIVES)	2 200.00					
6811	DAP - IMMOBILISATIONS INCORPELLES ET COR	810 774.02	810 774.02				
002 Déficit de fonctionnement reporté							

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	4 SPORTS ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES					1 104.00	
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 869 098.65	105 583.64	1 265 267.22		2 341 066.98	605 911.09
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	744.80					
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	32 764.75	1 804.48	15 255.28		26 818.00	8 857.33
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	8 191.31	450.77	3 814.01		6 705.02	2 214.20
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI	36 678.10		17 075.79		30 170.17	3 077.71
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	4 914.69	270.25	2 288.40		4 022.92	1 328.56
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	1 337 950.52		356 047.60		1 128 301.84	98 636.90
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE	75 250.70		22 433.60		48 639.63	6 684.83
64118	AUTRES INDEMNITES	242 259.57		61 499.35		234 385.43	30 718.71
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	260 482.43	350.00	347 291.88		153 404.30	4 892.48
64136	INDEMNITES DE PREAVIS ET DE LICENCIEMENT						
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	38 807.51		78 855.22		36 041.86	319.32
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	18 688.44	90 215.80				343 637.99
6417	REMUNERATIONS DES APPRENTIS			4 474.65			
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	315 131.03	2 441.85	183 822.72		249 101.33	26 464.15
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	452 339.89	3 680.79	138 875.15		375 539.37	46 226.82
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	20 148.39	5 773.51	24 907.30		11 348.11	21 731.27
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	18 594.92		5 568.32		19 334.50	1 892.92
64731	VERSEES DIRECTEMENT					12 268.32	3 967.96
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	6 151.60	315.95	3 057.95		4 838.34	1 549.78
6488	AUTRES CHARGES		280.24			147.84	3 710.16
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES						
-- 014 --	ATTENUATIONS DE PRODUITS						
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	381 053.75	1 015 510.00			40 378.00	21 572.40
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICE	300.00				378.00	
6531	IMDEMNITES						
6532	FRAIS DE MISSION						
6533	COTISATIONS DE RETRAITE						
6534	COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE - PART P						
6535	FORMATION						
6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR						
6542	CREANCES ETEINTES						
65548	AUTRES CONTRIBUTIONS						
657362	CCAS		900 000.00				
65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX						
65738	AUTRES ORGANISMES						21 572.40
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT	380 753.75	115 510.00			40 000.00	
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE						
-- 66 --	CHARGES FINANCIERES					88 031.95	
66111	INTERETS REGLES A ECHEANCE						
66112	INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNES						
666	PERTES DE CHANGE						
6688	AUTRES					88 031.95	
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES					41 637.99	
6714	BOURSES ET PRIX					1 725.05	
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES / OPE DE					13 310.21	
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS						
6748	AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES					26 602.73	
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES						
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						
Dépenses d'ordre						9 184.00	
-- 023 --	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT						
-- 042 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					9 184.00	
675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS C					6 984.00	
6761	DIFFERENCES SUR REALISATION (POSITIVES)					2 200.00	
6811	DAP - IMMOBILISATIONS INCORPELLES ET COR						
002 Déficit de fonctionnement reporté							

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilables 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE
RECETTES		30 451 273.67	26 816 837.63	295 098.86	55 024.85	724 747.81	421 291.91
Recettes réelles		24 434 342.75	20 836 877.66	259 111.91	55 024.85	724 747.81	421 291.91
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL						
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	358 745.26		22 357.09	32 082.76	45 481.44	19 845.46
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	5 878.64		954.16		717.07	1 650.51
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	349 354.16		17 890.47	32 082.76	44 764.37	18 194.95
6459	REMBOURSEMENTS / CHARGES DE S.S ET PREVO	3 512.46		3 512.46			
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES						
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	1 142 936.84	73.04	43 583.54	125.00	243 216.71	196 010.85
7022	COUPES DE BOIS	20 090.44					
70311	CONCESSION DANS LES CIMETIERES	33 656.00		33 656.00			
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	22 225.32	73.04				
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	10 790.91		3 426.89			375.00
704	TRAVAUX	1 953.59					
7062	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES CULTUR	194 637.47					194 637.47
70631	A CARACTERE SPORTIF	279 264.00					
70632	A CARACTERE DE LOISIRS	110 877.49		670.00			
7066	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES SOCIAL	154 525.55					
7067	REDEVAN. ET DROITS SCES PERISCOLAIRES ET	243 216.71				243 216.71	
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	741.66		741.66			
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	6 511.78					
70841	AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSES DES	22 458.60					
70846	MISE A DISPO GFP DE RATTACHEMENT	9 626.54					
70848	AUX AUTRES ORGANISMES	11 296.10					
70873	PAR LES CCAS	9 209.00					
70876	REMBT FRAIS PAR GFP RATTACHEMENT	2 540.52					
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	9 315.16		5 088.99	125.00		998.38
-- 73 --	IMPOTS ET TAXES	15 935 141.48	15 744 553.27	86 702.00			
73111	TAXES FONCIERES ET D'HABITATION	7 537 340.00	7 537 340.00				
7318	AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	73 889.00	73 889.00				
7321	ATTRIBUTION DE COMPENSATION	6 125 289.00	6 125 289.00				
7322	DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE	958 257.00	958 257.00				
7331	TAXE D'ENLEVEMENT DES O.M.	1 065.00					
7333	TAXE FUNERAIRE	7 114.00		7 114.00			
7336	DROITS DE PLACE	67 244.81					
7338	AUTRES TAXES	2 230.00					
7351	TAXE SUR L'ELECTRICITE	235 898.58	235 898.58				
7362	TAXES DE SEJOUR	31 887.40					
7368	TAXES SUR PUBLICITE	494 039.02	494 039.02				
7381	TAXE ADDIT. DROITS MUTATION OU PUB FONCI	319 840.67	319 840.67				
7388	AUTRES TAXES DIVERSES	81 047.00		79 588.00			
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	6 742 582.23	5 082 589.00	33 248.06	22 817.09	436 049.66	103 475.00
7411	DOTATION FORFAITAIRE	1 316 258.00	1 316 258.00				
74123	DOTATION SOLIDARITE URBAINE	3 443 312.00	3 443 312.00				
74712	EMPLOIS D'AVENIR	116 108.64			17 507.09	39 745.46	
74718	AUTRES	34 853.40		2 543.40	5 310.00		17 000.00
7472	REGIONS	22 080.00				18 500.00	
7473	DEPARTEMENTS	170 744.40				24 175.40	83 650.00
74748	AUTRES COMMUNES	2 300.00					2 300.00
74751	GFP DE RATTACHEMENT	36 275.66		22 750.66			525.00
7477	BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTUREL	89 940.59					
7478	AUTRES ORGANISMES	1 038 886.54				212 778.80	
7482	COMPENSATION POUR PERTE DE TAXE ADDITION	1 375.00	1 375.00				
748314	ETAT - COMPENSATION AU TITRE DE LA TAXE	37 715.00	37 715.00				
74834	ETAT - COMPENSATION EXONERATIONS TAXES F	113 356.00	113 356.00				
74835	ETAT - COMPENSATION EXONERATIONS TAXE HA	170 573.00	170 573.00				
7484	DOTATION DE RECENSEMENT	2 924.00		2 924.00			
7485	DOTATION POUR LES TITRES SECURISES	5 030.00		5 030.00			
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	140 850.00				140 850.00	

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	4 SPORTS ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
RECETTES		512 543.77	196 044.17	978 401.79	47 649.08	154 609.80	249 024.00
Recettes réelles		512 543.77	196 044.17	978 401.79	47 649.08	153 625.80	249 024.00
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL						
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	41 533.53	60 428.68	7 339.59		32 822.98	96 853.73
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	386.01		396.65		1 675.28	98.96
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	41 147.52	60 428.68	6 942.94		31 147.70	96 754.77
6459	REMBOURSEMENTS / CHARGES DE S.S ET PREVO						
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES						
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	392 708.72	34 770.39	154 525.55	27 343.19	49 964.57	615.28
7022	COUPES DE BOIS					20 090.44	
70311	CONCESSION DANS LES CIMETIERES						
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC				21 537.00		615.28
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	1 182.83			5 806.19		
704	TRAVAUX					1 953.59	
7062	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES CULTUR						
70631	A CARACTERE SPORTIF	279 264.00					
70632	A CARACTERE DE LOISIRS	110 207.49					
7066	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES SOCIAL			154 525.55			
7067	REDEVAN. ET DROITS SCES PERISCOLAIRES ET						
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE						
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	2 054.40				4 457.38	
70841	AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSES DES		22 458.60				
70846	MISE A DISPO GFP DE RATTACHEMENT					9 626.54	
70848	AUX AUTRES ORGANISMES					11 296.10	
70873	PAR LES CCAS		9 209.00				
70876	REMBT FRAIS PAR GFP RATTACHEMENT					2 540.52	
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES		3 102.79				
-- 73 --	IMPOTS ET TAXES				752.00	2 230.00	100 904.21
73111	TAXES FONCIERES ET D'HABITATION						
7318	AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES						
7321	ATTRIBUTION DE COMPENSATION						
7322	DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE						
7331	TAXE D'ENLEVEMENT DES O.M.				752.00		313.00
7333	TAXE FUNERAIRE						
7336	DROITS DE PLACE						67 244.81
7338	AUTRES TAXES					2 230.00	
7351	TAXE SUR L'ELECTRICITE						
7362	TAXES DE SEJOUR						31 887.40
7368	TAXES SUR PUBLICITE						
7381	TAXE ADDIT. DROITS MUTATION OU PUB FONCI						
7388	AUTRES TAXES DIVERSES						1 459.00
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	77 856.53	100 845.10	816 536.65		41 592.74	27 572.40
7411	DOTATION FORFAITAIRE						
74123	DOTATION SOLIDARITE URBAINE						
74712	EMPLOIS D'AVENIR	21 567.40		20 275.95		17 012.74	
74718	AUTRES					4 000.00	6 000.00
7472	REGIONS					3 580.00	
7473	DEPARTEMENTS		21 000.00	41 919.00			
74748	AUTRES COMMUNES						
74751	GFP DE RATTACHEMENT					13 000.00	
7477	BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTUREL		68 368.19				21 572.40
7478	AUTRES ORGANISMES	56 289.13	11 476.91	754 341.70		4 000.00	
7482	COMPENSATION POUR PERTE DE TAXE ADDITION						
748314	ETAT - COMPENSATION AU TITRE DE LA TAXE						
74834	ETAT - COMPENSATION EXONERATIONS TAXES F						
74835	ETAT - COMPENSATION EXONERATIONS TAXE HA						
7484	DOTATION DE RECENSEMENT						
7485	DOTATION POUR LES TITRES SECURISES						
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS						

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilables 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	215 451.19		70 901.22			101 960.60
752	REVENUS DES IMMEUBLES	213 012.19		70 901.22			99 521.60
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	2 439.00					2 439.00
-- 76 --	PRODUITS FINANCIERS	548.64	548.64				
7688	AUTRES	548.64	548.64				
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS	38 937.11	9 113.71	2 320.00			
7714	RECouvreMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON	81.54	81.54				
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS/OPERATIONS	5 629.99	2 865.00	2 320.00			
773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	635.90	593.00				
775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	8 200.00					
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	24 389.68	5 574.17				
Recettes d'ordre		36 970.95		35 986.95			
-- 042 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	36 970.95		35 986.95			
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 986.95		35 986.95			
7761	DIFFERENCES SUR REALISATION (NEGATIVES)	984.00					
002 Excédent de fonctionnement reporté		5 979 959.97	5 979 959.97				

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	4 SPORTS ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE				19 553.89		23 035.48
752	REVENUS DES IMMEUBLES				19 553.89		23 035.48
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE						
-- 76 --	PRODUITS FINANCIERS						
7688	AUTRES						
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS	444.99				27 015.51	42.90
7714	RECouvreMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON						
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS/OPERATIONS	444.99					
773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS						42.90
775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS					8 200.00	
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS					18 815.51	
Recettes d'ordre						984.00	
-- 042 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					984.00	
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
7761	DIFFERENCES SUR REALISATION (NEGATIVES)					984.00	
002 Excédent de fonctionnement reporté							

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES
(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	020 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	022 ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT	023 INFORMATION, COMMUNICATION, PUBLICITE	024 FETES ET CEREMONIES
DEPENSES		5 408 751.14	1 184 323.35	3 278 986.86	280 110.06	267 750.57	319 701.80
Réalisations		5 408 751.14	1 184 323.35	3 278 986.86	280 110.06	267 750.57	319 701.80
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 121 712.71	16 830.53	866 938.10	6 169.42	74 664.12	91 417.61
6042	ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR	4 726.80		4 226.80			
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	11 783.51		7 840.01			
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	36 226.41		31 363.94			253.85
60613	CHAUFFAGE URBAIN	41 848.90		41 848.90			
60618	AUTRES FOURNITURES	10 637.24		6 909.36			
60623	ALIMENTATION	5 198.63		5 191.78			
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES	1 518.02		1 518.02			
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	5 198.29		5 012.37			
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	16 345.70		11 160.10		700.00	1 512.00
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	42 288.50		39 425.50	2 863.00		
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	20 602.92		15 095.24	2 635.52	356.88	1 882.19
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN	58 849.80	11 400.00	1 290.11			45 314.05
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	22 480.26					
6135	LOCATIONS MOBILIERES	70 778.31		67 992.05		861.60	1 709.66
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	78 452.71		70 566.03			
615221	BATIMENTS PUBLICS	16 442.08		16 442.08			
615228	AUTRES BATIMENTS	772.15		235.75			
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	4 158.38		3 584.46		72.02	501.90
6156	MAINTENANCE	105 985.21		104 839.09		768.00	
6168	AUTRES	92 616.72		92 616.72			
617	ETUDES ET RECHERCHES	6 772.07	4 140.00	2 632.07			
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	4 598.42		4 344.02		254.40	
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	44 361.12		44 361.12			
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	150.00		150.00			
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	54 445.98		31 821.67	589.80	6 190.00	14 616.51
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEUR	3 447.25		3 447.25			
6226	HONORAIRES	42 202.20		42 202.20			
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	728.00		728.00			
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	19 037.93		14 115.55		4 922.38	
6232	FETES ET CEREMONIES	8 069.87		4 102.24			2 810.90
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	3 360.00		2 454.00		906.00	
6237	PUBLICATIONS	33 666.93				33 270.93	
6238	DIVERS	29 271.67		1 560.00		26 361.91	
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	8 766.34		2 271.44			2 054.90
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	2 507.50		2 303.60	81.10		
6256	MISSIONS	3 497.81		3 497.81			
6257	RECEPTIONS	49 634.60		21 659.97			20 717.27
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	53 638.98		53 638.98			
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	68 793.00		68 793.00			
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	1 290.53	1 290.53				
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	25 083.09		25 038.71			44.38
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	582.00		168.00			
63512	TAXES FONCIERES	10 896.88		10 490.16			
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 882 399.74		2 186 657.95	272 630.27	191 781.76	228 284.19
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	28 325.14		28 325.14			
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	32 162.61		24 308.48	3 124.14	2 093.87	2 636.12
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	8 041.36		6 077.47	781.11	523.56	659.22
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI	36 182.64		27 346.67	3 514.59	2 355.78	2 965.60
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	4 824.35		3 646.24	468.60	314.11	395.40
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	1 298 752.85		959 853.82	150 206.50	60 470.96	128 221.57
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE	60 955.30		46 137.24	8 639.24	1 512.80	4 666.02
64118	AUTRES INDEMNITES	299 084.27		237 784.88	29 136.82	9 603.44	22 559.13
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	242 901.06		207 316.42		34 104.14	
64136	INDEMNITES DE PREAVIS ET DE LICENCIEMENT	1 430.00		1 430.00			

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	025 AIDES AUX ASSOCIATIONS (NON CLASSEES AILLEURS)	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	030 A COMPLETER	048 AUTRES ACTIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE
DEPENSES		49 468.54	6 869.21	11 935.82	9 604.93
Réalisations		49 468.54	6 869.21	11 935.82	9 604.93
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	37 282.97	6 869.21	11 935.82	9 604.93
6042	ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR	500.00			
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	1 615.27	2 328.23		
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	3 410.19		1 198.43	
60613	CHAUFFAGE URBAIN				
60618	AUTRES FOURNITURES	3 727.88			
60623	ALIMENTATION				6.85
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES				
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN		79.84	106.08	
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT		2 973.60		
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES				
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	136.08	333.54	163.47	
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN				845.64
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	15 281.65		7 198.61	
6135	LOCATIONS MOBILIERES				215.00
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	4 767.45		3 119.23	
615221	BATIMENTS PUBLICS				
615228	AUTRES BATIMENTS	536.40			
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS				
6156	MAINTENANCE	378.12			
6168	AUTRES				
617	ETUDES ET RECHERCHES				
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE				
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION				
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES				
6188	AUTRES FRAIS DIVERS		1 130.00		98.00
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEUR				
6226	HONORAIRES				
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX				
6231	ANNONCES ET INSERTIONS				
6232	FETES ET CEREMONIES				1 156.73
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES				
6237	PUBLICATIONS	396.00			
6238	DIVERS	1 349.76			
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	2 010.00			2 430.00
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS				122.80
6256	MISSIONS				
6257	RECEPTIONS	2 527.45			4 729.91
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT				
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS				
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES				
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)				
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	240.00	24.00	150.00	
63512	TAXES FONCIERES	406.72			
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	3 045.57			
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR				
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT				
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL				
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI				
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA				
64111	REMUNERATION PRINCIPALE				
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE				
64118	AUTRES INDEMNITES				
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	1 480.50			
64136	INDEMNITES DE PREAVIS ET DE LICENCIEMENT				

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

No	LIBELLE	TOTAL	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	020 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	022 ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT	023 INFORMATION, COMMUNICATION, PUBLICITE	024 FETES ET CEREMONIES
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	55 479.99		44 174.14		11 305.85	
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	309 423.13		235 938.84	27 885.25	23 522.09	22 076.95
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	449 169.28		321 911.18	46 382.49	39 055.63	41 819.98
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	15 884.57		13 384.42		2 500.15	
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	16 943.50		12 014.94	1 921.78	1 206.94	1 799.84
64731	VERSEES DIRECTEMENT	9 329.92		9 329.92			
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	5 864.78		4 444.15	569.75	366.52	484.36
6488	AUTRES CHARGES	7 644.99		3 234.00		2 845.92	
-- 014 --	ATTENUATIONS DE PRODUITS						
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	241 867.42	6 937.78	224 484.95		1 304.69	
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICE	6 310.82		5 006.13		1 304.69	
6531	IMDEMNITES	156 869.87		156 869.87			
6532	FRAIS DE MISSION	1 284.13		1 284.13			
6533	COTISATIONS DE RETRAITE	10 993.51		10 993.51			
6534	COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE - PART P	19 962.06		19 962.06			
6535	FORMATION	7 915.00		7 915.00			
6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	3 958.02	3 958.02				
6542	CREANCES ETEINTES	2 979.76	2 979.76				
65548	AUTRES CONTRIBUTIONS	22 454.25		22 454.25			
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT	9 140.00					
-- 66 --	CHARGES FINANCIERES	222 804.28	222 804.28				
66111	INTERETS REGLES A ECHEANCE	217 192.08	217 192.08				
66112	INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNES	-26 712.76	-26 712.76				
666	PERTES DE CHANGE	32 324.96	32 324.96				
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES	129 192.97	126 976.74	905.86	1 310.37		
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES / OPE DE	95 736.76		905.86	1 310.37		
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS	33 406.12	33 406.12				
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	50.09	50.09				
-- 023 --	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT						
-- 042 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	810 774.02	810 774.02				
6811	DAP - IMMOBILISATIONS INCORPELLES ET COR	810 774.02	810 774.02				
Restes à réaliser au 31/12							
RECETTES		27 111 936.49	26 816 837.63	210 465.41	10 497.40	2 531.51	7 606.38
Réalizations		27 111 936.49	26 816 837.63	210 465.41	10 497.40	2 531.51	7 606.38
-- 002 --	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	5 979 959.97	5 979 959.97				
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	5 979 959.97	5 979 959.97				
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	22 357.09		12 055.64		2 531.51	7 606.38
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	954.16		651.77			138.83
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	17 890.47		7 891.41		2 531.51	7 467.55
6459	REMBOURSEMENTS / CHARGES DE S.S ET PREVO	3 512.46		3 512.46			
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	43 656.58	73.04	9 257.54			
70311	CONCESSION DANS LES CIMETIERES	33 656.00					
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	73.04	73.04				
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	3 426.89		3 426.89			
70632	A CARACTERE DE LOISIRS	670.00					
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	741.66		741.66			
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	5 088.99		5 088.99			
-- 73 --	IMPOTS ET TAXES	15 831 255.27	15 744 553.27	79 588.00			
73111	TAXES FONCIERES ET D'HABITATION	7 537 340.00	7 537 340.00				
7318	AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	73 889.00	73 889.00				
7321	ATTRIBUTION DE COMPENSATION	6 125 289.00	6 125 289.00				
7322	DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE	958 257.00	958 257.00				
7333	TAXE FUNERAIRE	7 114.00					
7351	TAXE SUR L'ELECTRICITE	235 898.58	235 898.58				
7368	TAXES SUR PUBLICITE	494 039.02	494 039.02				
7381	TAXE ADDIT. DROITS MUTATION OU PUB FONCI	319 840.67	319 840.67				
7388	AUTRES TAXES DIVERSES	79 588.00		79 588.00			

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

No	LIBELLE	025 AIDES AUX ASSOCIATIONS (NON CLASSEES AILLEURS)	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	030 A COMPLETER	048 AUTRES ACTIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES				
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.				
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES				
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.				
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL				
64731	VERSEES DIRECTEMENT				
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE				
6488	AUTRES CHARGES	1 565.07			
-- 014 --	ATTENUATIONS DE PRODUITS				
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	9 140.00			
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICE				
6531	IMDEMNITES				
6532	FRAIS DE MISSION				
6533	COTISATIONS DE RETRAITE				
6534	COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE - PART P				
6535	FORMATION				
6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR				
6542	CREANCES ETEINTES				
65548	AUTRES CONTRIBUTIONS				
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT	9 140.00			
-- 66 --	CHARGES FINANCIERES				
66111	INTERETS REGLES A ECHEANCE				
66112	INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNES				
666	PERTES DE CHANGE				
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES / OPE DE				
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS				
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES				
-- 023 --	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT				
-- 042 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				
6811	DAP - IMMOBILISATIONS INCORPELLES ET COR				
Restes à réaliser au 31/12					
RECETTES		2 941.32	40 770.00	19 616.84	670.00
Réalizations		2 941.32	40 770.00	19 616.84	670.00
-- 002 --	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT				
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE				
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	163.56			
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	163.56			
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS				
6459	REMBOURSEMENTS / CHARGES DE S.S ET PREVO				
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE		33 656.00		670.00
70311	CONCESSION DANS LES CIMETIERES		33 656.00		
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC				
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES				
70632	A CARACTERE DE LOISIRS				670.00
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE				
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES				
-- 73 --	IMPOTS ET TAXES		7 114.00		
73111	TAXES FONCIERES ET D'HABITATION				
7318	AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES				
7321	ATTRIBUTION DE COMPENSATION				
7322	DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE				
7333	TAXE FUNERAIRE		7 114.00		
7351	TAXE SUR L'ELECTRICITE				
7368	TAXES SUR PUBLICITE				
7381	TAXE ADDIT. DROITS MUTATION OU PUB FONCI				
7388	AUTRES TAXES DIVERSES				

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

No	LIBELLE	TOTAL	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	020 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	022 ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT	023 INFORMATION, COMMUNICATION, PUBLICITE	024 FETES ET CEREMONIES
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5 115 837.06	5 082 589.00	3 133.82	10 497.40		
7411	DOTATION FORFAITAIRE	1 316 258.00	1 316 258.00				
74123	DOTATION SOLIDARITE URBAINE	3 443 312.00	3 443 312.00				
74718	AUTRES	2 543.40			2 543.40		
74751	GFP DE RATTACHEMENT	22 750.66		3 133.82			
7482	COMPENSATION POUR PERTE DE TAXE ADDITION	1 375.00	1 375.00				
748314	ETAT - COMPENSATION AU TITRE DE LA TAXE	37 715.00	37 715.00				
74834	ETAT - COMPENSATION EXONERATIONS TAXES F	113 356.00	113 356.00				
74835	ETAT - COMPENSATION EXONERATIONS TAXE HA	170 573.00	170 573.00				
7484	DOTATION DE RECENSEMENT	2 924.00			2 924.00		
7485	DOTATION POUR LES TITRES SECURISES	5 030.00			5 030.00		
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	70 901.22		68 123.46			
752	REVENUS DES IMMEUBLES	70 901.22		68 123.46			
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES						
-- 76 --	PRODUITS FINANCIERS	548.64	548.64				
7688	AUTRES	548.64	548.64				
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS	11 433.71	9 113.71	2 320.00			
7714	RECouvreMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON	81.54	81.54				
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS/OPERATIONS	5 185.00	2 865.00	2 320.00			
773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	593.00	593.00				
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	5 574.17	5 574.17				
-- 042 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	35 986.95		35 986.95			
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 986.95		35 986.95			
Restes à réaliser au 31/12							
SOLDE		21 703 185.35	25 632 514.28	-3 068 521.45	-269 612.66	-265 219.06	-312 095.42

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

No	LIBELLE	025 AIDES AUX ASSOCIATIONS (NON CLASSEES AILLEURS)	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	030 A COMPLETER	048 AUTRES ACTIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			19 616.84	
7411	DOTATION FORFAITAIRE				
74123	DOTATION SOLIDARITE URBAINE				
74718	AUTRES				
74751	GFP DE RATTACHEMENT			19 616.84	
7482	COMPENSATION POUR PERTE DE TAXE ADDITION				
748314	ETAT - COMPENSATION AU TITRE DE LA TAXE				
74834	ETAT - COMPENSATION EXONERATIONS TAXES F				
74835	ETAT - COMPENSATION EXONERATIONS TAXE HA				
7484	DOTATION DE RECENSEMENT				
7485	DOTATION POUR LES TITRES SECURISES				
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 777.76			
752	REVENUS DES IMMEUBLES	2 777.76			
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
-- 76 --	PRODUITS FINANCIERS				
7688	AUTRES				
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
7714	RECouvreMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON				
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS/OPERATIONS				
773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS				
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS				
-- 042 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Restes à réaliser au 31/12					
SOLDE		-46 527.22	33 900.79	7 681.02	-8 934.93

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE
(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	110 SERVICES COMMUNS	112 POLICE MUNICIPALE	113 POMPIERS, INCENDIES ET SECOURS	12 HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE
DEPENSES		649 533.66	298 008.49	332 016.73	14 061.54	5 446.90
Réalisations		649 533.66	298 008.49	332 016.73	14 061.54	5 446.90
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	79 053.86	14 818.44	44 726.98	14 061.54	5 446.90
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	2 545.37	445.98	2 099.39		
60623	ALIMENTATION	198.56	198.56			
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	254.76		254.76		
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	6 914.60	766.80	1 055.79	5 092.01	
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	2 237.09		2 237.09		
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	153.90		153.90		
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	22 065.66	5 505.66	16 560.00		
6135	LOCATIONS MOBILIERES	3 753.40		3 753.40		
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	7 885.68	1 297.68	6 588.00		
615232	RESEAUX	14 416.43			8 969.53	5 446.90
6156	MAINTENANCE	5 911.92	5 263.92	648.00		
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	378.50	244.80	133.70		
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	3 522.19		3 522.19		
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEUR	110.00		110.00		
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	775.52	140.50	635.02		
6256	MISSIONS	1 203.74		1 203.74		
6257	RECEPTIONS	184.14	184.14			
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	734.40	734.40			
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	5 730.00		5 730.00		
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	78.00	36.00	42.00		
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	541 014.80	254 315.05	286 699.75		
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	6 492.97	3 338.20	3 154.77		
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	1 623.31	834.56	788.75		
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI	7 169.69	3 620.62	3 549.07		
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	974.00	500.80	473.20		
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	165 832.75	39 403.96	126 428.79		
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE	7 923.28	2 181.95	5 741.33		
64118	AUTRES INDEMNITES	47 795.84	5 002.36	42 793.48		
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	98 562.16	74 855.66	23 706.50		
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	39 621.23	36 827.48	2 793.75		
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	14 897.14	14 897.14			
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	74 787.42	44 534.98	30 252.44		
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	62 555.64	19 618.46	42 937.18		
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	9 122.55	7 426.55	1 696.00		
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	2 497.43	665.03	1 832.40		
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	1 159.39	607.30	552.09		
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	29 465.00	28 875.00	590.00		
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICE	590.00		590.00		
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT	28 875.00	28 875.00			
Restes à réaliser au 31/12						
RECETTES		55 024.85	48 226.53	6 798.32		
Réalisations		55 024.85	48 226.53	6 798.32		
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	32 082.76	32 082.76			
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	32 082.76	32 082.76			
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	125.00		125.00		
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	125.00		125.00		
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	22 817.09	16 143.77	6 673.32		
74712	EMPLOIS D'AVENIR	17 507.09	10 943.77	6 563.32		
74718	AUTRES	5 310.00	5 200.00	110.00		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

*Fonction 1***SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE**

No	LIBELLE	TOTAL	110 SERVICES COMMUNS	112 POLICE MUNICIPALE	113 POMPIERS, INCENDIES ET SECOURS	12 HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE
Restes à réaliser au 31/12						
SOLDE		-594 508.81	-249 781.96	-325 218.41	-14 061.54	-5 446.90

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 2

ENSEIGNEMENT - FORMATION

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	20 SERVICES COMMUNS	201 GROUPE SCOLAIRES	211 ECOLE MATERNELLES	212 ECOLE PRIMAIRE	22 ENSEIGNEMENT DU DEUXIEME DEGRE
DEPENSES		3 259 530.99	432 122.42	973 897.68	72 861.59	392 964.17	12 934.00
Réalisations		3 259 530.99	432 122.42	973 897.68	72 861.59	392 964.17	12 934.00
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	760 638.45	62 826.16	72.76	66 776.59	384 193.17	
6042	ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR	211 633.82	500.00				
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	25 036.62				25 036.62	
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	43 612.96				43 612.96	
60613	CHAUFFAGE URBAIN	128 195.17				128 195.17	
60618	AUTRES FOURNITURES	38 024.56				38 024.56	
60623	ALIMENTATION	3 079.87	1 678.61		123.08	1 087.23	
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES	797.14	481.20				
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	18 356.93	74.68		6 138.38	5 763.64	
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	11 411.64	7 197.17		400.10	1 685.23	
60633	FOURNITURES DE VOIRIE	280.88				280.88	
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	3 715.29	639.72				
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	155.05	155.05				
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MED	60.32				60.32	
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	72 739.41	6 036.97		25 451.32	38 747.66	
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	25 692.61	328.29		13 889.10	11 371.55	
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN	1 096.33			115.43	980.90	
6135	LOCATIONS MOBILIERES	8 902.91	8 314.32			588.59	
61521	TERRAINS	1 444.80				1 444.80	
615221	BATIMENTS PUBLICS	72 068.67			18 852.22	37 161.81	
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	648.21	40.00				
6156	MAINTENANCE	11 982.67	4 320.00		469.08	6 667.37	
617	ETUDES ET RECHERCHES	1 528.38				290.00	
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	580.11	580.11				
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	52 079.94	11 785.94		1 337.88	36 556.12	
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	20 369.00	20 369.00				
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	209.00	135.10				
6256	MISSIONS	108.40		72.76			
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	1 063.76				1 063.76	
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	190.00	190.00				
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	5 574.00				5 574.00	
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 464 164.45	362 358.17	973 824.92			
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	28 799.23	3 844.95	11 426.58			
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	7 199.88	961.23	2 856.40			
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI	32 398.30	4 325.51	12 855.12			
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	4 320.23	576.73	1 713.90			
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	924 220.68	185 409.35	310 215.52			
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE	45 519.04	7 940.34	12 826.38			
64118	AUTRES INDEMNITES	170 115.15	47 696.25	44 639.01			
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	450 757.60		247 301.14			
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	80 879.68		41 908.33			
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	320 630.36	32 201.44	137 679.74			
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	326 235.80	61 346.14	113 015.13			
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	33 066.37		17 789.02			
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	13 455.75	4 585.12	8 870.63			
64731	VERSEES DIRECTEMENT	20 165.62	12 798.24	7 367.38			
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	6 400.76	672.87	3 360.64			
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	29 828.09	6 938.09		6 085.00	8 771.00	8 034.00
65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	1 584.00					1 584.00
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT	27 602.01	6 296.01		6 085.00	8 771.00	6 450.00
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE	642.08	642.08				
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 900.00					4 900.00
6714	BOURSES ET PRIX	4 900.00					4 900.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 2

ENSEIGNEMENT - FORMATION

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	251 HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE	255 CLASSES DE DECOUVERTE ET AUTRES SERVICES AN
DEPENSES		1 103 499.83	271 251.30
Réalisations		1 103 499.83	271 251.30
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	246 714.63	55.14
6042	ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR	211 133.82	
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT		
60612	ENERGIE - ELECTRICITE		
60613	CHAUFFAGE URBAIN		
60618	AUTRES FOURNITURES		
60623	ALIMENTATION	190.95	
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES	315.94	
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	6 380.23	
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	2 129.14	
60633	FOURNITURES DE VOIRIE		
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	3 075.57	
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES		
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MED		
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	2 503.46	
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	103.67	
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN		
6135	LOCATIONS MOBILIERES		
61521	TERRAINS		
615221	BATIMENTS PUBLICS	16 054.64	
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	608.21	
6156	MAINTENANCE	526.22	
617	ETUDES ET RECHERCHES	1 238.38	
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE		
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	2 400.00	
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS		
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	34.63	39.27
6256	MISSIONS	19.77	15.87
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS		
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)		
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX		
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	856 785.20	271 196.16
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	10 186.06	3 341.64
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	2 547.07	835.18
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI	11 459.02	3 758.65
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	1 528.07	501.53
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	347 203.94	81 391.87
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE	20 364.67	4 387.65
64118	AUTRES INDEMNITES	62 136.52	15 643.37
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	132 095.09	71 361.37
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	24 985.20	13 986.15
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	110 427.73	40 321.45
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	122 168.17	29 706.36
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	9 901.22	5 376.13
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL		
64731	VERSEES DIRECTEMENT		
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	1 782.44	584.81
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		
65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX		
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT		
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE		
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
6714	BOURSES ET PRIX		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 2

ENSEIGNEMENT - FORMATION

No	LIBELLE	TOTAL	20 SERVICES COMMUNS	201 GROUPES SCOLAIRES	211 ECOLE MATERNELLES	212 ECOLE PRIMAIRES	22 ENSEIGNEMENT DU DEUXIEME DEGRE
Restes à réaliser au 31/12							
RECETTES		724 747.81	250 708.31		10 865.50	717.07	42 675.40
Réalisations		724 747.81	250 708.31		10 865.50	717.07	42 675.40
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	45 481.44	36 775.52			717.07	
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	717.07				717.07	
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	44 764.37	36 775.52				
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	243 216.71					
7067	REDEVAN. ET DROITS SCES PERISCOLAIRES ET	243 216.71					
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	436 049.66	213 932.79		10 865.50		42 675.40
74712	EMPLOIS D'AVENIR	39 745.46	39 745.46				
7472	REGIONS	18 500.00					18 500.00
7473	DEPARTEMENTS	24 175.40					24 175.40
7478	AUTRES ORGANISMES	212 778.80	33 337.33		10 865.50		
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	140 850.00	140 850.00				
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES						
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Restes à réaliser au 31/12							
SOLDE		-2 534 783.18	-181 414.11	-973 897.68	-61 996.09	-392 247.10	29 741.40

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 2

ENSEIGNEMENT - FORMATION

No	LIBELLE	251 HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE	255 CLASSES DE DECOUVERTE ET AUTRES SERVICES AN
Restes à réaliser au 31/12			
RECETTES		407 792.03	11 989.50
Réalisations		407 792.03	11 989.50
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	7 988.85	
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES		
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	7 988.85	
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	243 216.71	
7067	REDEVAN. ET DROITS SCES PERISCOLAIRES ET	243 216.71	
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	156 586.47	11 989.50
74712	EMPLOIS D'AVENIR		
7472	REGIONS		
7473	DEPARTEMENTS		
7478	AUTRES ORGANISMES	156 586.47	11 989.50
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS		
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Restes à réaliser au 31/12			
SOLDE		-695 707.80	-259 261.80

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 3

CULTURE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	30 SERVICES COMMUNS	311 EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAPHIQUE	314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES	321 BIBLIOTHEQUES ET MEDIATHEQUES	324 ENTRETIEN DU PATRIMOINE CULTUREL
DEPENSES		3 218 869.96	815 617.12	1 153 122.51	549 708.69	628 163.10	5 091.70
Réalisations		3 218 869.96	815 617.12	1 153 122.51	549 708.69	628 163.10	5 091.70
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	824 024.36	5 404.24	89 901.27	488 110.99	176 615.74	5 091.70
6042	ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR	264 838.68		22 122.73	229 596.63		
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	3 121.89	1 098.29		1 268.68	716.16	
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	51 960.76	3 786.34	6 431.92	30 801.73	8 623.96	499.80
60613	CHAUFFAGE URBAIN	42 460.87			27 701.46	14 759.41	
60618	AUTRES FOURNITURES	14 097.28		14 097.28			
60623	ALIMENTATION	6 287.05		1 726.82	3 514.98	289.12	
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES	98.53			98.53		
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	2 326.13		855.57	1 403.12	16.74	50.70
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	12 474.63		2 662.71	8 012.03	1 799.89	
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	246.78		246.78			
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	7 708.19			367.47	7 340.72	
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MED	87 021.03				87 021.03	
606511	LIVRES NUMERIQUES SUR LISEUSE	1 455.84				1 455.84	
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	5 785.67		1 566.46	2 739.77	1 063.23	265.26
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN	72 082.25			70 142.81	406.49	
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	300.00		300.00			
6135	LOCATIONS MOBILIERES	43 637.65		22 627.75	16 087.36	274.85	
615221	BATIMENTS PUBLICS	56 203.67			16 225.79	33 100.89	3 681.94
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	3 738.30		2 009.81	1 728.49		
6156	MAINTENANCE	48 021.72	373.46	1 754.76	42 929.20	2 482.72	
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	415.96		83.96	332.00		
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	37 897.47		700.00	2 442.39	9 781.49	
6226	HONORAIRES	700.00					
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	1.20			1.20		
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	2 056.80		1 293.60	223.20		540.00
6237	PUBLICATIONS	11 803.00			11 803.00		
6238	DIVERS	571.80			571.80		
6241	TRANSPORTS DE BIENS	191.39			-48.81	240.20	
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	4 550.00		4 550.00			
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	437.56		81.40	-33.60	248.50	
6256	MISSIONS	2 828.31	146.15	2 011.86		670.30	
6257	RECEPTIONS	16 408.68		3 483.86	7 698.01	264.00	
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	6 309.52				4 925.20	
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	156.74			156.74		
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	1 950.00		800.00		175.00	
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	2 424.00		264.00	1 122.00	960.00	54.00
62878	A D'AUTRES ORGANISMES	230.00		230.00			
63512	TAXES FONCIERES	11 225.01			11 225.01		
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 019 191.13	457 911.13	1 062 705.63	45 426.48	448 555.30	
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	21 705.30	5 383.52	11 248.06		5 073.72	
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	5 426.53	1 346.09	2 812.02		1 268.42	
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI	24 419.20	6 056.59	12 654.71		5 707.90	
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	3 256.00	807.58	1 687.36		761.06	
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	939 533.49	172 312.96	516 976.34		250 244.19	
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE	30 159.12	11 459.80	7 155.28		11 544.04	
64118	AUTRES INDEMNITES	143 761.25	39 651.12	65 191.23		38 918.90	
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	199 320.06	69 225.51	101 852.70	22 146.37	3 895.48	
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	37 811.98	24 021.31	13 291.02		499.65	
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	206 721.59	58 418.93	105 302.58		43 000.08	
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	303 913.58	61 158.70	160 449.96		82 304.92	
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	8 575.87	5 330.56	3 020.26		225.05	
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	11 744.42	1 796.28	6 085.65		3 862.49	
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	3 982.78	942.18	1 968.67		1 071.93	
6488	AUTRES CHARGES	78 859.96		53 009.79	23 280.11	177.47	

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 3

CULTURE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	331 ACTION CULTURELLE	332 ESPACE CULTUREL CHARCOT
DEPENSES		60 096.23	7 070.61
Réalisations		60 096.23	7 070.61
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	51 829.81	7 070.61
6042	ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR	13 119.32	
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT		38.76
60612	ENERGIE - ELECTRICITE		1 817.01
60613	CHAUFFAGE URBAIN		
60618	AUTRES FOURNITURES		
60623	ALIMENTATION	756.13	
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES		
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN		
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT		
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL		
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES		
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MED		
606511	LIVRES NUMERIQUES SUR LISEUSE		
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	150.95	
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN	1 532.95	
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES		
6135	LOCATIONS MOBILIERES	4 647.69	
615221	BATIMENTS PUBLICS		3 195.05
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES		
6156	MAINTENANCE		481.58
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE		
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	24 843.70	129.89
6226	HONORAIRES	700.00	
6231	ANNONCES ET INSERTIONS		
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES		
6237	PUBLICATIONS		
6238	DIVERS		
6241	TRANSPORTS DE BIENS		
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS		
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	141.26	
6256	MISSIONS		
6257	RECEPTIONS	4 962.81	
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS		1 384.32
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES		
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	975.00	
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX		24.00
62878	A D'AUTRES ORGANISMES		
63512	TAXES FONCIERES		
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	4 592.59	
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT		
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL		
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI		
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA		
64111	REMUNERATION PRINCIPALE		
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE		
64118	AUTRES INDEMNITES		
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	2 200.00	
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES		
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.		
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES		
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.		
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL		
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE		
6488	AUTRES CHARGES	2 392.59	

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 3

CULTURE

No	LIBELLE	TOTAL	30 SERVICES COMMUNS	311 EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAPHIQUE	314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES	321 BIBLIOTHEQUES ET MEDIATHEQUES	324 ENTRETIEN DU PATRIMOINE CULTUREL
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	372 154.47	352 301.75	515.61	12 671.22	2 992.06	
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, LICE	17 413.72		515.61	12 671.22	553.06	
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT	354 740.75	352 301.75			2 439.00	
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 500.00			3 500.00		
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	3 500.00			3 500.00		
Restes à réaliser au 31/12							
RECETTES		421 291.91	221.79	197 241.83	193 582.07	29 721.22	
Réalisations		421 291.91	221.79	197 241.83	193 582.07	29 721.22	
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	19 845.46	221.79	1 550.77		18 072.90	
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	1 650.51	100.35	1 550.16			
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	18 194.95	121.44	0.61		18 072.90	
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	196 010.85		98 671.06	93 060.47	4 279.32	
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	375.00			375.00		
7062	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES CULTUR	194 637.47		98 671.06	91 687.09	4 279.32	
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	998.38			998.38		
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	103 475.00		97 020.00	1 000.00	4 930.00	
74718	AUTRES	17 000.00		16 000.00	1 000.00		
7473	DEPARTEMENTS	83 650.00		78 720.00		4 930.00	
74748	AUTRES COMMUNES	2 300.00		2 300.00			
74751	GFP DE RATTACHEMENT	525.00					
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	101 960.60			99 521.60	2 439.00	
752	REVENUS DES IMMEUBLES	99 521.60			99 521.60		
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	2 439.00				2 439.00	
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Restes à réaliser au 31/12							
SOLDE		-2 797 578.05	-815 395.33	-955 880.68	-356 126.62	-598 441.88	-5 091.70

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 3

CULTURE

No	LIBELLE	331 ACTION CULTURELLE	332 ESPACE CULTUREL CHARCOT
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	3 673.83	
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, LICE	3 673.83	
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT		
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)		
Restes à réaliser au 31/12			
RECETTES		525.00	
Réalisations		525.00	
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES		
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES		
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS		
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE		
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES		
7062	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES CULTUR		
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES		
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	525.00	
74718	AUTRES		
7473	DEPARTEMENTS		
74748	AUTRES COMMUNES		
74751	GFP DE RATTACHEMENT	525.00	
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		
752	REVENUS DES IMMEUBLES		
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE		
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Restes à réaliser au 31/12			
SOLDE		-59 571.23	-7 070.61

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 4

SPORTS ET JEUNESSE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	40 SERVICES COMMUNS	401 A COMPLETER	402 SEJOURS ADULTES	411 SALLES DE SPORT, GYMNASES	412 STADES
DEPENSES		4 281 169.45	588 578.68	402 338.49	23 808.64	730 699.99	68 189.49
Réalisations		4 281 169.45	588 578.68	402 338.49	23 808.64	730 699.99	68 189.49
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 031 017.05	27 200.70	28 794.27	23 808.64	187 330.58	68 189.49
6042	ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR	32 958.97		73.50			
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	124 800.09				10 327.06	12 823.00
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	154 277.94				38 778.40	19 496.84
60613	CHAUFFAGE URBAIN	270 897.56				105 456.90	
60618	AUTRES FOURNITURES	11 355.12					5 899.23
60621	COMBUSTIBLES	8 182.03					
60622	CARBURANTS	56.76		10.00			
60623	ALIMENTATION	25 028.51		1 117.11	102.79		
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES	1 700.64					
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	24 181.42	1 945.44			3 829.80	
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	36 087.24	5 408.69	3 448.12	28.00	452.60	816.00
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	7 399.32	6 696.48				
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	814.23		116.39			
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MED	938.56		46.04			
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	1 795.77					
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	47 284.24	7 129.92	569.94		4 909.92	2 877.66
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN	883.48				114.96	115.20
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	8 019.68					
6135	LOCATIONS MOBILIERES	16 968.52	150.92	25.60		270.00	
61521	TERRAINS	25 220.16					11 775.60
615221	BATIMENTS PUBLICS	39 771.82				10 410.84	7 945.33
615228	AUTRES BATIMENTS	4 189.77					
615232	RESEAUX	1 655.13					1 655.13
61551	MATERIEL ROULANT	200.00					
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	10 332.38	2 910.33			127.80	383.40
6156	MAINTENANCE	26 199.60	1 143.00			5 114.14	959.65
617	ETUDES ET RECHERCHES	48.70					
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	2 419.66			157.10		
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	81 904.18	236.02	12 141.92	23 484.25	1 845.56	3 400.45
6226	HONORAIRES	1 440.00					
6232	FETES ET CEREMONIES	2 476.30	523.90				
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	12 951.17	800.00				
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	33 900.05		10 795.87			
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	822.07	6.00	21.00			
6256	MISSIONS	993.03		428.78			
6257	RECEPTIONS	2 423.24			36.50		
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	1 468.80				734.40	
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	30.00	30.00				
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	1 443.11	220.00				
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	6 872.20				4 958.20	42.00
62848	REDEVANCES POUR AUTRES PRESTATIONS DE SE	550.60					
63512	TAXES FONCIERES	75.00					
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 869 098.65	180 624.23	373 544.22		543 369.41	
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	744.80		744.80			
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	32 764.75	2 038.50	4 520.81		6 273.74	
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	8 191.31	509.69	1 130.18		1 568.49	
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI	36 678.10	2 293.31	5 085.97		7 058.03	
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	4 914.69	305.74	678.17		941.13	
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	1 337 950.52	99 077.22	190 892.74		290 285.55	
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE	75 250.70	2 812.17	7 692.79		21 913.68	
64118	AUTRES INDEMNITES	242 259.57	21 777.06	25 898.65		37 214.69	
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	260 482.43		23 260.32		18 245.73	
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	38 807.51		3 501.06		3 339.04	
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	18 688.44					

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 4

SPORTS ET JEUNESSE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	413 PISCINES	414 AUTRES EQUIPEMENT- S SPORTIFS OU DE LOISIRS	415 MANIFESTATIONS SPORTIVES	421 CENTRES DE LOISIRS	422 AUTRES ACTIVITE POUR LES JEUNES	423 COLONIES DE VACANCES
DEPENSES		1 145 663.44	19 664.03	20 771.18	639 881.72	462 951.10	178 622.69
Réalisations		1 145 663.44	19 664.03	20 771.18	639 881.72	462 951.10	178 622.69
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	414 941.29	19 664.03	20 771.18	96 083.21	64 437.38	79 796.28
6042	ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR				23 635.03	7 664.51	1 585.93
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	97 671.28	1 597.11		990.17	443.19	948.28
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	73 636.64	3 721.46		6 718.11	8 133.37	3 793.12
60613	CHAUFFAGE URBAIN	165 440.66					
60618	AUTRES FOURNITURES		5 455.89				
60621	COMBUSTIBLES				8 182.03		
60622	CARBURANTS						46.76
60623	ALIMENTATION	429.79		1 624.72	6 619.33	2 848.73	12 286.04
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES	79.99			1 287.05	233.63	99.97
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	16 469.57			1 169.96	192.63	574.02
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	5 492.60		3 029.30	5 926.09	4 806.38	6 679.46
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	590.22					112.62
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES				368.65	297.39	31.80
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MED				551.44	196.48	144.60
6067	FOURNITURES SCOLAIRES					1 795.77	
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	8 375.11	470.75	65.22	4 781.03	1 012.35	17 092.34
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN	595.48				57.84	
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES						8 019.68
6135	LOCATIONS MOBILIERES	4 800.90	108.36	702.00		5 860.36	5 050.38
61521	TERRAINS					12 981.60	462.96
615221	BATIMENTS PUBLICS	17 205.73	3 389.04		478.10	342.78	
615228	AUTRES BATIMENTS		4 189.77				
615232	RESEAUX						
61551	MATERIEL ROULANT					200.00	
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	3 976.37			1 327.82		1 606.66
6156	MAINTENANCE	8 485.80	383.65		1 314.00	8 799.36	
617	ETUDES ET RECHERCHES				48.70		
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE					2 262.56	
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	6 616.18		1 847.30	8 704.23	4 216.53	19 411.74
6226	HONORAIRES			1 440.00			
6232	FETES ET CEREMONIES			1 952.40			
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	4 096.97		8 054.20			
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS				22 888.18	216.00	
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS				181.65	247.50	365.92
6256	MISSIONS					564.25	
6257	RECEPTIONS			2 056.04	150.00	56.70	124.00
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS						734.40
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES						
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)				383.64	839.47	
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	978.00	348.00		378.00	168.00	
62848	REDEVANCES POUR AUTRES PRESTATIONS DE SE						550.60
63512	TAXES FONCIERES						75.00
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	730 722.15			543 798.51	398 213.72	98 826.41
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR						
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	8 700.49			5 798.60	4 602.55	830.06
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	2 175.12			1 449.62	1 150.65	207.56
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI	9 788.10			6 524.24	4 994.64	933.81
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	1 305.21			869.58	690.36	124.50
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	319 038.98			243 641.54	157 578.57	37 435.92
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE	14 846.46			14 101.62	12 212.78	1 671.20
64118	AUTRES INDEMNITES	45 716.99			55 357.42	40 672.09	15 622.67
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	97 163.25			61 818.59	40 528.39	19 466.15
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	19 744.74			5 584.47	6 638.20	
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION					18 688.44	

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 4

SPORTS ET JEUNESSE

No	LIBELLE	TOTAL	40 SERVICES COMMUNS	401 A COMPLETER	402 SEJOURS ADULTES	411 SALLES DE SPORT, GYMNASES	412 STADES
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	315 131.03	17 072.52	41 731.35		57 214.80	
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	452 339.89	32 411.20	63 436.66		93 973.51	
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	20 148.39		1 712.73		1 381.43	
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	18 594.92	1 970.06	2 379.38		2 838.74	
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	6 151.60	356.76	878.61		1 120.85	
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES						
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	381 053.75	380 753.75				
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICE	300.00					
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT	380 753.75	380 753.75				
Restes à réaliser au 31/12							
RECETTES		512 543.77	13 972.00	113 611.51	28 990.00	7 090.90	386.01
Réalisations		512 543.77	13 972.00	113 611.51	28 990.00	7 090.90	386.01
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL						
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	41 533.53				7 090.90	386.01
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	386.01					386.01
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	41 147.52				7 090.90	
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	392 708.72	2 054.40	113 611.51	28 990.00		
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	1 182.83					
70631	A CARACTERE SPORTIF	279 264.00		113 611.51	28 990.00		
70632	A CARACTERE DE LOISIRS	110 207.49					
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	2 054.40	2 054.40				
-- 73 --	IMPOTS ET TAXES						
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	77 856.53	11 917.60				
74712	EMPLOIS D'AVENIR	21 567.40	11 917.60				
7478	AUTRES ORGANISMES	56 289.13					
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES						
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS	444.99					
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS/OPERATIONS	444.99					
Restes à réaliser au 31/12							
SOLDE		-3 768 625.68	-574 606.68	-288 726.98	5 181.36	-723 609.09	-67 803.48

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 4

SPORTS ET JEUNESSE

No	LIBELLE	413 PISCINES	414 AUTRES EQUIPEMENT- S SPORTIFS OU DE LOISIRS	415 MANIFESTATIONS SPORTIVES	421 CENTRES DE LOISIRS	422 AUTRES ACTIVITE POUR LES JEUNES	423 COLONIES DE VACANCES
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	89 506.46			54 235.63	48 074.45	7 295.82
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	108 898.41			85 350.01	54 976.06	13 294.04
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	7 353.11			4 295.11	4 214.74	1 191.27
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	4 962.27			3 481.24	2 363.42	599.81
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	1 522.56			1 290.84	828.38	153.60
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES						
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					300.00	
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICE					300.00	
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT						
Restes à réaliser au 31/12							
RECETTES		135 906.99		4 912.25	127 607.02	30 888.97	49 178.12
Réalisations		135 906.99		4 912.25	127 607.02	30 888.97	49 178.12
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL						
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	3 086.86			20 862.67	9 253.80	853.29
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES						
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	3 086.86			20 862.67	9 253.80	853.29
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	123 170.33		4 912.25	65 297.39	6 793.00	47 879.84
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	1 182.83					
70631	A CARACTERE SPORTIF	108 174.60		4 912.25			23 575.64
70632	A CARACTERE DE LOISIRS	13 812.90			65 297.39	6 793.00	24 304.20
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)						
-- 73 --	IMPOTS ET TAXES						
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	9 649.80			41 446.96	14 842.17	
74712	EMPLOIS D'AVENIR	9 649.80					
7478	AUTRES ORGANISMES				41 446.96	14 842.17	
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES						
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS						444.99
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS/OPERATIONS						444.99
Restes à réaliser au 31/12							
SOLDE		-1 009 756.45	-19 664.03	-15 858.93	-512 274.70	-432 062.13	-129 444.57

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 5 **INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE**
(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	520 SERVICES COMMUNS	522 ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCEN	523 ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES EN DIFFICULTE
DEPENSES		1 204 147.22	986 535.41	40 000.00	177 611.81
Réalisations		1 204 147.22	986 535.41	40 000.00	177 611.81
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	83 053.58	10 395.17		72 658.41
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	980.41			980.41
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	1 694.44			1 694.44
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN	50 991.20			50 991.20
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	11 008.30	7 050.58		3 957.72
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	3 445.97	2 146.25		1 299.72
615221	BATIMENTS PUBLICS	268.20	268.20		
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	13 730.00			13 730.00
6257	RECEPTIONS	930.14	930.14		
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	4.92			4.92
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	105 583.64	630.24		104 953.40
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	1 804.48			1 804.48
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	450.77			450.77
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	270.25			270.25
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	350.00	350.00		
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	90 215.80			90 215.80
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	2 441.85			2 441.85
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	3 680.79			3 680.79
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	5 773.51			5 773.51
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	315.95			315.95
6488	AUTRES CHARGES	280.24	280.24		
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 015 510.00	975 510.00	40 000.00	
657362	CCAS	900 000.00	900 000.00		
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT	115 510.00	75 510.00	40 000.00	
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Restes à réaliser au 31/12					
RECETTES		196 044.17	33 566.48	11 476.91	151 000.78
Réalisations		196 044.17	33 566.48	11 476.91	151 000.78
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	60 428.68			60 428.68
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	60 428.68			60 428.68
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	34 770.39	33 566.48		1 203.91
70841	AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSES DES	22 458.60	22 458.60		
70873	PAR LES CCAS	9 209.00	9 209.00		
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	3 102.79	1 898.88		1 203.91
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	100 845.10		11 476.91	89 368.19
7473	DEPARTEMENTS	21 000.00			21 000.00
7477	BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTUREL	68 368.19			68 368.19
7478	AUTRES ORGANISMES	11 476.91		11 476.91	
Restes à réaliser au 31/12					
SOLDE		-1 008 103.05	-952 968.93	-28 523.09	-26 611.03

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 6

FAMILLE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	61 SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES	63 AIDES A LA FAMILLE	64 CRECHES ET GARDERIES
DEPENSES		1 440 867.55	15 066.57	80 712.50	1 345 088.48
Réalisations		1 440 867.55	15 066.57	80 712.50	1 345 088.48
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	175 600.33	9 152.22	80 712.50	85 735.61
6042	ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR	26 587.49			26 587.49
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	4 918.70	476.77	2 197.33	2 244.60
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	15 797.42	2 982.56	5 818.20	6 996.66
60613	CHAUFFAGE URBAIN	20 713.01		9 220.27	11 492.74
60618	AUTRES FOURNITURES	2 238.13	2 238.13		
60623	ALIMENTATION	2 177.23			2 177.23
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES	495.50			495.50
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	2 975.39			2 975.39
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	5 425.55			5 425.55
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	351.42			351.42
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	38.03			38.03
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MED	1 038.34			1 038.34
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	10 671.60	119.24	267.02	10 285.34
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN	60 115.43	115.43	60 000.00	
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	2 423.72	2 423.72		
61521	TERRAINS	444.00			444.00
615221	BATIMENTS PUBLICS	3 416.00	247.20	938.74	2 230.06
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	742.56		317.16	425.40
6156	MAINTENANCE	2 686.35	359.28	1 235.89	1 091.18
617	ETUDES ET RECHERCHES	117.31			117.31
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	867.00			867.00
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	1 026.02	129.89	129.89	766.24
6226	HONORAIRES	7 818.00			7 818.00
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	99.60			99.60
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	202.60			202.60
6256	MISSIONS	827.93			827.93
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	300.00			300.00
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	1 086.00	60.00	588.00	438.00
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 265 267.22	5 914.35		1 259 352.87
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	15 255.28			15 255.28
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	3 814.01			3 814.01
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI	17 075.79			17 075.79
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	2 288.40			2 288.40
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	356 047.60			356 047.60
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE	22 433.60			22 433.60
64118	AUTRES INDEMNITES	61 499.35			61 499.35
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	347 291.88			347 291.88
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	78 855.22			78 855.22
6417	REMUNERATIONS DES APPRENTIS	4 474.65			4 474.65
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	183 822.72			183 822.72
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	138 875.15	5 914.35		132 960.80
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	24 907.30			24 907.30
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	5 568.32			5 568.32
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	3 057.95			3 057.95
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE				
Restes à réaliser au 31/12					
RECETTES		978 401.79	396.65		978 005.14
Réalisations		978 401.79	396.65		978 005.14
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	7 339.59	396.65		6 942.94
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	396.65	396.65		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 6

FAMILLE

No	LIBELLE	TOTAL	61 SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES	63 AIDES A LA FAMILLE	64 CRECHES ET GARDERIES
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	6 942.94			6 942.94
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	154 525.55			154 525.55
7066	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES SOCIAL	154 525.55			154 525.55
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	816 536.65			816 536.65
74712	EMPLOIS D'AVENIR	20 275.95			20 275.95
7473	DEPARTEMENTS	41 919.00			41 919.00
7478	AUTRES ORGANISMES	754 341.70			754 341.70
Restes à réaliser au 31/12					
SOLDE		-462 465.76	-14 669.92	-80 712.50	-367 083.34

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 7

LOGEMENT

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	70 SERVICES COMMUNS	71 PARC PRIVE DE LA VILLE
DEPENSES		28 170.95	9 505.54	18 665.41
Réalisations		28 170.95	9 505.54	18 665.41
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	28 170.95	9 505.54	18 665.41
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	715.98		715.98
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	1 610.96	827.13	783.83
615221	BATIMENTS PUBLICS	1 608.97	1 608.97	
615228	AUTRES BATIMENTS	12 192.83	233.82	11 959.01
615232	RESEAUX	188.68		188.68
63512	TAXES FONCIERES	11 241.53	6 223.62	5 017.91
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	612.00	612.00	
Restes à réaliser au 31/12				
RECETTES		47 649.08	26 171.95	21 477.13
Réalisations		47 649.08	26 171.95	21 477.13
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	27 343.19	26 171.95	1 171.24
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	21 537.00	21 537.00	
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	5 806.19	4 634.95	1 171.24
-- 73 --	IMPOTS ET TAXES	752.00		752.00
7331	TAXE D'ENLEVEMENT DES O.M.	752.00		752.00
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	19 553.89		19 553.89
752	REVENUS DES IMMEUBLES	19 553.89		19 553.89
Restes à réaliser au 31/12				
SOLDE		19 478.13	16 666.41	2 811.72

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT
(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	810 SERVICES COMMUNS	811 EAU ET ASSAINISSE- MENT	813 PROPRETE URBAINE	814 ECLAIRAGE PUBLIC	816 AUTRES RESEAUX ET SERVICES DIVERS
DEPENSES		3 028 481.82	1 284 378.83	17 688.76	2 384.56	239.93	72 777.66
Réalisations		3 028 481.82	1 284 378.83	17 688.76	2 384.56	239.93	72 777.66
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	508 182.90	180 445.79	17 688.76	2 384.56	239.93	72 777.66
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	13 116.97	1 897.36				
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	24 402.38	8 375.68			239.93	
60618	AUTRES FOURNITURES	28 686.16	14 929.03				
60622	CARBURANTS	48 193.62	48 193.62				
60623	ALIMENTATION	3 531.96					
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES	103.69	103.69				
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	4 143.56	1 704.52		2 097.48		
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	8 996.99	6 236.45		287.08		
60633	FOURNITURES DE VOIRIE	11 640.29					
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	7 813.62	7 813.62				
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	92 210.72	60 297.52				
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN	10 487.19	57.60				
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	6 120.00					
6135	LOCATIONS MOBILIERES	1 595.53	538.89				
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	3 230.91					
61521	TERRAINS	37 139.94					
615221	BATIMENTS PUBLICS	24 237.60	3 937.20				
615231	VOIRIES	6 472.18					
615232	RESEAUX	1 304.76					1 304.76
61551	MATERIEL ROULANT	19 857.71	19 857.71				
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	1 320.88	1 277.88				
6156	MAINTENANCE	15 092.16	1 053.84				4 320.00
617	ETUDES ET RECHERCHES	6 843.70					
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	2 116.00	1 140.00				
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	44 655.25	1 722.62	5 078.43			
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	360.00					
6232	FETES ET CEREMONIES	277.44					
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	63.96					
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	267.12	171.32				
6256	MISSIONS	697.57	15.25				
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	734.40					
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	615.95					
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISES, FORETS ET	781.47					
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	203.99	17.99				
63512	TAXES FONCIERES	79 763.23		12 610.33			67 152.90
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	1 104.00	1 104.00				
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 341 066.98	1 099 171.04				
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	26 818.00	12 269.82				
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	6 705.02	3 067.50				
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI	30 170.17	13 803.56				
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	4 022.92	1 840.46				
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	1 128 301.84	547 111.37				
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE	48 639.63	24 607.95				
64118	AUTRES INDEMNITES	234 385.43	132 773.00				
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	153 404.30	44 878.90				
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	36 041.86	12 469.79				
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	249 101.33	109 668.38				
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	375 539.37	179 923.68				
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	11 348.11	3 440.30				
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	19 334.50	11 081.73				
64731	VERSEES DIRECTEMENT	12 268.32					
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	4 838.34	2 234.60				
6488	AUTRES CHARGES	147.84					
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	40 378.00	378.00				

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 8

AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	821 EQUIPEMENT DE VOIRIE	822 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	823 ESPACES VERTS URBAINS	824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	830 SERVICES COMMUNS
DEPENSES		18 472.72	32 085.26	1 193 994.42	321 826.13	84 633.55
Réalisations		18 472.72	32 085.26	1 193 994.42	321 826.13	84 633.55
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	18 472.72	32 085.26	147 095.36	21 787.53	15 205.33
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	3 311.15		7 908.46		
60612	ENERGIE - ELECTRICITE		9 089.75	3 775.04	869.75	2 052.23
60618	AUTRES FOURNITURES			12 779.68		977.45
60622	CARBURANTS					
60623	ALIMENTATION			3 411.96		120.00
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKES					
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN				55.18	286.38
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT			2 283.76	189.70	
60633	FOURNITURES DE VOIRIE		11 640.29			
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL					
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	31.81	102.60	31 154.63	596.29	27.87
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN			10 080.97	348.62	
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES				6 120.00	
6135	LOCATIONS MOBILIERES			870.10	186.54	
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE			1 200.51	2 030.40	
61521	TERRAINS	5 100.00		32 039.94		
615221	BATIMENTS PUBLICS			20 300.40		
615231	VOIRIES	1 229.76	5 242.42			
615232	RESEAUX					
61551	MATERIEL ROULANT					
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES			43.00		
6156	MAINTENANCE	8 400.00		1 072.32	246.00	
617	ETUDES ET RECHERCHES	400.00	6 010.20		433.50	
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE			527.00	449.00	
6188	AUTRES FRAIS DIVERS			18 163.43	9 428.27	10 262.50
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX			360.00		
6232	FETES ET CEREMONIES			277.44		
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES				63.96	
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS			25.30	70.50	
6256	MISSIONS				651.82	30.50
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS					734.40
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)			15.95		600.00
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISES, FORETS ET			781.47		
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX			24.00	48.00	114.00
63512	TAXES FONCIERES					
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES					
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES			1 005 261.07	207 206.65	29 428.22
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT			11 553.59	2 594.38	400.21
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL			2 888.94	648.55	100.03
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI			12 997.99	2 918.47	450.15
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA			1 733.35	389.12	59.99
64111	REMUNERATION PRINCIPALE			531 590.85	49 599.62	
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE			21 804.25	2 227.43	
64118	AUTRES INDEMNITES			89 413.17	12 199.26	
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES			29 192.81	64 238.20	15 094.39
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES			3 925.33	14 708.26	4 938.48
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.			101 550.63	31 637.64	6 244.68
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES			174 271.58	20 554.41	789.70
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.			2 104.10	4 523.16	1 280.55
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL			7 886.46	366.31	
64731	VERSEES DIRECTEMENT			12 268.32		
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE			2 079.70	454.00	70.04
6488	AUTRES CHARGES				147.84	
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					40 000.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 8

AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT

No	LIBELLE	TOTAL	810 SERVICES COMMUNS	811 EAU ET ASSAINISSE- MENT	813 PROPRETE URBAINE	814 ECLAIRAGE PUBLIC	816 AUTRES RESEAUX ET SERVICES DIVERS
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICE	378.00	378.00				
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT	40 000.00					
-- 66 --	CHARGES FINANCIERES	88 031.95					
6688	AUTRES	88 031.95					
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES	41 637.99					
6714	BOURSES ET PRIX	1 725.05					
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES / OPE DE	13 310.21					
6748	AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	26 602.73					
-- 042 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	9 184.00	4 384.00				
675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS C	6 984.00	2 184.00				
6761	DIFFERENCES SUR REALISATION (POSITIVES)	2 200.00	2 200.00				
Restes à réaliser au 31/12							
RECETTES		154 609.80	13 418.27			-562.68	
Réalizations		154 609.80	13 418.27			-562.68	
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL						
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	32 822.98	6 907.68				
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	1 675.28	131.36				
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	31 147.70	6 776.32				
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	49 964.57				-562.68	
7022	COUPES DE BOIS	20 090.44					
704	TRAVAUX	1 953.59					
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	4 457.38					
70846	MISE A DISPO GFP DE RATTACHEMENT	9 626.54					
70848	AUX AUTRES ORGANISMES	11 296.10					
70876	REMBT FRAIS PAR GFP RATTACHEMENT	2 540.52				-562.68	
-- 73 --	IMPOTS ET TAXES	2 230.00					
7338	AUTRES TAXES	2 230.00					
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	41 592.74	2 126.59				
74712	EMPLOIS D'AVENIR	17 012.74	2 126.59				
74718	AUTRES	4 000.00					
7472	REGIONS	3 580.00					
74751	GFP DE RATTACHEMENT	13 000.00					
7478	AUTRES ORGANISMES	4 000.00					
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES						
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS	27 015.51	3 400.00				
775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	8 200.00	3 400.00				
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	18 815.51					
-- 042 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	984.00	984.00				
7761	DIFFERENCES SUR REALISATION (NEGATIVES)	984.00	984.00				
Restes à réaliser au 31/12							
SOLDE		-2 873 872.02	-1 270 960.56	-17 688.76	-2 384.56	-802.61	-72 777.66

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 8

AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT

No	LIBELLE	821 EQUIPEMENT DE VOIRIE	822 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	823 ESPACES VERTS URBAINS	824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	830 SERVICES COMMUNS
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, LICE					
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUT					40 000.00
-- 66 --	CHARGES FINANCIERES				88 031.95	
6688	AUTRES				88 031.95	
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES			41 637.99		
6714	BOURSES ET PRIX			1 725.05		
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES / OPE DE			13 310.21		
6748	AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES			26 602.73		
-- 042 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				4 800.00	
675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS C				4 800.00	
6761	DIFFERENCES SUR REALISATION (POSITIVES)					
Restes à réaliser au 31/12						
RECETTES			15 179.48	66 572.70	48 599.26	11 402.77
Réalizations			15 179.48	66 572.70	48 599.26	11 402.77
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL					
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES		219.74	25 185.14	403.75	106.67
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES		219.74	1 241.81		82.37
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS			23 943.33	403.75	24.30
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE		12 729.74	26 501.41		11 296.10
7022	COUPES DE BOIS			20 090.44		
704	TRAVAUX			1 953.59		
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)			4 457.38		
70846	MISE A DISPO GFP DE RATTACHEMENT		9 626.54			
70848	AUX AUTRES ORGANISMES					11 296.10
70876	REMBT FRAIS PAR GFP RATTACHEMENT		3 103.20			
-- 73 --	IMPOTS ET TAXES		2 230.00			
7338	AUTRES TAXES		2 230.00			
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			14 886.15	24 580.00	
74712	EMPLOIS D'AVENIR			14 886.15		
74718	AUTRES				4 000.00	
7472	REGIONS				3 580.00	
74751	GFP DE RATTACHEMENT				13 000.00	
7478	AUTRES ORGANISMES				4 000.00	
-- 67 --	CHARGES EXCEPTIONNELLES					
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS				23 615.51	
775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS				4 800.00	
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS				18 815.51	
-- 042 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					
7761	DIFFERENCES SUR REALISATION (NEGATIVES)					
Restes à réaliser au 31/12						
SOLDE		-18 472.72	-16 905.78	-1 127 421.72	-273 226.87	-73 230.78

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 9

ACTION ECONOMIQUE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	90 INTERVENTIONS ECONOMIQUES	901 EMPLOIS AIDES	91 FOIRES ET MARCHES	94 AIDES AU COMMERCE ET AUX SERVICES MARCHANDS	95 AIDES AU TOURISME
DEPENSES		747 530.35	194 488.02	404 765.50	85 627.44	13 222.70	49 426.69
Réalisations		747 530.35	194 488.02	404 765.50	85 627.44	13 222.70	49 426.69
-- 011 --	CHARGES A CARACTERE GENERAL	120 046.86	36 900.65	137.25	28 794.21	13 222.70	40 992.05
6042	ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR	7 958.40					7 958.40
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	251.35				251.35	
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	5 135.39			5 135.39		
60623	ALIMENTATION	446.50					446.50
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	337.67	337.67				
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	203.88	203.88				
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	1 748.32	1 314.25		434.07		
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	169.99	169.99				
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MED	2 603.55					2 603.55
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	4 327.47	100.74		3 729.93		496.80
611	CONTRATS PRESTATIONS DE SERVICES AVEC EN	5 516.69					5 516.69
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	10 400.00					10 400.00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	2 592.57					2 592.57
615228	AUTRES BATIMENTS	10 210.00				10 210.00	
615231	VOIRIES	18 564.00			18 564.00		
6156	MAINTENANCE	930.82			930.82		
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	1 947.42	1 947.42				
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	3 543.00	3 543.00				
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	26 365.00	19 999.20				6 365.80
6237	PUBLICATIONS	1 956.00					1 956.00
6238	DIVERS	1 299.38					1 299.38
6256	MISSIONS	137.25		137.25			
6257	RECEPTIONS	1 589.86	233.50				1 356.36
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	9 051.00	9 051.00				
63512	TAXES FONCIERES	2 761.35				2 761.35	
-- 012 --	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	605 911.09	136 014.97	404 628.25	56 833.23		8 434.64
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	8 857.33	1 508.11	6 829.90	519.32		
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	2 214.20	377.06	1 707.25	129.89		
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTI	3 077.71	1 696.63	796.86	584.22		
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. / REMUNERA	1 328.56	226.26	1 024.39	77.91		
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	98 636.90	73 664.09		24 972.81		
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE	6 684.83	4 468.32		2 216.51		
64118	AUTRES INDEMNITES	30 718.71	15 545.88		15 172.83		
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	4 892.48	168.00				4 724.48
64138	P.NON.TITUL. AUTRES INDEMNITES	319.32		319.32			
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	343 637.99		343 637.99			
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	26 464.15	12 630.13	9 484.66	4 349.36		
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	46 226.82	24 003.10	13 933.67	8 290.05		
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	21 731.27		21 731.27			
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	1 892.92	1 463.46		429.46		
64731	VERSEES DIRECTEMENT	3 967.96		3 967.96			
6475	MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	1 549.78	263.93	1 194.98	90.87		
6488	AUTRES CHARGES	3 710.16					3 710.16
-- 65 --	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	21 572.40	21 572.40				
65738	AUTRES ORGANISMES	21 572.40	21 572.40				
Restes à réaliser au 31/12							
RECETTES		249 024.00	124 370.07		67 343.77	25 422.76	31 887.40
Réalisations		249 024.00	124 370.07		67 343.77	25 422.76	31 887.40
-- 013 --	ATTENUATIONS DE CHARGES	96 853.73	96 754.77		98.96		
6096	D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	98.96			98.96		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 9

ACTION ECONOMIQUE

No	LIBELLE	TOTAL	90 INTERVENTIONS ECONOMIQUES	901 EMPLOIS AIDES	91 FOIRES ET MARCHES	94 AIDES AU COMMERCE ET AUX SERVICES MARCHANDS	95 AIDES AU TOURISME
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS	96 754.77	96 754.77				
-- 70 --	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	615.28				615.28	
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	615.28				615.28	
-- 73 --	IMPOTS ET TAXES	100 904.21			67 244.81	1 772.00	31 887.40
7331	TAXE D'ENLEVEMENT DES O.M.	313.00				313.00	
7336	DROITS DE PLACE	67 244.81			67 244.81		
7362	TAXES DE SEJOUR	31 887.40					31 887.40
7388	AUTRES TAXES DIVERSES	1 459.00				1 459.00	
-- 74 --	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	27 572.40	27 572.40				
74718	AUTRES	6 000.00	6 000.00				
7477	BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTUREL	21 572.40	21 572.40				
-- 75 --	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	23 035.48				23 035.48	
752	REVENUS DES IMMEUBLES	23 035.48				23 035.48	
-- 77 --	PRODUITS EXCEPTIONNELS	42.90	42.90				
773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	42.90	42.90				
Restes à réaliser au 31/12							
SOLDE		-498 506.35	-70 117.95	-404 765.50	-18 283.67	12 200.06	-17 539.29

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilables 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)							
	Dépenses réelles	4 497 060.44	1 289 828.13	233 931.38	57 214.04	721 260.21	176 787.02
	Equipements municipaux	2 041 306.51	2 400.00	233 931.38	57 214.04	721 260.21	176 787.02
	Equip. non municipaux	105 825.80					
	Opérations financières	2 349 928.13	1 287 428.13				
	Dépenses d'ordre	618 292.96		30 617.60		44 532.86	266 496.73
	Solde d'exécution reporté de N-1	4 483 820.43	4 483 820.43				
Total dépenses		9 939 292.18	5 773 648.56	264 548.98	57 214.04	765 793.07	443 283.75
Total recettes		7 818 599.03	5 793 032.50	33 317.60	29 811.03	179 645.38	903 050.34
Solde d'investissement		-2 120 693.15	19 383.94	-231 231.38	-27 403.01	-586 147.69	459 766.59
RESTES A REALISER au 31/12/N							
Total RAR dépenses		3 578 126.71		1 215 982.94	8 309.88	92 507.67	13 222.80
Total RAR recettes		1 982 246.44		191 771.00	31 500.00	41 729.10	972 449.00
Solde RAR investissement		-1 595 880.27		-1 024 211.94	23 190.12	-50 778.57	959 226.20

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	4 SPORTS ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)							
	Dépenses réelles	314 057.50	40 000.00	15 380.10	74 862.30	1 541 003.76	32 736.00
	Equipements municipaux	314 057.50		15 380.10	9 036.50	478 503.76	32 736.00
	Equip. non municipaux		40 000.00		65 825.80		
	Opérations financières					1 062 500.00	
	Dépenses d'ordre	17 220.24		1 620.00		257 805.53	
	Solde d'exécution reporté de N-1						
Total dépenses		331 277.74	40 000.00	17 000.10	74 862.30	2 138 927.64	32 736.00
Total recettes		4 001.58				875 740.60	
Solde d'investissement		-327 276.16	-40 000.00	-17 000.10	-74 862.30	-1 263 187.04	-32 736.00
RESTES A REALISER au 31/12/N							
Total RAR dépenses		1 070 946.13		27 371.68		1 132 303.64	17 481.97
Total RAR recettes		284 943.00	20 534.00			439 320.34	
Solde RAR investissement		-786 003.13	20 534.00	-27 371.68		-692 983.30	-17 481.97

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilables 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE
DEPENSES		13 517 418.89	5 773 648.56	1 480 531.92	65 523.92	858 300.74	456 506.55
Dépenses réelles		8 415 305.50	1 289 828.13	1 449 914.32	65 523.92	813 767.88	190 009.82
-- 10 --	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	17 452.00	17 452.00				
10223	T.L.E.	17 452.00	17 452.00				
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 269 976.13	1 269 976.13				
1641	EMPRUNTS EN EUROS	1 130 885.72	1 130 885.72				
1643	EMPRUNTS EN DEVISES	82 324.47	82 324.47				
16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT	53 735.70	53 735.70				
1672	EMPRUNTS SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	563.68	563.68				
16818	AUTRES EMPRUNTS - AUTRES PRETEURS	2 466.56	2 466.56				
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	149 000.31	2 400.00	59 153.35			3 818.00
2031	FRAIS D'ETUDES	100 092.96		16 464.00			
2033	FRAIS D'INSERTION	925.20		925.20			
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	47 982.15	2 400.00	41 764.15			3 818.00
-- 204 --	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	105 825.80					
204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	105 825.80					
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 560 605.29		86 941.06	56 919.58	182 337.85	47 164.44
2111	TERRAINS NUS	4 800.00					
2115	TERRAINS BATIS	5.00					5.00
2121	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	5 910.28					
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	7 289.09					
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	1 073 104.07					
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	11 288.40					
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILL	47 403.67		5 456.56		1 249.20	4 003.14
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	281 992.44		58 467.16	56 398.17	159 048.61	7 998.00
2184	MOBILIER	34 994.34		16 147.13	521.41	10 287.84	7 638.98
2185	CHEPTEL	550.00					
2188	AUTRES	93 268.00		6 870.21		11 752.20	27 519.32
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	3 888 085.78		1 303 819.91	8 604.34	631 430.03	139 027.38
2312	TERRAINS	233 609.97					
2313	CONSTRUCTIONS	3 444 876.07		1 303 819.91		631 430.03	139 027.38
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TEC	196 006.74			8 604.34		
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES / CDE IMMO. C	13 593.00					
-- 26 --	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE	62 500.00					
261	TITRES DE PARTICIPATIONS	62 500.00					
-- 27 --	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00					
274	PRETS	1 000 000.00					
Opérations d'équipement							
Opérations pour compte de tiers		361 860.19					
-- 45 --	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	361 860.19					
45811	COMPETENCES TRANSFEREES A CU	361 860.19					
Dépenses d'ordre		618 292.96		30 617.60		44 532.86	266 496.73
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	36 970.95				21 416.56	1 351.73
192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/1997	984.00					
2313	CONSTRUCTIONS	35 986.95				21 416.56	1 351.73
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	581 322.01		30 617.60		23 116.30	265 145.00
204412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	127.00					
204422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	170 385.88					
2113	TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	81 787.77					
2115	TERRAINS BATIS	257 945.00					257 945.00
2313	CONSTRUCTIONS	66 555.48		30 617.60		23 116.30	7 200.00
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TEC	4 520.88					
-- 28 --	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS						
001 Solde d'exécution reporté de N-1		4 483 820.43	4 483 820.43				

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	4 SPORTS ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
DEPENSES		1 402 223.87	40 000.00	44 371.78	74 862.30	3 271 231.28	50 217.97
Dépenses réelles		1 385 003.63	40 000.00	42 751.78	74 862.30	3 013 425.75	50 217.97
-- 10 --	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES						
10223	T.L.E.						
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES						
1641	EMPRUNTS EN EUROS						
1643	EMPRUNTS EN DEVICES						
16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT						
1672	EMPRUNTS SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
16818	AUTRES EMPRUNTS - AUTRES PRETEURS						
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 667.96				68 961.00	
2031	FRAIS D'ETUDES	14 667.96				68 961.00	
2033	FRAIS D'INSERTION						
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES						
-- 204 --	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES		40 000.00		65 825.80		
204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		40 000.00		65 825.80		
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 467.57		398.98	9 036.50	1 123 283.31	1 056.00
2111	TERRAINS NUS					4 800.00	
2115	TERRAINS BATIS						
2121	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES					5 910.28	
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	7 000.00				289.09	
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS				9 036.50	1 064 067.57	
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE					10 232.40	1 056.00
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILL					36 694.77	
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	80.50					
2184	MOBILIER			398.98			
2185	CHEPTEL					550.00	
2188	AUTRES	46 387.07				739.20	
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 316 868.10		42 352.80		396 821.25	49 161.97
2312	TERRAINS					233 609.97	
2313	CONSTRUCTIONS	1 303 275.10		42 352.80		24 970.85	
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TEC					138 240.43	49 161.97
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES / CDE IMMO. C	13 593.00					
-- 26 --	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE					62 500.00	
261	TITRES DE PARTICIPATIONS					62 500.00	
-- 27 --	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES					1 000 000.00	
274	PRETS					1 000 000.00	
Opérations d'équipement							
Opérations pour compte de tiers						361 860.19	
-- 45 --	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS					361 860.19	
45811	COMPETENCES TRANSFEREES A CU					361 860.19	
Dépenses d'ordre		17 220.24		1 620.00		257 805.53	
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	13 218.66				984.00	
192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/1997					984.00	
2313	CONSTRUCTIONS	13 218.66					
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	4 001.58		1 620.00		256 821.53	
204412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS					127.00	
204422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS					170 385.88	
2113	TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE					81 787.77	
2115	TERRAINS BATIS						
2313	CONSTRUCTIONS	4 001.58		1 620.00			
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TEC					4 520.88	
-- 28 --	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS						
001 Solde d'exécution reporté de N-1							

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilables 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE
RECETTES		9 800 845.47	5 793 032.50	225 088.60	61 311.03	221 374.48	1 875 499.34
Recettes réelles		8 399 565.44	4 982 258.48	191 771.00	61 311.03	199 338.18	1 610 354.34
-- 024 --	PRODUITS DES CESSIONS						
-- 10 --	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	3 982 258.48	3 982 258.48				
10222	F.C.T.V.A.	1 827 541.00	1 827 541.00				
10223	T.L.E.	7 223.00	7 223.00				
10226	TAXE D'AMENAGEMENT ET VERSEMENT POUR SOU	154 847.53	154 847.53				
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	1 992 646.95	1 992 646.95				
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	3 064 058.89		191 771.00	61 311.03	199 338.18	1 610 354.34
1321	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	1 215 156.71		40 487.00	61 311.03	197 825.00	365 585.34
1322	REGIONS	643 070.00		92 840.00			272 320.00
1323	DEPARTEMENTS	753 253.00					731 903.00
13251	GFP DE RATTACHEMENT	430 532.00		58 444.00			240 546.00
1326	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	20 534.00					
1328	AUTRES	1 513.18				1 513.18	
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 000 000.00	1 000 000.00				
1641	EMPRUNTS EN EUROS	1 000 000.00	1 000 000.00				
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	13 593.00					
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES / CDE IMMO. C	13 593.00					
-- 27 --	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Opérations pour compte de tiers		339 655.07					
-- 45 --	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	339 655.07					
45821	REVERSEMENT GRAND DIJON	339 655.07					
Recettes d'ordre		1 401 280.03	810 774.02	33 317.60		22 036.30	265 145.00
-- 021 --	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT						
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	819 958.02	810 774.02				
192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/1997	2 200.00					
2111	TERRAINS NUS	4 800.00					
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	2 184.00					
2802	FRAIS ETUDES, ELABO., MODIF., REVIS. DES	906.09	906.09				
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	35 667.00	35 667.00				
2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	587.00	587.00				
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	59 643.00	59 643.00				
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 211.00	1 211.00				
2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	18 181.00	18 181.00				
2804422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	89 415.00	89 415.00				
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	26 387.57	26 387.57				
28121	PLANTATIONS	11 237.41	11 237.41				
28128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS TERRA	58 421.90	58 421.90				
28132	IMMEUBLES DE RAPPORT	74 541.00	74 541.00				
281538	AUTRES RESEAUX	37 102.00	37 102.00				
281571	MATERIEL ROULANT	16 470.00	16 470.00				
281578	MATERIEL ET OUTILLAGE DE NETTOIEMENT	27 847.58	27 847.58				
28158	AUTRES	23 103.95	23 103.95				
28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AM	3 924.00	3 924.00				
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	82 064.17	82 064.17				
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL D'INFORMA	86 506.52	86 506.52				
28184	MOBILIER	62 098.03	62 098.03				
28185	CHEPTEL	479.00	479.00				
28188	AUTRES	94 980.80	94 980.80				
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	581 322.01		33 317.60		22 036.30	265 145.00
1328	AUTRES	257 945.00					257 945.00
2031	FRAIS D'ETUDES	67 074.78		33 317.60		22 036.30	7 200.00

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	4 SPORTS ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
RECETTES		288 944.58	20 534.00			1 315 060.94	
Recettes réelles		284 943.00	20 534.00			1 049 055.41	
-- 024 --	PRODUITS DES CESSIONS						
-- 10 --	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES						
10222	F.C.T.V.A.						
10223	T.L.E.						
10226	TAXE D'AMENAGEMENT ET VERSEMENT POUR SOU						
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES						
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	271 350.00	20 534.00			709 400.34	
1321	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX					549 948.34	
1322	REGIONS	150 000.00				127 910.00	
1323	DEPARTEMENTS	21 350.00					
13251	GFP DE RATTACHEMENT	100 000.00				31 542.00	
1326	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX		20 534.00				
1328	AUTRES						
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES						
1641	EMPRUNTS EN EUROS						
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	13 593.00					
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES / CDE IMMO. C	13 593.00					
-- 27 --	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Opérations pour compte de tiers						339 655.07	
-- 45 --	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS					339 655.07	
45821	REVERSEMENT GRAND DIJON					339 655.07	
Recettes d'ordre		4 001.58				266 005.53	
-- 021 --	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT						
-- 040 --	OPÉ. D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					9 184.00	
192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/1997					2 200.00	
2111	TERRAINS NUS					4 800.00	
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE					2 184.00	
2802	FRAIS ETUDES, ELABO., MODIF., REVIS. DES						
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES						
2804181	BIENS MOBILIERES, MATERIEL ET ETUDES						
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS						
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS						
2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS						
2804422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS						
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES						
28121	PLANTATIONS						
28128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS TERRA						
28132	IMMEUBLES DE RAPPORT						
281538	AUTRES RESEAUX						
281571	MATERIEL ROULANT						
281578	MATERIEL ET OUTILLAGE DE NETTOIEMENT						
28158	AUTRES						
28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AM						
28182	MATERIEL DE TRANSPORT						
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL D'INFORMA						
28184	MOBILIER						
28185	CHEPTEL						
28188	AUTRES						
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	4 001.58				256 821.53	
1328	AUTRES						
2031	FRAIS D'ETUDES					4 520.88	

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilables 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE
2111	TERRAINS NUS	127.00					
2115	TERRAINS BATIS	51 098.54					
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	170 385.88					
21534	RESEAUX D'ELECTRIFICATION	4 001.58					
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILL	30 689.23					
001 Solde d'exécution reporté de N-1							

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	4 SPORTS ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
2111	TERRAINS NUS					127.00	
2115	TERRAINS BATIS					51 098.54	
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS					170 385.88	
21534	RESEAUX D'ELECTRIFICATION						
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILL	4 001.58				30 689.23	
001 Solde d'exécution reporté de N-1							

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES
(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	020 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	023 INFORMATION, COMMUNICATION, PUBLICITE	024 FETES ET CEREMONIES	025 AIDES AUX ASSOCIATIONS (NON CLASSEES AILLEURS)
DEPENSES		7 254 180.48	5 773 648.56	1 478 065.59	1 330.97	424.36	72.00
Réalisations		6 038 197.54	5 773 648.56	262 154.65	1 330.97	424.36	72.00
-- 001 --	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	4 483 820.43	4 483 820.43				
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	4 483 820.43	4 483 820.43				
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS						
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	30 617.60		30 617.60			
2313	CONSTRUCTIONS	30 617.60		30 617.60			
-- 10 --	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	17 452.00	17 452.00				
10223	T.L.E.	17 452.00	17 452.00				
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 269 976.13	1 269 976.13				
1641	EMPRUNTS EN EUROS	1 130 885.72	1 130 885.72				
1643	EMPRUNTS EN DEVISES	82 324.47	82 324.47				
16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT	53 735.70	53 735.70				
1672	EMPRUNTS SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	563.68	563.68				
16818	AUTRES EMPRUNTS - AUTRES PRETEURS	2 466.56	2 466.56				
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 708.95	2 400.00	24 308.95			
2031	FRAIS D'ETUDES	10 134.00		10 134.00			
2033	FRAIS D'INSERTION	925.20		925.20			
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	15 649.75	2 400.00	13 249.75			
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	76 894.53		74 572.20	1 330.97	424.36	
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILL	5 456.56		5 032.20		424.36	
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	51 967.16		51 967.16			
2184	MOBILIER	13 734.60		12 403.63	1 330.97		
2188	AUTRES	5 736.21		5 169.21			
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	132 727.90		132 655.90			72.00
2313	CONSTRUCTIONS	132 727.90		132 655.90			72.00
-- 27 --	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Restes à réaliser au 31/12		1 215 982.94		1 215 910.94			
RECETTES		6 018 121.10	5 793 032.50	225 088.60			
Réalisations		5 826 350.10	5 793 032.50	33 317.60			
-- 021 --	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT						
-- 024 --	PRODUITS DES CESSIONS						
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	810 774.02	810 774.02				
2802	FRAIS ETUDES, ELABO., MODIF., REVIS. DES	906.09	906.09				
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	35 667.00	35 667.00				
2804181	BIENS MOBILIERES, MATERIEL ET ETUDES	587.00	587.00				
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	59 643.00	59 643.00				
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 211.00	1 211.00				
2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	18 181.00	18 181.00				
2804422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	89 415.00	89 415.00				
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	26 387.57	26 387.57				
28121	PLANTATIONS	11 237.41	11 237.41				
28128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS TERRA	58 421.90	58 421.90				
28132	IMMEUBLES DE RAPPORT	74 541.00	74 541.00				
281538	AUTRES RESEAUX	37 102.00	37 102.00				
281571	MATERIEL ROULANT	16 470.00	16 470.00				
281578	MATERIEL ET OUTILLAGE DE NETTOIEMENT	27 847.58	27 847.58				
28158	AUTRES	23 103.95	23 103.95				
28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AM	3 924.00	3 924.00				
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	82 064.17	82 064.17				
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL D'INFORMA	86 506.52	86 506.52				
28184	MOBILIER	62 098.03	62 098.03				
28185	CHEPTEL	479.00	479.00				

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES
DEPENSES		639.00
Réalisations		567.00
-- 001 --	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	
2313	CONSTRUCTIONS	
-- 10 --	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	
10223	T.L.E.	
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	
1641	EMPRUNTS EN EUROS	
1643	EMPRUNTS EN DEVICES	
16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT	
1672	EMPRUNTS SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	
16818	AUTRES EMPRUNTS - AUTRES PRETEURS	
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
2031	FRAIS D'ETUDES	
2033	FRAIS D'INSERTION	
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	567.00
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILL	
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	
2184	MOBILIER	
2188	AUTRES	567.00
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	
2313	CONSTRUCTIONS	
-- 27 --	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Restes à réaliser au 31/12		72.00
RECETTES		
Réalisations		
-- 021 --	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	
-- 024 --	PRODUITS DES CESSIONS	
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	
2802	FRAIS ETUDES, ELABO., MODIF., REVIS. DES	
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	
2804181	BIENS MOBILIERES, MATERIEL ET ETUDES	
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	
2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	
2804422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	
28121	PLANTATIONS	
28128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS TERRA	
28132	IMMEUBLES DE RAPPORT	
281538	AUTRES RESEAUX	
281571	MATERIEL ROULANT	
281578	MATERIEL ET OUTILLAGE DE NETTOIEMENT	
28158	AUTRES	
28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AM	
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL D'INFORMA	
28184	MOBILIER	
28185	CHEPTEL	

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

No	LIBELLE	TOTAL	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	020 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	023 INFORMATION, COMMUNICATION, PUBLICITE	024 FETES ET CEREMONIES	025 AIDES AUX ASSOCIATIONS (NON CLASSEES AILLEURS)
28188	AUTRES	94 980.80	94 980.80				
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	33 317.60		33 317.60			
2031	FRAIS D'ETUDES	33 317.60		33 317.60			
-- 10 --	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	3 982 258.48	3 982 258.48				
10222	F.C.T.V.A.	1 827 541.00	1 827 541.00				
10223	T.L.E.	7 223.00	7 223.00				
10226	TAXE D'AMENAGEMENT ET VERSEMENT POUR SOU	154 847.53	154 847.53				
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	1 992 646.95	1 992 646.95				
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES						
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 000 000.00	1 000 000.00				
1641	EMPRUNTS EN EUROS	1 000 000.00	1 000 000.00				
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS						
-- 27 --	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Restes à réaliser au 31/12		191 771.00		191 771.00			
SOLDE		-1 236 059.38	19 383.94	-1 252 976.99	-1 330.97	-424.36	-72.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

No	LIBELLE	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES
28188	AUTRES	
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	
2031	FRAIS D'ETUDES	
-- 10 --	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	
10222	F.C.T.V.A.	
10223	T.L.E.	
10226	TAXE D'AMENAGEMENT ET VERSEMENT POUR SOU	
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	
1641	EMPRUNTS EN EUROS	
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	
-- 27 --	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Restes à réaliser au 31/12		
SOLDE		-639.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE
(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	110 SERVICES COMMUNS	112 POLICE MUNICIPALE	113 POMPIERS, INCENDIES ET SECOURS
DEPENSES		65 523.92	56 398.17	521.41	8 604.34
Réalizations		57 214.04	48 088.29	521.41	8 604.34
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	48 609.70	48 088.29	521.41	
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	48 088.29	48 088.29		
2184	MOBILIER	521.41		521.41	
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	8 604.34			8 604.34
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TEC	8 604.34			8 604.34
Restes à réaliser au 31/12		8 309.88	8 309.88		
RECETTES		61 311.03	61 311.03		
Réalizations		29 811.03	29 811.03		
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	29 811.03	29 811.03		
1321	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	29 811.03	29 811.03		
Restes à réaliser au 31/12		31 500.00	31 500.00		
SOLDE		-4 212.89	4 912.86	-521.41	-8 604.34

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 2 **ENSEIGNEMENT - FORMATION**

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	20 SERVICES COMMUNS	211 ECOLES MATERNELLES	212 ECOLES PRIMAIRES	251 HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE
DEPENSES		858 300.74	162 930.59	61 289.35	610 347.22	23 733.58
Réalisations		765 793.07	154 759.05	56 834.54	543 134.62	11 064.86
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	21 416.56		19 701.94	1 714.62	
2313	CONSTRUCTIONS	21 416.56		19 701.94	1 714.62	
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	23 116.30		1 080.00	22 036.30	
2313	CONSTRUCTIONS	23 116.30		1 080.00	22 036.30	
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	165 022.79	154 759.05	7 766.42	838.80	1 658.52
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILL	1 249.20		410.40	838.80	
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	150 920.07	150 920.07			
2184	MOBILIER	5 038.56	1 219.16	3 386.68		432.72
2188	AUTRES	7 814.96	2 619.82	3 969.34		1 225.80
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	556 237.42		28 286.18	518 544.90	9 406.34
2313	CONSTRUCTIONS	556 237.42		28 286.18	518 544.90	9 406.34
Restes à réaliser au 31/12		92 507.67	8 171.54	4 454.81	67 212.60	12 668.72
RECETTES		221 374.48			219 861.30	1 513.18
Réalisations		179 645.38			178 132.20	1 513.18
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	22 036.30			22 036.30	
2031	FRAIS D'ETUDES	22 036.30			22 036.30	
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	157 609.08			156 095.90	1 513.18
1321	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	156 095.90			156 095.90	
1328	AUTRES	1 513.18				1 513.18
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS					
Restes à réaliser au 31/12		41 729.10			41 729.10	
SOLDE		-636 926.26	-162 930.59	-61 289.35	-390 485.92	-22 220.40

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 3

CULTURE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	311 EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAPHIQUE	314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES	321 BIBLIOTHEQUES ET MEDIATHEQUES
DEPENSES		456 506.55	3 208.16	427 432.70	25 865.69
Réalisations		443 283.75	2 104.16	421 534.70	19 644.89
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 351.73			1 351.73
2313	CONSTRUCTIONS	1 351.73			1 351.73
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	265 145.00		265 145.00	
2115	TERRAINS BATIS	257 945.00		257 945.00	
2313	CONSTRUCTIONS	7 200.00		7 200.00	
-- 10 --	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES				
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 818.00		3 818.00	
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	3 818.00		3 818.00	
-- 204 --	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES				
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	46 060.44	2 104.16	42 472.72	1 483.56
2115	TERRAINS BATIS	5.00		5.00	
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILL	4 003.14		4 003.14	
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	7 998.00		7 998.00	
2184	MOBILIER	7 638.98		6 155.42	1 483.56
2188	AUTRES	26 415.32	2 104.16	24 311.16	
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	126 908.58		110 098.98	16 809.60
2313	CONSTRUCTIONS	126 908.58		110 098.98	16 809.60
Restes à réaliser au 31/12		13 222.80	1 104.00	5 898.00	6 220.80
RECETTES		1 875 499.34	1 290.00	1 874 209.34	
Réalisations		903 050.34	1 290.00	901 760.34	
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	265 145.00		265 145.00	
1328	AUTRES	257 945.00		257 945.00	
2031	FRAIS D'ETUDES	7 200.00		7 200.00	
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	637 905.34	1 290.00	636 615.34	
1321	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	365 585.34		365 585.34	
1322	REGIONS	272 320.00	1 290.00	271 030.00	
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS				
Restes à réaliser au 31/12		972 449.00		972 449.00	
SOLDE		1 418 992.79	-1 918.16	1 446 776.64	-25 865.69

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 4 **SPORTS ET JEUNESSE**
(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	40 SERVICES COMMUNS	401 A COMPLETER	411 SALLES DE SPORT, GYMNASES	412 STADES	413 PISCINES
DEPENSES		1 402 223.87	4 916.80	1 680.00	184 936.08	1 092 005.50	72 176.27
Réalisations		331 277.74	4 916.80	1 680.00	166 257.73	81 550.26	36 929.87
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	13 218.66			3 165.74		
2313	CONSTRUCTIONS	13 218.66			3 165.74		
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	4 001.58				4 001.58	
2313	CONSTRUCTIONS	4 001.58				4 001.58	
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 467.57	4 916.80	1 680.00	35 375.46		
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	7 000.00					
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	80.50					
2188	AUTRES	46 387.07	4 916.80	1 680.00	35 375.46		
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	260 589.93			127 716.53	77 548.68	36 929.87
2313	CONSTRUCTIONS	260 589.93			127 716.53	77 548.68	36 929.87
-- 28 --	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS						
Restes à réaliser au 31/12		1 070 946.13			18 678.35	1 010 455.24	35 246.40
RECETTES		288 944.58				288 944.58	
Réalisations		4 001.58				4 001.58	
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	4 001.58				4 001.58	
21534	RESEAUX D'ELECTRIFICATION	4 001.58				4 001.58	
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES						
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES						
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS						
Restes à réaliser au 31/12		284 943.00				284 943.00	
SOLDE		-1 113 279.29	-4 916.80	-1 680.00	-184 936.08	-803 060.92	-72 176.27

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 4 SPORTS ET JEUNESSE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	414 AUTRES EQUIPEMENT- S SPORTIFS OU DE LOISIRS	421 CENTRES DE LOISIRS	422 AUTRES ACTIVITE POUR LES JEUNES	423 COLONIES DE VACANCES
DEPENSES		14 850.92	282.60	8 690.92	22 684.78
Réalisations		9 895.20	282.60	7 080.50	22 684.78
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				10 052.92
2313	CONSTRUCTIONS				10 052.92
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES				
2313	CONSTRUCTIONS				
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		282.60	7 080.50	4 132.21
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS			7 000.00	
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE			80.50	
2188	AUTRES		282.60		4 132.21
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	9 895.20			8 499.65
2313	CONSTRUCTIONS	9 895.20			8 499.65
-- 28 --	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS				
Restes à réaliser au 31/12		4 955.72		1 610.42	
RECETTES					
Réalisations					
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES				
21534	RESEAUX D'ELECTRIFICATION				
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES				
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES				
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS				
Restes à réaliser au 31/12					
SOLDE		-14 850.92	-282.60	-8 690.92	-22 684.78

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 5 **INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE**
(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	511 DISPENSAIRES ET AUTRES ETABLISSE- MENTS SANITAIRES	520 SERVICES COMMUNS
DEPENSES		40 000.00	40 000.00	
Réalizations		40 000.00	40 000.00	
-- 204 --	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	40 000.00	40 000.00	
204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	40 000.00	40 000.00	
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS			
Restes à réaliser au 31/12				
RECETTES		20 534.00		20 534.00
Réalizations				
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES			
Restes à réaliser au 31/12		20 534.00		20 534.00
SOLDE		-19 466.00	-40 000.00	20 534.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 6

FAMILLE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	61 SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES	63 AIDES A LA FAMILLE	64 CRECHES ET GARDERIES
DEPENSES		44 371.78	6 620.22	25 829.16	11 922.40
Réalizations		17 000.10	1 948.80	3 799.20	11 252.10
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 620.00	540.00	540.00	540.00
2313	CONSTRUCTIONS	1 620.00	540.00	540.00	540.00
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	369.00			369.00
2184	MOBILIER	369.00			369.00
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	15 011.10	1 408.80	3 259.20	10 343.10
2313	CONSTRUCTIONS	15 011.10	1 408.80	3 259.20	10 343.10
Restes à réaliser au 31/12		27 371.68	4 671.42	22 029.96	670.30
RECETTES					
Réalizations					
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES				
Restes à réaliser au 31/12					
SOLDE		-44 371.78	-6 620.22	-25 829.16	-11 922.40

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 7

LOGEMENT

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	70 SERVICES COMMUNS	72 AIDE AU SECTEUR LOCATIF
DEPENSES		74 862.30	9 036.50	65 825.80
Réalizations		74 862.30	9 036.50	65 825.80
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES			
-- 204 --	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	65 825.80		65 825.80
204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	65 825.80		65 825.80
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 036.50	9 036.50	
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	9 036.50	9 036.50	
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS			
Restes à réaliser au 31/12				
RECETTES				
Réalizations				
-- 024 --	PRODUITS DES CESSIONS			
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES			
Restes à réaliser au 31/12				
SOLDE		-74 862.30	-9 036.50	-65 825.80

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 8 **AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT**
(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	810 SERVICES COMMUNS	811 EAU ET ASSAINISSE- MENT	813 PROPRETE URBAINE	814 ECLAIRAGE PUBLIC	821 EQUIPEMENT DE VOIRIE
DEPENSES		3 271 231.28	15 723.85	357 733.68	14 784.00	27 647.39	90 795.32
Réalisations		2 138 927.64	15 723.85	357 733.68	14 784.00	5 905.55	65 824.47
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	984.00	984.00				
192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/1997	984.00	984.00				
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	256 821.53		4 520.88			
204412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	127.00					
204422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	170 385.88					
2113	TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	81 787.77					
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TEC	4 520.88		4 520.88			
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34 173.00					
2031	FRAIS D'ETUDES	34 173.00					
-- 204 --	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES						
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	157 973.19	14 739.85		14 784.00		5 972.40
2111	TERRAINS NUS	4 800.00					
2121	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	4 150.55					
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	100 806.27					
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	10 232.40	4 260.00				5 972.40
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILL	36 694.77	10 479.85		14 784.00		
2185	CHEPTEL	550.00					
2188	AUTRES	739.20					
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	286 357.57		19 000.00			59 852.07
2312	TERRAINS	207 505.50					
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TEC	78 852.07		19 000.00			59 852.07
-- 26 --	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE	62 500.00					
261	TITRES DE PARTICIPATIONS	62 500.00					
-- 27 --	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00					
274	PRETS	1 000 000.00					
Opérations pour compte de tiers		340 118.35		334 212.80		5 905.55	
45811	COMPETENCES TRANSFEREES A CU	340 118.35		334 212.80		5 905.55	
Restes à réaliser au 31/12		1 132 303.64				21 741.84	24 970.85
RECETTES		1 315 060.94	4 384.00	316 528.56		27 647.39	
Réalisations		875 740.60	4 384.00	316 528.56		5 905.55	
-- 024 --	PRODUITS DES CESSIONS						
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	9 184.00	4 384.00				
192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/1997	2 200.00	2 200.00				
2111	TERRAINS NUS	4 800.00					
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	2 184.00	2 184.00				
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES	256 821.53		4 520.88			
2031	FRAIS D'ETUDES	4 520.88		4 520.88			
2111	TERRAINS NUS	127.00					
2115	TERRAINS BATIS	51 098.54					
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	170 385.88					
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILL	30 689.23					
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	291 821.84					
1321	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	163 911.84					
1322	REGIONS	127 910.00					
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS						
-- 27 --	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 8

AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	822 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	823 ESPACES VERTS URBAINS	824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN
DEPENSES		59 388.36	330 705.51	2 374 453.17
Réalisations			302 552.22	1 376 403.87
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS			
192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/1997			
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES		81 787.77	170 512.88
204412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS			127.00
204422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS			170 385.88
2113	TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE		81 787.77	
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TEC			
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			34 173.00
2031	FRAIS D'ETUDES			34 173.00
-- 204 --	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES			
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		13 258.95	109 217.99
2111	TERRAINS NUS			4 800.00
2121	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES		4 150.55	
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS			100 806.27
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE			
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILL		8 558.40	2 872.52
2185	CHEPTEL		550.00	
2188	AUTRES			739.20
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS		207 505.50	
2312	TERRAINS		207 505.50	
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TEC			
-- 26 --	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE			62 500.00
261	TITRES DE PARTICIPATIONS			62 500.00
-- 27 --	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			1 000 000.00
274	PRETS			1 000 000.00
Opérations pour compte de tiers				
45811	COMPETENCES TRANSFEREES A CU			
Restes à réaliser au 31/12		59 388.36	28 153.29	998 049.30
RECETTES		42 059.52	738 008.59	186 432.88
Réalisations		42 059.52	331 550.09	175 312.88
-- 024 --	PRODUITS DES CESSIONS			
-- 040 --	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS			4 800.00
192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/1997			
2111	TERRAINS NUS			4 800.00
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE			
-- 041 --	OPERATIONS PATRIMONIALES		81 787.77	170 512.88
2031	FRAIS D'ETUDES			
2111	TERRAINS NUS			127.00
2115	TERRAINS BATIS		51 098.54	
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS			170 385.88
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILL		30 689.23	
-- 13 --	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	42 059.52	249 762.32	
1321	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	41 589.52	122 322.32	
1322	REGIONS	470.00	127 440.00	
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS			
-- 27 --	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

*Fonction 8**AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT*

No	LIBELLE	TOTAL	810 SERVICES COMMUNS	811 EAU ET ASSAINISSE- MENT	813 PROPRETE URBAINE	814 ECLAIRAGE PUBLIC	821 EQUIPEMENT DE VOIRIE
Opérations pour compte de tiers		317 913.23		312 007.68		5 905.55	
45811 45821	COMPETENCES TRANSFEREES A CU REVERSEMENT GRAND DIJON	317 913.23		312 007.68		5 905.55	
Restes à réaliser au 31/12		439 320.34				21 741.84	
SOLDE		-1 956 170.34	-11 339.85	-41 205.12	-14 784.00		-90 795.32

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

*Fonction 8**AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT*

No	LIBELLE	822 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	823 ESPACES VERTS URBAINS	824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN
Opérations pour compte de tiers				
45811 45821	COMPETENCES TRANSFEREES A CU REVERSEMENT GRAND DIJON			
Restes à réaliser au 31/12			406 458.50	11 120.00
SOLDE		-17 328.84	407 303.08	-2 188 020.29

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 9

ACTION ECONOMIQUE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	91 FOIRES ET MARCHES
DEPENSES		50 217.97	50 217.97
Réalizations		32 736.00	32 736.00
-- 20 --	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
-- 21 --	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 056.00	1 056.00
21578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	1 056.00	1 056.00
-- 23 --	IMMOBILISATIONS EN COURS	31 680.00	31 680.00
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TEC	31 680.00	31 680.00
Restes à réaliser au 31/12		17 481.97	17 481.97
RECETTES			
Réalizations			
-- 024 --	PRODUITS DES CESSIONS		
-- 16 --	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES		
Restes à réaliser au 31/12			
SOLDE		-50 217.97	-50 217.97

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 31/12/2016	Montant des tirages 2016	Montant des remboursements 2016		Encours restant dû au 31/12/2016
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
106	04/05/2010	603 732,90	0,00	1 215,44	0,00	603 720,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
519 Crédits de trésorerie (Total)		603 732,90	0,00	1 215,44	0,00	603 720,00

(1) Circulaire n°NOR/INT/B/89/00071/C du 22/2/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)														
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					20 922 006,29									
1641 Emprunts en euros (total)					19 107 312,19									
100	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/05/2005	25/05/2005	01/05/2006	503 660,01	V	LEP + 0.2	3,45	3,45	EUR	A	P	O	A-1
101	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2005	20/12/2005	25/12/2006	300 000,00	F	Taux fixe à 3.31 %	3,31	3,31	EUR	A	P	O	A-1
102	CAISSE D'EPARGNE	23/10/2008	05/01/2009	25/01/2010	900 000,00	F	Taux fixe à 4.95 %	4,95	4,95	EUR	A	P	O	A-1
105	BANQUE POPULAIRE	18/09/2007	18/09/2007	18/09/2008	2 128 000,00	F	Taux fixe à 4.08 %	4,08	4,08	EUR	A	P	O	A-1
107	CREDIT MUTUEL	29/02/2012	31/12/2012	31/03/2013	1 200 000,00	V	Euribor 03 M + 2.25	2,47	2,53	EUR	T	P	O	A-1
109	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11/12/2013	11/03/2014	01/03/2015	1 200 000,00	V	Livret A 2008 + 0.6	1,85	1,85	EUR	A	P	O	A-1
110	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/08/2014	05/08/2014	01/09/2015	4 700 000,00	V	Livret A 2008 + 0.6	1,60	1,60	EUR	A	P	O	A-1
111	SFIL CAFFIL	08/08/2016	28/10/2016	01/02/2017	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.13 %	1,13	1,13	EUR	T	P	O	A-1
54	SFIL CAFFIL	10/08/1998	10/08/1998	01/01/1999	609 796,07	F	Taux fixe à 5.34 %	5,34	5,34	EUR	A	P	O	A-1
55	SFIL CAFFIL	02/05/2001	02/12/1998	01/05/1999	457 347,05	F	Taux fixe à 4.98 %	4,98	4,98	EUR	A	P	O	A-1
56	SFIL CAFFIL	01/01/1999	30/12/1998	01/01/2000	289 653,13	V	TAM-Floor - 0.35 sur TAM + 0.35	3,16	3,16	EUR	A	P	O	A-1
57	SFIL CAFFIL	12/12/1997	25/12/1997	01/04/1998	579 306,27	V	(TAG 03 M-Floor -0.35 sur TAG 03 M) + 0.35	3,78	3,83	EUR	T	P	O	A-1
71	DEXIA CL	28/12/1999	28/11/2000	01/12/2001	304 898,03	V	(TAM-Floor - 0.25 sur TAM) + 0.25	5,04	5,04	EUR	A	P	O	A-1
78	CAISSE D'EPARGNE	25/03/1998	30/12/1998	25/03/1999	350 632,74	F	Taux fixe à 4.6 %	4,60	4,60	EUR	A	P	O	A-1

81	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/08/2001	25/07/2001	01/08/2002	288 250,60	V	Livret A 2008 + 1.2	4,20	4,20	EUR	A	P	O	A-1
82	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/08/2001	25/07/2001	01/08/2002	228 673,53	V	Livret A 2008	3,00	3,00	EUR	A	P	O	A-1
83	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/12/2001	30/11/2001	01/12/2002	637 734,18	V	Livret A 2008	3,00	3,00	EUR	A	P	O	A-1
84	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2002	18/12/2001	01/01/2003	133 728,28	V	Livret A 2008 + 1.2	4,20	4,20	EUR	A	P	O	A-1
85	DEXIA CL	01/03/2001	27/12/2001	01/03/2002	307 961,19	F	Taux fixe à 4.78 %	4,78	4,78	EUR	A	P	O	A-1
86	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	08/02/2002	01/07/2002	01/05/2003	68 602,06	V	Livret A 2008 + 1.2	4,20	4,20	EUR	A	P	O	A-1
87	SFIL CAFFIL	12/12/2001	27/12/2001	01/04/2002	304 898,03	F	Taux fixe à 3.4 %	3,40	3,44	EUR	T	P	O	A-1
88	SFIL CAFFIL	14/06/2002	01/07/2002	01/10/2002	152 449,02	F	Taux fixe à 3.4 %	3,40	3,44	EUR	T	P	O	A-1
89	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2002	25/12/2002	05/06/2003	480 000,00	F	Taux fixe à 4.7 %	4,70	4,70	EUR	A	P	O	A-1
90	SFIL CAFFIL	28/10/2002	24/12/2002	01/06/2003	480 000,00	F	Taux fixe à 4.7 %	4,70	4,70	EUR	A	P	O	A-1
91	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/02/2003	30/01/2003	01/02/2004	186 315,00	V	Livret A 2008 + 0.25	3,25	3,25	EUR	A	P	O	A-1
93	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/02/2003	25/02/2003	01/02/2004	190 869,00	V	Livret A 2008 + 1.2	4,20	4,20	EUR	A	P	O	A-1
96	CAISSE D'EPARGNE	14/06/2004	20/07/2004	25/07/2005	500 000,00	F	Taux fixe à 4.16 %	4,16	4,16	EUR	A	P	O	A-1
97	CAISSE D'EPARGNE	27/09/2004	25/11/2004	25/02/2005	300 000,00	V	(Euribor 03 M-Floor -0.09 sur Euribor 03 M) + 0.09	2,27	2,32	EUR	S	P	O	A-1
98	CAISSE D'EPARGNE	27/09/2004	25/11/2004	25/11/2005	300 000,00	V	(TAM-Floor - 0.11 sur TAM) + 0.11	2,23	2,23	EUR	A	P	O	A-1
99	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/02/2005	15/02/2005	01/02/2006	24 538,00	V	Livret A 2008 + 0.25	2,50	2,50	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					914 694,10									
80	DEXIA CL	28/12/2000	22/02/2001	01/03/2002	914 694,10	C	4.67 %	4,67	4,67	CHF	A	P	O	F-6
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					900 000,00									
106	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	04/05/2010	04/05/2010	15/08/2014	900 000,00	V	Eonia + 0.65	1,32	0,99	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)														
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					16 394,70									

1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)					16 394,70									
25	CREDIT FONCIER DE FRANCE	30/09/1988	30/09/1988	30/09/1989	16 394,70	F	Taux fixe à 0.25 %	0,25	0,25	EUR	A	P	O	A-1
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)					22 199,00									
1681 Autres emprunts (total)					22 199,00									
108	Caisse Allocations Familiales	13/07/2012	13/07/2012	13/07/2013	22 199,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	P	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
1687 Autres dettes (total)														
Total général					20 960 599,99									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/2016											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2016	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)												
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)				10 444 390,43					1 266 945,89	217 187,84		80 416,00
1641 Emprunts en euros (total)				9 840 670,43					1 130 885,72	210 622,47		80 355,83
100	N		A-1	151 325,91	3,33	V	LEP + 0.2	1,54	37 701,12	3 197,78		1 456,72
101	N		A-1	94 813,62	3,98	F	Taux fixe à 3.31 %	3,30	21 835,72	3 861,09		43,59
102	N		A-1	559 650,84	7,07	F	Taux fixe à 4.95 %	4,94	55 943,35	30 471,91		25 778,92
105	N		A-1	989 089,37	5,71	F	Taux fixe à 3.5 %	3,03	145 896,14	39 724,49		4 764,11
107	N		A-1	933 165,68	11	F	Euribor 03 M + 2.25 Taux fixe à 1.3 %	2,03	71 585,71	19 991,32		0,00
109	N		A-1	1 057 210,76	12,17	V	Livret A 2008 + 0.6	1,39	72 643,46	18 077,67		11 853,98
110	N		A-1	4 289 446,85	17,67	V	Livret A 2008 + 0.6	1,35	209 292,00	60 732,97		19 141,66
111	N		A-1	1 000 000,00	14,83	F	Taux fixe à 1.13 %	1,11				1 946,11
54	N		A-1	90 302,71	1	F	Taux fixe à 5.34 %	5,33	41 747,83	7 051,50		4 808,78
55	N		A-1	66 130,27	1,33	F	Taux fixe à 4.98 %	4,97	30 731,40	4 823,71		2 186,38
56	N		A-1	61 212,38	2	V	TAM-Floor -0.35 sur TAM + 0.35	0,04	18 672,59	207,70		24,41
57	N		A-1	50 085,15	1	V	(TAG 03 M-Floor - 0.35 sur TAG 03 M) + 0.35	0,04	38 432,00	75,15		0,00
71	N		A-1	0,00	0	V	(TAM-Floor -0.25 sur TAM) + 0.25	0,00	0,00	0,00		
78	N		A-1	49 136,15	1,23	F	Taux fixe à 4.6 %	4,59	22 959,58	3 316,40		1 726,59
81	N		A-1	0,00	0	V	Livret A 2008 + 1.2	1,95	22 904,02	446,63		
82	N		A-1	0,00	0	V	Livret A 2008	0,75	17 838,46	133,79		
83	N		A-1	0,00	0	V	Livret A 2008	0,75	49 748,64	373,11		
84	N		A-1	10 625,88	0	V	Livret A 2008 + 1.2	1,94	10 605,09	467,08		206,62
85	N		A-1	0,00	0	F	Taux fixe à 4.78 %	4,85	26 850,27	1 283,45		
86	N		A-1	5 360,04	0,33	V	Livret A 2008 + 1.2	2,07	5 349,56	235,61		69,39
87	N		A-1	6 453,77	0	V	(Euribor 03 M-Floor - 0.12 sur Euribor 03 M) + 0.12	0,00	25 274,10	6,49		0,00
88	N		A-1	9 598,66	0,5	V	Euribor 03 M-Floor - 0.12 sur Euribor 03 M + 0.12	0,00	12 424,98	4,50		0,00
89	N		A-1	41 766,73	0,18	F	Taux fixe à 4.7 %	4,70	39 891,76	3 837,95		1 608,55

90	N		A-1	41 750,60	0,17	F	Taux fixe à 4.7 %	4,70	39 876,47	3 836,47		1 629,83
91	N		A-1	28 877,10	1,08	V	Livret A 2008 + 0.25	1,03	14 171,73	538,11		263,90
93	N		A-1	29 437,92	1,08	V	Livret A 2008 + 1.2	1,97	14 681,97	970,64		524,61
96	N		A-1	125 815,36	2,57	F	Taux fixe à 4.16 %	4,15	38 634,03	6 841,09		2 253,49
97	N		A-1	73 878,16	2,9	V	(TAG 06 M-Floor - 0.11 sur TAG 06 M) + 0.11	0,00	21 663,44	0,00		0,00
98	N		A-1	68 075,84	2,9	V	(TAM-Floor -0.11 sur TAM) + 0.11	0,00	21 722,34	0,00		0,00
99	N		A-1	7 460,68	3,08	V	Livret A 2008 + 0.25	1,02	1 807,96	115,86		68,19
1643 Emprunts en devises (total)				0,00					82 324,47	5 354,09		
80	N		F-6	0,00	0	C	4.67 %	6,59	82 324,47	5 354,09		
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)				603 720,00					53 735,70	1 211,28		60,17
106	N		A-1	603 720,00	8,62	V	Euribor 03 M + 0.39	0,00	53 735,70	1 211,28		60,17
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)				1 131,63					563,68	4,24		0,71
1671 Avances consolidées du Trésor (total)												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)				1 131,63					563,68	4,24		0,71
25	N		A-1	1 131,63	1,75	F	Taux fixe à 0.25 %	0,25	563,68	4,24		0,71
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)												
1678 Autres emprunts et dettes (total)												
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)				12 332,76					2 466,56	0,00		0,00
1681 Autres emprunts (total)				12 332,76					2 466,56	0,00		0,00
108	N		A-1	12 332,76	4,53	F	Taux fixe à 0 %	0,00	2 466,56	0,00		0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)												
1687 Autres dettes (total)												
Total général		0,00		10 457 854,82					1 269 976,13	217 192,08	0,00	80 416,71

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

En cas de couverture partielle, indiquer plusieurs catégories d'emprunt (exemple : A-1 ; C-3).

(12) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/2016 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)														
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)														
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)														
Multipliateur jusqu'à 3 ou multipliateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)														
Multipliateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)														
Autres types de structures (F)														
80	DEXIA CL	914 694,10	0,00	6	15		4.67 %	4.67 %			6,72	5 354,09		0,00
TOTAL (F)		914 694,10	0,00									5 354,09		0,00
TOTAL GENERAL		914 694,10	0,00									5 354,09		0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6).

1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 778.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	28					
	% de l'encours	100,00%					
	Montant en euros	10 457 855 €					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

A3 - METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEIL MUNICIPAL	Délibération
AMORTISSEMENT OBLIGATOIRE	Seuil d'amortissement sur un an : 609.80€	16 MAI 97
	<div> <div>Catégories de biens amortis :</div> <div> <div>Durée</div> <div> Immeubles de rapport 20 ans Subventions d'équipement versées à organisme public 15 ans Subventions d'équipement versées à organisme privé 5 ans Frais de modification ou révision doc. Urbanisme 5 ans Logiciels 5 ans Voitures 10 ans Camions et Véhicules industriels 8 ans Mobilier 15 ans Matériel de bureau électrique & électronique 10 ans Matériel informatique 5 ans Matériels classiques 10 ans Coffre fort 30 ans Installations & appareils de chauffage 20 ans Appareils de levage-ascenseurs 30 ans Appareils de laboratoire 10 ans Equipements de garage & ateliers 15 ans Equipements de cuisine 15 ans Installations de voirie 30 ans Plantations 20 ans Autres agencements et aménagements de terrains 30 ans Constructions sur sol d'autrui sur la durée du bail à construire 15 ans Bâtiments légers, abris 15 ans Agencements et aménagements de bâtiments, Installations électriques et téléphoniques 20 ans </div> </div> </div>	12 juillet 2011 13 avril 2006 13 avril 2006 9 février 1996
AMORTISSEMENT FACULTATIF	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>	
CHARGES A ETALER	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>	
ICNE	- sur les nouveaux emprunts	

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art.	Libellé	Crédits de l'exercice	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		1 324 404.00	1 287 428.13
16	Emprunts et dettes assimilées (A)	1 300 000.00	1 269 976.13
1631	Emprunts obligataires		
1641	Emprunts en euros	1 214 638.00	1 130 885.72
1643	Emprunts en devises	82 331.00	82 324.47
16441	Opérations afférentes à l'emprunt		53 735.70
1671	Avances consolidées du Trésor		
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	564.00	563.68
1678	Autres emprunts et dettes		
1681	Autres emprunts		2 466.56
1682	Bons à moyen terme négociables		
1687	Autres dettes	2 467.00	
	Autres dépenses à déduire des ressources propres (B)	24 404.00	17 452.00
10	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10	Reversement de dotations, fonds divers et réserves	24 404.00	17 452.00
10223	T.L.E.	17 554.00	17 452.00
10226	TAXE D'AMENAGEMENT ET VERSEMENT POUR SOUS-DENSITE	6 850.00	
139	<i>Subvention d'investissement transférée au compte de résultat</i>		
020	Dépenses imprévues		

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 287 428.13	3 578 126.71	4 483 820.43	9 349 375.27

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A6.2
RESSOURCES PROPRES	

Art.	Libellé	Crédits de l'exercice	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		7 559 750.00	2 800 385.55
	Ressources propres externes de l'année (a)	1 976 107.00	1 989 611.53
10222	FCTVA	1 816 107.00	1 827 541.00
10223	TLE	7 000.00	7 223.00
10224	Versements pour dépassement PLD		
10225	Participation pour dépassement de COS		
10226	Taxe d'aménagement	153 000.00	154 847.53
10228	Autres fonds		
138	Autres subvent° invest. non transf.		
26	Participations et créances rattachées à des participation		
27	Autres immobilisations financières		
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES		
2762	CREANCE/TRANSFERT DE DROITS A DEDUCTION DE TVA		
	Ressources propres internes de l'année (b)	5 583 643.00	810 774.02
15	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations		
26	Participations et créances rattachées à des participation		
27	Autres immobilisations financières		
28	Amortissement des immobilisations	810 775.00	810 774.02
2802	FRAIS ETUDES, ELABO., MODIF., REVIS. DES DOC. URBA	1 000.00	906.09
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	35 684.00	35 667.00
280418	AUTRES ORGANISMES PUBLICS		
2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	587.00	587.00
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	45 000.00	59 643.00
28042	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PR		
280421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	5 000.00	
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 107.00	1 211.00
280441	ORGANISMES PUBLICS		
2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	17 278.00	18 181.00
2804422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	89 519.00	89 415.00
2805	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, ...		
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	26 388.00	26 387.57
28121	PLANTATIONS	2 265.00	11 237.41
28128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS TERRAINS	59 294.00	58 421.90
28132	IMMEUBLES DE RAPPORT	57 265.00	74 541.00
281538	AUTRES RESEAUX	36 145.00	37 102.00
281568	MATERIEL OUTILLAGE D'INCENDIE ET DEFENSE		
281571	MATERIEL ROULANT	16 470.00	16 470.00
281578	MATERIEL ET OUTILLAGE DE NETTOIEMENT	27 848.00	27 847.58
28158	AUTRES	23 104.00	23 103.95
28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS	3 924.00	3 924.00
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	82 065.00	82 064.17
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL D'INFORMATIQUE	86 507.00	86 506.52
28184	MOBILIER	62 099.00	62 098.03
28185	CHEPTEL	130.00	479.00
28188	AUTRES	132 096.00	94 980.80
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations		
39	Provisions pour dépréciation des stocks et encours		
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices		
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers		
59	Provisions pour dépréciation des comptes financiers		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art.	Libellé	Crédits de l'exercice	Réalisations
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 000.00	
021	Virement de la section de fonctionnement	4 766 868.00	

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	2 800 385.55	1 982 246.44		1 992 646.95	6 775 278.94

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 9 349 375.27
Ressources propres disponibles	IV 6 775 278.94
Solde (IV - II)	V -2 574 096.33

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE - ENTREES (article R.2313-3 du CGCT)	

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Numéro et désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amort.
Acquisitions à titre onéreux			
1006 NPU - MAISON DES AINES -- O.M.P.A.	409 257.06		
2014068 NPU - RENFORCEMENT RESEAU EP RUE DU CHAPITRE	38 000.00		
2014112 AUDIT PATRIMOINE	3 834.00		
2015001 PROPRIETE FAVELIER 1-3 RUE BLAIZET	3 219.43		
2015011 SUB CONSTRUCTION LOGTS	40 000.00	4 165.00	15
2015043 NPU - AMENAGEMENT PLAINE GAMBETTA	81 787.77		
2015056 ETUDE PROJET URBAIN MAIL/ASSISTANCE MO	34 173.00		
2016001 TÉLÉVISION SAMSUNG LED 102 - CABINET	659.80		5
2016002 MOBILIER CCR 15 ANS	6 555.45		15
2016003 MOBILIER URBAIN 15A	7 028.40		15
2016004 MOBILIER URBAIN ECOLE MAT 15A	410.40		15
2016005 1 PONEY-JARDIN DU CLOS DU ROY	550.00		20
2016006 MOBILIER BUREAUX 10A	1 282.38		10
2016007 MOBILIER BUREAUX 15ANS	12 942.60		15
2016008 ARBRES ET ARBUSTES	4 150.55		20
2016009 DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE MAISON DES SPORTS	540.00		
2016010 LOGICIEL REGIE SPECTACLE	3 318.00		5
2016011 MATERIEL CTM	3 240.77		5
2016012 MAT CCR 1/A	997.48		1
2016013 MEMOIRE POUR SERVEUR	419.02		1
2016014 1 CAMÉRA THERMIQUE+1 APPAREIL DE MESURE MULTIFON	4 627.44		5
2016020 LICENCES -DROITS 1/AN	9 081.75		1
2016021 OUTILLAGE CEDRE	4 003.14		5
2016022 INSTRUMENTS ET MATERIEL CONSERVATOIRE/15A	2 104.16		15
2016023 BORNES WIFI CEDRE	7 998.00		5
2016026 MATERIEL INFORMATIQUE 1/AN	5 239.72		1
2016028 2 ONDULEURS PULSAR M 2200 RT	3 096.00		5
2016029 NETTOYEUR A ULTRASON	1 788.00		5
2016030 MAT INFORMATIQUE / 5ANS	45 012.66		5
2016031 NPU - SANITAIRES PLACE LIMBURGERHOF	48 422.07		
2016032 PROJET PARC URBAIN (EQUIPEMENTS)	2 872.52		1
2016033 JEUX GRANDS CRUS 15ANS	7 000.00		15
2016034 2 SOUFFLEURS+DEBROUSSAILLEUR	1 932.00		5
2016036 PROJET PARTICIPATIF PARC URBAIN :	739.20		1
2016038 IMMEUBLE 21 RUE DE MARSANNAY	97 586.84		
2016039 CHAMBRE FROIDE TERNANT	947.77		10
2016040 MACHINES POUR POLE PAYSAGE ET ESPACES PUBLICS G	3 900.00		15
2016041 MATERIEL INFORMATIQUE ECOLES 5 ANS	149 200.33		5
2016042 MATERIEL VIDEOPROTECTION	48 088.29		5
2016043 BENNE A GRAPPIN CARGO	4 260.00		30
2016044 SUBVENTION 10 LOGTS PLUS ET 5 PLUS CD BD BAZIN	50 592.00		15
2016046 3 VTT LAPIERRE 2016 RAID 327	1 680.00		1
2016047 MATERIEL TARN/5ANS	3 184.44		5
2016048 NPU AMENAGEMENT AIRE FITNESS-ESPLANADE DU CHAPIT	43 072.16		
2016049 SUBV CESSION SPLAAD MAISON DE LA DANSE	170 385.88		15
2016050 SUBV SUITE CESSION OPAC AK 568 - 34 O. D	127.00		15
2016051 BANCS CITADELLE	3 565.20		15
2016052 ACQ TENEMENT FONCIER DU CEDRE	257 950.00		
2016053 ECHAFAUDAGE ROULANT	1 078.80		10
2016054 PARCELLE AK 556	4 800.00		
2016055 MATÉRIEL SONO + ENCEINTES POUR MANIFESTATIONS	1 488.00		10
2016056 PRATICABLE COMPÉTITION GYMNOVA GLASGOW À RESSO	35 375.46		15
2016057 MOBILIER SCOLAIRE/15ANS	4 605.84		15
2016058 MATERIEL ENTRETIEN MAIRIE/1AN	348.24		1
2016059 MATERIEL ENTRETIEN BAT COMMUNAUX/1AN	394.37		1
2016060 MATERIEL SONO ECOLES/5ANS	399.00		5
2016061 MATERIEL SCOLAIRE/1AN	4 286.44		1
2016062 ACTUALISATION DIAGNOSTICS ACCESSIBILITÉ DIVERS S	5 760.00		
2016063 MATERIEL RS/1AN	1 225.80		1
2016064 APPAREILS DE FITNESS	4 916.80		10

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE - ENTREES (article R.2313-3 du CGCT)	

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Numéro et désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l' amort .
2016065	COMPOSTEURS GARDIGAME 400HL	282.60	1
2016066	MOBILIER RESTAURANTS SCOLAIRES/1AN	432.72	1
2016067	PLANS EVACUATION INCENDIE	5 032.20	10
2016068	LOGICIEL TLPE REFPAC	2 400.00	5
2016069	JEUX DE COUR ECOLES/1AN	1 025.09	1
2016070	VITRINE D'EXTÉRIEUR POUR LE CIMETIÈRE	414.60	1
2016071	DRAPEAUX POUR PAVOISEMENT DE CEREMONIE	169.20	1
2016072	PLAQUE HORAIRES OUVERTURE DU CIMETIÈRE	152.40	1
2016073	SANITAIRES AUTOMATIQUES BD BAZIN	31 680.00	
2016074	35 CORBEILLES DE PROPTE	14 784.00	10
2016075	ABONNEMENT INSERTIONS PACK MARCHÉ ONLINE	925.20	
2016076	MATERIEL ENTRETIEN GROUPES SCOLAIRES/1 AN	818.64	1
2016077	ARMOIRE RÉFRIGÉRÉE FAGOR SALLE DES FÊTES	2 278.80	15
2016078	NPU - POTEAUX INCENDIE	8 604.34	
2016079	MOBILIER BIBLIOTHEQUE/1AN	1 483.56	1
2016080	MATERIEL SONO CEDRE/10ANS	23 313.68	10
2016081	MAT PERISCOLAIRE/1AN	59.99	1
2016083	SUB CONSTRUCTION LOGTS LAMARTINE	15 233.80	15
2016085	MODULES DE DÉMATÉRIALISATION ADULLACT	4 668.00	5
2016086	TRANSFERT CU - LAME CHASSE NEIGE	9 273.46	
2016087	TRANSFERT CU - CAMION 15T BENNE/SABLEUSE 2945XX2	17 910.80	
2016088	TRANSFERT CU - CAMION BENNE 6059WV21		
2016089	TRANSFERT CU - BALAYEUSE C540E3		
2016091	TRANSFERT CU - INSTALLATIONS VOIRIE	249 381.49	
2016092	TRANSFERT CU - VOIRIE ESPACES VERTS	19 900 222.59	
2016093	TRANSFERT CU - RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC	1 907 964.07	
2016094	TRANSFERT CU - FEUX DE SIGNALISATION	112 043.26	
2016095	TRANSFERT CU - PORTES SUD/TOTEMS SIGNALÉTIQUE	35 181.96	
2016096	TRANSFERT CU - AMENAGEMENT ABORDS BERLIOZ	417 663.17	
2016097	TRANSFERT CU - RENFORCEMENT RESEAU EP RUE DU CHA	38 000.00	
2016098	TRANSFERT CU - PREVENTION DES INONDATIONS	461 643.21	
2016099	TRANSFERT CU - SIGNALISATION SECURITE ROUTIERE	12 646.77	
2016100	TRANSFERT CU - RESEAUX VIEUX BOURG	278 628.76	
2016101	TRANSFERT CU - RESEAU TELEPHONE RUE ARMAND THIBA	5 046.00	
2016102	TRANSFERT CU - EXTENSION RENFORCEMENT RESEAU ELE	33 153.30	
2016103	TRANSFERT CU - RESEAU SECTEUR GDS CRUS/ZAÉ	13 216 925.32	
2017021	INSTALLATIONS VOIRIE	11 430.00	
3430	NPU - MAISON DE LA PETITE ENFANCE	1 505 666.29	
3989	SOUSCRIPTION CAPITAL SPLAAD	62 500.00	
4004	NPU - INSTALLATIONS DE PREVENTION DES INONDATION	385 401.89	
4470	AMENAGEMENT PARC URBAIN / NA	207 505.50	
811	NPU - MAIRIE + Salle CONSEIL	3 244 184.87	
818	NPU - G .S. GRANDS CRUS	3 565 910.24	
819	NPU - G.S BOURDENIERES	3 329 221.03	
820	NPU - G.S EN ST JACQUES (ex MAIL)	1 649 545.60	
821	NPU - G.S VIOLETTES	1 684 422.64	
822	NPU - G.S GAMBETTA	1 839 548.63	
823	NPU - G.S JULES FERRY- locaux PIONNIERS FRANCE	1 451 526.18	
826	NPU - BIBLIOTHEQUE MEDIATHEQUE VIDEOTHEQUE	2 380 225.50	
829	NPU - GYMNASÉ HERRIOT	416 488.31	
830	NPU - GYMNASÉ LOUIS CUREL	2 529 300.09	
833	NPU - BOULODROME	1 206 222.81	
834	NPU - CENTRE NAUTIQUE HORS EXTENSION	3 801 469.36	
835	NPU - MAISON DES SPORTS	684 364.95	
837	NPU - TERNANT	202 243.53	
902	LOG. F4 5 PLACE LAPREVOTE	9 036.50	
951	NPU - REST. MUNICIPAL / SALLE MESGUIS Av 14 juil	69 096.01	
956	NPU - STRUCTURE COUVERTE STADE LAGRANGE TENNIS	414 234.48	
961	NPU - MAISON DU LIEN SOCIAL	859 263.59	
991	NPU - STADE LEO LAGRANGE	1 501 936.54	

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE - ENTREES (article R.2313-3 du CGCT)	

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Numéro et désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amort .
CENTRECULT NOUVEAU CENTRE CULTUREL	117 298.98		
TOTAL	71 632 987.93	4 165.00	

TOTAL GENERAL	71 632 987.93	4 165.00	
---------------	---------------	----------	--

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE - SORTIES (article R.2313-3 du CGCT)	

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie Numéro et désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l' amort .	Cumul des amortissements antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
--	---	------------------------------	--	---	-----------------------	-------------------------------

Cessions à titre onéreux						
1845 RENAULT LAGUNA 9122 WK 21 27-09-2016	22 750.80	10	22 750.80			
2014094 PARCELLE AK 529 RUE OLYMPE DE GOUGES 08-09-2016	70 070.00			70 070.00	1 480.00	
2014095 PARCELLE AK 532 RUE OLYMPE DE GOUGES 10-08-2016	48 941.00			48 941.00	127.00	
2014095 PARCELLE AK 532 RUE OLYMPE DE GOUGES 08-09-2016	48 941.00			48 941.00	3 320.00	
2014121 TELESCOPIQUE MASSEY FERGUSON 08-09-2016	22 440.00	15	2 992.00	19 448.00	2 184.00	
TOTAL	164 201.80					

Mise à disposition						
1480 NPU - VOIRIE/EV -travaux+entretien+marquage 21-12-2016	20 720 434.13			20 720 434.13	17 642 729.15	-3 077 704.98
1481 NPU -INSTALLATIONS VOIRIE sécu-signalisations-pub. 21-12-2016	376 793.85			376 793.85	249 381.49	-138 842.36
1482 NPU - RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC 21-12-2016	4 260 172.60			4 260 172.60	1 789 962.04	-2 470 210.56
1484 Collecteur EAUX PLUVIALES 21-12-2016	5 660 114.35			5 660 114.35	5 660 114.35	
1962 LAME CHASSE NEIGE 21-12-2016	9 273.46			9 273.46	9 273.46	
2013089 ENFOUISSEMENT RESEAU TELEPHONE ARMAND THIBAUT 21-12-2016	6 306.00	15	1 260.00	5 046.00	5 046.00	
2014068 NPU - RENFORCEMENT RESEAU EP RUE DU CHAPITRE 21-12-2016	38 000.00			38 000.00	38 000.00	
2014097 NPU - PORTES SUD - TOTEMS SIGNALETIQUE 21-12-2016	35 181.96			35 181.96	35 181.96	
2014117 NPU - CREATION BASSIN DE RETENTION 21-12-2016	76 241.32			76 241.32	76 241.32	
3121 Camion Benne 6059WV21 21-12-2016	20 799.59	8	20 799.59			
3206 PARKING GUILLOT/FERRY 21-12-2016	42 612.16			42 612.16	42 612.16	
3378 Mise souterrain RESEAUX VIEUX BOURG 21-12-2016	278 628.76			278 628.76	278 628.76	
3458 BALAYEUSE C540E3 21-12-2016	118 404.00	10	118 404.00			
3464 ECLAIRAGE MENDES FRANCE/MARRONNIERS 21-12-2016	20 948.10			20 948.10	20 948.10	
3534 SIGNALISATION SECURITE ROUTIERE 2007 - 15 ANS 21-12-2016	9 210.45	15	5 526.00	3 684.45	3 684.45	
3545 NPU - VOIRIE ANRU 2007 21-12-2016	1 522 720.19			1 522 720.19	1 522 720.19	
3731 SIGNALISATION SECURITE ROUTIERE - 15 ANS 21-12-2016	15 514.84	15	8 272.00	7 242.84	7 242.84	
3743 Mise souterrain réseaux téléphone VIEUX BOURG 21-12-2016	9 016.00	5	9 016.00			
3749 SIGNALISATION SECU. ROUTIERE 2008 - 1 AN 21-12-2016	3 671.48	15	1 952.00	1 719.48	1 719.48	
3875 CAMION 15 T BENNE/SABLEUSE 2945XX21 21-12-2016	143 280.80	8	125 370.00	17 910.80	17 910.80	
3897 RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC RondPoint PALISSY 21-12-2016	97 053.93			97 053.93	97 053.93	
3961 VOIRIE RUE OLYMPE DE GOUGES/NA 21-12-2016	157 304.54			157 304.54	157 304.54	
4004 NPU - INSTALLATIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS 21-12-2016	385 401.89			385 401.89	385 401.89	
4016 VOIRIE RUE GAY LUSSAC 2010/NA 21-12-2016	184 453.46			184 453.46	184 453.46	
4129 EXTENSION RENFORCEMENT RESEAU ELECTRIQUE 21-12-2016	33 153.30			33 153.30	33 153.30	
4166 RESEAU DE VOIRIE (TRANSFERT RMA) GRANDS CRUS+ZAE 21-12-2016	5 830 044.73			5 830 044.73	5 830 044.73	
4167 RESEAU ASSAINISSEMENT (TRANSFERT RMA) 21-12-2016	660 003.43			660 003.43	660 003.43	
4169 RESEAU ELECTRIFICATION (TRANSFERT RMA) 21-12-2016	959 566.22			959 566.22	959 566.22	
4171 RESEAU TELEPHONIQUE (TRANSFERT RMA) 21-12-2016	107 196.59			107 196.59	107 196.59	
4503 NPU -ABORDS BERLIOZ 21-12-2016	470 351.52			470 351.52	417 663.17	-52 688.35
4510 NPU - FEUX DE SIGNALISATION 21-12-2016	112 043.26			112 043.26	112 043.26	
TOTAL	42 363 896.91					-5 739 446.25

Mise à la réforme						
111 LIT 27-10-2016	6 036.98	15	6 036.98			
112 LIT 27-10-2016	686.02	15	686.02			
113 CHAISES 27-10-2016	1 649.50	15	1 649.50			
116 TABLES ROULANTES 27-10-2016	759.20	15	759.20			
1303 TENTE 15-09-2016	1 964.65	10	1 964.65			
1333 ENSEMBLE SONORISATION 27-09-2016	6 810.90	5	6 810.90			
1352 TENTE 15-09-2016	1 915.52	10	1 915.52			
140 TABLE SCOLAIRE 27-10-2016	192.09	1	192.09			
142 TABLE SCOLAIRE 27-10-2016	189.04	1	189.04			
143 TABLES SCOLAIRES 27-10-2016	322.43	1	322.43			

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE - SORTIES (article R.2313-3 du CGCT)	

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie Numéro et désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l' amort .	Cumul des amortissements antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
144 MEUBLE DE RANGEMENT 27-10-2016	365.88	1	365.88			
145 BANCS 27-10-2016	597.60	1	597.60			
146 CHAISES 27-10-2016	544.25	1	544.25			
147 MEUBLE 27-10-2016	274.41	1	274.41			
148 TABLE SCOLAIRE 27-10-2016	280.50	1	280.50			
1482 NPU - RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC 22-12-2016	4 260 172.60			4 260 172.60	2 359 592.87	-110 617.69
149 CHAISES SCOLAIRES 27-10-2016	225.62	1	225.62			
150 CASIER METALLIQUE 27-10-2016	213.43	1	213.43			
1791 REFRIGERATEUR 15-09-2016	649.99	10	649.99			
1798 MOBILIER DE CUISINE 15-09-2016	2 209.01	10	2 209.01			
1921 MERCEDES 9710 TK 21 20-12-2016	44 027.71			44 027.71	44 027.71	
1936 Renault super 5 : 6575 TH 21 16-12-2016	7 386.31			7 386.31	7 386.31	
1955 SALEUSE SABLEUSE TRACTEE 21-06-2016	8 172.36			8 172.36	8 172.36	
196 TABLE 15-09-2016	954.33	15	954.33			
1963 ROULEAU COMPRESSEUR 20-12-2016	8 859.42			8 859.42	8 859.42	
1988 REMORQUE 3568 QK 21 20-12-2016	4 742.65			4 742.65	4 742.65	
3047 SONO 30-09-2016	6 447.81	15	5 148.00	1 299.81	1 299.81	
3118 MATERIEL SONO 27-09-2016	925.61	5	925.61			
3199 TENTE PLEIN AIR 05-09-2016	5 026.79	10	5 026.79			
3485 TENTE SECOURS 05-09-2016	662.88	10	662.88			
3863 SONO - CONSOLE MIXAGE 27-09-2016	761.67	5	761.67			
3977 ASPIRATEUR KARCHER NT35/1 35L/1AN 05-09-2016	351.62	1	351.62			
4107 TABLEAUX BLANCS NUMERIQUES 2010/5ANS 13-06-2016	11 199.98	15	4 476.00	6 723.98	1 836.00	
4153 Structure motricité (transfert PE) 12-10-2016	2 956.87	15	2 561.00	395.87	395.87	
4154 Présentoir mural (transfert PE) 12-10-2016	126.78	10	126.78			
4155 Lits en bois (transfert PE) 12-10-2016	657.00	15	473.00	184.00	184.00	
4218 Matelas (transfert PE) 12-10-2016	970.00	15	704.00	266.00	266.00	
4219 Poussette double + 4 twin (Transfert PE) 12-10-2016	3 008.00	10	3 008.00			
4224 Ensemble poussettes (transfert PE) 12-10-2016	2 112.80	5	2 112.80			
4279 Poussettes et accessoires (Transfert PE) 12-10-2016	485.10	10	485.10			
531 VESTIAIRES 12-10-2016	737.09	15	737.09			
532 LITS 12-10-2016	1 417.76	15	1 417.76			
533 TABLES 27-10-2016	439.05	1	439.05			
534 CHAISES 27-10-2016	571.68	1	571.68			
546 CUISINE 12-10-2016	1 674.65	15	1 555.77	118.88	118.88	
547 BUREAU 12-10-2016	1 628.16	15	1 628.16			
560 JEUX 12-10-2016	3 007.84	15	3 007.84			
591 CHARIOT SERVICE 3 PLATEAUX 27-10-2016	286.60	1	286.60			
592 ARMOIRE A BALAIS 27-10-2016	219.53	1	219.53			
612 MOBILIER 12-10-2016	6 553.21	15	6 553.21			
677 TRAFIC 3091 VN 21 16-12-2016	10 295.80	8	10 295.80			
685 TENNIS DE TABLE 15-09-2016	707.84	15	707.84			
726 ETAGERES 15-09-2016	846.85	15	846.85			
727 ARMOIRE 15-09-2016	687.85	15	687.85			
769 SONORISATION 27-09-2016	11 935.43	15	11 935.43			
784 SONORISATION 27-09-2016	804.17	10	804.17			
TOTAL	4 437 708.82					-110 617.69

10129	Acquisition parcelle AI 218 PLAINE GAMBETTA	10-08-2016	51 098.54		51 098.54	51 098.54
2012034	MATERIEL ECLAIRAGE EXT PISTE ATHLE STADE LAGRANGE	10-08-2016	4 001.58		4 001.58	4 001.58
2013058	MISSION D'ETUDE HYDRAULIQUE DANS LE CADRE DE LA	10-08-2016	4 520.88		4 520.88	4 520.88
2013104	AMO ETUDE ILOT GAMBETTA / NA	10-08-2016	22 036.30		22 036.30	22 036.30
2015026	PROGRAMMISTE EQUIPEMENT CULTUREL	10-08-2016	2 700.00		2 700.00	2 700.00
2015049	Diagnostics accessibilité 2 GS, MPE, MAM, MAISON A	10-08-2016	2 700.00		2 700.00	2 700.00
3663	AIRE JEUX GAMBETTA - parcelle AI 81	10-08-2016	30 689.23		30 689.23	30 689.23
3798	MAISON VACHET 2 Cl. Chappe - FIGURE 2 STYLE	10-08-2016	170 385.88		170 385.88	170 385.88
3952	VOIRIE RUE MOULIN BERNARD ALOUETTES	21-12-2016	241 153.22		241 153.22	241 153.22
3954	VOIRIE RUE PASTEUR	21-12-2016	109 249.87		109 249.87	109 249.87

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE - SORTIES (article R.2313-3 du CGCT)	

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie Numéro et désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l' amort. .	Cumul des amortissements antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
4248 MISSION DE PROGRAMMATION PROJET CULTUREL 2011 10-08-2016	4 500.00			4 500.00	4 500.00	
4396 DIAGNOSTIC RESTRUCTURATION HOTEL DE VILLE 10-08-2016	30 617.60			30 617.60	30 617.60	
TOTAL	673 653.10					

TOTAL GENERAL	47 639 460.63					-5 850 063.94
---------------	---------------	--	--	--	--	---------------

BILAN DES ACQUISITIONS/CESSIONS REALISEES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE AU COURS DE L'ANNEE 2016

Acquisitions réalisées par la Commune		
VENDEUR	Consorts LEBEAU	
ACQUEREUR	Commune de Chenôve	
PRIX	95 000 €	
DESIGNATION DE L'OPERATION ET FINALITE	Acquisition du 25/03/2016 d'un ensemble immobilier sis 21 rue de Marsannay, composé d'une maison d'habitation et d'un terrain cadastré AH n°143. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre des perspectives d'aménagement de ce secteur.	
Cessions réalisées par la Commune		
VENDEUR	Commune de Chenôve	Commune de Chenôve
ACQUEREUR	ORVITIS	ORVITIS
PRIX	1€ symbolique	1€ symbolique
DESIGNATION DE L'OPERATION ET FINALITE	Cession du 10/03/2016 de diverses parcelles cadastrées AK 577 et 578 10 B rue Ernest Renan, AK 579 et 580 issues du domaine public dans le cadre du programme de rénovation urbaine.	Cession du 09/09/2016 de diverses parcelles cadastrées AK 583 et 584, 29 rue des Clématites, AK 586 issue du domaine public dans le cadre de la prolongation de l'aménagement des locaux de la Maison de Santé et de Soins Primaires (MUSSP) sis 10 rue du Mail à Chenôve.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 - OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	6 000,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	8 200,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	6 984,00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article	Libellé	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	26 134,07	
6068	Autres matières et fournitures	26 134,07	
012	Charges de personnel, frais assimilés	8 040,00	
Salaire + charges	Charges de personnel valorisées	8 040,00	
	Coût d'immobilisation de matériels	1 812,88	
	Valorisation immobilisation de matériels	1 812,88	
72	Travaux en régie		35 986,95
722	Immobilisations corporelles		35 986,95
TOTAL GENERAL		35 986,95	35 986,95

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article	Libellé	Montant
20	Immobilisations incorporelles	0,00
	Néant	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
	Néant	0,00
23	Immobilisations en cours	35 986,95
2312	Terrains	0,00
2313	Constructions	35 986,95
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00
TOTAL GENERAL		35 986,95

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72	35 986,95
Recettes réelles de fonctionnement	24 434 342,75
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,15%

IV - ANNEXES																	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT																	B1.1

B1.1 - ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

Année de mobilisation et profil		Désignation du bénéficiaire	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2016	Durée résiduelle	Périodicité des remb.	Taux initial			Taux à la date du vote du budget ou taux moyen constaté sur l'année			Nature de l'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
Année	Profil								Taux	Index	Taux actuariel	Taux	Index	Niveau de taux			en intérêts	en capital
Totaux généraux					28 708 593,38	16 491 376,24											438 812,89	1 152 231,17
Totaux pour les emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					1 474 866,00	855 723,36											11 704,93	77 215,16
2006	P	ORVITIS	Aménagement plateforme insertion prévention santé	CDC	178 200,00	101 740,41	9,09	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,30	préfixé	LIVRET A	1,75			1 266,08	9 365,55
2006	P	ORVITIS	Aménagement Maison de la justice et du droit	CDC	84 795,00	57 975,59	14,09	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,22	préfixé	LIVRET A	1,75			721,45	3 423,95
2006	P	ORVITIS	Immeuble d'entreprises 1 à 7 rue des Anémones	CDC	1 211 871,00	696 007,36	9,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,79	préfixé	LIVRET A	1,65			9 717,40	64 425,66
Totaux pour les emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					1 732 559,09	1 377 958,67											31 217,92	41 037,75
2002	P	VILLEO	Acquisition terrain MAPAD Grands Crus	CDC	319 152,13	282 066,51	37,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,33	préfixé	LIVRET A	2,20	I		6 309,31	4 720,41
2002	P	VILLEO	Construction MAPAD Grands Crus (96 lits)	CDC	1 413 406,96	1 095 892,16	22,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,36	préfixé	LIVRET A	2,20	I		24 908,61	36 317,34
Totaux pour les emprunts contractés pour des opérations de logements aidés par l'état					25 501 168,29	14 257 694,21											395 890,04	1 033 978,26
1996	P	DIJON HABITAT	ZAC GRANDS CRUS (6 logts individ.) compl. prêt 17	CDC	7 781,46	1 447,90	2,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,51	préfixé	LIVRET A	5,30	I		29,60	475,30
1995	P	DIJON HABITAT	Amélioration 9 rue Salengro (1 logement individuel	CDC	37 319,82	21 221,36	13,91	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,23	préfixé	LIVRET A	2,05	I		324,48	1 500,37
1996	P	DIJON HABITAT	ZAC GRANDS CRUS (25 logts coll.) compl. prêt 18	CDC	33 691,23	17 610,08	11,17	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,20	préfixé	LIVRET A	3,80	I		362,00	1 414,56
1996	P	DIJON HABITAT	Acquis./Amélior. 12 rue de Marsannay (1 log. indiv	CDC	58 806,14	28 894,58	11,67	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,19	préfixé	LIVRET A	2,05	I		445,41	2 463,28
1996	P	DIJON HABITAT	Acquis./Amélior. 23 rue Moulin Bernard (1 log. ind.	CDC	64 663,38	31 772,55	11,67	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,19	préfixé	LIVRET A	2,05	I		489,78	2 708,62
2001	P	DIJON HABITAT	Acquisition 5 Place Naudot (6 logts collectifs)	CDC	199 525,88	170 976,20	34,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,55	préfixé	LIVRET A	5,20	I		3 324,93	3 223,39
2001	P	DIJON HABITAT	Amélioration 5 Place Naudot (6 logts collectifs)	CDC	96 320,64	68 781,80	19,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,58	préfixé	LIVRET A	5,20	I		1 337,59	2 715,16
2001	P	DIJON HABITAT	Acquisition maison 52 rue Salengro	CDC	48 660,96	37 119,99	34,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,53	préfixé	LIVRET A	1,95	I		536,76	1 350,73
2001	P	DIJON HABITAT	Amélioration maison 52 rue Salengro	CDC	18 798,18	11 976,32	19,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,66	préfixé	LIVRET A	1,95	I		173,20	674,55
2003	P	DIJON HABITAT	Acquisition 1 log. individ. 91 av. Roland CARRAZ	CDC	30 203,00	24 577,03	36,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,82	préfixé	LIVRET A	5,20	I		477,94	762,88
2003	P	DIJON HABITAT	Acquisition 4 logements collectifs 15 bd Bazin	CDC	118 709,00	95 676,35	36,16	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,74	préfixé	LIVRET A	3,70	I		1 870,80	2 969,85
2003	P	DIJON HABITAT	Amélioration 4 logements collectifs 15 bd Bazin	CDC	82 676,00	58 015,72	21,16	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,75	préfixé	LIVRET A	3,70	I		1 134,41	2 754,79
1987	P	ORVITIS	Construction 14/30 log. col. Les Corviolettes	CDC	603 698,11	209 568,41	6,92	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,16	préfixé	LIVRET A	1,52	I		61 590,24	24 221,46
1989	P	ORVITIS	Construction 22 log. col. 19/23 rue des Pétignys	CDC	904 784,92	426 474,67	9,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	5,03	préfixé	LIVRET A	2,55	I		56 265,59	31 751,92
1990	P	ORVITIS	Construction 21 log. col. ZAC Grands Crus	CDC	1 060 127,57	522 252,86	10,09	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,41	préfixé	LIVRET A	2,55	I		10 658,31	45 831,87
1986	P	ORVITIS	Construction Les Corviolettes 16/30 logts col.	CDC	724 132,83	251 376,25	6,67	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,05	préfixé	LIVRET A	1,52	I		15 297,90	29 053,52
1991	P	ORVITIS	Construction 20/48 logts col. av. 14 Juillet	CDC	895 435,22	403 430,90	9,58	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,67	préfixé	LIVRET A	2,30	I		6 888,18	40 094,90
1991	P	ORVITIS	Construction 7/48 logts col. Avenue 14 Juillet	CDC	328 974,31	148 216,65	9,58	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,51	préfixé	LIVRET A	2,30	I		2 530,64	14 730,48
1995	P	ORVITIS	Construction 15 log. col. ZAC Grands Crus (2e tr)	CDC	800 662,24	450 527,88	13,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,90	préfixé	LIVRET A	2,55	I		9 244,25	30 949,72
1995	P	ORVITIS	Construction 5 logts col. ZAC Grands Crus (2e tr.)	CDC	290 110,48	163 243,44	13,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,90	préfixé	LIVRET A	2,55	I		3 349,55	42 163,98
1998	P	ORVITIS	Travaux sécurité incendie Foyer Mail	CAISSE D'EPARGNE	167 693,92	67 672,64	6,73	Annuelle	fixe		4,86	fixe		5,10	F		4 235,98	7 884,18
2005	P	ORVITIS	Amélioration 74 logements 2 à 16 rue Anémones	CDC	453 155,00	134 004,33	3,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,55	préfixé	LIVRET A	1,50	I		1 343,72	33 526,61
2006	P	ORVITIS	4 logements locatifs rue M. Guillot	CDC	327 909,00	259 637,39	19,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,04	préfixé	LIVRET A	3,05			6 602,66	11 184,75
2006	P	ORVITIS	CONSTRUCTION 4 LOG RUE L. GAMBETTA	CDC	190 897,00	153 951,13	24,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,77	préfixé	LIVRET A	1,75			1 929,66	6 194,45
2006	P	ORVITIS	CONSTRUCTION 4 LOG RUE GAMBETTA	CDC	33 792,00	29 767,85	39,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,77	préfixé	LIVRET A	1,75			373,12	778,11
2007	P	ORVITIS	Immeuble DIONYSOS 3 rue J. MONET 2ème tranche	CDC	1 211 871,00	789 564,44	10,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,48	préfixé	LIVRET A	1,45			9 448,80	66 773,31
2005	P	VILLEO	Amélioration pavillon 63 rue Gambetta	CDC	115 690,00	106 431,12	39,58	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,48	préfixé	LIVRET A	1,90	I		2 055,76	1 767,00
2005	P	VILLEO	Amélioration Pavillon 63 rue Gambetta	CDC	5 513,00	4 572,63	24,58	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,50	préfixé	LIVRET A	1,90	I		89,58	141,89
2006	P	VILLEO	CONSTR 34 LOG CLOS MARONNIERS	CDC	1 147 435,00	962 677,98	25,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,09	préfixé	LIVRET A	2,00			19 800,42	27 342,80
2006	P	VILLEO	CONST 34 LOG CLOS DES MARONNIERS	CDC	635 611,00	583 893,56	40,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,07	préfixé	LIVRET A	2,00			11 860,73	9 143,02
2006	P	VILLEO	CONST 10 LOG CLOS DES MARONNIERS	CDC	598 284,00	496 357,86	25,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,73	préfixé	LIVRET A	1,65			8 433,77	14 779,53
2006	P	VILLEO	CONST 10 LOG CLOS DES MARONNIERS	CDC	183 581,00	167 026,74	40,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,71	préfixé	LIVRET A	1,65			2 802,73	2 835,54
2007	P	VILLEO	Complément emp. log Clos des Maronniers	CDC	676 721,00	570 049,52	25,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,31	préfixé	LIVRET A	1,75			10 276,88	17 201,04
2007	P	VILLEO	Acquis 1 log 59 rue Maxime Guillot	CDC	109 471,00	100 280,81	40,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,30	préfixé	LIVRET A	1,75			1 784,03	1 663,79
1991	P	IC HABITAT BOURGOGNE	Construction 11/72 log. col. GCRUS Av. 14 Juillet	CDC	599 136,09	276 756,66	9,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,57	préfixé	LIVRET A	3,30	I		5 678,69	26 761,85
1991	P	IC HABITAT BOURGOGNE	Construction 9/72 log. col. GCRUS Av. 14 Juillet	CDC	473 731,70	215 891,98	9,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,56	préfixé	LIVRET A	3,55	I		4 413,64	21 456,39
1992	P	IC HABITAT BOURGOGNE	Construction 31/72 log. col. GCRUS Av. 14 Juillet	CDC	1 671 807,86	829 633,19	10,09	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,41	préfixé	LIVRET A	2,55	I		16 931,45	72 806,96
1992	P	IC HABITAT BOURGOGNE	Construction 16/72 log. col. GCRUS Av. 14 Juillet	CDC	846 908,08	400 747,82	10,58	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,45	préfixé	LIVRET A	3,55	I		8 210,83	36 236,73
1992	P	IC HABITAT BOURGOGNE	Constr. 10 pav. indiv. GCRUS 16/32 Av. 14 Juillet	CDC	321 621,69	158 095,93	10,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,45	préfixé	LIVRET A	3,30	I		3 243,93	13 874,18
1992	P	IC HABITAT BOURGOGNE	Construction 24 log. GCRUS Place du Bicentenaire	CDC	1 402 530,96	686 675,18	10,33	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,43	préfixé	LIVRET A	3,30	I		14 115,41	60 261,25
1992	P	IC HABITAT BOURGOGNE	Construction 23/47 log. GCRUS Av. Droits de l'Homme	CDC	1 305 331,66	496 656,02	10,67	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,50	préfixé	LIVRET A	3,55	I		10 125,66	44 909,02

1992	P	IC HABITAT BOURGOG	Constr. 10 pav. indiv. GCRUS 16/32 Av. 14 Juille	CDC	359 674,01	152 304,81	10,67	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,47	préfixé	LIVRET A	3,55	I		3 105,15	13 771,82
1992	P	IC HABITAT BOURGOG	Constr. 5/72 log. col. GCRUS Place du Bicentenaire	CDC	224 078,56	112 267,52	10,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,49	préfixé	LIVRET A	3,05	I		2 295,20	9 852,37
1993	P	IC HABITAT BOURGOG	Acquis./Amélior. pavillon indiv. 10 rue B. Derey	CDC	38 112,25	19 685,06	11,42	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,31	préfixé	LIVRET A	3,30	I		565,20	1 581,23
1994	P	IC HABITAT BOURGOG	Construction 14/38 log. col. Rue des Pétignys	CDC	710 717,32	385 470,46	12,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,18	préfixé	LIVRET A	3,30	I		7 932,80	28 546,29
1994	P	IC HABITAT BOURGOG	Construction 24/38 log. col. Rue des Pétignys	CDC	1 437 898,96	770 407,42	12,58	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,20	préfixé	LIVRET A	3,55	I		15 784,70	59 080,16
1994	P	IC HABITAT BOURGOG	Construction 2 pavillons indiv. 6/8 rue Messidor	CDC	75 264,08	33 542,56	12,84	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,22	préfixé	LIVRET A	3,55	I		678,18	2 572,28
1994	P	IC HABITAT BOURGOG	Constr. (2e tr.) 2 pav..indiv. 6/8 Rue Messidor	CDC	92 429,84	49 522,71	12,84	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,20	préfixé	LIVRET A	3,55	I		1 001,28	3 797,74
1995	P	IC HABITAT BOURGOG	Construction 7 pavillons loc. Rue Germinal	CDC	580 830,76	358 965,87	13,09	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,12	préfixé	LIVRET A	3,30	I		6 713,65	22 598,83
1995	P	IC HABITAT BOURGOG	Construction 25 log. loc. Av. Droits de l'Homme	CDC	1 409 987,94	798 028,68	13,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,06	préfixé	LIVRET A	3,30	I		16 374,53	54 821,83
1978	P	IC HABITAT BOURGOG	Construction 2 log. col. rue A. Changenet	CDC	46 115,83	4 315,25	1,31	Annuelle	fixe		2,86	fixe		3,60	F		141,87	2 045,83
1980	P	IC HABITAT BOURGOG	Ajust. prêt constr. 2 log. loc. rue A. Changenet	CDC	2 515,41	451,87	3,57	Annuelle	fixe		3,12	fixe		3,60	F		12,15	103,30
1999	P	VILLEO	Acquis. amélior. 2 log. indiv. 26 rue A. Mairet	CDC	70 126,55	50 948,02	19,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,17	préfixé	LIVRET A	1,90	I		1 002,56	1 818,49
2000	P	VILLEO	Amélior. 170 log. 32/40 rue Renan/31 bd de Lattre	CDC	381 122,54	124 383,04	9,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,28	préfixé	LIVRET A	1,80	I		2 466,19	12 627,55
2003	P	VILLEO	Réhabil. 99 log. col. 32 rue Renan	CDC	250 000,00	105 210,94	6,09	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,59	préfixé	LIVRET A	1,25	I		1 493,85	14 297,12
2008	P	VILLEO	Construction 20 log. Av des Droits de l'Homme	CDC	938 520,91	658 684,28	18,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,26	préfixé	LIVRET A	2,30			16 233,72	47 129,69
Totaux pour les autres emprunts					0,00	0,00											0,00	0,00

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT	B1.2

B1.2 - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT

Calcul du ration de l'article L. 2252-2 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	72 255,67
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	1 487 168,21
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+B+C-D	1 559 423,88
Recettes réelles de fonctionnement	II	24 434 342,75
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	6,38%

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT

L'annuité des garanties d'emprunt exclut :

→ les garanties d'emprunt accordées aux organismes HLM ou les SEM pour des projets de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements.

→ les garanties d'emprunt accordées pour des opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements bénéficiant d'une subvention de l'état ou réalisées avec le bénéfice de prêts aidés de l'Etat ou adossés en tout ou partie à des ressources défiscalisées.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant de la subvention	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations :		
ACADEMIE D'ACCORDÉON	2 100,00	Salle dans le Conservatoire
ACC Athlétic Club Chenôve	34 610,00	Locaux
ACCUEIL MAGENTA	350,00	
ACTION CONTRE LA FAIM	1 000,00	
ACODEGE	40 000,00	
ADAVIP	2 000,00	Locaux
ADIAMOS	600,00	Locaux tour Renan
ADOC Assoc Découverte & Orientation Chenôve	16 270,00	Locaux
AFSEP	200,00	
AGDM - GRAND DIJON MEDIATION	28 875,00	
ALACEP P'tit Bleu - P'tit Jaune	3 000,00	Locaux Maison du Lien Social
ALCOOL ASSISTANCE		
AMC Arts Martiaux Chenôve	9 842,47	Locaux
AMICALE DES DIABLES BLEUS	320,00	
AMICALE DES DONNEURS DE SANG	1 200,00	Locaux ex RMA
AMICALE LES TROMPES DE BOURGOGNE	550,00	
AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE	800,00	Gym Herriot Salon du Livre
AMIS DU LIEN SOCIAL - ALS	2 100,00	Bureau équipé, affranchissements, reproduction
ARAC	280,00	
AROEVEN	300,00	Locaux ex RMA
ART PUBLIC - MODES DE VIE	1 020,00	
ASCM - Association Sportive et Culturelle du Mail	250,00	
ASCS MAISON D'ARRET	300,00	
ASMC - Association Sportive Municipale	2 000,00	
ASSOCIATION CHENEVELIERE	1 100,00	
ASSOCIATION LES CHEVRONNES		Locaux Maison du Combattant
ASSOCIATION INTERCLUB DIJONNAIS		Locaux Maison du Combattant
ATAC Association Tir à l'Arc Chenôve	8 488,00	Locaux
AVEC Agir & Vivre Ensemble à Chenôve	500,00	
BCC Basket Club Chenôve	73 917,08	Locaux
BLOUSESROSES ALH	300,00	
CAMSP		Locaux
Cercle Hippique Dijonnais	3 000,00	Terrain sur le Plateau
CFDT		Locaux tour Renan
CGT		Locaux tour Renan
CIDFF	2 000,00	
CMC Club Montagne Chenôve	756,00	Locaux
CMS Centre Médico Sportif	7 450,00	Locaux
CN Chenôve Natation	52 781,15	Locaux Bassin Centre Nautique
COLLECTIF CARNAVAL	4 300,00	Locaux Place Limbourgerhof
Comité d'Entente des ANCIENS COMBATTANTS	500,00	Locaux Maison du Combattant
Contrôle Judiciaire Côte d'Or	300,00	
COOL SWINGERS JAZZ	1 500,00	
Coopératives scolaires	15 106,00	
Collège du CHAPITRE - cooperative scolaire	400,00	
Collège du CHAPITRE - Association sportive	650,00	
Collège HERRIOT - Association sportive	600,00	
COS COMITE ŒUVRES SOCIALES	58 000,00	Locaux et personnel
CRC Chenôve Rugby Club	17 382,02	Locaux
CSLC Cercle Sportif Laïque Chenôve	13 031,00	Locaux
CTC Chenôve Triathlon Club	10 121,00	Locaux
DES OUTILS POUR REUSSIR	300,00	Salle Mesguis
EBSC Entente Bouliste Sportive Chenôve	9 614,44	Locaux
FIGURE 2 STYLE	28 494,77	Maison de la Danse
FNACA	350,00	
FONDATION MARECHAL DE LATTRE	140,00	
FONJEP	59 794,00	
Foyer socio-éducatif lycée ANTOINE	500,00	
GEM L'ENTRACTE	500,00	
HBCC Handball Club Chenôve	7 850,00	Locaux
I.C. Indépendante Chenôve	33 681,54	Locaux
JALMALV-DIJON		

Nom des bénéficiaires	Montant de la subvention	Prestations en nature
LCC Lutte Club Chenôve	25 594,53	Locaux
LIGUE DES DROITS DE L'HOMME	200,00	
LIGUE ENSEIGNEMENT FOL	2 000,00	
LUTTING GIRLS	320,00	
MJC	189 100,00	Locaux, entretien bâtiment et véhicules
MMC Musique Municipale	51 510,00	Salles conservatoire, concours du Directeur
MOBY DICK CLUB CHENOVE	8 706,00	Locaux
MOUVEMENT DE LA PAIX	300,00	
MOUVEMENT LE CRI	300,00	
MRAP		
ORCAA		Local ex Pompier
OMC Office Municipal de la Culture	3 000,00	Locaux
OMPA		Maison des Aînés
OMS Office Municipal Sports	38 035,00	Locaux
PAROISSE DE CHENOVE		Eglise Saint Nazaire
PCC Pétanque Club Chenôve	1 418,00	Locaux
PEOMUSE	250,00	
PIONNIERS DE FRANCE - Groupe Lejard	5 000,00	Local école J. Ferry + gymnase
PIROUETTE CACAHUETTE	40 000,00	
PREVENTION ROUTIERE	150,00	
PROMOTION DE LA LECTURE		
PETIT MUSEE BONBIS	250,00	
RESTOS DU CŒUR		Local Centre Kennedy
SECOURS CATHOLIQUE	1 200,00	Locaux
SECOURS POPULAIRE - Comité CHENOVE	1 700,00	Locaux Maison du Lien Social
SECOURS POPULAIRE - Direction Nationale	1 500,00	
SOLEIL D'OR		
SOLIDARITE FEMMES	300,00	
SOUVENIRS MAXIME GUILLOT	400,00	
TCC Tennis Club Chenôve	8 375,00	Locaux
TREFLES JAUNES	1 010,00	
TRES D'UNION	6 439,00	Locaux
TUNISIENS DE CÔTE D'OR		Local Centre Kennedy
UCC Union Cyclistes Chenôve	331,00	Locaux
UN LIVRE, UNE VIE	650,00	Local, mobilier
VILLART		
VCC Volley Club Chenôve	5 608,51	Locaux
VMEH Visite Malades Ets Hospitaliers		
VOCALISTE EN LIBERTE	250,00	
WISLA-KRAKOWIAK	1 100,00	Locaux stockage costumes
WEST COAST SWING'S SPIRIT	250,00	
Personnes de droit public		
Etablissements publics :		
Collège du CHAPITRE	650,00	
Collège HERRIOT	700,00	
Lycée Professionnel ANTOINE ANTOINE	234,00	
CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES	900 000,00	Hôtel de Ville
Autres organismes :		
MDEF		
Total Fonctionnement	1 858 205,51	

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° et intitulé de l'AP		Pour mémoire AP votée et ajustement	Révision de l'exercice	Total cumulé	Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts 2016	Crédits réalisés en 2016	Reste à financer (>2016)
PCCR-2012	PROGRAMME CENTRE CULTUREL ET DE RENC	12 254 000.00	179 895.22	12 433 895.22	12 253 998.55	179 895.22	153 731.00	1.45
PPU-2012	PROGRAMME PARC URBAIN	3 600 000.00	12 000.00	3 612 000.00	3 493 119.51	118 880.06	30 259.06	0.43

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN	
ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

Libellé de la recette : Taxe de séjour			
Reste à employer au 01/01/2015 : 0 €			
Recettes			
Chapitres	Articles	Libellé de l'article	Montant
73	7362	Taxe de séjour	31 887,40 €
Total recettes			31 887,40 €
Dépenses			
Chapitres	Articles	Libellé de l'article	Montant
011		Animation des pressoirs	11 585,12 €
012			0,00 €
011		Organisation fête de la pressée	22 049,23 €
012			8 434,64 €
Total dépenses			42 068,99 €
Reste à employer au 31/12/2016 : 0 €			

EMPLOIS FONCTIONNAIRES	Catégorie	Total des postes au 01/01/2016	Total des postes au 31/12/2016	Postes pourvus au 31/12/2016	Dont Temps Non Complet
Emplois de Direction (Fonctionnels)					
Directeur Général des Services	A	1	1	0	
Directeur Général Adjoint des Services	A	1	1	0	
Directeur des services techniques	A	1	0	0	
Total		3	2	0	0
Filière Administrative					
Directeur territorial	A	0	2	0	
Attaché principal	A	7	7	5	
Attaché	A	10	12	8	
Rédacteur Principal 1ère classe	B	10	9	7	
Rédacteur Principal 2ème classe	B	9	10	9	
Rédacteur Territorial	B	12	10	6	
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	4	4	2	
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	9	9	6	
Adjoint administratif 1ère classe	C	20	20	16	
Adjoint administratif 2ème classe	C	25	22	17	
Total		106	105	76	0
Filière Technique					
Ingénieur principal	A	1	1	0	
Ingénieur	A	2	2	1	
Technicien Principal 1ère classe	B	4	4	4	
Technicien Principal 2ème classe	B	5	5	1	
Technicien	B	5	5	2	
Agent de maîtrise principal	C	10	10	7	
Agent de maîtrise	C	5	5	2	
Adjoint technique principal 1ère classe	C	19	19	13	1 à 80%
Adjoint technique principal 2ème classe	C	15	16	14	2 à 85,71%
Adjoint technique 1ère classe	C	16	16	9	
Adjoint technique 2ème classe	C	81	81	75	34= 12 à 90%/8 à 80%/2 à 88,71%/5 à 85,71%/1 à 78,57%/ 1 à 71,43%/2 à 57,14%/3 à 50%
Total		163	164	128	37
Filière sportive					
Conseiller Territorial Principal des APS	A	0	0	0	
Conseiller Territorial des APS	A	0	1	1	
Educateur des activités physiques et sportives principal 1ère classe	B	5	5	4	
Educateur des activités physiques et sportives principal 2ème classe	B	8	8	7	
Educateur des activités physiques et sportives	B	8	8	7	
Opérateur des APS principal	C	0	0	0	
Opérateur des activités physiques et sportives qualifié	C	0	0	0	
Opérateur des activités physiques et sportives	C	0	0	0	
Total		21	22	19	
Filière animation					
Animateur Principal 1ère classe	B	1	1	0	
Animateur Principal 2ème classe	B	1	1	1	
Animateur	B	3	3	0	
Adjoint d'Animation Principal 1ème classe	C	1	1	0	

EMPLOIS FONCTIONNAIRES	Catégorie	Total des postes au 01/01/2016	Total des postes au 31/12/2016	Postes pourvus au 31/12/2016	Dont Temps Non Complet
Adjoint d'Animation Principal 2ème classe	C	2	4	2	
Adjoint animation 1ère classe	C	7	10	6	1 à 90%
Adjoint animation 2ème classe	C	29	29	22	13 = 5 à 90%/7 à 80%/1 à 88,57%
Total		44	49	31	14
Filière culturelle					
Conservateur Bibliothèque 1ère classe	A	0	0	0	
Conservateur Bibliothèque 2ème classe	A	0	0	0	
Bibliothécaire	A	1	1	1	
Professeur d'enseignement artistique Hors Classe	A	1	1	1	
Professeur d'enseignement artistique	A	4	4	3	2 = 1 à 25%/1 à 37,5%
Assistant de Conservation Principal de 1ère classe	B	3	3	3	
Assistant de Conservation Principal de 2ème classe	B	2	2	1	
Assistant de conservation	B	3	3	1	
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	B	16	16	15	5 = 1 à 70%/1 à 60%/1 à 42,5%/1 à 40%/1 à 30%
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	B	2	2	1	1 à 46,15%
Assistant d'enseignement artistique	B	3	3	1	
Adjoint du Patrimoine Principal 1ère classe	C	2	2	0	
Adjoint du Patrimoine Principal 2ème classe	C	2	2	2	
Adjoint du patrimoine 1ère classe	C	4	4	2	
Adjoint du patrimoine 2ème classe	C	3	3	2	
Total		46	46	33	8
Filière Sociale et médico-sociale					
Puéricultrice cadre supérieur de santé	A	1	1	1	
Puéricultrice cadre de santé	A	0	0	0	
Puéricultrice Hors Classe	A	0	0	0	
Puéricultrice de classe supérieure	A	0	0	0	
Puéricultrice de classe normale	A	0	0	0	
Infirmier en soins généraux Hors Classe	A	0	0	0	
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	A	0	0	0	
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	0	0	0	
Educateur Principal de Jeunes Enfants	B	3	3	2	
Educateur de Jeunes Enfants	B	4	4	3	1 à 80%
Auxiliaire de Puériculture Principale de 1ère classe	C	1	1	0	
Auxiliaire de Puériculture Principale de 2ème classe	C	2	2	1	1 à 80%
Auxiliaire de Puériculture de 1ère classe	C	11	11	9	4 à 80%
Assistant Socio Educatif	B	1	1	0	
ATSEM Principal 1 ère classe	C	3	3	1	
ATSEM Principal 2ème classe	C	7	7	7	1 à 90%
ATSEM de 1ère classe	C	10	10	5	4 à 90%
Total		43	43	29	11
Police municipale					
Chef de service de police	B	1	1	1	
Chef de Police	C	1	1	1	
Brigadier Chef Principal	C	2	2	1	
Brigadier	C	2	2	0	
Gardien	C	3	3	2	
Total		9	9	5	
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES		435	440	321	70

EMPLOIS FONCTIONNAIRES	Catégorie	Total des postes au 01/01/2016	Total des postes au 31/12/2016	Postes pourvus au 31/12/2016	Dont Temps Non Complet
------------------------	-----------	--------------------------------	--------------------------------	------------------------------	------------------------

EMPLOIS CONTRACTUELS	Total des Postes au 01/01/2016	Total des Postes au 01/01/2017	Postes pourvus au 01/01/2017	Dont Temps Non Complet
Directeur de Cabinet	1	1	1	0
Collaborateur de Cabinet	1	1	1	0
Coordonnateur CLSPD	0	1	1	0
Régisseurs Techniques du Centre Culturel et de Rencontres	1	2	2	0
Chargé de mission Maitrise de l'Energie des Bâtiments	2	1	1	0
Chargé de Mission Développement durable	1	1	1	1
Coordonnateur des Nouvelles Activités Périscolaires	1	1	1	0
Directeur de la Cohésion Sociale et urbaine	1	1	1	0
Chargé de Projet Développement Social et Urbain	1	1	1	0
Assistants Maternelles	16	16	12	12
Psychomotriciennes	2	2	2	2
Agent de Sécurité de la Voie Publique (ASVP)	1	1	1	0
Agents du dispositif Sécur'école	5	0	0	0
Accroissement Saisonnier d'activité	96	96	En tant que de besoin	En tant que de besoin
Accroissement Temporaire d'activité	96	0	En tant que de besoin	En tant que de besoin
Total	225	125	25	17
Contrats de Droit Privé				
CAE/CUI	35	28	28	0
Emplois d'Avenir	15	10	10	0
Adultes RELAIS	3	3	1	0
Total		41	39	0
TOTAL EMPLOIS CONTRACTUELS		166	64	17

IV - ANNEXES
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

C2 - LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L.2313-1 et L.2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à l'Hôtel de ville de Chenôve. Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.				
La nature de l'engagement	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Détention d'une part du capital				
27/03/2000	SLE Caisse d'Epargne		Société coopérative	30 476
09/11/2007	Le TOIT BOURGUIGNON		Société coopérative	1 600
29/06/2009	SPLA Agglomération Dijonnaise		Société Publique Locale d'Aménagement	50 000
11/02/2013	SPLA Agglomération Dijonnaise		Société Publique Locale d'Aménagement	62 500
Garantie ou cautionnement d'un emprunt	ORVITIS DIJON HABITAT SCIC Habitat Bourgogne VILLEO		OPHLM OPHLM S.A d'HLM S.A d'HLM	4 865 412,20 568 069,88 5 749 418,99 5 308 475,17
Subventions supérieures à 75 000€ ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de l'organisme	M.J.C de Chenôve Musique Municipale Comité Œuvres Sociales Académie d'Accordéon ACC Athlétic Club Chenôve Volley Club Chenôve LCC Lutte Club Chenôve		Association loi 1901 Association loi 1901 Association loi 1901 Association loi 1901 Association loi 1901 Association loi 1901 Association loi 1901	189 100 51 510 58 000 2 100 34 610 5 609 25 595

IV - ANNEXES
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENTS
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN B.A

**C3.1 - LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE
OU L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de financement	Montant du financement
Etablissements publics de coopération intercommunale COMADI	01/01/2000	CFE + Fiscalité additionnelle	non connu à ce jour
Autres groupements Syndicat du bassin versant de la Vouge	31/01/2005	Participation au prorata de la population et superficie	1 423
SIPLASUD	18/02/1975	Participation au prorata de la population	3 210,25
Syndicat Mixte du bassin de l'Ouche	01/01/2014	Participation au prorata de la surface du bassin versant	17 821,00

C3.3 - LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé/objet de l'établissement	Date de création N° et date délibération	Nature de l'activité TVA oui/non

IV - ANNEXE
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

C3.5 - PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 - BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	9 756 379,37	5 455 471,75	3 578 126,71	722 780,91
RECETTES	14 254 789,80	7 818 599,03	1 982 246,44	4 453 944,33
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	28 912 909,00	23 267 053,09		5 645 855,91
RECETTES	24 144 372,00	24 471 313,70		-326 941,70

2 - BUDGET ANNEXE : Régie municipale d'aménagement

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				

3 - PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

SECTION	Crédits ouverts	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	9 756 379,37	5 455 471,75	3 578 126,71	722 780,91
RECETTES	14 254 789,80	7 818 599,03	1 982 246,44	4 453 944,33
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	28 912 909,00	23 267 053,09		5 645 855,91
RECETTES	24 144 372,00	24 471 313,70		-326 941,70
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	38 669 288,37	28 722 524,84	3 578 126,71	6 368 636,82
TOTAL GENERAL DES RECETTES	38 399 161,80	32 289 912,73	1 982 246,44	4 127 002,63

IV - ANNEXE	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D 1

D1 - TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées 2016	Variation des bases /n-1	Taux appliqués par décision du CM	Variation des taux/n-1	Produit voté par le CM	Variation du produit/n-1
Taxe d'habitation	15 769 000	4,73%	13,53%	0,00%	2 133 546	7,84%
Taxe foncière sur les propriétés bâties	20 405 000	0,72%	26,28%	0,00%	5 362 434	3,76%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	37 700	-1,57%	109,02%	0,00%	41 101	1,39%
TOTAL	36 211 700	2,42%			7 537 080	4,87%

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : VILLE

Exercice : 2016 Section : INVESTISSEMENT

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
STA	0203	2031	AUDIT			BA14018301P	720.00	720.00	
						CRÉATION D'UNE BASE DE DONNÉES PATRIMOINE APAVE SUDEUROPE			
STA	0203	2031	AUDIT			ST14017601P	4 410.00	4 410.00	
						Etude et création de la base patrimonie CIRIL			
STA	0203	2031	AUDIT			ST14017701P	1 200.00	1 200.00	
						Formation sur base patrimonie. CIRIL			
BAT	411	2031	AUDIT	SPOR		ST16-00024P	14 667.96	14 667.96	
						AUDIT ETAT DU PATRIMOINE - TRANCHE CONDITIONNELLE N° 3 APAVE SUDEUROPE			
RU	8242	2031	AMOPROJURB			RU16-00016P	6 300.00	6 300.00	
						ASSISTANCE MO PROGRAGRAMME DE RU QUARTIER DU MAIL ARTELIA			
RU	8242	2031	AMOPROJURB			RU16-00015P	3 465.00	3 465.00	
						ASSISTANCE MO PROGRAGRAMME DE RU QUARTIER DU MAIL ATTITUDES URBAINES			
RU	8242	2031				RU16-00023P	8 601.00	8 601.00	
						AMO ETUDES FAISABILITE URBAINES ET ARCHITECTURALES CHOUETTE ARCHITECTURE			
RU	8242	2031	AMOPROJURB			RU16-00017P	3 150.00	3 150.00	
						ASSISTANCE MO PROGRAGRAMME DE RU QUARTIER DU MAIL CREASPACE			
RU	8242	2031				RU16-00022P	13 272.00	13 272.00	
						AMO ETUDES FAISABILITE URBAINES ET ARCHITECTURALES GEOSTUDIO			
IN	0200	2051		MGX		IN16012501P	8 664.00	8 664.00	
						Modules de dématérialisation ADULLACT ADULLACT PROJET			
IN	0200	2051		MGX		IN16011801P	10 320.00	10 320.00	
						City Web CIRIL			
IN	0200	2051		MGX		IN16012001P	2 316.00	2 316.00	
						Connecteur CIVIL Net Finances S2LOW CIRIL			
IN	0200	2051		MGX		IN16012601P	2 340.00	2 340.00	
						Interface CIVIL Finances/Chorus Pro CIRIL			
IN	0200	2051		MGX		IN16013201P	4 874.40	4 874.40	
						Licences MICROSOFT COMPAREX FRANCE			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016** Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
EV	823	2121				EV16016501P	1 759.73	1 759.73	
						FOURNITURES DE VEGETAUX POUR CARREFOUR MARSANNAY /SALENGRO & MASSIFS SONOFEP			
STA	823	2128	AMDEGAULLE			ST16-00108P	32.60	32.60	
						SOLDE MOE M1 FC URBAN DESIGNER			
STA	823	2128	AMDEGAULLE			ST15-00110P	93.43	93.43	
						SOLDE MOE M1 IN SITU ARCHI-PAYS JALBERT ET TA			
STA	823	2128	AMDEGAULLE			ST16-00106P	141.30	141.30	
						SOLDE MOE M1 JDM SARL PAYSAGE CONSEIL			
STA	823	2128	AMDEGAULLE			ST16-00107P	21.76	21.76	
						SOLDE MOE M1 LES ECLAIREURS			
STA	8241	2138				BA16043701P	11 382.00	11 382.00	
						Maison LEBEAU 21 rue de Marsannay démolition BTM			
JURIDIQUE	8241	2138				AJ16-00028P	259 000.00	259 000.00	
						RETROCESSION 6 RUE DES GALLANDIERS EPFL			
JURIDIQUE	8241	2138				AJ16-00029P	297 000.00	297 000.00	
						RETROCESSION1 BIS RUE ALFRED CHANGENET EPFL			
JURIDIQUE	8241	2138				AJ16-00030P	390 260.00	390 260.00	
						RETROCESSION 3 RUE ALFRED CHANGENET EPFL			
STA	8241	2138				BA16039101P	1 419.30	1 419.30	
						Maison LEBEAU suppression de branchement GRDF GAZ RESEAU DISTRIBUT FRANCE			
STA	8241	2138				BA16043801P	4 200.00	4 200.00	
						Maison LEBEAU dépose et évacuation tuyauterie SARL BEL DOUTEAU SARL			
IN	0200	2183				IN16017301P	6 500.00	6 500.00	
						Matériel Informatique CREATIS INFORMATIQUE			
IN	110	2183				IN16008301P	8 309.88	8 309.88	
						Caméra mobile EIFFAGE ENERGIE TELECOM			
IN	20	2183		SCOL		IN16013501P	8 128.54	8 128.54	
						Ecran de projection + pose écoles maternelles CREATIS INFORMATIQUE			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016** Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
MP	0200	2184		MGX		MP16008901P	1 060.22	1 060.22	
						Mobiliers PE - régie générale ERGOS			
MP	0200	2184		MGX		MP16009102P	530.11	530.11	
						Fauteuil DRH ERGOS			
MP	0200	2184		MGX		MP16007401P	189.28	189.28	
						Armoire CLSH MAJENCIA			
MP	0200	2184		MGX		MP16008001P	148.93	148.93	
						Mobilier sports MAJENCIA			
MP	0200	2184		MGX		MP16009201P	457.00	457.00	
						Mobiliers DAC UGAP			
PERISCOL	0203	2184				EN16037201P	26.99	26.99	
						Tabouret et lampes accueil affaires scolaires BUT INTERNATIONAL SAS			
SCOL	2510	2184		PERI		EN16034401P	4 769.86	4 769.86	
						Mobilier salle restaurant élémentaires Grands Crus MANUTAN COLLECTIVITES			
PERISCOL	2511	2184				EN16037101P	479.42	479.42	
						Sièges pour CA JF et BO BMB CYRANO SARL			
SMAM	643	2184				EN16037203P	29.98	29.98	
						Tabouret et lampes accueil affaires scolaires BUT INTERNATIONAL SAS			
CTM	0201	2188				CT16030101P	1 062.00	1 062.00	
						CENTRALISATION POUR LES CLES ELECTRONIQUE APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
EC/ELEC	026	2188				EC16001701P	72.00	72.00	
						PLAQUES ESPACE CINERAIRE DU CIMETIERE COMMUNAL GRAND FORMAT			
SCOL	20	2188				EN16037202P	43.00	43.00	
						Tabouret et lampes accueil affaires scolaires BUT INTERNATIONAL SAS			
CTM	2121	2188				CT16030102P	1 230.00	1 230.00	
						CENTRALISATION POUR LES CLES ELECTRONIQUE APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
CTM	2124	2188				CT16030103P	369.60	369.60	
						CENTRALISATION POUR LES CLES ELECTRONIQUE APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016**

Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
CTM	2128	2188				CT16030104P	924.00	924.00	
						CENTRALISATION POUR LES CLES ELECTRONIQUE APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
PERISCOL	2510	2188				EN16037001P	504.94	504.94	
						Tableaux RS BO service Périscolaire BMB CYRANO SARL			
SCOL	2510	2188		PERI		EN16034201P	667.70	667.70	
						équipement restaurant scolaire En St Jacques QUIETALIS BONNOTTE			
SCOL	2510	2188		PERI		EN16034301P	198.00	198.00	
						Poubelle inox Restaurant scolaire Grands Crus QUIETALIS BONNOTTE			
CONS	3111	2188				CO16000201P	1 104.00	1 104.00	
						Rack de rangement pour 25 pupitres CADENCES			
STA	823	2312	AMDEGAULLE	RU		ST14030301P	907.80	907.80	
						Dépose EP provisoire cours Gal de Gaulle CITELUM (MARCHE EP)			
VOIRIE	823	2312	AMELIOQUAR			VO16005201P	25 000.00	25 000.00	
						REAMENAGEMENT DU PETIT MAIL DESERTOT			
STA	823	2312	AMDEGAULLE	RU		ST13-00182P	81.90	81.90	
						MO PARC URBAIN-MAIL JARDIN IN SITU ARCHI-PAYS JALBERT ET TA			
STA	823	2312	AMDEGAULLE	RU		ST16-00105P	96.25	96.25	
						SOLDE MOE M2 JDM SARL PAYSAGE CONSEIL			
STA	823	2312	AMDEGAULLE	RU		ST15-00076P	18.52	18.52	
						SOLDE MO PARC URBAIN M2 LES ECLAIREURS			
IN	0201	2313	CABLAGINFO	MGX		IN16009601P	6 403.42	6 403.42	
						INSTALLATION PIJ RDC AILE CCAS APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
IN	0201	2313	CABLAGINFO	MGX		IN16012301P	35 000.00	35 000.00	
						Réaménagement bales informatiques 2ème étage APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
IN	0201	2313			CCAS	IN16017201P	3 257.00	3 257.00	
						Travaux de câblage CCAS APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
BAT	0201	2313	HANDICAPES			BA16041801P	18 252.00	18 252.00	
						MISES AUX NORMES : MISSION COMPLETE MO BEC YVON CARMINATI			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016** Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00048P	76 462.80	76 462.80	
						MENUISERIES EXTERIEURES ACIER ET ALUMINUIM - OFFRE DE BASE BOUDIER			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00068P	46 800.00	46 800.00	
						BRISE SOLEIL - STORES - TRANCHE FERME BOUDIER			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00069P	74 893.20	74 893.20	
						BRISE SOLEIL - STORES - PSE 1 BOUDIER			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00070P	10 684.80	10 684.80	
						BRISE SOLEIL - STORES - PSE 2 BOUDIER			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00071P	10 684.80	10 684.80	
						BRISE SOLEIL - STORES - PSE 3 BOUDIER			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00102P	1 110.00	1 110.00	
						REVISION - MENUISERIES EXTERIEURES ACIER ET ALUMINUIM BOUDIER			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00103P	1 340.00	1 340.00	
						REVISION - BRISE SOLEIL - STORES BOUDIER			
BAT	0201	2313		CCAS		BA16042201P	2 548.32	2 548.32	
						CCAS remplacement porte d'entrée BOURION FRERES			
BAT	0201	2313		CCAS		BA16042001P	14 004.65	14 004.65	
						Travaux de cloisonnement Mairie (CCAS) DA SILVA JOSE			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00072P	62 889.60	62 889.60	
						MACONNERIE GROS OEUVRE - TRANCHE FERME DE BRITO			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00089P	734.54	734.54	
						REVISION MACONNERIE GROS OEUVRE DE BRITO			
BAT	0201	2313	HANDICAPES			BA16039601P	1 337.57	1 337.57	
						MISES AUX NORMES :MAIRIE DEMONGEOT ENTREPRISE			
BAT	0201	2313				BA16043101P	2 506.93	2 506.93	
						Mairie amélioration de l'éclairage DEMONGEOT ENTREPRISE			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00047P	5 911.80	5 911.80	
						ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES - OFFRE DE BASE DROZ SA			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016**

Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST15-00053P	871.20	871.20	
						MO ABORDS HOTEL DE VILLE - AVENANT 2 ESEB			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00045P	53 535.82	53 535.82	
						COUVERTURE TUILES - OFFRE DE BASE GENTIL			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00088P	798.72	798.72	
						REVISION - COUVERTURE TUILES GENTIL			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00094P	19 915.96	19 915.96	
						MODIFICATION N°1 - REMPLACEMENT ZINGUERIE GENTIL			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00074P	459 258.30	459 258.30	
						PAYSAGE - OFFRE DE BASE GROUPEMENT ID VERDE / DUC ET PRE			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00075P	936.00	936.00	
						PAYSAGE - PSE 1 GROUPEMENT ID VERDE / DUC ET PRE			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00076P	3 463.20	3 463.20	
						PAYSAGE - PSE 2 GROUPEMENT ID VERDE / DUC ET PRE			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00077P	11 403.60	11 403.60	
						PAYSAGE - PSE 5 GROUPEMENT ID VERDE / DUC ET PRE			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00078P	6 300.00	6 300.00	
						PAYSAGE - PSE 6 GROUPEMENT ID VERDE / DUC ET PRE			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00079P	4 778.40	4 778.40	
						PAYSAGE - PSE 7 GROUPEMENT ID VERDE / DUC ET PRE			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00104P	1 640.00	1 640.00	
						REVISION - PAYSAGE GROUPEMENT ID VERDE / DUC ET PRE			
BAT	0201	2313	CENTREVILL			BA15-00347P	6 489.05	6 489.05	
						MISSION OPC TRANCHE 1 ABORDS HDEV JMVD			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST14-00266P	12 812.57	12 812.57	
						MO ABORDS HOTEL DE VILLE JMVD			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST15-00052P	15 856.66	15 856.66	
						MO ABORDS HOTEL DE VILLE - AVENANT 2 JMVD			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016** Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00048P	472.80	472.80	
						PLOMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION - OFFRE DE BASE KLEIN			
BAT	0201	2313				BA16040801P	5 436.00	5 436.00	
						Le Tremplin : fabrication et pose châssis vitré LE QUERE ANDRE SARL			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST14-00265P	12 588.00	12 588.00	
						MO ABORDS HOTEL DE VILLE MAYOT ET TOUSSAINT PAYSAGISTES			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00043P	16 648.80	16 648.80	
						ECHAFAUDAGE - OFFRE DE BASE RHONE ALPES ELEVATION			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00087P	46.13	46.13	
						REVISION ECHAFAUDAGE RHONE ALPES ELEVATION			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00044P	140 312.59	140 312.59	
						RENOVATION FACADES - OFFRE DE BASE RPPI			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST16-00101P	1 430.00	1 430.00	
						REVISION - RENOVATION FACADES RPPI			
BAT	0201	2313	HANDICAPES			BA16036001P	7 707.50	7 707.50	
						MAIRIE : MISE AUX NORMES SCHINDLER			
BAT	0201	2313	DISPOSECU	MGX		BA16042901P	4 782.00	4 782.00	
						Hôtel de Ville réalisation coffret à sirène SIAE			
BAT	0201	2313	CENTREVILL			BA15-00307P	5 208.00	5 208.00	
						CONTROLE TECHNIQUE TVX ABORDS HOTEL DE VILLE SOCOTEC			
STA	0201	2313	CENTREVILL			ST15-00010P	3 284.40	3 284.40	
						MO ABORDS HOTEL DE VILLE SYNAPSE CONSTRUCTION			
BAT	0203	2313	HANDICAPES			HY16006401P	294.88	294.88	
						MISE AUX NORMES ROYER DROGUERIE			
BAT	2114	2313	HANDICAPES	SCOL		HY16006402P	360.41	360.41	
						MISE AUX NORMES ROYER DROGUERIE			
BAT	2118	2313	HANDICAPES	SCOL		BA16038001P	4 094.40	4 094.40	
						MAT VIOLETTES : MISE AUX NORMES LE QUERE ANDRE SARL			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016**

Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
IN	2121	2313	CABLAGINFO	SCOL		IN16009501P	1 404.00	1 404.00	
						EXTENSION VDI DANS LES CLASSES APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
IN	2121	2313	CABLAGINFO	SCOL		IN16012901P	1 200.00	1 200.00	
						Alimentations électriques des TBI APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
BAT	2121	2313	HANDICAPES	SCOL		HY16006403P	267.58	267.58	
						MISE AUX NORMES ROYER DROGUERIE			
STA	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		BA16037701P	7 560.00	7 560.00	
						Abords Groupe scolaire Gambetta : remplacement de menuiseries ALUNOV			
IN	2123	2313	CABLAGINFO	SCOL		IN16009502P	936.00	936.00	
						EXTENSION VDI DANS LES CLASSES APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
STA	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		ST16-00027P	1 740.00	1 740.00	
						AMENAGEMENT EXTERIEURS ET VRD - ECLAIRAGE EIFFAGE ENERGIE (ANCIENNEMENT FO			
STA	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		ST15-00100P	1 248.00	1 248.00	
						AMENAGEMENT EXTERIEURS - OPTION 5 : DEGAGEMENT PARVIS GROUPEMENT IDVERDE/PENNEQUIN			
STA	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		ST16-00012P	843.23	843.23	
						TVA AUTOLIQUEE GROUPEMENT IDVERDE/PENNEQUIN			
STA	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		ST16-00028P	348.00	348.00	
						AUTOLIQUIDATION ECLAIRAGE GROUPEMENT IDVERDE/PENNEQUIN			
STA	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		ST16-00039P	4 129.86	4 129.86	
						AMENAGEMENT EXTERIEURS ET VRD - AVENANT GROUPEMENT IDVERDE/PENNEQUIN			
STA	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		ST16005501P	10 694.28	10 694.28	
						PANNEAUX DECORATIFS RUE LAMARTINE IDVERDE			
STA	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		ST16008501P	5 099.42	5 099.42	
						Rénovation du City Stade IDVERDE			
STA	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		ST16-00026P	5 812.88	5 812.88	
						AVENANT MO AMENAG. GS GAMBETTA/ABORDS JDM SARL PAYSAGE CONSEIL			
BAT	2123	2313		SCOL		BA16040601P	2 512.92	2 512.92	
						REEMPLACEMENT CENTRALES INTRUSION MAILLARD RAYNALD			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016** Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
BAT	2123	2313	HANDICAPES	SCOL		HY16006404P	786.34	786.34	
						MISE AUX NORMES ROYER DROGUERIE			
BAT	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		BA16043001P	5 100.00	5 100.00	
						Primaire Gambetta habillage bois auvent SOCIETE MENUISERIE EBENISTERIE			
STA	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		ST15-00069P	528.00	528.00	
						CONTROLE TECHNIQUE AMENAGEMENT GS GAMBETTA SOCOTEC			
STA	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		ST15-00098P	3 085.12	3 085.12	
						AMENAGEMENT EXTERIEURS - OPTION 1 : ENCEINTE MULTISPORTS VDS PAYSAGE			
STA	2123	2313	ABORGSGAMB	SCOL		ST16-00011P	1 131.00	1 131.00	
						MOBILIER VDS PAYSAGE			
BAT	2124	2313	HANDICAPES	SCOL		HY16006405P	595.21	595.21	
						MISE AUX NORMES ROYER DROGUERIE			
IN	2127	2313	CABLAGINFO	SCOL		IN16-00170P	1 200.00	1 200.00	
						ALIMENTATION ELEC TBI APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
IN	2127	2313	CABLAGINFO	SCOL		IN16009503P	936.00	936.00	
						EXTENSION VDI DANS LES CLASSES APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
BAT	2127	2313	DISPOSECU			BA16040602P	2 738.70	2 738.70	
						REMPLACEMENT CENTRALES INSTRUSION MAILLARD RAYNALD			
IN	2128	2313	CABLAGINFO	SCOL		IN16-00171P	800.00	800.00	
						ALIMENTATION ELEC TBI APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
IN	2128	2313	CABLAGINFO	SCOL		IN16009504P	936.00	936.00	
						EXTENSION VDI DANS LES CLASSES APRES VENTE SERVICE (AVS) SARL			
BAT	2128	2313	154	SCOL		BA16040603P	2 715.18	2 715.18	
						REMPLACEMENT CENTRALES INSTRUSION MAILLARD RAYNALD			
BAT	2128	2313	HANDICAPES	SCOL		HY16006406P	341.28	341.28	
						MISE AUX NORMES ROYER DROGUERIE			
BAT	2510	2313	HANDICAPES	SCOL		BA16040701P	6 048.80	6 048.80	
						Restaurant Grands Crus : mise en place de faux plafonds VERTJADE CHALON			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016**

Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
STA	314	2313	CENTRECULT			BA16040001P	2 850.00	2 850.00	
						Le Cèdre travaux de sécurisation de l'entrée DROZ SA			
STA	314	2313	CENTRECULT			BA16039901P	3 048.00	3 048.00	
						Le Cèdre : modification portall monte charge SEGUIN FERMETURE AUTOMATIQUE			
BAT	321	2313	HANDICAPES	BIB		BA16037801P	3 782.40	3 782.40	
						MISE AUX NORMES : BIBLIOTHEQUE BOEUF SARL			
BAT	321	2313	HANDICAPES	BIB		BA16037901P	2 438.40	2 438.40	
						BIBLIOTHEQUE MISE AUX NORMES BOURION FRERES			
BAT	4110	2313	DISPOSECU	SPOR		BA16040604P	2 035.45	2 035.45	
						REPLACEMENT CENTRALES INSTRUSION MAILLARD RAYNALD			
BAT	4111	2313	HANDICAPES	SPOR		HY16006407P	1 029.34	1 029.34	
						MISE AUX NORMES : Fourniture de tapis ROYER DROGUERIE			
BAT	4114	2313	HANDICAPES			BA16030101P	945.60	945.60	
						Boulodrome : modifier les mains courantes ESPADA			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16002901P	1 530.00	1 530.00	
						Mission CT Vestiaires sportifs L. Lagrange APAVE SUDEUROPE			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16003001P	240.00	240.00	
						Mission CT Vestiaires sportifs : option PV APAVE SUDEUROPE			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00066P	149 630.40	149 630.40	
						CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE SANITAIRES BOEUF SARL			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00095P	912.00	912.00	
						REVISION BOEUF SARL			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00059P	70 690.87	70 690.87	
						TRAITEMENT DES FACADES BONGLET			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00062P	41 704.20	41 704.20	
						PLATRERIE FAUX PLAFONDS PEINTURE BONGLET			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00096P	86.00	86.00	
						REVISION BONGLET			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016** Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00099P	788.00	788.00	
						REVISION BONGLET			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00060P	46 327.20	46 327.20	
						MENUISERIES EXTERIEURES METALLIQUES ET ALUMINIUM BOUDIER			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00097P	900.00	900.00	
						REVISION BOUDIER			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST15-00048P	32 058.30	32 058.30	
						MO VESTIAIRES SPORTIFS STADE L. LAGRANGE CABINET PIERRE ROBIN			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00064P	51 363.13	51 363.13	
						ELECTRICITE COURANTS FAIBLES - OFFRE DE BASE DEMONGEOT ENTREPRISE			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00065P	3 440.54	3 440.54	
						ELECTRICITE COURANTS FAIBLES DEMONGEOT ENTREPRISE			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		BA16042801P	321.00	321.00	
						Vestiaires sportifs réalisation de branchements lignes téléphoniques FRANCE TELECOM - ORANGE			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00092P	2 100.00	2 100.00	
						SOUS TRAITANCE 6 TERRASSEMENT GUENOT PASCAL			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST15-00050P	600.00	600.00	
						MO VESTIAIRES SPORTIFS STADE L. LAGRANGE INGENIERIE CONSTRUCTION			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST15-00049P	1 480.50	1 480.50	
						MO VESTIAIRES SPORTIFS STADE L. LAGRANGE NOUHEN CHRISTOPHE			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00061P	43 868.65	43 868.65	
						MENUISERIES INTERIEURES BOIS PACOTTE MIGNOTTE-MENUISER. BOIS			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00063P	54 130.92	54 130.92	
						CARRELAGE FAIENCE PASCUAL			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00057P	92 748.00	92 748.00	
						VRD PENNEQUIN			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00082P	6 000.00	6 000.00	
						GROS OEUVRE - SS TRAITANCE PLATEFORME BATIMENT PENNEQUIN			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016** Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00100P	2 138.00	2 138.00	
						REVISION PENNEQUIN			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST15-00051P	600.00	600.00	
						MO VESTIAIRES SPORTIFS STADE L. LAGRANGE PENTA INGENIERIE			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00091P	21 000.00	21 000.00	
						SOUS TRAITANCE - CHARPENTE COUVERTURE SACET			
BAT	4121	2313		SPOR		BA16043601P	2 496.00	2 496.00	
						Stade Léo Lagrange fourniture et pose d'une porte de service SEGUIN FERMETURE AUTOMATIQUE			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00067P	84 044.76	84 044.76	
						CHARPENTE COUVERTURE ZINGUERIES SOPREMA ENTREPRISES			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00090P	4 200.00	4 200.00	
						AUTOLIQUIDATION TVA - SACET SOPREMA ENTREPRISES			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00098P	337.00	337.00	
						REVISION SOPREMA ENTREPRISES			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00058P	275 277.17	275 277.17	
						GROS OEUVRE STCE			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00083P	1 203.60	1 203.60	
						GROS OEUVRE - AUTOLIQUIDATION TVA STCE			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00084P	4 226.00	4 226.00	
						GROS OEUVRE - REVISION STCE			
STA	4121	2313	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00093P	420.00	420.00	
						AUTOLIQUIDATION TVA SS TRAITANCE GUENOT STCE			
BAT	413	2313		CN		BA16043201P	3 086.40	3 086.40	
						Piscine réaliser le calorifuge du réseau d'ECS BOEUF SARL			
BAT	413	2313		CN		BA16040901P	16 560.00	16 560.00	
						Piscine mettre en place un déchloramineur SARL PHAR EAUX			
BAT	413	2313		CN		BA16040401P	15 600.00	15 600.00	
						Piscine remplacement armoire de commande SIAE			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016** Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
BAT	414	2313	TXDIVERS	SPOR		BA16038101P	4 606.24	4 606.24	
						SPORTS : tir à l'arc CHARPENTIER DE BOURGOGNE			
BAT	414	2313	HANDICAPES	SPOR		HY16006408P	349.48	349.48	
						MISE AUX NORMES ROYER DROGUERIE			
BAT	4223	2313		JEUN		BA16040605P	1 610.42	1 610.42	
						REMPLACEMENT CENTRALES INTRUSION MAILLARD RAYNALD			
BAT	61	2313	HANDICAPES	PA		BA16030201P	3 228.00	3 228.00	
						MAISON DES AINES : mise aux normes modification rampe d'accès BTM			
BAT	61	2313	HANDICAPES			BA16040606P	1 443.42	1 443.42	
						REMPLACEMENT CENTRALES INTRUSION MAILLARD RAYNALD			
BAT	63	2313	CENTREMAIL	PENF		BA16042401P	20 610.00	20 610.00	
						Maison du Lien Social ravalement façades CELEN HALIL			
BAT	63	2313	HANDICAPES			BA16039801P	1 419.96	1 419.96	
						MISES AUX NORMES : MAISON DU LIEN SOCIAL PITAUULT JEROME			
BAT	64	2313	HANDICAPES	PENF		BA16040101P	640.32	640.32	
						MISES AUX NORMES : MAISON PETITE ENFANCE BVS BERHAULT VIDEOSAT			
BAT	821	2313				BA16044001P	24 970.85	24 970.85	
						Sanitaires Bazin démolition des sanitaires BTM			
VOIRIE	822	2315	AMPARKING			VO16004901P	30 000.00	30 000.00	
						Aménagement parking de proximité rue M. Guillot DESERTOT			
VOIRIE	822	2315				VO16005001P	15 000.00	15 000.00	
						Aménagement espace paysager carrefour rue de Marsannay- rue Roger S DESERTOT			
VOIRIE	822	2315				VO16004101P	14 388.36	14 388.36	
						REFECTION PARKING C.C. KENNEDY EIFFAGE ROUTE CENTRE EST			
VOIRIE	91	2315				VO16004801P	11 211.40	11 211.40	
						Installation Marché Bazin : raccordement E.U/AEP DESERTOT			
VOIRIE	91	2315				VO16004601P	3 209.89	3 209.89	
						Marché Bazin : branchement assainissement LYONNAISE DES EAUX - AEP			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016**

Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
VOIRIE	91	2315				VO16004701P	3 060.68	3 060.68	
						Rue Henri Bazin suppression branchement borne fontaine LYONNAISE DES EAUX - AEP			
STA	4121	238	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00073P	13 593.00	13 593.00	
						AVANCE LOT2 MARCHE 2016-07 STCE			
STA	814	45811	MARCHEECLP			EP15006301P	19 336.39	19 336.39	
						Place Pierre Meunier : poste G6 Reconstruction : devis n°15.4.5d du CITELUM (MARCHE EP)			
STA	814	45811	MARCHEECLP			EP15006401P	2 405.45	2 405.45	
						Révision de prix : place Pierre Meunier : poste G6 reconstruction : CITELUM (MARCHE EP)			
TOTAL							3 678 126.71	3 678 126.71	



 Le Maire
 Thierry FALCONNET

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : VILLE

Exercice : 2016 Section : INVESTISSEMENT

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
BAT	0203	1321	HANDICAPES			BA16-00455P	40 487.00	40 487.00	
						SUBVENTION AMENAGEMENT ACCESSIBILITE HANDICAPES ETAT			
PREV	110	1321				PR16-00010P	31 500.00	31 500.00	
						SOLDE SUBV DPV VIDEOPROTECTION ETAT			
RU	2123	1321	ABORGSGAMB	SCOL		RU15-00022P	41 729.10	41 729.10	
						SUB DDU ABORDS GAMBETTA ETAT			
PREV	823	1321	AMDEGAULLE			PR16-00009P	22 044.00	22 044.00	
						SOLDE SUBV DPV AMENAGEMENT URBAIN PARC DU MAIL ETAT			
RU	823	1321	OPPU			RU14-00014P	357 872.50	357 872.50	
						SOLDE PARC URBAIN ETAT			
RU	8242	1321				RU15-00023P	6 120.00	6 120.00	
						SOLDE SUB ETUDE PROJET URBAIN 2 ETAT			
RU	0201	1322	ABORDSHV			RU14-00019P	92 840.00	92 840.00	
						SOLDE ABORDS HOTEL DE VILLE REGION BOURGOGNE			
SPORT	4121	1322	VESTRUGBY			SP16-00089P	150 000.00	150 000.00	
						SUBVENTION VESTIAIRES LEO LAGRANGE REGION BOURGOGNE			
RU	314	1323	OPCCR			RU16-00024P	731 903.00	731 903.00	
						SUBVENTION CCR DEPARTEMENT 21			
SPORT	4121	1323	VESTRUGBY			SP16-00088P	21 350.00	21 350.00	
						SUBVENTION VESTIAIRES LEO LAGRANGE - 1ERE TRANCHE GROS OEUVRE DEPARTEMENT 21			
RU	0201	13251	ABORDSHV			RU14-00018P	58 444.00	58 444.00	
						SOLDE ABORDS HOTEL DE VILLE COMMUNAUTE URBAINE GRAND DIJON			
RU	314	13251	OPCCR	AC		RU14-00016P	240 546.00	240 546.00	
						SOLDE CCR COMMUNAUTE URBAINE GRAND DIJON			
SPORT	4121	13251	VESTRUGBY			SP16-00090P	100 000.00	100 000.00	
						SUBVENTION VESTIAIRES LEO LAGRANGE COMMUNAUTE URBAINE GRAND DIJON			
RU	823	13251	OPPU			RU14-00017P	26 542.00	26 542.00	
						SOLDE PARC URBAIN COMMUNAUTE URBAINE GRAND DIJON			

ENGAGEMENTS REPORTES

Budget : **VILLE**

Exercice : **2016**

Section : **INVESTISSEMENT**

GESTIONN.	FONCT.	NATURE	OPERATION	SERV	ANTENNE	ENGAGEMENT	SOLDE ENG.	ENGAGE	DEGAGE
RU	8242	13251				RU15-00024P	5 000.00	5 000.00	
						SOLDE SUB ETUDE PROJET URBAIN 2 COMMUNAUTE URBAINE GRAND DIJON			
FINA	520	1326				F16-00073P	20 534.00	20 534.00	
						PARTICIPATION CCAS AMENAGEMENTS DES LOCAUX CCAS DE CHENOVE			
STA	4121	238	VESTRUGBY	SPOR		ST16-00109P	13 593.00	13 593.00	
						RESORPTION AVANCE STCE			
FINA	814	45821	MARCHEECLP	EP		F15-00049P	21 741.84	21 741.84	
						REMBT GD TRAVAUX ECLAIRAGE PUBLIC COMMUNAUTE URBAINE GRAND DIJON			
TOTAL							1 982 246.44	1 982 246.44	



 Le Maire,
Thierry FALCONNET

ANNEXE A LA DELIBERATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016 DE LA VILLE DE CHENÔVE

PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE RETRACANT LES INFORMATIONS FINANCIERES ESSENTIELLES

Conformément à l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

I – APPROCHE GLOBALE DES RESULTATS

Les résultats de l'exercice 2016 s'établissent comme suit :

FONCTIONNEMENT	2015	2016
Résultat n-1 reporté	5 441 634.14	5 979 959.97
Recettes de l'exercice	26 508 256.35	24 471 313.70
Dépenses de l'exercice	23 977 283.57	23 267 053.09
Résultat de l'exercice	2 530 972.78	1 204 260.61
Résultat avant couverture du BF investissement	7 972 606.92	7 184 220.58
INVESTISSEMENT :		
Solde d'exécution n-1	-2 714 157.85	- 4 483 820.43
Recettes de l'exercice	4 126 965.34	7 818 599.03
Dépenses de l'exercice	5 896 627.92	5 455 471.75
Solde des restes à réaliser	2 491 173.48	- 1 595 880.27
Besoin de financement	- 1 992 646.95	- 3 716 573.42
Excédent disponible repris au budget supplémentaire	5 979 959.97	3 467 647.16

Depuis 2014, comme toutes les collectivités, la ville enregistre une baisse des dotations de l'Etat. Celle-ci s'est poursuivie, avec la même ampleur, en 2016 (-0,300 M€). Cette érosion a été accentuée par la baisse d'autres ressources (participations des financeurs et droits des usagers). Ces facteurs se sont traduits par une baisse de 7.68% des recettes de fonctionnement. Hors produits exceptionnels, la réduction est ramenée à 3.66%. Pour

mémoire, en 2015, la ville avait perçu des indemnités, d'environ 1 M€, dans le cadre du contentieux portant sur les travaux des abords du centre commercial Saint-Exupéry.

Dans ce contexte de contraction des ressources, la ville s'est engagée dans un processus de maîtrise des dépenses courantes. Ainsi, en 2016, les charges diminuent de 2.96% et hors mouvements exceptionnels, de 3.42%.

Pourtant, l'effet de ciseaux demeure et se traduit par un infléchissement de l'excédent de la section de fonctionnement. Cette dégradation de la situation financière se confirme avec l'érosion de l'épargne brute. En 2016, son niveau a atteint, hors mouvements exceptionnels, 1,769 M€ contre 2,054 M€ en 2015.

Cependant, après reprise du résultat antérieur, le résultat demeure légèrement au-delà de 7M€.

En investissement, le niveau des dépenses d'investissement s'accroissant, avec notamment les opérations de l'hôtel de ville et de création de vestiaires sportifs (2,176 M€), son besoin de financement suit la même évolution, d'autant que les aides se raréfient.

Le recul du résultat de fonctionnement, associé à l'accroissement du besoin de financement, se traduit par une réduction sensible du résultat de clôture.

II – EVOLUTION DES DEPENSES ET RECETTES REELLES

A – Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

Par grands postes budgétaires, les dépenses ont évolué comme suit :

Chapitre	Nature des dépenses	2014	2015	2016	Variation 2016/2015
011	Charges à caractère général	4,986	5,328	4,731	-11.20%
012	Charges de personnel	14,758	15,182	15,094	-0.58%
014	Atténuation de produits	0,025	0,035	-	
65	Autres charges de gestion courante	2,055	2,203	2,132	-3.22%
66	Intérêts et mouvements financiers	0,315	0,344	0,311	-9.59%
67	Charges exceptionnelles	0,030	0,071	0,179	252.11%
		22,169	23,164	22,447	-3.09%

En millions d'euros

- **Les charges de personnel** : malgré le transfert de personnel au Grand Dijon, ce poste ne recule que de 0.58%. L'année 2016 a en effet été marquée par l'entrée en vigueur de mesures nationales, telles que la revalorisation du point d'indice au 1^{er} juillet (+0.6%, soit 35 000 €), la mise en place de l'accord national sur les carrières et rémunérations, appliqué dans un premier temps aux catégories B (20 000 €), auxquelles s'ajoute le glissement vieillesse technicité (2% soit environ 300 000 €).

- **Les charges à caractère général** : tous les principaux postes enregistrent un recul par rapport à 2015. Cette évolution illustre l'effort engagé pour maîtriser ces charges, mais

également le transfert de compétences au Grand Dijon (voirie, éclairage public, propreté en partie).

Achats et contrats de prestations de services (articles 6042, 611, 617 à 6188, 6225 à 6228, 6241 à 6248 et 6281 à 6283)	1 386	-2.60%
Achats de fournitures (articles 60631 à 6068)	621	- 16.30%
Charges de fluides (articles 60611 à 60622)	1 183	-20.17%
Entretien et maintenance des biens mobiliers et immobiliers (articles 615...)	606	-2.57%
Publicité, publications, relations publiques (articles 623...)	127	- 40.00%
Taxes foncières (articles 635...)	118	5.35%
Télécommunications (article 6262)	79	0.00%
Affranchissement (article 6261)	53	-3.63%
Frais de déplacement, missions et réceptions (articles 625...)	87	-8.42%

En milliers d'euros

Cette volonté de contenir les charges courantes se traduit particulièrement sur les postes suivants :

- **Achats de fournitures** : dans cette catégorie, à l'exception des vêtements de travail en hausse en raison du renouvellement des équipements pour les agents du sport, les différentes lignes sont soit stables (fonds de la bibliothèque et fournitures scolaires), soit diminuent. Parmi celles-ci, à noter les fournitures d'entretien et administratives, ainsi que les fournitures pour les activités d'une part, et l'entretien du patrimoine d'autre part (articles 60633 et 6068). Pour ces dernières, cette baisse s'explique en partie par le transfert des compétences à la communauté.

- **Charges de fluides** : ce poste enregistre une baisse significative sous l'effet conjugué d'une baisse du coût de l'énergie, de la mise en concurrence des fournisseurs de gaz et d'électricité et enfin, de la renégociation des abonnements de chauffage urbain pour les principaux sites.

- **Publicité et relations publiques** : qu'ils s'agissent des insertions dans la presse ou des publications, la communication a été l'objet de toutes les attentions pour en réduire le coût. Il en est de même pour les réceptions (cf articles 625...)

Le seul poste en hausse est celui des **taxes foncières**, en raison de l'assujettissement du centre culturel dont les activités entrent dans le champ de la concurrence.

A noter que 70% de ces taxes font l'objet d'un reversement par les utilisateurs des équipements (chaufferie, réservoir d'eau, ...).

- Les **autres charges de gestion** affichent également une baisse, du fait essentiellement de la baisse des indemnités des élus, des pertes sur les créances irrécouvrables et des subventions aux associations. Cependant, il convient de rappeler qu'en 2015 était comptabilisé le versement du solde des comptes de l'ASLAC au Basket Club. Après retraitement de ces 97 000 €, l'enveloppe aux associations progresse en 2016 d'environ 70 000 €, correspondant à deux nouveaux engagements, l'un auprès de l'association de médiation sociale portée par le Grand Dijon (28 875 €) et l'autre auprès de Pirouette Cacahuète (40 000 €).

- Les **charges exceptionnelles** progressent en revanche, en raison de la régularisation, à hauteur de 90 258 €, de recettes rattachées à 2015 (TLPE, subvention CAF doublement comptée,...), et également d'une indemnisation suite à l'annulation d'un marché et du reversement au SIPLASUD du produit de la vente des bois consécutive à l'incendie de 2015.

B – Evolution des recettes réelles de fonctionnement

Par rapport à 2015, la baisse des recettes réelles est de 7.55% et hors produits exceptionnels, elle est ramenée à 3.54%.

Chaque poste évolue comme suit :

Chapitre	Nature des recettes	2014	2015	2016	Variation 2016/2015
013	Atténuation de charges	0,374	0,422	0,359	-14.92%
70	Produits des services et du domaine	1,594	1,728	1,143	-33.85%
73	Impôts et taxes	16,236	15,760	15,935	1.11%
74	Dotations, subventions	7,077	7,203	6,743	-6.38%
75	Autres produits de gestion courante	0,129	0,176	0,215	18.14%
77	Produits exceptionnels	0,509	1,139	0,039	ns
		25,920	26,429	24,434	-7.55%

En millions d'euros

Trois postes sont à l'origine de la tendance observée :

- **Les dotations, subventions et participations** accusent un recul de 6.38%, soit - 0,460 M€. Comme en 2015, cette baisse s'explique principalement par une nouvelle réfaction sur la **dotation forfaitaire** (-0,530 M€), partiellement compensée par une hausse de la **dotation de solidarité urbaine** (+0,229 M€). A cette réduction de 0,300 M€, s'ajoute celle des **compensations des exonérations fiscales** de 0,045 M€.

Quant aux **participations**, elles enregistrent également une baisse de 7%, qui s'explique par le désengagement de l'Etat sur les actions du Contrat de ville et la diminution progressive de l'aide de la CAF au titre du Contrat Enfance Jeunesse. En outre, en 2015, la CAF avait procédé à des rattrapages sur 2 années pour le service Jeunesse. Enfin, la participation de l'Etat aux emplois d'avenir évolue en fonction de l'arrêt des contrats.

Evolution des participations par nature :

		2015	2016
74712	Emplois d'avenir	130 086	116 109
74718	Etat	67 078	34 853
7472	Région	24 180	22 080
7473	Département	178 227	170 744
74751	Grand Dijon	16 398	36 276
7477	Fonds européens	91 168	89 941
7478	CAF et autres financeurs	1 116 563	1 038 886
	TOTAL	1 623 700	1 508 889

- **Les produits des services**, principalement constitués des redevances des usagers des activités, baissent, après déduction en 2015 des remboursements par le Grand Dijon dans le cadre des transferts (0.512 M€), de 6%. Toutes les activités sont concernées à des degrés divers, à l'exception des loisirs sportifs et du conservatoire.

Evolution des produits par service :

	2015	2016
Périscolaire	251 840	243 217
Petite Enfance	159 934	154 526
Accueils de loisirs	89 384	65 297
Loisirs sportifs	187 992	195 393
Jeunesse	8 919	6 793
Centre nautique	138 941	121 988
Billetterie Cèdre	116 602	91 687
Conservatoire	89 985	98 671
Bibliothèque	5 327	4 279
TOTAL	1 048 924	981 851

- **L'atténuation des charges** regroupent les remboursements de rémunérations des agents en arrêt maladie et les participations au titre des emplois aidés. Ces deux composantes sont en baisse, 31 000 € pour la première et 40 000 € pour la seconde. En ce qui concerne cette dernière, on constate, pour l'ensemble des contrats, une réduction de la base de calcul et du taux des participations et pour les chantiers école, une baisse des participants et donc des charges et par voie de conséquence, des aides.

- En revanche, **les impôts et taxes** évoluent légèrement à la hausse (+1.1%). Ce poste est constitué principalement des impôts directs, d'un ensemble de taxes (taxe sur l'électricité, TLPE et taxe additionnelle aux droits de mutation) et des reversements du Grand Dijon.

- **Le produit de la fiscalité sur les ménages**, au titre de l'année 2016, atteint 7,537 M€, en progression de 3.97%, sous l'effet de l'actualisation forfaitaire des bases (+1%), de l'évolution des taux décidée au niveau local (+3%) et enfin, des rôles complémentaires. Cette régularisation d'impôts, versée notamment par le Grand Dijon pour le centre d'entretien du tramway, abonde le produit fiscal de 77 395 €. Elle compense ainsi la perte de bases de taxe d'habitation consécutive au rétablissement de l'exonération de cette taxe pour les contribuables les plus modestes.

A ce produit fiscal, se sont ajoutés des rappels sur les contributions au titre de 2015, pour un montant de 73 889 €, dont l'essentiel concerne le Grand Dijon. Globalement, le produit fiscal s'établit à 7,611 M€, soit près de 5% d'augmentation.

- **Les autres taxes** diminuent de 13.37%, en raison principalement du recul de la taxe sur la publicité.

- Enfin, conformément au calcul d'évaluation des charges transférées, **l'attribution de compensation** versée par le Grand Dijon diminue d'environ 12 000 €, tandis que la **dotation de solidarité communautaire** reste stable à 958 257 €.

• **Les autres produits de gestion courante** augmentent de 18% grâce à une progression notable des revenus des locations de salles.

C – Les dépenses réelles d'investissement

Les dépenses d'équipement réalisées en 2016 s'élèvent à 3,123 M€ ; elles sont stables par rapport à 2015 (3,018 M€).

En 2016, la ville a porté principalement ses efforts sur :

- L'aménagement et la sécurisation des espaces publics :
 - Abords du groupe scolaire Gambetta : 0,406 M€ ;
 - Mise en sécurité du parc urbain : 0,176 M€ ;
 - Nouvelle tranche de déploiement des caméras : 0,63 M€ ;
 - Aménagement du marché Bazin : 0,32 M€.
- L'adaptation des bâtiments aux normes « handicapés » : 0,177 M€
- L'équipement numérique des écoles : 0,170 M€
- L'équipement des services : 0,327 M€
- La rénovation et la mise en conformité des bâtiments : 0,508 M€.

Les chantiers de rénovation de l'hôtel de ville (0,82 M€) et de création des vestiaires sportifs (0,43 M€) ont également été lancés.

Ce programme est complété par l'avance de trésorerie à la SPLAAD dans le cadre de la convention de prestations pour le centre commercial Saint Exupéry (1 M€), la souscription au capital de cette même société (0,625 M€) et les travaux réalisés pour le compte du Grand Dijon (0,340 M€). Ces interventions étant remboursées, une somme presque équivalente est inscrite en recettes.

Enfin, l'encours de la dette poursuivant sa décroissance (10,458 M€ contre 10,727 M€ en 2015), le remboursement du capital de la dette passe de 1,316 M€ en 2015 à 1,270 M€.

C – Les recettes réelles d'investissement

Elles s'établissent à 4,425 M€, hors excédents de fonctionnement capitalisés (compte 1068). Elles augmentent par rapport à 2015, en raison du versement cumulé des attributions de FCTVA de 2015 et 2016 et du paiement d'une partie des soldes des opérations du premier projet urbain.

Enfin, un emprunt de 1M€ a été souscrit pour financer le programme d'équipement. Son montant étant inférieur au remboursement du capital, la ville continue donc de se désendetter.

D- Les restes à réaliser

Les restes à réaliser correspondent aux dépenses et aux recettes engagées sur l'exercice clos qui seront mandatées ou recouvrées ultérieurement.

Dépenses	3 578 126.71 €
Recettes	1 982 246.44 €
Besoin de financement	-1 595 880.27 €

Le montant significatif des dépenses s'expliquent par les reports de l'essentiel des marchés de rénovation de l'hôtel de ville et ses abords et de la construction des vestiaires sportifs au stade Léo Lagrange. En outre, sont intégrés les rachats de trois propriétés portées par l'EPFL.

En recettes, pour l'essentiel, sont reportés les derniers soldes sur les subventions des opérations du projet urbain et les aides pour les vestiaires.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_016

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

AFFECTATION DU RESULTAT 2016

Le conseil municipal a arrêté les comptes de l'exercice 2016 en approuvant le Compte Administratif de la Ville qui fait apparaître les soldes suivants :

Résultat de la section de fonctionnement	7 184 220,58 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	-2 120 693,15 €
Solde des restes à réaliser	-1 595 880,27 €
Besoin de financement de la section d'investissement	- 3 716 573,42 €

Le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet d'une affectation par le conseil municipal.

En priorité, ce résultat doit être affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement est égal au solde d'exécution corrigé des restes à réaliser. Le détail des restes à réaliser est annexé au compte administratif.

Le surplus peut-être, soit reporté à nouveau et incorporé en tout ou partie dans la section de fonctionnement, soit inscrit en réserve, pour assurer le financement de la section d'investissement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2311-5,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'affecter le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2016 d'une part en réserve afin de couvrir le solde net d'exécution de la section d'investissement, d'autre part en report de fonctionnement par les écritures suivantes :

- ligne 001 - Déficit d'Investissement reporté	- 2 120 693,15 €
- solde des restes à réaliser	- 1 595 880,27 €
- cpte 1068 - Excédent de fonctionnement capitalisé	- 3 716 573,42 €
- ligne 002 - Résultat de fonctionnement reporté	3 467 647,16 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

27 POUR

3 ABSTENTIONS :

M. BRUGNOT - Mme CARLIER - M. BLANDIN

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_017

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
 M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
 M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

TAUX DES IMPÔTS LOCAUX POUR 2017

Les bases d'imposition 2017, actualisées par un coefficient forfaitaire de 0.4% voté dans la loi de finances 2017, et ajustées des variations physiques, enregistrent les évolutions suivantes :

	2016	2017	2017/2016
Taxe d'habitation	14 915 645	15 119 000	1.36%
Taxe foncier bâti	20 550 928	20 787 000	1.15%
Taxe foncier non bâti	37 676	38 100	1.13%

En raison de la prise en compte tardive du rétablissement de l'exonération de taxe d'habitation au profit des contribuables de condition modeste, les bases TH notifiées en 2016 avaient été surévaluées. Cette année, les données 2017 ont donc été comparées, non pas aux bases prévisionnelles de 2016, mais aux bases définitives issues des rôles généraux.

Il convient également de mentionner que 2017 constitue la première année de mise en œuvre de la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels, hors établissements relevant de la méthode comptable. Par un dispositif de neutralisation, la part contributive à la taxe foncière de ces locaux par rapport aux locaux d'habitation est maintenue à l'identique et ce, hors variations physiques de la matière imposable.

Les bases notifiées procureraient, à taux constants, un produit de 7 549 962 €, en augmentation de 12 622 € par rapport à celui de 2016, soit + 0.17%. Cette faible progression, d'un exercice à l'autre, s'explique par une régularisation de taxes en 2016 pour certains redevables, notamment en matière de foncier bâti. Ces bases nouvelles étant évaluées en cours d'année, elles ne sont pas intégrées aux rôles généraux.

Les compensations d'exonérations fiscales s'établiraient à 358 096 €, contre 321 644 € en 2016, soit +36 452 €. Cette hausse s'explique par celle de la compensation de l'exonération à la taxe d'habitation consécutive au retour, pour la plupart des bénéficiaires, à une situation d'exonération. Les autres compensations seraient en revanche, en nette diminution, passant de 148 000 € à 101 283 €.

Au total, les recettes d'origine fiscale progresseraient de 49 074 € par rapport à 2016, mais seraient en retrait par rapport aux prévisions 2017 (-93 000 €). L'estimation avait en effet, été élaborée sur l'hypothèse d'une revalorisation forfaitaire de 1% appliquée aux bases prévisionnelles notifiées en mars 2016.

Malgré ce contexte de contraction des ressources, il est proposé de maintenir les taux de la taxe d'habitation et des deux taxes foncières à leur niveau de 2016.

Vu l'article 1518 bis du Code général des impôts,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 24 mars 2017,

Vu le budget primitif 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De fixer les taux 2017 des impôts directs locaux comme suit :

	2016	2017
Taxe d'habitation	13,53%	13,53%
Taxe foncier bâti	26.28%	26,28%
Taxe foncier non bâti	109.02%	109,02%

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

27 POUR

3 ABSTENTIONS :

M. BRUGNOT - Mme CARLIER - M. BLANDIN

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 04/04/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_018

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2017

Par courrier en date du 15 février 2017, la Préfète de la Côte d'Or a informé le Maire de Chenôve que la commune est éligible, en 2017, à la dotation politique de la ville dont le montant s'élève, cette année, à 214 580 €.

Créée par l'article 172 de la loi de finances pour 2009 n° 2008-1425 du 27 décembre 2008, la dotation politique de la ville (ex dotation de développement urbain) vise à compléter la logique de péréquation poursuivie dans le cadre de la dotation de solidarité urbaine par un soutien renforcé aux quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Les projets financés par l'État au titre de cette dotation doivent répondre aux enjeux identifiés dans le contrat de ville du Grand Dijon et s'inscrire dans le périmètre du quartier politique de la ville ou sa périphérie conformément à la logique de « quartier vécu ».

Dans ce cadre, il est proposé d'inscrire les opérations suivantes au titre de la dotation politique de la ville 2017 :

- en investissement :

- l'équipement mobilier et informatique de la nouvelle Maison du Projet pour un montant de 36 000 € TTC,
- l'aménagement d'équipements et la requalification d'espaces publics situés au nord du quartier du Mail (groupe scolaire en Saint-Jacques, "petit" Mail, cheminement piéton entre le "petit" Mail et la rue Olympe de Gouges) pour un montant de 131 775 € TTC,

- le renouvellement de mobilier des groupes scolaires en REP + pour un montant de 6 525 € TTC,
- la poursuite du déploiement de la vidéo-protection pour un montant de 45 080 € TTC,
- la sécurisation d'équipements publics (bibliothèque, centre nautique) pour un montant de 32 300 € TTC,

- en fonctionnement :

- une action à destination de la population sur les valeurs de la République pour un montant de 65 880 € TTC,
- une action visant le rapprochement entre les demandeurs d'emploi et les entreprises Chenevilières pour un montant de 30 000 € TTC.

Le montant total des opérations proposées est estimé à 347 560 € TTC dont :

- 251 680 € TTC en investissement,
- 95 880 € TTC en fonctionnement.

La subvention sollicitée auprès de l'État, au titre de la dotation politique de la ville 2017, est de 214 580 € répartis comme suit :

- 152 760 € au titre des opérations d'investissement,
- 61 820 € au titre des opérations de fonctionnement.

Il est précisé que :

- compte tenu des délais impartis et du temps nécessaire au chiffrage des opérations par les services concernés, il n'a pas été possible de présenter lors des commissions municipales les coûts et la répartition financière de la dotation politique de la ville pour chacune des opérations,
- cependant, la liste des opérations éligibles à la dotation politique de la ville a été présentée dans toutes les commissions municipales.

Vu l'article L. 2334-41 du Code Général des Collectivités Territoriales sur la dotation politique de la ville,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 mars 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 23 mars 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les opérations au titre de la dotation politique de la ville pour l'année 2017 et leurs modalités de financement,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter auprès de l'État les subventions à percevoir et à signer tout acte ou document nécessaire à son versement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_019

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

PLAN DE DEPLOIEMENT DE NOUVELLES CAMERAS DE VIDEO PROTECTION ET VIDEO VERBALISATION – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS INTERMINISTERIEL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE 2017

S'il revient à l'État de veiller au maintien de la sécurité et de l'ordre public sur l'ensemble du territoire national, la Municipalité de Chenôve souhaite en parallèle prendre toute sa part dans la construction d'une politique dynamique de tranquillité publique autour de quatre axes forts : la prévention, la médiation, la protection des victimes et la réponse pénale.

C'est ainsi que depuis le début des années 1990 et plus fortement encore depuis septembre 2015 avec notamment la création d'une direction à part entière de la tranquillité publique, la Ville est pleinement engagée dans de multiples actions et dispositifs destinés à répondre le plus concrètement à des situations de diverses natures dans ce domaine aussi sensible que prioritaire qui impacte directement le quotidien des habitants de tous les quartiers.

C'est dans ce cadre que, par délibération du Conseil Municipal en date du 16 juin 2014, la Ville de Chenôve a adopté le principe de la mise en place d'un système de vidéo protection sans opérateur permanent associant des caméras fixes et des caméras mobiles réparties sur 4 secteurs géographiques bien délimités couvrant la totalité du territoire communal.

Le recours à un tel dispositif s'inscrivait alors dans la volonté municipale de renforcer les relations avec l'institution policière et l'autorité judiciaire en se dotant ainsi d'un moyen

supplémentaire mis au service d'une politique globale de prévention de la délinquance, tout en veillant scrupuleusement à garantir le respect des libertés individuelles et de la vie privée.

La vidéo protection, au même titre que la vidéo verbalisation, doit en effet s'entendre comme un outil complémentaire de dissuasion et d'aide à l'élucidation visant à améliorer la protection des installations publiques et de leurs abords, ainsi que la protection des personnes et des biens sur la voie publique, tout en répondant de manière plus large à une demande sociétale prégnante de lutte contre les insécurités (agressions, dégradations, rodéos, incivilités diverses,...) et les sentiments diffus qu'elles génèrent au sein de la population dont la première des libertés est justement la sécurité.

Par ailleurs, dans le contexte actuel d'état d'urgence et de sa prolongation face au risque d'attentats et à la menace terroriste, il est apparu nécessaire de renforcer visiblement la sécurité des bâtiments municipaux recevant du public, à commencer par les groupes scolaires et l'Hôtel de Ville.

Afin de répondre au mieux à ces objectifs et d'être en capacité de s'adapter à la survenance de certains phénomènes particulièrement problématiques, les incivilités routières d'une part, les regroupements en pied d'immeubles locatifs comme privés d'autre part, la Municipalité de Chenôve souhaite donc développer son dispositif actuel en se dotant de 15 nouvelles caméras fixes destinées à de la vidéo protection et de la vidéo verbalisation, caméras dont le positionnement exact a été étudié en concertation étroite avec les services de la Police Nationale.

Le coût total de ces opérations s'élève à 99 431,22 € H.T. réparti de la sorte :

- Acquisition caméras	67 446,09 € HT
- Licences logicielles	3 647,63 € HT
- Alimentation électrique permanente des candélabres	28 337,50 € HT

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 mars 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter le principe de ce plan de déploiement et d'autoriser Monsieur le Maire à faire procéder à l'installation de ces caméras fixes,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter l'État au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance 2017 à hauteur de 40% des dépenses éligibles dans le cadre de cette subvention,

ARTICLE 3 : Et plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire, à l'effet de prendre tous actes et effectuer toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions

par :

VOTES

28 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. BRUGNOT - Mme CARLIER

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

ZAC CENTRE VILLE - APPROBATION DU COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL ARRÊTE AU 30 JUIN 2016

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté "Centre Ville" par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement signée le 16 décembre 2009. Le dossier de réalisation de ladite ZAC a été approuvé par délibération du conseil municipal le 11 avril 2011.

En application de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme et conformément à l'article 17 de la convention de concession d'aménagement, la SPLAAD a adressé le 7 décembre 2016 à la collectivité le compte de résultat prévisionnel de l'opération arrêté au 30 juin 2016 pour examen et approbation.

Approuvé par le conseil d'administration de la SPLAAD du 29 novembre 2016, le compte de résultat prévisionnel annexé à la présente délibération comprend notamment :

- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales,
- Le programme physique de l'opération,
- L'état des dépenses et recettes prévisionnelles (en HT) et leur variation par rapport au dernier bilan approuvé,
- L'état prévisionnel de trésorerie.

L'état prévisionnel des dépenses fait apparaître une augmentation de 2 715 915 € HT liée

aux nouvelles missions de la SPLAAD relatives à l'acquisition, le portage, la commercialisation et la gestion des cellules commerciales du rez-de-chaussée de la résidence Cour Margot.

Il est rappelé au conseil municipal que ces nouvelles missions ont fait l'objet d'un quatrième avenant à la Convention de Prestations Intégrées (CPI) conclue avec la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement "ZAC Centre Ville" dont la signature a été autorisée par délibération du conseil municipal du 2 mai 2016.

L'état prévisionnel des recettes fait apparaître une augmentation de 2 715 915 € HT correspondant aux recettes locatives et à la cession à terme des cellules commerciales acquises par la SPLAAD en rez-de-chaussée de la résidence Cour Margot.

Le montant global de l'opération "ZAC Centre Ville" s'élève à 14 624 823 € HT.

L'examen du compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2016, montre que l'opération est globalement maîtrisée sans augmentation de la participation de la collectivité, soit 3 337 098 € TTC (montant TTC du fait de l'assujettissement de la participation de la collectivité à la TVA).

Considérant le présent exposé,

Vu l'article L300-5 du Code de l'urbanisme,

Vu le compte de résultat prévisionnel couvrant la période du 30 juin 2015 au 30 juin 2016,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le compte de résultat prévisionnel de la ZAC Centre Ville arrêté au 30 juin 2016.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 04/04/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

ZAC CENTRE VILLE

**COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL
ARRETÉ AU 30 JUIN 2016**

**SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE
"AMÉNAGEMENT
DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE"**

AMÉNAGEURS DURABLES



CHENOVE – ZAC CENTRE VILLE
Compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2016

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017 
ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_020-DE

ZAC CENTRE VILLE

SOMMAIRE

PREAMBULE

1° - Note de conjoncture

2° - Programme physique de l'opération

3° - État des dépenses et des recettes prévisionnelles (en HT) et variation par rapport au dernier bilan approuvé

4° - État prévisionnel de trésorerie

5° Annexes



CHENOVE – ZAC CENTRE VILLE
Compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2016

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017
ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_020-DE

NOTE SUR LES DATES D'ARRETE DU CRAC

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLAAD réunie le 19 décembre 2012, les actionnaires, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, ont décidé de modifier les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable.

La SPLAAD, qui auparavant clôturait ses comptes au 31 décembre les présentera désormais sur un exercice couvrant la période allant du 1er juillet au 30 juin.

De ce fait, l'exercice social en cours à la date de la décision de modification était un exercice de 18 mois allant du 1er janvier 2012 au 30 juin 2013.

Par dérogation aux stipulations des articles des conventions de concession d'aménagement signées avec les Collectivités Territoriales, il a été convenu, entre les contractants, que les Comptes Rendus Annuels aux Collectivités (C.R.A.C.) seront arrêtés à la date du 30 juin et donc diffusés courant du dernier trimestre civil.

L'établissement d'un CRAC par une SPL est obligatoire, même dans le cas où la collectivité contractante ne participe pas financièrement à l'opération. La SPL est responsable des informations adressées à la collectivité concédante. L'examen du CRAC doit être mis à l'ordre du jour de la réunion de l'assemblée délibérante de la collectivité, qui doit l'approuver par un vote.

Les prévisions étant désormais établies sur des exercices allant du 1er juillet au 30 juin de chaque année, il pourra y avoir une distorsion avec les engagements d'avances de trésorerie ou de versements de participations par rapport aux montants prévus au budget des collectivités territoriales qui, elles, présentent les comptes sur des exercices civils.

PREAMBULE

Le quartier du Mail de Chenôve fait l'objet d'un Projet de Rénovation Urbaine (PRU) au titre de la politique de la ville (dossier ANRU). Le PRU a pour principaux objectifs de rééquilibrer et diversifier l'offre de logements, de désenclaver le quartier, de réussir son intégration urbaine ainsi que son ouverture visuelle et fonctionnelle.

L'ambition du PRU a été traduite par la Ville qui a mis en place un plan guide de rénovation urbaine, déclinant ses objectifs sur le plan de la forme urbaine en déterminant les éléments fondamentaux retenus pour l'image et le cadre de vie du quartier.

Le plan guide de rénovation urbaine a défini à l'échelle du quartier deux espaces publics structurants dont le plus important en superficie s'étend des abords de la mairie jusqu'au cours du Général de Gaulle. A l'intérieur de ce périmètre se localise la ZAC Centre Ville, celle-ci a été initiée par la Municipalité de Chenôve qui s'est engagée depuis plusieurs années dans un ambitieux programme de rénovation urbaine. L'ambition de la Municipalité est de transformer profondément et durablement le cadre de vie des habitants en dotant Chenôve d'un centre-ville et en transformant le quartier du mail.

Ainsi, le 22 septembre 2008, le Conseil Municipal a décidé de créer la ZAC Centre Ville et a approuvé dans le même temps, le bilan de la concertation publique préalable qui s'est tenue du 18 février au 25 juillet 2008 inclus.

✎ Pour atteindre ses ambitions, la Ville de CHENOVE a décidé :

- Par délibération en date du 12 mars 2009 de mettre en œuvre ce projet d'aménagement, dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme.
- Par délibération en date du 28 septembre 2009 de désigner la SPLAAD en qualité d'Aménageur et de lui confier, en application des dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.
- Par délibération en date du 2 mai 2016 de confier de nouvelles missions à la SPLAAD et de prolonger la durée de la CPI de 5 années portant son terme au 24 décembre 2024. Cela a été traduit dans l'avenant n°4 signé le 24 mai 2016.

Par délibération du 24 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°1 à la convention de prestations intégrées portant modification des modalités d'imputation des charges de l'aménageur, de la transformation de la SPLAAD en Société Publique Locale et intégrant les nouvelles dispositions relatives à la gouvernance de la société.

Par délibération du 17 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°2 prenant en compte l'évolution de la participation financière de la collectivité à l'opération d'aménagement et modifiant les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLAAD en séance du 19/12/12.

Un 3^{ème} avenant a été notifié le 02 avril 2015 pour prendre en compte l'évolution de la participation de la Collectivité à l'opération d'aménagement.

Par délibération du 2 mai 2016, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°4 à la convention de prestations intégrées complétant les missions et la nature des tâches confiés à l'Aménageur, à savoir :

- L'acquisition, le portage, la commercialisation et la gestion des cellules commerciales sur plusieurs années, jusqu'à ce qu'un investisseur rachète cet ensemble immobilier.

Cet avenant a également prolongé de 5 années la durée de la concession portant son terme au 24 décembre 2024.

1. Note de conjoncture

1.1. Réalisation

- Foncier

En 2010 a été acquise par voie amiable une maison individuelle située au 11 rue Changenet, parcelle AA 83, pour un montant de 246 840€.

En 2011 a été acquise par voie amiable une maison individuelle située au 10 rue Changenet, parcelle AB 118, pour un montant de 240 000€.



CHENOVE – ZAC CENTRE VILLE
Compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2016

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017
ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_020-DE

En 2012 ont été acquis par voie amiable les terrains de l'Opac de Dijon, ancienne emprise des immeubles démolis, Charcot, Peguy et Rude et une petite parcelle de la Scic Habitat nécessaire pour un élargissement de voirie.

En 2013, une part importante des terrains de la Collectivité a été cédée à la SPLAAD pour un euro symbolique. La valeur des terrains (1 705 040 €) n'est pas comptabilisée dans le Crac.

En février 2015, la SPLAAD a acquis la Maison de la Danse auprès de la Ville de CHENOVE, parcelle cadastrée AB 120 d'une superficie de 591m² pour la somme de 1€.

Aucune acquisition n'a été enregistrée sur l'exercice.

Le montant global des acquisitions au 30 juin 2016, honoraires extérieurs compris est ainsi de 605 325 € HT.

- Travaux

Depuis 2011, les travaux suivants ont été réalisés :

- La démolition des bâtiments des affaires scolaires, du CCAS, du centre social Armand Thibault et de la maison individuelle située au 11 rue Changenet,
- Le dévoiement du réseau gaz situé sous le Boulevard BRANLY,
- Le dévoiement du réseau de chaleur qui était sur l'emprise du futur équipement culturel (le Cèdre),
- Les premiers travaux d'espaces publics (terrassement de la place et mise en œuvre du bassin d'eaux pluviales, aménagement carrefour Changenet/ Tassigny),
- Des travaux de dévoiements ou de raccordements de réseaux de moindre importance (financièrement)
- Les travaux d'aménagement des espaces publics avec la place du Cèdre et sa fontaine, la rue Changenet, la viabilisation des îlots A à D avec l'aménagement de la cour urbaine,
- Réaménagement du boulevard Tassigny et de la rue Armand Thibault,
- Réalisation des deux premiers gradins et de l'escalier reliant la ZAC au Centre Commercial St Exupéry,
- Réalisation des plantations, des prairies fleuries pour les îlots C & D et des espaces verts (îlot K et les premiers gradins)

Sur l'exercice du 01 juillet 2015 au 30 juin 2016, la rampe PMR provisoire le long de l'équipement culturel du Cèdre a été réalisée à l'été 2015 et remis à la collectivité au mois d'octobre 2015. La période d'entretien des espaces verts est venue s'achever au 31 mars 2016.

Sur l'exercice prochain, il n'est pas prévu de travaux d'aménagement, seul l'entretien des prairies fleuries des îlots C et D.

Le montant global des travaux pour la période du 01/07/15 au 30/06/16 est de 220 148,30€ HT et le montant cumulé depuis le début de l'opération est de 5 101 657,69€ HT soit un montant de 6 112 299,38€ TTC.



CHENOVE – ZAC CENTRE VILLE
Compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2016

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017
ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_020-DE

1.2. Commercialisation

En 2011 et 2012, aucune vente n'a été opérée.

En 2013 une promesse de vente a été signée avec BATIMIG et la Sarl BVM sur l'îlot A de la ZAC pour la construction de 4160 m² de surface de plancher et de 1 460 m² de surface GLA. La signature de l'acte authentique était prévue avant le 31 décembre 2013.

Le 6 juin 2014, l'îlot A a été vendu à la SCCV Les Pressoirs pour un montant de 1 332 000 € HT soit un montant de 1 598 400 € TTC.

Le 29 juillet 2014, une promesse synallagmatique de vente a été signée pour l'îlot B entre la SPLAAD et la SCCV « Le Chapitre ».

Sur l'exercice 01/07/2015 au 30/06/2016, un avenant de résiliation à la promesse synallagmatique de vente a été signée le 15 juin 2016 pour l'îlot B entre la SPLAAD et la SCCV « Le Chapitre ».

Un contrat de réservation en l'état futur d'achèvement entre la SPLAAD et la SCCV Les Pressoirs a été signé le même jour au profit de la SPLAAD, pour l'acquisition des rdc commerciaux du programme « Cour Margot » pour un montant de 2 057 000€ HT pour 1461,13 m² et 10 places de stationnement en sous-sol.

Les échéanciers de livraison des opérations logements sont les suivants :

- Ilot A : 1^{er} semestre 2018
- Ilot B : fin 2020
- Ilot E : fin 2020 / 2021
- Ilot D : fin 2021
- Ilot C : fin 2022
- Ilots à l'est du tram : au-delà

1.3. Commentaires sur le compte de résultat prévisionnel

Le compte de résultat prévisionnel et l'état prévisionnel des produits et des charges actualisés de ZAC CENTRE VILLE arrêtés au **30/06/2016** à partir des éléments comptables constatés à cette même date ; il fait apparaître des modifications par rapport au compte de résultat et à l'état prévisionnel du précédent exercice.

Il est à noter l'évolution majeure avec l'acquisition, le portage, la commercialisation et la gestion des rdc commerciaux du programme immobilier « Cour Margot » - îlot A, jusqu'à ce qu'un investisseur rachète l'ensemble immobilier. .

1.3.1 – Les dépenses

	variation en €
ETUDES GENERALES	-
FONCIER	1 906 021
AMENAGEMENT DES SOLS	-
TRAVAUX	299 182
HONORAIRES TECHNIQUES	-
FRAIS FINANCIERS	99 696
REMUNERATION SPL	260 954
FRAIS ANNEXES	150 062
FRAIS DE COMMERCIALISATION	-
FRAIS DE COMMUNICATION-GOUVERNANCE	-
SOLDE TVA	-
VARIATION DES DEPENSES	2 715 915

L'ensemble des augmentations de poste est dû aux nouvelles missions dévolues à l'Aménageur dans le cadre de l'avenant n°4, signé en mai 2016, à savoir :

- L'acquisition, le portage, la commercialisation et la gestion des cellules commerciales sur plusieurs années, jusqu'à ce qu'un investisseur rachète cet ensemble immobilier.

➤ **Etudes générales**

Pas d'évolution

➤ **Foncier**

L'évolution fait apparaître une forte augmentation de 1 906 021 € HT, correspondant à l'acquisition des rdc commerciaux du programme immobilier « Cour Margot » - îlot A au bénéfice de la SCCV Les Pressoirs.

➤ **Aménagement des sols**

Pas d'évolution

➤ **Travaux**

L'augmentation de 299 182 € HT pour ce poste correspond aux travaux d'aménagements intérieurs des cellules commerciales de l'îlot A.

➤ **Honoraires techniques**

Pas d'évolution



CHENOVE – ZAC CENTRE VILLE
Compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2016

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017
ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_020-DE

➤ **Frais Financiers**

Cette augmentation de 99 696 € HT est induite par les frais engendrés par la mise en place d'un crédit d'un montant de 3 000 000€ venant couvrir les coûts d'acquisition, de portage et d'aménagement des cellules commerciales achetées à la SCCV Les Pressoirs.

➤ **Rémunération Spla**

La rémunération de la SPLAAD augmente en corrélation avec les nouvelles missions q dévolues au titre de l'avenant n°4. Cette augmentation est chiffrée à 260 954 €, suite à l'ajustement des dépenses et des recettes.

➤ **Frais annexes**

Ce poste est en augmentation de 150 062€ HT suite aux nouvelles missions confiées et notamment aux frais de gestion des cellules.

➤ **Frais de commercialisation**

Pas d'évolution

➤ **Frais de communication – Gouvernance participative**

Pas d'évolution

L'état prévisionnel des dépenses fait apparaître une augmentation de 2 715 915 € HT liée aux nouvelles missions dévolues à la SPLAAD dans le cadre de l'avenant n°4. Le cumul des dépenses au 30/06/2016 s'élève à 8 608 288 Euros TTC.

1.3.2. Les Recettes

CESSIONS - Habitat	-
CESSIONS- Activités économiques	2 216 224
CESSIONS - Stationnement	
SUBVENTIONS	-
PRODUITS FINANCIERS ET DIVERS	499 692
RECETTES ISSUES DU CONCEDANT	-
VARIATION DES RECETTES	2 715 915

➤ Cessions

Ce poste augmente de 2 216 224€ HT avec la vente des rez-de-chaussés commerciaux à un investisseur.

➤ Produits Financiers

L'opération dégage un produit financier d'un montant de 499 692 €, correspondant à 2,5 années de loyers pour les cellules commerciales du rdc du programme «Cour Margot».

➤ Subventions

Pas d'évolution

L'état prévisionnel des recettes fait apparaître une augmentation de 2 715 915 € HT liée aux nouvelles missions dévolues à la SPLAAD dans le cadre de l'avenant n°4. Le cumul des dépenses au 30/06/2016 s'élève à 6 845 609 Euros TTC.

➤ Participation à l'opération d'aménagement

Rappel du Crac 2011 :

L'instruction fiscale 3 A-7-06 du 16 juin 2006 a précisé le régime fiscal des participations versées aux aménageurs pour mettre en conformité la législation française avec deux récentes décisions jurisprudentielles nationales et européennes.

Selon les décisions traduites par l'instruction, pour qu'une subvention (ou participation) soit taxable, elle doit être :

- soit la contrepartie de la livraison d'un bien ou d'un service (cas de la cession par acte des équipements publics de l'opération),
- soit le complément de prix d'une activité imposable à la TVA (cas où le prix de cession des terrains à un tiers est inférieur à la valeur du marché. On peut alors clairement identifier une subvention complément de prix, taxable).

Lorsqu'on apporte une réponse négative à ces deux points, la subvention n'est pas imposable à la TVA.



CHENOVE – ZAC CENTRE VILLE
Compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2016

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017
ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_020-DE

Subvention globale

Le montant de la subvention globale vient équilibrer la participation de la Collectivité après la prise en compte des postes « Participation complément de prix » et « Participation acquisition foncière »

Ce poste n'évolue pas par rapport à l'exercice précédent, malgré les nouvelles missions et tâches dévolues à la SPLAAD dans l'avenant n°4.

Aucun versement n'est prévu sur le prochain exercice.

Cession des équipements publics

Il n'y a pas de cession valorisée des équipements publics.

Complément de prix

Pas d'évolution.

Participation pour complément acquisition / apport en nature

Pas d'évolution

Conclusion sur la participation de la ville de Chenôve à l'opération

L'introduction d'une subvention complément de prix assujettie à la TVA implique de raisonner en TTC pour calculer le montant de la participation globale de la Ville.

Le montant TTC de la participation communale prévisionnelle s'élève à 3 337 098€ TTC, et n'évolue pas.

Etat de la trésorerie :

Le maintien du niveau des frais financiers a nécessité le versement de deux avances de 500 000 euros, la première en septembre 2014 et la seconde en novembre 2015.

Pour information, un financement sous la forme d'une ouverture de crédit sera mis en place pour l'acquisition, le portage, l'aménagement et la gestion des cellules commerciales de la Cour Margot (Ilot A).

1.3.3. Perspectives : Avenant n°5 à la convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement

La convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement pour la ZAC « Centre-Ville » a été signée le 16/12/2009 et notifiée à la SPLAAD le 21/12/2009. Un avenant n°4 signé le 24 mai 2016 prolongeant de 5 années la durée initiale de la concession fixée à 10 ans. Le terme de la concession est donc fixé au 24 décembre 2024.



CHENOVE – ZAC CENTRE VILLE
Compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2016

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017
ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_020-DE

Conformément aux dispositions de l'avenant n°1 de la convention de prestations intégrées, l'Aménageur perçoit des forfaits de gestion dans le cadre de sa rémunération qui correspondent à 50% de sa rémunération totale (hors forfaits d'études) et qui sont étalés sur la durée de la convention.

Ces forfaits ont été fixés sur la base de la rémunération attachée au bilan prévisionnel approuvé dans le cadre de l'approbation du dossier de réalisation.

Or, depuis l'approbation du dossier de réalisation et des modalités financières de l'opération, les dépenses et recettes ont évolué, changeant la base de la rémunération globale sans toutefois changer l'assiette de calcul des forfaits de gestion. Une distorsion apparaît donc et mérite d'être périodiquement corrigée.

Il est en conséquence proposé d'établir un avenant n°5 ayant pour objet de recalculer les forfaits de gestion sur la base du CRAC qui sera dressé sur la base de l'arrêté des comptes au 30/06/2017 et d'appliquer ces nouveaux forfaits de gestion recalés à compter du 01/07/2017.

Afin également d'éviter que dans le temps un écart trop important entre forfaits de gestion et évolution de la rémunération globale n'apparaisse, il est proposé que tous les 5 ans à compter du 30/06/2017, les forfaits de gestion soit réajustés.

Il est bien précisé que ce réajustement des forfaits n'a pas pour effet d'augmenter ou de diminuer la rémunération globale de l'Aménageur approuvée dans son évolution chaque année au travers des CRAC mais de lisser les forfaits sur la durée de l'opération.

2. Programme Physique de l'opération

2.1. Bilan des surfaces

SUPERFICIE CADASTRALE DU PERIMETRE	30 000 m²
---	-----------------------------

* Aménagement

▣ Emprises publiques créées	13 667 m ²
▣ "Erreur cadastre"	0 m ²
▣ Surfaces cessibles	16 333 m ²

30 000 m²

Hors périmètre	10 700 m²
-----------------------	-----------------------------

Bd de Tassigny	2 600 m ²
Rue Claude Chappe /Druet	1 300 m ²
Sud du Boulevard Branly	1 500 m ²
Rue Armand Thibaut	5 300 m ²

2.2. État de la commercialisation au 30 juin 2016

numéro lot	surface plancher globale (logements/commerces) en m ²	surface vendue	reste à vendre
Ilot A	5 620	5 620	0
Ilot B	3 188	0	3 188
Ilot C	3 840	0	3 840
Ilot D	2 975	0	2 975
Ilot E	5 700	0	5 700
Ilot F	1 330	0	1 330
Ilot G	1 400	0	1 400
Ilot H	1 330	0	1 330
Ilot K	5 249	0	5 249
Cellules commerciales – îlot A	1 385	0	1 385

L'îlot A a été vendu le 6 juin 2014 à la SCCV « Les Pressoirs ».

La promesse synallagmatique de vente signée le 29 juillet 2014 pour l'îlot B avec la SCCV « Le Chapitre » a été résiliée le 15 juin 2016.

3. État des dépenses et des recettes prévisionnelles (en HT) et variation par rapport au dernier bilan approuvé

3.1. Compte de résultat prévisionnel (en H.T.)

DEPENSES	%	Euros HT	TVA	TTC
ETUDES GENERALES	2%	320 331	63 336	383 667
FONCIER	30%	4 385 319	587 944	4 973 263
AMENAGEMENT DES SOLS	2%	269 600	52 842	322 442
TRAVAUX	47%	6 803 789	1 351 503	8 155 291
HONORAIRES TECHNIQUES	5%	802 525	157 454	959 979
FRAIS FINANCIERS	3%	388 163	61 048	449 211
REMUNERATION SPL	8%	1 207 644	0	1 207 644
études		60 000 €	-	60 000
acquisition		49 733 €	-	49 733
réalisation		471 886 €	-	471 886
commercialisation		541 600 €	-	541 600
liquidation		84 426 €	-	84 426
FRAIS ANNEXES	2%	227 452	27 218	254 670
FRAIS DE COMMERCIALISATION	1%	150 000	29 402	179 402
FRAIS DE COMMUNICATION-GOUVERNANCE	0%	70 000	14 000	84 000
SOLDE TVA	0%		0	0
TOTAL DES DEPENSES	100%	14 624 823	2 344 746	16 969 568

RECETTES	%	Euros HT	TVA	TTC
CESSIONS	47%	6 940 518	1 388 104	8 328 622
Locatif Social		-	-	-
Accession Sociale		-	-	-
Accession Libre		4 214 500	842 900	5 057 400
Autre		-	-	-
Sous - Total Habitat		4 214 500	842 900	5 057 400
Commerces		2 726 018	545 204	3 271 222
Equipement culturel		-	-	-
Activités Économiques - Activités industrielles-logistiques		-	-	-
Activités Économiques - Activités artisanales		-	-	-
Sous - Total Activités Économiques		2 726 018	545 204	3 271 222
Stationnement en surface		-	-	-
Stationnement en ouvrage		-	-	-
Sous - Total Stationnement		-	-	-
SUBVENTIONS	27%	3 946 324	-	3 946 324
Région		1 990 960	0	1 990 960
Grand Dijon		423 937	0	423 937
ANRU		1 531 427	0	1 531 427
PRODUITS FINANCIERS ET DIVERS	4%	519 883	103 975	623 858
RECETTES ISSUES DU CONCEDANT	22%	3 218 098	119 000	3 337 098
Subvention globale		2 474 988	0	2 474 988
Cession équipements généraux		0	0	0
Participation complément de prix		595 000	119 000	714 000
Participation acquisition foncière		148 110	0	148 110
TOTAL DES RECETTES	100%	14 624 823	1 611 079	16 235 901
SOLDE TVA		0	-733 667	-733 667
SOLDE RECETTES - DEPENSES		0	-733 667	-733 667

3.2. Variation des dépenses et des recettes prévisionnelles (en H.T.)

DEPENSES	Bilan Actualisé N	Bilan Actualisé N-1	écart
ETUDES GENERALES	320 331	320 331	0
FONCIER	4 385 319	2 479 299	1 906 021
AMENAGEMENT DES SOLS	269 600	269 600	0
TRAVAUX	6 803 789	6 504 606	299 182
HONORAIRES TECHNIQUES	802 525	802 525	0
FRAIS FINANCIERS	388 163	288 467	99 696
REMUNERATION SPL	1 207 644	946 690	260 954
études	60 000	60 000	0
acquisition	49 733	25 185	24 547
réalisation	471 886	453 878	18 008
commercialisation	541 600	340 149	201 451
liquidation	84 427	67 477	16 949
FRAIS ANNEXES	227 452	77 390	150 062
	0	0	
FRAIS DE COMMERCIALISATION	150 000	150 000	0
	0	0	
FRAIS DE COMMUNICATION-GOUVERNANCE	70 000	70 000	0
SOLDE TVA	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES	14 624 823	11 908 908	2 715 915

RECETTES	Bilan Actualisé N	Bilan Actualisé N-1	écart
CESSIONS	6 940 518	4 724 294	2 216 224 €
Locatif Social	-	-	
Accession Sociale	-	-	
Accession Libre	4 214 500	4 214 500	0 €
Autre	-	-	0 €
<u>Sous - Total Habitat</u>	<u>4 214 500</u>	<u>4 214 500</u>	<u>0 €</u>
Commerces	2 726 018	509 794	2 216 224 €
Autre	-	-	0 €
Activités Économiques - Activités industrielles-logistiques	-	-	0 €
Activités Économiques - Activités artisanales	-	-	0 €
<u>Sous - Total Activités Économiques</u>	<u>2 726 018</u>	<u>509 794</u>	<u>2 216 224 €</u>
Stationnement en surface	-	-	0 €
Stationnement en ouvrage	-	-	0 €
<u>Sous - Total Stationnement</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>0 €</u>
SUBVENTIONS	3 946 324	3 946 324	0 €
Région	1 990 960	1 990 960	0 €
Grand Dijon	423 937	423 937	0 €
ANRU	1 531 427	1 531 427	0 €
PRODUITS FINANCIERS ET DIVERS	519 883	20 191	499 692 €
	0	0	
RECETTES ISSUES DU CONCEDEANT	3 218 098	3 218 098	0 €
Subvention globale	2 474 988	2 474 988	0 €
Cession équipements généraux	0	0	0 €
Participation complément de prix	595 000	595 000	0 €
Participation acquisition foncière	148 110	148 110	0 €
TOTAL DES RECETTES	14 624 823	11 908 908	2 715 915 €
SOLDE RECETTES - DEPENSES	0	0	0

4. État prévisionnel de trésorerie

INTITULE	réalisé TTC au 30/06/2016	FIN JUIN 2017	FIN JUIN 2018	FIN JUIN 2019	Années ult.	TOTAL du BILAN REVISE EN €/TTC
DEPENSES EN TTC						
ETUDES	216 520	21 000	31 495	0	114 652	383 667
Etudes générales	216 520	21 000,00	31 495	0,00	114 652,12	383 667
FONCIER	626 976	2 603 364	799 373	328 412	615 138	4 973 263
Acquisitions	584 981	2 490 894	779 880	318 902	596 701	4 771 358
Frais annexes	41 995	61 710	19 493	9 510	17 790	150 498
Indemnités	0	50 760	0	0	647	51 407
LIBERATION DES SOLS	184 609	0	0	0	137 833	322 442
Libération des sols	184 609	0	0	0	137 833	322 442
TRAVAUX	6 895 588	84 861	985 187	530 661	618 973	9 115 271
Travaux	6 112 299	72 000	985 187	468 000	517 805	8 155 291
Honoraires	783 289	12 861	0	62 661	101 168	959 979
FRAIS FINANCIERS	83 154	51 000	61 726	32 400	220 931	449 211
Intérêts sur emprunts à L. T.	0	0	0	0	0	0
Intérêts sur avances à C. T.	83 154	51 000	61 726	32 400	220 931	449 211
REMUNERATION SPL	503 405	47 543	89 608	92 455	474 633	1 207 644
rémunération SPL	503 405	47 543	89 608	92 455	474 633	1 207 644
FRAIS ANNEXES	53 294	8 206	6 906	5 970	180 294	254 670
Impôts et taxes	20 151	3 000	3 000	3 000	45 849	75 000
Autres frais non taxables	7 065	2 182	2 082	2 082	1 711	15 122
Autres frais taxables	26 077	3 024	1 824	888	132 734	164 547
FRAIS DE COMMERCIALISATION	44 742	36 000	36 000	36 000	32 659	179 402
GOVERNANCE PARTICIPATIVE	0	20 325	20 325	20 325	23 025	84 000
Maison des projets	0	0	0	0	2 700	2 700
autres frais de communication	0	20 325	20 325	20 325	20 325	81 300
TOTAL DES DEPENSES ANNUEL	8 608 288	2 872 300	2 030 619	1 040 223	2 418 138	16 969 568
TOTAL DES DEPENSES CUMUL	8 608 288	11 480 588	13 511 207	14 551 430	16 969 568	
RECETTES EN TTC						
CESSIONS	1 598 400	0	718 560	835 500	5 176 162	8 328 622
Locatif Social	0	0	0	0	0	0
Accession Sociale	0	0	0	0	0	0
Accession Libre	1 248 000	0	672 000	661 500	2 475 900	5 057 400
Autre	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Habitat	1 248 000	0	672 000	661 500	2 475 900	5 057 400
Commerces	350 400	0	46 560	174 000	2 700 262	3 271 222
Equipement culturel	0	0	0	0	0	0
Activités Economiques - Activités industrielles-logistiques	0	0	0	0	0	0
Activités Economiques - Activités artisanales	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Activités Economiques	350 400	0	46 560	174 000	2 700 262	3 271 222
Stationnement en surface	0	0	0	0	0	0
Stationnement en ouvrage	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Stationnement	0	0	0	0	0	0
PRODUITS FINANCIERS & DIVERS	25 538	0	0	239 328	358 992	623 858
Produits financiers	0	0	0	0	0	0
Produits divers	25 538	0	0	239 328	358 992	623 858
SUBVENTIONS	3 298 671	0	80 000	567 653	0	3 946 324
Région	1 990 960	0	0	0	0	1 990 960
Grand Dijon	423 937	0	0	0	0	423 937
ANRU	883 774	0	80 000	567 653	0	1 531 427
RECETTES ISSUES DU CONCEDANT	1 923 000	0	0	18 090	1 396 008	3 337 098
Subvention globale	1 923 000	0	0	0	551 988	2 474 988
Cession équipements généraux	0	0	0	0	0	0
Participation complément de prix	0	0	0	0	714 000	714 000
Participation acquisition foncière	0	0	0	18 090	130 020	148 110
TOTAL DES RECETTES ANNUEL	6 845 609	0	798 560	1 660 571	6 931 162	16 235 901
TOTAL DES RECETTES CUMUL	6 845 609	6 845 609	7 644 169	9 304 740	16 235 901	
SOLDES ANNUELS avant financement	-1 762 679	-2 872 300	-1 232 059	620 348	4 513 023	-733 667
SOLDES CUMULES avant financement		-2 872 300	-4 104 359	-3 484 011	1 029 012	

Bilan prévisionnel et plan de trésorerie actualisés

INTITULE	réalisé TTC au 30/06/2016	FIN JUIN 2017	FIN JUIN 2018	FIN JUIN 2019	Années ultérieures	TOTAL du BILAN REVISE EN €/HT
MOYENS DE FINANCEMENT	1 000 000	2 300 000	700 000	0	-4 000 000	0
Mobilisation d'emprunts	0	2 300 000	700 000	0	0	3 000 000
Amortissement d'emprunts	0	0	0	0	-3 000 000	-3 000 000
Avances bancaires				0	0	0
Remboursement d'avances			0	0	0	0
Avances collectivités	1 000 000	0	0		0	1 000 000
Remboursement Avances collectivités	0	0	0	0	-1 000 000	-1 000 000
T.V.A.						
T.V.A. sur les dépenses	1 235 334	469 929	319 549	104 281	215 652	2 344 746
T.V.A. sur les recettes	270 657	0	119 760	179 138	1 041 526	1 611 080
T.V.A. réglée à l'Etat						0
T.V.A. remboursée par l'Etat						0
Solde de T.V.A.	964 678	469 929	199 789	-74 857	-825 872	733 666
SOLDE DE TRESORERIE ANNUEL	201 998	-102 371	-332 270	545 491	-312 849	
SOLDE DE TRESORERIE CUMULE	201 998	99 628	-232 642	312 849	0	0

5. ANNEXES

Annexe 1 : Liste des acquisitions réalisées au 30/06/2016

Annexe 2 : Plan de commercialisation

Annexe 3 : Tableau des subventions

ANNEXE 1 : Liste des acquisitions réalisées au 30/06/2016

PROPRIETAIRES	COMMUNES	CADASTRE		SURFACE			PRIX GLOBAL D'ACQUISITION	DATE ACTE	OBSERVATIONS
		Sect.	N°	ha	a	ca			
	Chenove								
ACQUISITIONS 1ère PHASE									
BENALLA		AA	83	00	03	82	246 840,00 €	27/09/2010	
BAILLY		AB	118	00	06	56	240 000,00 €	22/12/2011	
SCIC Habitat	AA	142	00	00	58	1 740,00 €	11/01/2012		
OPAC	AI	146- 148- 150 228- 230 -233 166- 170 -171 -172	00	31	84	83 600,00 €	07/08/2012		
Terrains Ville	AA	84 - 85 - 143 -144 - 145 - 146 - 147	01	64	20	1,00 €	11/01/2013	valeur : 1 075 040 €	
Terrains Ville	AI	23 - 114 - 168 - 221 - 222 - 223 - 225 - 226 - 227 - 229 - 231 - 232 - 234 - 235 - 236 - 237 - 238 - 239 - 241 - 242 - 243 - 244 - 246 - 246 - 247 - 248 - 249 - 250 - 241		67	72				
Terrains Ville	AB	119			44				
Terrains Ville	AB	120		05	91	1,00 €	05/02/2015		
			2	75	16	572 182,00 €			

Affiché le

ID : 021-2

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
 Reçu en préfecture le 04/04/2017
 Affiché le 04/04/2017
 ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_020-DE

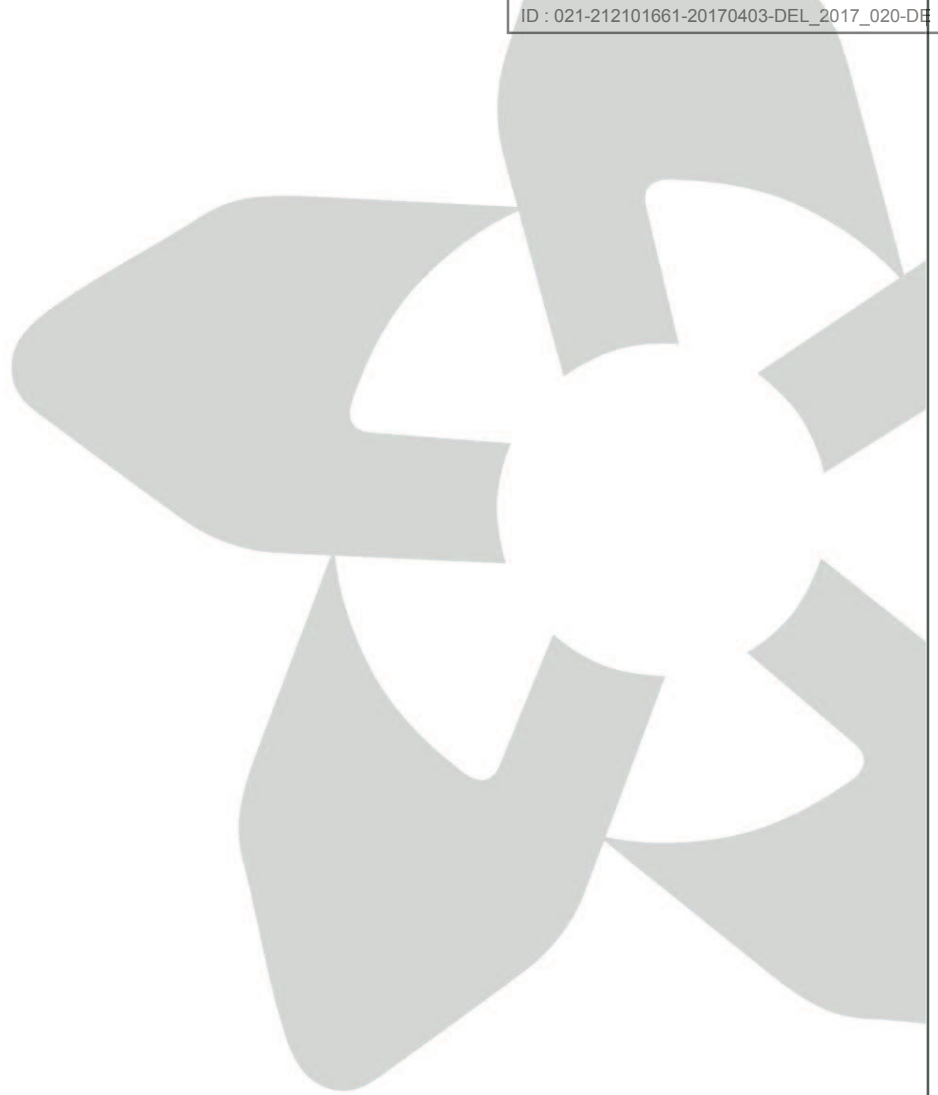
ANNEXE 2 : Plan de commercialisation



ANNEXE 3 : Tableau des subventions

ZAC CENTRE VILLE - CHENOVE - TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS

	Remarques	Financement dossier réalisation	Financement actualisé	Financement notifié	Réalisé 30/06/2016	2017	2018	Au-delà
SUBVENTIONS								
ANRU	Financement actualisé sur base Av n°4	1 237 121	1 531 427	1 531 427	883 774	80 000	567 653	
FEDER	Sans objet							
REGION		1 990 960	1 990 960	1 990 960	1 990 960	-	-	-
DEPARTEMENT	Sans objet							
GRAND DIJON		1 335 317	423 937	423 937	423 937	-	-	-
VILLE	Sans objet							
TIERS	Sans objet							
	TOTAL	4 563 398	3 946 324	3 946 324	3 298 671	80 000	567 653	-



VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_021

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

CPI SAINT EXUPERY - APPROBATION DU COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL ARRÊTE AU 30 JUIN 2016

Il est rappelé que par délibération du 24 juin 2013, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer la convention de prestations intégrées (CPI) fixant les conditions d'intervention de la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) sur le secteur Saint-Exupéry. L'état prévisionnel des dépenses et recettes et du plan de trésorerie prévisionnel de l'opération a été approuvé le 16 juin 2014.

En application de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, conformément à l'article 14 de la convention publique d'aménagement, la SPLAAD a adressé le 7 décembre 2016 à la collectivité le compte de résultat prévisionnel de l'opération arrêté au 30 juin 2016 pour examen et approbation.

Approuvé par le conseil d'administration de la SPLAAD du 29 novembre 2016, le compte de résultat prévisionnel annexé à la présente délibération comprend notamment :

- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales,
- Le programme physique de l'opération,
- L'état des dépenses et recettes prévisionnelles (en HT) et leur variation par rapport au dernier bilan approuvé,
- L'état prévisionnel de trésorerie.

L'examen du compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2016 ne fait pas apparaître

d'évolutions particulières par rapport à l'exercice précédent.

Le montant global de l'opération reste inchangé et s'élève à 5 176 761 € HT.

La participation de la collectivité à cette opération reste également inchangée, soit 2 612 263 € TTC (montant TTC du fait de l'assujettissement de la participation de la collectivité à la TVA).

Considérant le présent exposé,

Vu l'article L300-5 du Code de l'urbanisme,

Vu le compte de résultat prévisionnel couvrant la période du 30 juin 2015 au 30 juin 2016,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 mars 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le compte de résultat prévisionnel de la CPI « Saint Exupéry » arrêté au 30 juin 2016.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

SECTEUR SAINT EXUPERY

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL ARRETÉ AU 30 JUIN 2016

SOCIETE PUBLIQUE LOCALE
« AMENAGEMENT DE
L'AGGLOMERATION DIJONNAISE »

AMENAGEURS DURABLES



SECTEUR SAINT EXUPERY

SOMMAIRE

PREAMBULE

1°/ - Note de conjoncture

2°/ - Programme physique de l'opération

3°/ - État des dépenses et des recettes prévisionnelles (en HT) et variation par rapport au dernier bilan approuvé

4°/ - État prévisionnel de trésorerie

5°/ Annexes

NOTE SUR LES DATES D'ARRETE DU CRAC

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLAAD réunie le 19 décembre 2012, les actionnaires, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, ont décidé de modifier les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable.

La SPLAAD, qui auparavant clôturait ses comptes au 31 décembre les présentera désormais sur un exercice couvrant la période allant du 1er juillet au 30 juin.

De ce fait, l'exercice social en cours à la date de la décision de modification était un exercice de 18 mois allant du 1er janvier 2012 au 30 juin 2013.

Par dérogation aux stipulations des articles des conventions de concession d'aménagement signées avec les Collectivités Territoriales, il a été convenu, entre les contractants, que les Comptes Rendus Annuels aux Collectivités (C.R.A.C.) seront arrêtés à la date du 30 juin et donc diffusés courant du dernier trimestre civil.

L'établissement d'un CRAC par une SPL est obligatoire, même dans le cas où la collectivité contractante ne participe pas financièrement à l'opération. La SPL est responsable des informations adressées à la collectivité concédante. L'examen du CRAC doit être mis à l'ordre du jour de la réunion de l'assemblée délibérante de la collectivité, qui doit l'approuver par un vote.

Les prévisions étant désormais établies sur des exercices allant du 1er juillet au 30 juin de chaque année, il pourra y avoir une distorsion avec les engagements d'avances de trésorerie ou de versements de participations par rapport aux montants prévus au budget des collectivités territoriales qui, elles, présentent les comptes sur des exercices civils.

PREAMBULE

Le quartier du Mail de Chenôve fait l'objet d'un Projet de Rénovation Urbaine (PRU) au titre de la politique de la ville (dossier ANRU). Le PRU a pour principaux objectifs de rééquilibrer et diversifier l'offre de logements, de désenclaver le quartier, de réussir son intégration urbaine ainsi que son ouverture visuelle et fonctionnelle.

L'ambition du PRU a été traduite par la Ville qui a mis en place un plan guide de rénovation urbaine, déclinant ses objectifs sur le plan de la forme urbaine en déterminant les éléments fondamentaux retenus pour l'image et le cadre de vie du quartier.

Le plan guide de rénovation urbaine a défini à l'échelle du quartier deux espaces publics structurants dont le plus important en superficie s'étend des abords de la mairie jusqu'au cours du Général de Gaulle. A l'intérieur de ce périmètre se localisent :

- la ZAC Centre Ville
- le secteur Saint Exupéry

L'ambition de la Municipalité est de transformer profondément et durablement le cadre de vie des habitants en dotant Chenôve d'un centre-ville et en transformant le quartier du mail.

Pour atteindre ses ambitions, la Ville de CHENOVE a décidé :

- Par délibération en date du 25 juin 2013 de mettre en œuvre la convention de prestations intégrées pour la restructuration du secteur Saint Exupéry
- Par délibération en date du 25 juin 2013 de désigner la SPLAAD en qualité d'Aménageur et de lui confier, en application des dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

1. Note de conjoncture

1.1. Réalisation

- Les études générales

Ce poste regroupe deux grandes interventions, la première au titre de l'assistance pour la relation aux commerçants et l'autre au titre des études d'urbanisme, stationnement et gestion des eaux pluviales du secteur.

A ce titre des études connexes sont prévues comme les études de structures, études de sols, etc...

Le montant global des dépenses faites au 30 juin 2016 est de 141 055,23€ HT soit un montant de 169 222,09€ TTC.

- Foncier

Le poste foncier regroupe deux types de dépenses :

- Les acquisitions des murs du centre commercial
- Les évictions ou transferts des commerçants.

Les acquisitions

Une seule acquisition foncière est prévue au titre de la convention, celle du centre commercial.

L'acte a été signé le 9 août 2012 pour un montant de 1 800 000 € HT.

Le montant global des acquisitions au 30 juin 2016, honoraires extérieurs compris est ainsi de 1 824 817€ HT.

Cet acte de vente a été complété par le rachat des créances de l'Epareca le 30 octobre 2012 pour un montant de 52 574,56 € TTC **imputé en frais annexes.**

Les fonds de commerces

Deux résiliations amiables de bail sont intervenues sur la période du 01/07/2015 au 30/06/2016.

La première résiliation amiable concerne la boucherie BOURAS – local n° 7 du centre commercial. L'accord porte sur une indemnité financière de 100 000€ TTC et d'une cession d'activité au 30 juin 2016.

La seconde résiliation a été accompagnée d'une convention d'occupation précaire allant jusqu'au 31/12/2018. Elle est intervenue avec le Café Le Saint Ex – local n°6 du centre commercial. L'indemnité financière s'élève à 225 000€ TTC.

Le montant total des indemnités de transfert et d'éviction des fonds de commerces s'élèvent à 325 000€ TTC au 30 juin 2016.

Le montant global des dépenses faites du poste « Foncier » au 30 juin 2016, honoraires extérieurs compris est ainsi de 2 150 416,91€ HT soit 2 507 362,90 € TTC.

- Frais financiers

Le montant des dépenses de ce poste au 30 juin 2016 est de 25 628,93 €, soit une réduction de 75.02€ par rapport à l'exercice précédent. Cela s'explique par le remboursement d'une avance de la société.

- Rémunération

Le montant constaté du poste « Rémunération » au 30 juin 2016, est de 180 000 €.

- Frais annexes

Ce poste regroupe principalement les impôts fonciers et toutes les dépenses liées à la gestion locative, dont les charges en particulier.

Le montant constaté du poste « Frais annexes » au 30 juin 2016, est de 870 338,15€ HT soit un montant de 900 352,03 € TTC.

1.2. Commercialisation

Seule la cession du centre commercial à la Ville de Chenôve est prévue en 2018 pour un montant de 1 800 000 euros HT.

1.3. Commentaires sur le compte de résultat prévisionnel

Le compte de résultat prévisionnel et l'état prévisionnel des produits et des charges actualisés du secteur Saint Exupéry arrêtés au **30/06/2016** à partir des éléments comptables constatés à cette même date fait apparaître des modifications par rapport au compte de résultat et à l'état prévisionnel des dépenses annexés à la convention de prestations intégrées initiales.

1.3.1 – Les dépenses

	<u>variation en €</u>
ETUDES GENERALES	-
FONCIER	-
AMENAGEMENT DES SOLS	-
TRAVAUX	-
HONORAIRES TECHNIQUES	-
FRAIS FINANCIERS	-
REMUNERATION SPL	-
FRAIS ANNEXES	-
FRAIS DE COMMERCIALISATION	-
FRAIS DE COMMUNICATION-GOUVERNANCE	-
SOLDE TVA	-
VARIATION DES DEPENSES	-

- **Etudes générales**
 - Pas d'évolution
- **Foncier**
 - Pas d'évolution
- **Aménagement des sols**
 - Sans objet
- **Travaux**
 - Sans objet
- **Honoraires techniques**
 - Sans objet
- **Frais Financiers**
 - Pas d'évolution
- **Rémunération Spla**
 - La rémunération de la SPLAAD est forfaitaire donc ne connaît pas d'évolution à ce stade.
- **Frais annexes**
 - Il est prévu que l'activité du centre commercial perdure jusqu'au 31/08/2018.
- **Frais de commercialisation**
 - Sans objet

➤ **Frais de communication – Gouvernance**

- Pas d'évolution

L'état prévisionnel des dépenses n'évolue pas sur cet exercice. Le montant cumulé des dépenses réalisées est de 3 782 566 Euros TTC.

1.3.2. Les Recettes

	variation
CESSIONS - Habitat	-
CESSIONS- Activités économiques	-
CESSIONS - Stationnement	
SUBVENTIONS	-
PRODUITS FINANCIERS ET DIVERS	-
RECETTES ISSUES DU CONCEDANT	-
VARIATION DES RECETTES	-

➤ **Cessions**

- Pas d'évolution

➤ **Produits Financiers et divers**

L'opération ne dégage aucun produit financier, mais perçoit les loyers et les remboursements de charges du Centre St Exupéry. Ce poste n'évolue pas par rapport à l'exercice précédent.

➤ **Subventions**

- Pas d'évolution

Participation à l'opération d'aménagement

L'instruction fiscale 3 A-7-06 du 16 juin 2006 a précisé le régime fiscal des participations versées aux aménageurs pour mettre en conformité la législation française avec deux récentes décisions jurisprudentielles nationales et européennes.

Selon les décisions traduites par l'instruction, pour qu'une subvention (ou participation) soit taxable, elle doit être :

- soit la contrepartie de la livraison d'un bien ou d'un service (cas de la cession par acte des équipements publics de l'opération),
- soit le complément de prix d'une activité imposable à la TVA (cas où le prix de cession des terrains à un tiers est inférieur à la valeur du marché. On peut alors clairement identifier une subvention complément de prix, taxable).

Lorsqu'on apporte une réponse négative à ces deux points, la subvention n'est pas imposable à la TVA.

Subvention globale

- Pas d'évolution – la participation est assujettie à la tva pour permettre la récupération de la TVA sur les dépenses.

Aucun versement n'est prévu sur le prochain exercice

L'assujettissement de la participation de la collectivité à la TVA implique de raisonner en TTC pour calculer le montant de la participation globale de la Ville.

Le montant TTC de la participation communale prévisionnelle reste inchangé par rapport à l'exercice précédent et s'élève en fin d'opération à 2 612 263€ TTC.

Cession des équipements publics

- Il n'y a pas de cession d'équipement public.

L'état prévisionnel des recettes n'a pas évolué par rapport à l'exercice précédent. Le montant cumulé de ces recettes s'élèvent à 1 158 402 Euros TTC.

Etat de la trésorerie :

La maîtrise du montant des frais financiers nécessite le versement d'avances. Une troisième avance de 1 000 000 euros est intervenue sur l'exercice (au 30/05/2016). Pour le prochain exercice, il est prévu le versement d'une avance d'1 000 000 euros.

Une avance de 1 000 000 euros est ainsi à inscrire sur le budget communal de 2017.

2. Programme Physique de l'opération

2.1. Bilan des surfaces

Sans objet

2.2. État de la commercialisation au 30 juin 2016

numéro lot	surface plancher globale (logements/commerces) en m ²	surface vendue	reste à vendre
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0

3. État des dépenses et des recettes prévisionnelles (en HT) et variation par rapport au dernier bilan approuvé

3.1. Compte de résultat prévisionnel (en H.T.)

DEPENSES	%	Euros HT	TVA	TTC
ETUDES GENERALES	8%	402 183	80 392	482 575
FONCIER	61%	3 145 440	369 513	3 514 953
AMENAGEMENT DES SOLS	0%	0	0	0
TRAVAUX	0%	0	0	0
HONORAIRES TECHNIQUES	0%	0	0	0
FRAIS FINANCIERS	2%	123 051	0	123 051
REMUNERATION SPL	6%	300 000	0	300 000
études		300 000	-	300 000
acquisition		-	-	-
réalisation		-	-	-
commercialisation		-	-	-
liquidation		-	-	-
FRAIS ANNEXES	23%	1 176 087	75 545	1 251 632
FRAIS DE COMMERCIALISATION	0%	0	0	0
FRAIS DE COMMUNICATION-GOUVERNANC	1%	30 000	6 000	36 000
SOLDE TVA	0%		0	0
TOTAL DES DEPENSES	100%	5 176 761	531 450	5 708 211

RECETTES	%	Euros HT	TVA	TTC
CESSIONS	35%	1 800 000	360 000	2 160 000
Locatif Social		-	-	-
Accession Sociale		-	-	-
Accession Libre		-	-	-
Autre		-	-	-
<u>Sous - Total Habitat</u>		-	-	-
Commerces		1 800 000	360 000	2 160 000
Equipement culturel		-	-	-
Activités Économiques - Activités industrielles-logistiques		-	-	-
Activités Économiques - Activités artisanales		-	-	-
<u>Sous - Total Activités Économiques</u>		1 800 000	360 000	2 160 000
Stationnement en surface		-	-	-
Stationnement en ouvrage		-	-	-
<u>Sous - Total Stationnement</u>		-	-	-
SUBVENTIONS	0%	-	-	-
Région		0	0	0
Grand Dijon		0	0	0
ANRU		0	0	0
PRODUITS FINANCIERS ET DIVERS	23%	1 199 875	230 733	1 430 608
RECETTES ISSUES DU CONCEDANT	42%	2 176 886	435 377	2 612 263
Subvention globale		2 176 886	435 377	2 612 263
Cession équipements généraux		0	0	0
Participation complément de prix		0	0	0
Participation acquisition foncière		0	0	0
TOTAL DES RECETTES	100%	5 176 761	1 026 110	6 202 871
SOLDE TVA		0	494 660	494 660
SOLDE RECETTES - DEPENSES		0	0	0

3.2. Variation des dépenses et des recettes prévisionnelles (en H.T.)

DEPENSES	Bilan Actualisé N	Bilan Actualisé N-1	écart	RECETTES	Bilan Actualisé N	Bilan Actualisé N-1	écart
ETUDES GENERALES	402 183	402 183	0	CESSIONS	1 800 000	1 800 000	-
FONCIER	3 145 440	3 145 440	0	Locatif Social	-	-	-
AMENAGEMENT DES SOLS	0	0	0	Accession Sociale	-	-	-
TRAVAUX	0	0	0	Accession Libre	-	-	-
HONORAIRES TECHNIQUES	0	0	0	Autre	-	-	-
FRAIS FINANCIERS	123 051 €	123 051 €	0 €	<u>Sous - Total Habitat</u>	-	-	-
REMUNERATION SPL	300 000 €	300 000 €	0 €	Commerces	1 800 000	1 800 000	-
études	300 000 €	300 000 €	0 €	Autre	-	-	-
acquisition	0 €	0 €	0 €	Activités Économiques - Activités industrielles-logistiques	-	-	-
réalisation	0 €	0 €	0 €	Activités Économiques - Activités artisanales	-	-	-
commercialisation	0 €	0 €	0 €	<u>Sous - Total Activités Économiques</u>	1 800 000	1 800 000	-
liquidation	0 €	0 €	0 €	Stationnement en surface	-	-	-
FRAIS ANNEXES	1 176 087 €	1 176 087 €	0 €	Stationnement en ouvrage	-	-	-
	0 €	0 €	0 €	<u>Sous - Total Stationnement</u>	-	-	-
FRAIS DE COMMERCIALISATION	0 €	0 €	0 €	SUBVENTIONS	-	-	-
	0 €	0 €	0 €	Région	0	0	0
FRAIS DE COMMUNICATION-GOUVERNANCE	30 000 €	30 000 €	0 €	Grand Dijon	0	0	0
SOLDE TVA	0 €	0 €	0 €	ANRU	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES	5 176 761 €	5 126 761 €	0 €	PRODUITS FINANCIERS ET DIVERS	1 199 875	1 199 875	0
					0	0	0
				RECETTES ISSUES DU CONCEDAIT	2 176 886	2 176 886	-
				Subvention globale	2 176 886	2 176 886	0
				Cession équipements généraux	0	0	0
				Participation complément de prix	0	0	0
				Participation acquisition foncière	0	0	0
				TOTAL DES RECETTES	5 176 761	5 126 761	0
				SOLDE RECETTES - DEPENSES	0	0	0

4. État prévisionnel de trésorerie

INTITULE	réalisé TTC au 30/06/2016	FIN JUIN 2017	FIN JUIN 2018	FIN JUIN 2019	Années ult.	TOTAL du BILAN REVISE EN €/TTC
DEPENSES EN TTC						
ETUDES	169 222	56 445	256 908	0	0	482 575
Etudes générales	169 222	56 445	256 908	0,00	0,00	482 575
FONCIER	2 507 363	543 946	463 643	0	0	3 514 953
LIBERATION DES SOLS	0	0	0	0	0	0
Libération des sols	0	0	0	0	0	0
TRAVAUX	0,00	0	0	0	0	0
Travaux	0	0	0	0	0	0
Honoraires	0	0	0	0	0	0
FRAIS FINANCIERS	25 629	70 274	27 148	0	0	123 051
Intérêts sur emprunts à L. T.	0	0	0	0	0	0
Intérêts sur avances à C. T.	25 629	70 274	27 148	0	0	123 051
REMUNERATION SPL	180 000	60 000	60 000	0	0	300 000
rémunération SPL	180 000	60 000	60 000	0	0	300 000
FRAIS ANNEXES	900 352	241 335	104 245	5 700	0	1 251 632
Impôts et taxes	253 587	65 000	13 095	0	0	331 681
Autres frais non taxables	432 170	121 996	56 567	750	0	611 483
Autres frais taxables	214 595	54 339	34 584	4 950	0	308 468
FRAIS DE COMMERCIALISATION	0	0	0	0	0	0
GOVERNANCE PARTICIPATIVE	0	6 000	30 000	0	0	36 000
Maison des projets	0	0	0	0	0	0
autres frais de communication	0	6 000	30 000	0	0	36 000
TOTAL DES DEPENSES ANNUEL	3 782 566	978 001	941 945	5 700	0	5 708 211
TOTAL DES DEPENSES CUMUL	3 782 566	4 760 567	5 702 511	5 708 211	5 708 211	
RECETTES EN TTC						
CESSIONS	0	0	0	2 160 000	0	2 160 000
Locatif Social	0	0	0	0	0	0
Accession Sociale	0	0	0	0	0	0
Accession Libre	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Habitat	0	0	0	0	0	0
Commerces	0	0	0	2 160 000	0	2 160 000
Equipement culturel	0	0	0	0	0	0
Activités Économiques - Activités industrielles-logistiques	0	0	0	0	0	0
Activités Économiques - Activités artisanales	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Activités Économiques	0	0	0	2 160 000	0	2 160 000
Stationnement en surface	0	0	0	0	0	0
Stationnement en ouvrage	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Stationnement	0	0	0	0	0	0
PRODUITS FINANCIERS & DIVERS	1 158 402	180 000	92 206	0	0	1 430 608
Produits financiers	0	0	0	0	0	0
Produits divers	1 158 402	180 000	92 206	0	0	1 430 608
SUBVENTIONS	0	0	0	0	0	0
Région	0	0	0	0	0	0
Grand Dijon	0	0	0	0	0	0
ANRU	0	0	0	0	0	0
RECETTES ISSUES DU CONCEDANT	0	0	0	2 612 263	0	2 612 263
Subvention globale	0	0	0	2 612 263	0	2 612 263
Cession équipements généraux	0	0	0	0	0	0
Participation complément de prix	0	0	0	0	0	0
Participation acquisition foncière	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES RECETTES ANNUEL	1 158 402	180 000	92 206	4 772 263	0	6 202 871
TOTAL DES RECETTES CUMUL	1 158 402	1 338 402	1 430 608	6 202 871	6 202 871	
SOLDES ANNUELS avant financement	-2 624 164	-798 001	-849 739	4 766 563	0	494 660
SOLDES CUMULES avant financement		-798 001	-1 647 739	3 118 824	3 118 824	

Bilan prévisionnel et plan de trésorerie actualisés

INTITULE	réalisé TTC au 30/06/2016	FIN JUIN 2017	FIN JUIN 2018	FIN JUIN 2019	Années ultérieures	TOTAL du BILAN REVISE EN €/HT
MOYENS DE FINANCEMENT	3 000 000	1 000 000	0	-4 000 000	0	0
Mobilisation d'emprunts	0	0	0	0	0	0
Amortissement d'emprunts	0	0	0	0	0	0
Avances bancaires				0	0	0
Remboursement d'avances			0	0	0	0
Avances collectivités	3 000 000	1 000 000	0	0	0	-4 000 000
Remboursement Avances collectivités	0	0	0	-4 000 000	0	-4 000 000
T.V.A.						
T.V.A. sur les dépenses	415 127	47 121	68 252	950	0	531 450
T.V.A. sur les recettes	185 366	30 000	15 368	795 377	0	1 026 110
T.V.A. réglée à l'Etat						0
T.V.A. remboursée par l'Etat						0
Solde de T.V.A.	229 761	17 121	52 884	-794 427	0	-494 661
SOLDE DE TRESORERIE ANNUEL	605 597	219 121	-796 854	-27 864	0	
SOLDE DE TRESORERIE CUMULE	605 597	824 718	27 864	0	0	0

5. ANNEXES

Annexe 1 : Liste des acquisitions réalisées au 30/06/2016

Annexe 2 : Etat de la gestion locative au 30/06/2016



Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017

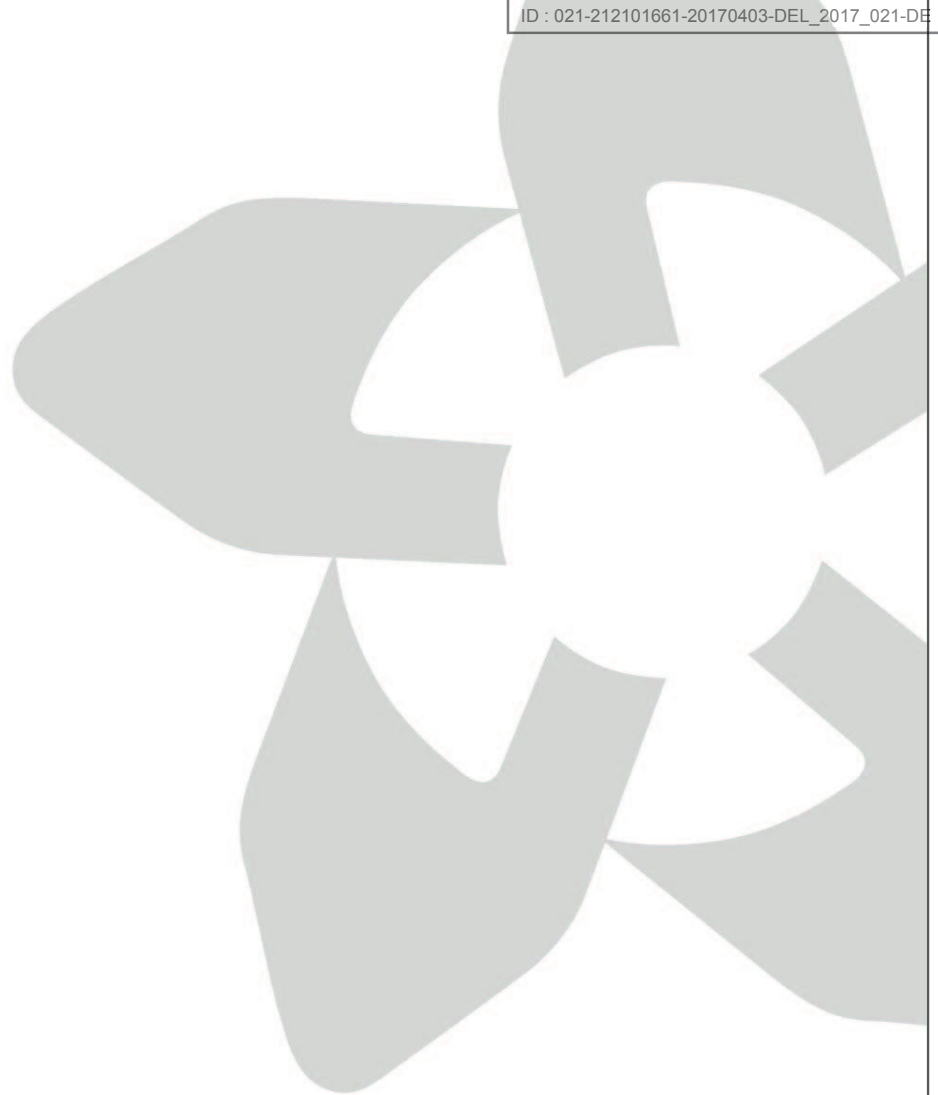
ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_021-DE

PROPRIETAIRES	COMMUNES	CADASTRE		SURFACE			PRIX GLOBAL D'ACQUISITION	DATE ACTE	OBSERVATIONS
		Sect.	N°	ha	a	ca			
ACQUISITIONS 1ère PHASE	CHENOVE		AI 21 AI15	01	33 06	47 70	1 800 000,00	09/08/2012 09/08/2012	
EPARECA									
				1	40	17	1 800 000,00 €		
TOTAL ACQUISITIONS							1 800 000,00 €		

ANNEXE 2 : Etat de la gestion locative au 30/06/2016

Globalement la dette locative continue d'augmenter puisqu'elle passe de 264 017,70€ à 356 027,28€; cette évolution est due à quelques locataires et non à une généralisation des incidents de paiement.

Une régularisation partielle est intervenue dans le courant de l'été 2016. De plus, des actions sont en cours pour trouver des solutions amiables ou judiciaires.



VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_022

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

CPI SAINT-EXUPERY - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA QUATRIÈME CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD)

Le 24 juin 2013, le conseil municipal de la Ville de Chenôve a autorisé la signature d'une convention de prestations intégrées (CPI) fixant les conditions d'intervention de la SPLAAD, Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise", sur le secteur Saint-Exupéry.

Il est précisé que l'état prévisionnel des recettes et dépenses, et le plan de trésorerie ont été approuvés le 3 avril 2017 par le conseil municipal.

La convention précitée signée le 28 juin 2013 prévoit, dans son article 13.4, que « lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, l'aménageur pourra solliciter le versement d'une avance de trésorerie, éventuellement renouvelable. »

Ces avances justifiées par un besoin de trésorerie temporaire de l'opération sont encadrées notamment par l'article L. 1523-2 4° du Code Général des Collectivités Territoriales.
Au titre de l'exercice 2017, le montant maximum du besoin réel de trésorerie de l'opération

évalué par la SPLAAD est de 1 000 000 € (*un million d'Euros*).

Le versement de l'avance ainsi définie, interviendra en une fois, ou par fractions, à compter de la signature de la convention et au plus tard le 30 juin 2017, dans les 30 jours suivants la demande.

L'avance de trésorerie ne donnera pas lieu à versement d'intérêts.

Vu notamment l'article L. 1523-2 4° du CGCT,

Vu la délibération approuvant le compte rendu financier arrêté au 30 juin 2016 pour la CPI Saint-Exupéry,

Vu le projet de convention joint,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 mars 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'avance de trésorerie dans le cadre de la CPI Saint-Exupéry au titre de l'exercice 2017,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités relatives à cette convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

1 PAS DE PARTICIPATION :

M. MICHEL

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

CHENÔVE Centre Commercial Saint-Exupéry

Quatrième Convention d'avance de trésorerie entre la Ville de CHENÔVE et la SPLAAD

Dans le cadre d'une convention de portage immobilier, de gestion et d'exploitation d'un ensemble commercial existant et de prestations de services en matière d'études prospectives.

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE
« AMÉNAGEMENT DE
L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE »

AMÉNAGEURS DURABLES





Envoyé en préfecture le 04/04/2017

Reçu en préfecture le 04/04/2017

Affiché le 04/04/2017

SLO

ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_022-DE

La présente convention d'avance de trésorerie est établie

ENTRE LES SOUSSIGNÉES

La Ville de CHENOVE, représentée par son Maire, Monsieur Thierry FALCONNET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} février 2016,

Ci-après dénommée par les mots « la Ville de Chenôve » ou « la Collectivité ».

D'une part,

Et

La Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise"

S.P.L.A.A.D., Société Anonyme au capital de 2.740 000 €, dont le siège social est situé au GRAND-DIJON, Communauté Urbaine – 40, Avenue du Drapeau 21000 - DIJON et les bureaux 40 Avenue du Drapeau – CS 77 418 – 21074 DIJON Cedex, et qui est inscrite au Registre du Commerce de DIJON sous le numéro 514 021 856.

Représentée par sa Directrice Générale, Madame Marion JOYEUX, habilitée aux fins de la présente en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la Société, en date du 12 septembre 2016,

Ci-après dénommée « la Société »

Il est préalablement exposé ce qui suit :



EXPOSÉ PRÉALABLE

La Ville de Chenôve a engagé une importante opération de renouvellement urbain faisant l'objet d'une convention avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine.

A ce titre une Zone d'Aménagement Concerté dénommée « Centre-ville » a été créée le 22 septembre 2008 ayant pour objectif la création, au coeur de Chenôve, d'une véritable centralité faisant le lien entre la partie vernaculaire de Chenôve et le quartier du Mail. La réalisation de la ZAC Centre-ville permettait également de prendre en compte la volonté de redynamiser et redessiner l'armature commerciale du quartier en organisant notamment des transferts d'enseignes existantes ou de nouvelles créations en pieds d'immeuble pour une surface globale d'environ 3 500 m², essentiellement située en façade des rues Armand Thibaut et Alfred Changenet, futurs des axes de passage majeurs.

La copropriété Saint-Exupéry, composée de bâtiments à usage de commerces et parkings, d'environ 14 000 m² d'emprise constituée en dalle haute de cellules commerciales pour environ 3 830 m² et en sous-sol d'un parking offrant environ 300 places de stationnements, la plupart sous forme de box, avait déjà fait l'objet d'une vaste opération de requalification menée il y a quelques années par l'EPARECA qui en était propriétaire.

L'émergence de cette nouvelle Centralité de Chenove, l'arrivée du tramway, la nouvelle implantation d'un Pôle Culturel d'envergure édifié à proximité de ce site et sa position stratégique entre la ZAC Centre-ville, au Sud, et le Parc Urbain au nord (requalification du mail Général de Gaulle) ont conduit la Ville de Chenôve dans un premier temps à vouloir maîtriser la propriété foncière en demandant à la SPLAAD de se rendre acquéreur des biens propriétés de l'EPARECA, puis dans un second temps à s'interroger sur le devenir de ce site, mal adapté à cette forme urbaine nouvelle qui se dessine autour.

La Ville de Chenôve a alors souhaité confier à la société les missions suivantes dans le cadre d'une convention de prestations intégrées entre elle et la SPLAAD comportant notamment les missions suivantes :

- Organisation et accompagnement de la relocalisation de tout ou partie des commerces du centre commercial Saint-Exupéry vers la ZAC Centre-ville
- Organisation, pendant cette période de transition, du portage, de l'exploitation et de la gestion de l'actuel centre commercial Saint Exupéry
- Définition d'un programme d'aménagement (et de ses modalités de mise en oeuvre) du secteur Saint Exupéry avec conduite des études urbaines, techniques, juridiques et de toutes autres natures, préalables à toutes interventions.

Enfin, il est précisé que par délibération de son Conseil d'Administration en date du 28 novembre 2011, la SPLAAD a été autorisée exceptionnellement, en dehors de toute convention préalable avec une Collectivité Territoriale, à acquérir le lot n°684 de la copropriété du centre commercial Saint-Exupéry qui appartenait à l'EPARECA. Le montant de cette acquisition s'élevait à 1 800 000 € hors taxes hors frais, et subsidiairement à racheter des créances locatives impayées à hauteur de 50 % de leur valeur, soit 43 892 €.



Envoyé en préfecture le 04/04/2017

Reçu en préfecture le 04/04/2017

Affiché le 04/04/2017

SLO

ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_022-DE

La convention de prestations intégrées a été approuvée par délibération du Conseil d'Administration de la SPLAAD en date du 27/05/2013 et signée par Monsieur le Maire de Chenôve le 28 juin 2013.

La convention précitée prévoit en son article 13.4 que, lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, l'Aménageur sollicite le versement d'une avance de trésorerie, éventuellement renouvelable.

Conformément à l'article 3.3 de la convention de prestation intégrées, la collectivité s'est engagée à verser à titre minimum à titre d'avance forfaitaire au bilan de l'opération la somme de 4.000.000€ réparti sur les exercices allant de 2014 à 2017. Sur l'exercice budgétaire 2014, une première avance de 1 million d'euro a déjà été versée par la Ville de Chenôve, une deuxième avance de 1 million également a été versée en 2015 et une troisième avance a été versée en 2016.

Pour couvrir le besoin de trésorerie et diminuer le recours à l'emprunt, la SPLAAD sollicite donc de la Ville de Chenôve le versement d'une quatrième avance au titre de l'opération, à hauteur d'un montant d'1 million d'Euros pour l'exercice budgétaire 2017.

La présente convention a donc pour objet de préciser les conditions de versement et de remboursement de cette quatrième avance de trésorerie.



Envoyé en préfecture le 04/04/2017

Reçu en préfecture le 04/04/2017

Affiché le 04/04/2017

SLO

ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_022-DE

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1er – OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

En application de l'article 13.4 de la Convention de Prestations Intégrées fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (par abréviation S.P.L.A.A.D) et portant **convention de portage immobilier, de gestion et d'exploitation d'un ensemble commercial existant et de prestations de services en matière d'études prospectives** du secteur Saint Exupéry, et en fonction du plan de trésorerie approuvé au travers de la signature de ladite Convention, la Ville de CHENOVE versera une avance de trésorerie à la SPLAAD, destinée à couvrir les besoins de trésorerie annuels de l'opération, dans les conditions précisées ci-après, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2, 4° du CGCT.

ARTICLE 2 - MONTANT ET MODALITÉS DE VERSEMENT DES AVANCES DE TRÉSORERIE

L'État Prévisionnel des Produits et des Charges, inclus à la convention de prestations intégrées, approuvé par le Conseil Municipal de la Ville de Chenôve en date du 3 avril 2017, fait apparaître les besoins annuels de trésorerie nécessaires à la réalisation des missions confiées, pour les années 2017 et suivantes.

Pour l'année 2017, le montant maximum du besoin, indiqué au poste "Avances Collectivité" ressort à 1 million d'Euros (Un million d'Euros) et correspond au besoin réel de la société.

Le versement de l'avance, ainsi définie, interviendra en une fois, ou par fractions, à compter de la signature de la présente convention et au plus tard le 30 juin, dans les 30 jours suivants de la demande adressée par la société à la Ville de Chenôve.



ARTICLE 3 – DURÉE / REMBOURSEMENT

L'avance est consentie à la société jusqu'à l'expiration du terme actuel de la Convention de Prestations Intégrées fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (par abréviation S.P.L.A.A.D), **convention de portage immobilier, de gestion et d'exploitation d'un ensemble commercial existant et de prestations de services en matière d'études prospectives** du secteur Saint Exupéry, et devra être remboursée intégralement au plus tard à cette date.

Cette durée pourra être prolongée par avenant.

L'avance de trésorerie fera l'objet de remboursements partiels, en fonction des disponibilités financières de l'opération. Le remboursement de l'avance sera effectué par la SPLAAD dès que la situation de trésorerie le permettra, et pour les montants indiqués du dernier plan de trésorerie "État Prévisionnel des Produits et des Charges" approuvé par la Ville. Les produits financiers générés par des éventuels excédents de trésorerie de courte durée seront inscrits en produits dans le compte de résultat prévisionnel d'opération.

ARTICLE 4 - CONDITIONS FINANCIÈRES

L'avance de trésorerie consentie dans le cadre de la présente convention ne donnera pas lieu à versement d'intérêts au profit de la Ville de Chenove.

Fait à Dijon, le
en deux exemplaires.

Pour la Ville de CHENOVE
Le Maire,
Thierry FALCONNET

Pour la SPLAAD
La Directrice Générale,
Marion JOYEUX

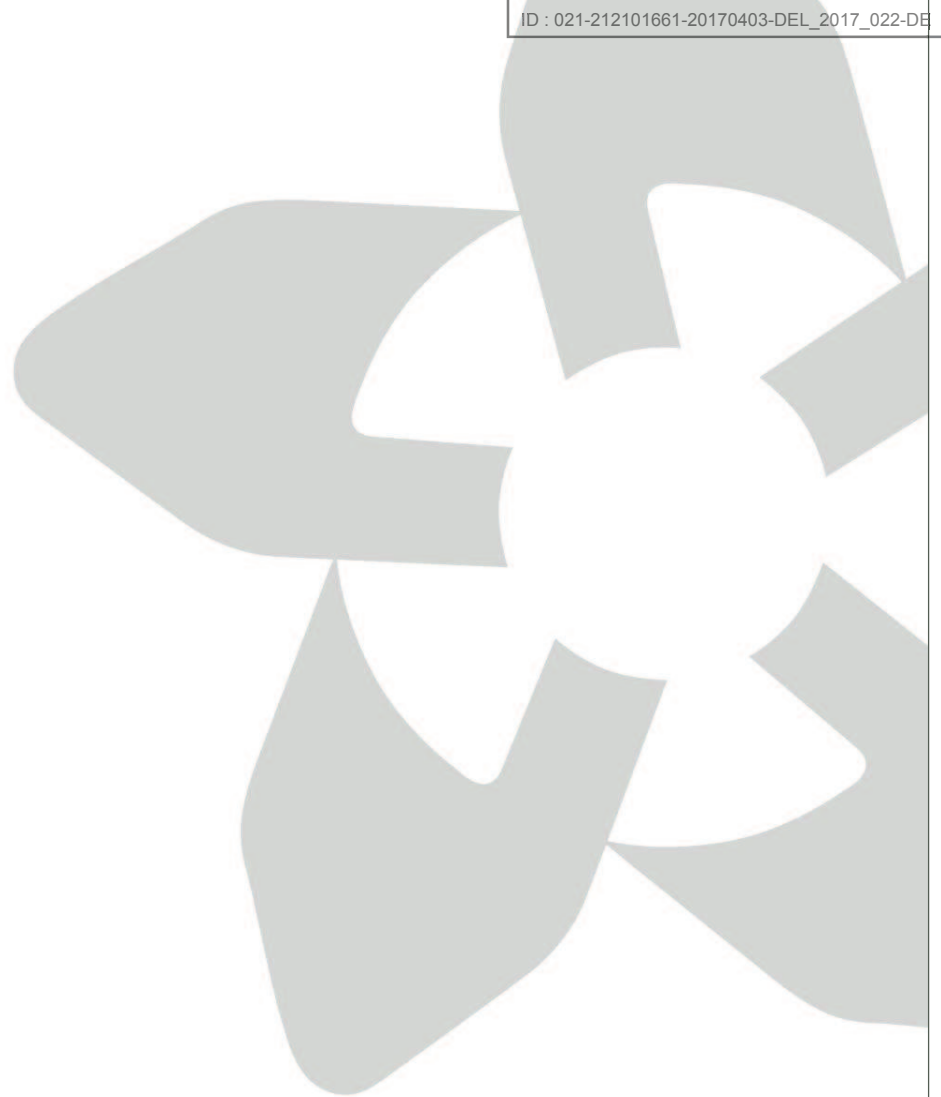
Envoyé en préfecture le 04/04/2017

Reçu en préfecture le 04/04/2017

Affiché le 04/04/2017

ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_022-DE

SLO



VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_023

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N°5 A LA CONVENTION DE PRESTATIONS INTÉGRÉES CONCLUE AVEC LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD) POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT "ZAC CENTRE VILLE"

Il est rappelé que, par délibération du 28 septembre 2009, le Conseil Municipal a confié à la SPLAAD l'aménagement de la ZAC Centre Ville par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement signée le 16 décembre 2009 complétée par avenants.

Dans ce cadre, il est proposé de signer un cinquième avenant, annexé à la présente délibération, modifiant les modalités de détermination du forfait de gestion annuel, instituées par l'avenant n°1 approuvé par délibération en date du 24 juin 2013.

La part fixe, de laquelle découlent les forfaits de gestion annuels, est calculée sur la base du premier bilan prévisionnel approuvé par la collectivité et répartie sur la durée de la concession. Ce premier bilan prévisionnel, par nature provisoire, fait l'objet chaque année d'une actualisation au travers des comptes rendus à la collectivité (CRAC) en fonction des dépenses et recettes réellement constatées, des évolutions prévisibles des modalités financières et du programme de l'opération. Par conséquent, en fonction de l'évolution des

dépenses et recettes, la rémunération globale de l'Aménageur, assise sur des pourcentages, est appelée à évoluer proportionnellement à ces variations alors que la partie fixe est destinée à être figée dans la rédaction actuelle de la convention de concession.

Au fil de ces variations, un décalage peut donc s'opérer entre la rémunération actée au premier bilan prévisionnel approuvé par la collectivité et celle ressortant du bilan prévisionnel approuvé au 30 juin de chaque année.

Sans recalcul de la part fixe de la rémunération, ce décalage peut entraîner une perception trop rapide de la rémunération conduisant l'aménageur à être privé à court ou moyen termes de cette partie fixe, voire à rembourser un trop perçu.

Le présent avenant a donc pour objet de lisser au mieux les forfaits de gestion afin que l'Aménageur ne perçoive pas de manière trop anticipée la moitié de sa rémunération et ce afin de pérenniser son fonctionnement.

Vu le projet d'avenant n°5 à la convention de prestations intégrées pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement ZAC « Centre Ville »,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 mars 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°5 à la convention de prestations intégrées pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement ZAC « Centre ville »,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à la mise en œuvre de cet avenant n°5.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

1 PAS DE PARTICIPATION :

M. MICHEL

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 04/04/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGRÉES FIXANT LES CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION DE LA S.P.L. "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DIJONNAISE" POUR LA VILLE DE CHENOVE POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DU « ZAC CENTRE VILLE »

AVENANT N° 5 À la Concession d'Aménagement

-SPLAAD-

Transmise au représentant de l'Etat par la Collectivité le ...

Notifiée par la Collectivité à l'Aménageur le ...

SOCIETE PUBLIQUE LOCALE
« AMÉNAGEMENT
DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE »

AMÉNAGEURS DURABLES

CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGRÉES PORTANT CONCESSION D'AMENAGEMENT

Entre

La Ville de CHENOVE, représentée par son Maire, Monsieur Thierry FALCONNET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du .

Ci-après dénommée par les mots « la Collectivité » ou « le Concédant » ou « la Collectivité concédante ».

D'une part,

Et

La Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD), Société Anonyme au capital de 2.740.000 €, dont le siège social et ses bureaux sont situés au GRAND DIJON, Communauté Urbaine – 40, Avenue du Drapeau 21000 DIJON, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Dijon sous le numéro 514 021 856,

Représentée par sa Directrice générale, Madame Marion JOYEUX, habilitée aux fins de la présente en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société, en date du 12/09/2016,

Ci-après dénommée « le Concessionnaire » ou « la Société » ou « l'Aménageur » ,

D'autre part.

PRÉAMBULE

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUI

Par délibération du 28 septembre 2009, le Conseil Municipal a confié à la Société Publique locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) l'opération d'aménagement de la « ZAC Centre-Ville », par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement.

La durée de cette convention, initialement fixée à 10 années prorogée de 5 années par voie d'avenant (avenant n°4, approuvé par le Conseil Municipal du 2 mai 2016), est de 15 années.

Par avenant n°1, il a été décidé de modifier les modalités d'imputation au bilan de l'opération de la rémunération de l'Aménageur, sans que cet avenant ne vienne modifier le calcul global de la rémunération. Cette imputation comprend :

- une part fixe annuelle appelée « Forfait de gestion » et représentant 50% de la rémunération globale
- une part variable assise sur la moitié des pourcentages appliqués pour le calcul de la rémunération globale.

Rappel article 20.2 de la convention de concession :

« La rémunération que l'Aménageur peut imputer à l'opération est calculée comme suit :

- *Pour les tâches d'acquisition prévues à l'article 2a), 1% des dépenses d'acquisitions TTC, en ce compris les frais.*
- *Pour les tâches d'études et tâches administratives prévues à l'article 2b), un montant forfaitaire égal à une somme de 60.000 Euros imputable à hauteur de 50% à la date de la notification de la présente concession, 20 % six mois après et à hauteur du solde soit 18.000 Euros à la fin de la phase études, constituée par l'approbation par le concédant du dossier de réalisation de Z.A.C (délibération du Conseil Municipal) ou l'obtention de l'autorisation d'urbanisme (permis d'aménager) le cas échéant.*
- *Pour les tâches de suivi technique relatives à la réalisation des travaux de déconstruction, d'aménagement des sols, de viabilisation V.R.D. et de construction, de réhabilitation, d'aménagement de cellules commerciales, de petit entretien, 5 % des dépenses TTC des travaux et honoraires techniques y afférents y compris aménagements des sols et démolitions.*
- *Pour les tâches de commercialisation prévues à l'article 2c), outre l'imputation à l'opération des dépenses payées aux tiers, 6 % des montants TTC fixés dans les actes de cessions, concession d'usage ou locations à long terme aux utilisateurs, les loyers des baux emphytéotiques ou à construction étant pris pour leur valeur capitalisée à la signature du bail, à l'exclusion des terrains cédés au concédant, 7% des loyers et charges facturés pour les frais de gestion administrative.*
- *Pour la tâche de liquidation, après l'expiration du présent contrat, un montant de 0,5% du montant TTC de l'ensemble des dépenses de l'opération. Ce montant ne comprend pas les frais*

d'élaboration des divers plans et documents nécessaires à la liquidation. Ces frais seront des charges de l'opération. »

Or, la part fixe, de laquelle découlent les forfaits de gestion annuels, est calculée sur la base du premier bilan prévisionnel approuvé par la collectivité et répartie sur la durée de la concession. Ce premier bilan prévisionnel est par nature provisoire et il fait l'objet chaque année d'un recadrage au travers des Compte-Rendu à la Collectivité (CRAC) en fonction des dépenses et recettes réellement constatées, des évolutions prévisibles des modalités financières et du programme de l'opération. Par conséquent, en fonction de l'évolution des dépenses et recettes, la rémunération globale de l'Aménageur, assise sur des pourcentages, est appelée à évoluer proportionnellement à ces variations alors que la partie fixe est destinée à être figée dans la rédaction actuelle de la convention de concession.

Au fil de ces variations, un décalage peut donc s'opérer entre la rémunération actée au premier bilan prévisionnel approuvé par la collectivité et celle ressortant du bilan prévisionnel approuvé au 30 juin de chaque année.

Sans effet de rattrapage ou de recalcul de la part fixe de l'imputation de la rémunération, la distorsion peut conduire à une perception trop rapide de la rémunération qui conduira l'Aménageur à être privé à court ou moyen terme de cette partie fixe, voire à rembourser un trop perçu.

Le présent avenant a donc pour objet de lisser au mieux les forfaits de gestion afin que l'Aménageur ne perçoive pas de manière trop anticipée la moitié de sa rémunération et ce afin de pérenniser son fonctionnement.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier les modalités de détermination du forfait annuel de gestion instituées par l'avenant n°1 approuvé par délibération en date du 24 juin 2013.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 20.4 « MODALITES D'IMPUTATION DES CHARGES DE L'AMENAGEUR ».

L'article 20.4.1 de la partie III de la convention est modifié comme suit :

Version actuelle :

« 20.4.1 : Forfait de Rémunération »

Pour les rémunérations relatives aux acquisitions, au suivi technique relatif à la réalisation des travaux de déconstruction, d'aménagement des sols, de viabilisation V.R.D. et de construction, de réhabilitation et de petit entretien, à la commercialisation, et à la liquidation de l'opération : sous forme d'un forfait de gestion annuel imputable à l'opération, égal à 50% de la rémunération totale à percevoir par l'aménageur, telle qu'elle découle du premier bilan prévisionnel d'opération approuvé par le concédant.

Le forfait annuel est égal au total des rémunérations prévues au bilan prévisionnel approuvé (hors forfait d'études) divisé par le nombre d'années fixé pour la durée prévisionnelle du contrat. Il est perçu au 1er jour de chaque trimestre civil sur la base du ¼ de sa valeur. Pour les contrats en cours à la date de signature des présentes, il s'applique avec effet rétroactif à la date du 1er jour du 1er trimestre suivant la date de notification de la concession.

Il conduit à annuler la comptabilisation de la moitié des rémunérations jusque-là imputées aux comptes de l'opération et au compte de résultat de l'Aménageur, à sa date d'application, soit au 30 juin 2013. »

Nouvelle rédaction :

« 20.4.1 : Forfait de Rémunération »

Pour les rémunérations relatives aux acquisitions, au suivi technique relatif à la réalisation des travaux de déconstruction, d'aménagement des sols, de viabilisation V.R.D. et de construction, de réhabilitation et de petit entretien, à la commercialisation, et à la liquidation de l'opération : sous forme d'un forfait de gestion annuel imputable à l'opération, égal à 50% de la rémunération totale à percevoir par l'aménageur, telle qu'elle découle du bilan prévisionnel d'opération actualisé dans le cadre du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 30/06/2017.

Le forfait annuel est égal au total des rémunérations prévues au bilan prévisionnel approuvé (hors forfait d'études) divisé par le nombre d'années fixé pour la durée prévisionnelle du contrat.

Il est actualisé tous les 5 ans à compter du 01/07/2017 sur la base des éléments comptables de l'opération arrêtés au 30 juin ou à l'occasion de tout avenant prolongeant la durée de la concession et sur la base des éléments comptables de l'opération arrêtés au 30 juin de l'exercice comptable de signature de l'avenant. La partie de ce forfait de gestion restant à percevoir est alors étalé sur la durée restante de la convention de prestations intégrées valant concession d'aménagement.

Le nouveau forfait de gestion sera applicable à compter du 01/07/2017 et par la suite tous les 5 ans au 1er juillet de chaque date anniversaire et sur la base des éléments arrêtés au 30 juin de cette même année.

Il est perçu au 1er jour de chaque trimestre civil sur la base du ¼ de sa valeur. »

ARTICLE 3 – VALIDITE DES CLAUSES INITIALES

Les autres articles de la convention de prestations intégrées fixant les conditions particulières d'intervention de la S.P.L. pour le Concédant, portant concession d'aménagement, demeurent inchangés, dans la mesure où leurs clauses ne sont pas dérogées par le présent avenant.

Fait à DIJON,

Le

En deux exemplaires originaux

Pour L'Aménageur

Pour la Collectivité concédante

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_024

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION DU NOUVEAU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN - MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE "COMMUNICATION / CONCERTATION" - DEMANDE DE SUBVENTION

En signant la convention de rénovation urbaine du Grand Dijon le 12 mai 2005, la ville de Chenôve s'est engagée dans une transformation urbaine, profonde et durable, du quartier du Mail.

Par délibération du 29 juin 2015, le conseil municipal a approuvé le protocole de préfiguration de la convention de renouvellement urbain du Grand Dijon qui constitue la feuille de route permettant de définir les projets de renouvellement urbain et les engagements des partenaires locaux et nationaux pour les quartiers concernés qui, à l'échelle du Grand Dijon, sont le Mail à Chenôve, quartier d'intérêt national, et Fontaine d'Ouche à Dijon, quartier d'intérêt régional.

Dans le cadre de ce protocole, la ville de Chenôve s'est engagée à conduire une étude permettant de définir les modalités de mise en œuvre de sa démarche participative afin de permettre aux habitants de prendre une part active au renouvellement urbain de leur quartier et, plus largement, au devenir de leur ville dans la perspective du nouveau programme de renouvellement urbain.

Le budget prévisionnel de cette étude, évalué à 18 800 € HT, serait financé comme suit :

- Ville de Chenôve	9 400 €	50%
- ANRU	9 400 €	50%

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 mars 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter la participation financière de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) au titre de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage « communication/concertation »,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire, plus généralement, à accomplir toutes les formalités et démarches nécessaires à l'obtention de cette subvention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_025

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE, LE CCAS DE CHENÔVE, LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CÔTE D'OR ET LA SOCIETE INTERPROFESSIONNELLE DE SOINS AMBULATOIRES "MUSSP" DE CHENOVE

Depuis l'origine, la Ville de Chenôve accompagne le projet, proposé par le Docteur BEIS, de Maison Universitaire de Santé et de Soins Primaires (MUSSP). La Ville de Chenôve entend développer avec les partenaires de la MUSSP des actions visant à améliorer la prise en charge médico-sociale de sa population et ainsi mettre en place une réelle politique de santé publique locale.

Une convention entre l'Association pour la Création et le Développement de la MUSSP, la Ville de Chenôve, son CCAS et le Conseil Départemental de la Côte d'Or a été signée le 17 janvier 2015.

L'évolution des engagements réciproques et le changement de statut de l'Association pour la Création et le Développement d'une MUSSP en une Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires, ont rendu nécessaire la réécriture de la convention initiale.

La nouvelle convention engage les partenaires sur les objectifs suivants :

- Participer au repérage des problématiques de santé sur le territoire et les partager

entre les cosignataires;

- Élaborer et mettre en œuvre des actions collectives conjointes dans le cadre de la promotion de la santé ;
- Participer chacun pour ce qui le concerne et dans le cadre de ses possibilités à la formation des étudiants ;
- Permettre la participation de leurs personnels respectifs aux instances de coordination et de suivi ;
- Travailler conjointement et avec réciprocité dans le cadre des missions d'accompagnement social et à la santé, avec les travailleurs sociaux et les professionnels de santé du territoire.

La formalisation du partenariat qui tend à s'intensifier devra permettre une meilleure prise en compte des problématiques liées à la santé sur le territoire de la ville de Chenôve, et notamment sur le quartier Politique de la Ville.

Cette convention serait conclue pour une durée de trois années, renouvelable par tacite reconduction pour une nouvelle période de trois ans sans pouvoir excéder une durée totale de 6 ans.

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre la Ville de Chenôve, le CCAS de Chenôve, le Conseil Départemental de la Côte d'Or et la Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires « MUSSP » de Chenôve conformément à l'exposé ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser toutes modifications de détail du projet de de la convention de partenariat, ci-jointe en annexe, ne modifiant pas son économie générale,

ARTICLE 3 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes les formalités et démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 04/04/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

**CONVENTION DE PARTENARIAT
D'ACTION MEDICO-SOCIALE
AU SEIN DE LA MAISON UNIVERSITAIRE DE SANTE ET DE SOINS PRIMAIRES
DE CHENOVE**

- **Vu** la délibération du Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE du 3 avril 2017 ;
- **Vu** la délibération du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de CHENOVE du 4 avril 2017 ;
- **Vu** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Côte-d'Or du 13 mars 2017 approuvant la présente convention et autorisant le Président du Conseil Départemental à la signer ;
- **Vu** le contrat « AmbitionS Côte-d'Or » conclu entre le Conseil Général de la Côte-d'Or et la Communauté d'Agglomération du Grand DIJON le 7 janvier 2010 ;
- **Vu** la Convention Territoriale de partenariat conclue entre la Ville de CHENOVE, son CCAS et le Département signée le 7 janvier 2015.

ENTRE :

Le Département de la Côte-d'Or, domicilié Hôtel du Département - 53 bis, rue de la Préfecture - B.P. 1601 - 21035 DIJON CEDEX, représenté par le Président du Conseil Départemental en exercice agissant en vertu de la délibération du Conseil Départemental du 13 mars 2017 précitée,

ET :

La Ville de CHENÔVE domiciliée Hôtel de Ville - 2, Place Pierre Meunier - 21303 CHENÔVE CEDEX, représentée par son Maire en exercice, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2017 ;

ET :

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de CHENÔVE domicilié Hôtel de Ville - 2, Place Pierre Meunier - 21303 CHENÔVE CEDEX, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration du CCAS du 4 avril 2017 ;

ET :

La Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires Maison Universitaire de Santé et de Soins Primaires (MUSSP) à CHENÔVE, représentée par son Président, Monsieur Jean-Noël BEIS, agissant en vertu (à actualiser au vu du pouvoir permettant au Président de la Société de signer la convention),

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Des professionnels de santé regroupés en association ont été à l'initiative de la proposition de création, sur le territoire de la Ville de CHENÔVE, d'une Maison Universitaire de Santé et de Soins Primaires (MUSSP), d'un genre nouveau, associant offre de soins de premier recours, promotion de la santé, formation des professionnels de santé, recherche en soins primaires, le tout en articulation avec l'action sociale.

La Ville de CHENÔVE et son CCAS, dans leur mission de solidarité et confrontés

particulièrement aux difficultés sociales des habitants d'une partie de leur territoire, notamment le quartier du Mail, ont souhaité redynamiser une politique de promotion de la santé sur l'ensemble de la commune et rapprocher la population fragile du soin. La Ville a, en effet, fait le constat de l'écart entre une offre de soins importante et l'état de santé précaire d'une partie de sa population.

Le Département, intéressé tant au titre de l'aménagement du territoire qu'en tant que chef de file de l'action sociale, s'est associé pleinement à ce projet destiné à favoriser la prise en charge de la santé des populations, notamment les plus fragilisées.

Ce projet a bénéficié du soutien de plusieurs partenaires dont ORVITIS, l'Université de Bourgogne, la CPAM de Côte-d'Or, le CHU, l'ARS de Bourgogne, le Grand Dijon, le Conseil Régional de Bourgogne, l'État et l'Europe.

Le projet de la MUSSP a été initié par quelques professionnels de santé via une association loi 1901 : l'Association pour la Création et le Développement d'une Maison de Santé. Une fois l'équipe et le projet constitué, le choix a été fait d'asseoir la structure MUSSP sur deux entités juridiques plus adaptées à la nature de son activité. Une **société interprofessionnelle de soins ambulatoires (SISA)** et un **Groupe d'Intérêt Économique (GIE)** ont donc été créés en début d'année 2015.

La SISA permet :

- le regroupement des professionnels de santé relevant de professions différentes ;
- de percevoir des financements publics et de redistribuer ces sommes entre ses membres.

Le GIE, lui, a permis d'intégrer le CHU et la Mutualité Française Bourguignonne qui ne pouvaient réglementairement pas entrer comme membres de la SISA de part leur structure juridique.

La présente convention s'inscrit dans le cadre plus global de la Convention Territoriale de Partenariat signée le 7 janvier 2015 entre la Ville de CHENÔVE, son CCAS et le Département régissant les rapports et les articulations nécessaires entre ces acteurs au regard des interventions sociales et s'y référera.

Le Département a participé au financement de la construction de la MUSSP à hauteur de 80 000 € au titre du Contrat AmbitionS Côte-d'Or conclu avec le Grand Dijon.

La Ville de Chenôve, soucieuse d'un engagement fort en matière de politique locale de santé, a soutenu financièrement le projet à hauteur de 40 000 €.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet l'articulation entre les secteurs social, médico-social et sanitaire en lien avec la MUSSP de CHENOVE. A ce titre, elle précise les engagements des co-signataires afférents à l'organisation et au fonctionnement de la MUSSP.

ARTICLE 2 : Compétences des signataires

2.1 Le Département

Le législateur a confié au Département une compétence générale en matière d'action sociale et médico-sociale. Le Département définit et met en œuvre cette politique et coordonne les actions menées sur son territoire.

Le Département assure une compétence de droit commun en ce qui concerne l'aide sociale légale. Elle recouvre les domaines suivants : la protection médico-sociale de la famille de l'enfance et de l'adolescence, l'aide sociale à l'enfance, l'aide sociale aux personnes et aux familles, des interventions en faveur du logement, les aides aux personnes âgées, l'aide sociale à l'hébergement en foyer ou en établissement et la prestation de compensation du handicap, l'allocation personnalisée d'autonomie pour les personnes âgées, le Revenu de Solidarité Active (RSA), tant en matière d'allocation que d'insertion sociale et professionnelle.

Afin de mieux prendre en compte les attentes et les besoins des Côte-d'Oriens, le Département s'appuie sur des schémas ou plans :

- le schéma départemental des Personnes Handicapées ;
- le schéma départemental des Personnes Âgées ;
- le schéma départemental Enfance Famille ;
- le Programme Départemental d'Insertion ;
- la mise en œuvre du Plan d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées ;
- le règlement du Fonds de Solidarité pour le Logement ;
- la politique départementale de l'enfance.

Le Département s'est donné pour priorité de renforcer la cohérence, l'efficacité et la lisibilité de l'action sociale et médico-sociale des Services Départementaux tant auprès de la population que de ses partenaires.

La territorialisation de son action sociale et médico-sociale s'exerce à travers les six Agences Solidarité et Famille coordonnées par la Direction de l'Action Médico-Sociale Territorialisée.

Les six Agences et vingt-cinq Accueils Solidarité et Famille sont les lieux de mise en œuvre et de coordination des politiques sociales du Département dans les domaines de :

- la Famille et de l'Enfance ;
- la Protection Maternelle et Infantile (PMI) ;
- l'Insertion et du Développement Social Local.

Ainsi, sur le territoire de la Ville de CHENÔVE interviennent les équipes de l'Agence et plus particulièrement de son Accueil Solidarité et Famille.

Par ailleurs, la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) a confirmé le rôle dévolu aux Départements en matière de solidarités humaines et territoriales et conforté l'importance d'un échelon intermédiaire entre les grandes régions stratégiques et le bloc communal afin d'assurer un équilibre de développement des territoires. A ce titre, il participe à l'aménagement du territoire et à l'accessibilité à l'offre de soins de premier recours.

2.2 La Ville de CHENÔVE

La Ville de CHENÔVE, au titre de sa compétence en terme de Solidarité, a depuis longtemps investi le champ de la santé. C'est pourquoi elle a, dès la première proposition du groupe de professionnels, témoigné un intérêt certain à cette démarche innovante.

Celle-ci doit permettre en effet d'établir le lien indispensable entre le secteur sanitaire et le secteur social qu'elle confie à son CCAS mais aussi de redynamiser plus largement une véritable politique de promotion de la santé pour ses habitants.

Aujourd'hui, la Ville de Chenôve, volontaire pour un engagement contractuel, inscrit notamment son action dans le cadre du contrat local de santé du Grand Dijon, véritable outil de territorialisation de la politique de santé qui participe à la réduction des inégalités territoriales et sociales de santé. Ce qui permettra de mieux coordonner les actions sur un territoire vulnérable comme le Mail. Cet engagement aura une incidence sur la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins, l'accompagnement médico-social, les déterminants de la santé.

2.3 Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de CHENÔVE

Le CCAS de CHENÔVE est un établissement public distinct de la Ville, géré par un Conseil d'Administration et disposant de son propre budget. Présidé par le Maire, dirigé et coordonné par le Directeur du CCAS, cet établissement public développe et co-anime l'action sociale sur le territoire de la Commune en partenariat avec le Département.

Le CCAS a une mission globale d'accueil, d'information et d'orientation de tout habitant de la commune rencontrant des difficultés. Dans le cadre du partenariat avec le Département qui a une compétence légale générale en matière d'action sociale, le CCAS accompagne les personnes seules et les couples sans enfant ou n'ayant plus d'enfant à charge.

Le CCAS de CHENÔVE est organisé autour de quatre services :

- un service d'Accompagnement Social ;
- un service de Développement Social Local (centre social le Tremplin) ;
- un service des Personnes Âgées ;
- un service Emploi-Point Information Jeunesse.

2.4 La Société Interprofessionnelle des Soins Ambulatoires (SISA)

La SISA de la MUSSP de Chenôve est déclarée en tant que Maison de Santé auprès du Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux, développe un projet universitaire et médical pluridisciplinaire coordonné.

Installée au sein du quartier du Mail (seul quartier prioritaire du département dans la nouvelle Politique de la Ville), la MUSSP est avant tout un **lieu de consultation** auprès de professionnels de médecine générale, de maïeutique, de soins infirmiers, de podologie, de dentisterie ainsi que de diététique et de psychologie clinique. Une infirmière de santé publique accompagne les médecins généralistes sur le dépistage et le suivi de pathologies chroniques. Une antenne délocalisée du laboratoire d'analyses du CHU de Dijon est également intégrée à l'établissement. Sur l'ensemble de ces consultations, la MUSSP accueille de 7 h 30 à 20 h près de 200 patients par jour provenant de toute l'agglomération dijonnaise.

S'ajoute à ce volet « soins primaires » la dimension universitaire. La MUSSP est en

effet un **lieu de formation** des futurs médecins généralistes, infirmier(e)s et maïeuticien(ne)s de la région. L'ensemble des professionnels soignants s'est engagé dans une démarche d'accueil d'étudiant et de suivi de formation.

Enfin, le troisième pilier de cette Maison de Santé est l'innovation. Pensée comme un **laboratoire pluridisciplinaire**, la MUSSP se veut proposer et développer des projets innovants en matière de d'organisation des soins de proximité (prise en charge globale des personnes, passerelle entre soins de villes et hôpital,etc) et de santé communautaire (actions collectives, éducation thérapeutique, etc).

Les objectifs prioritaires de la SISA sont :

1. développer une approche pluri-professionnelle de santé pour contribuer à un état de complet bien-être physique, mental et social ;
2. créer un laboratoire d'expérimentation en matière d'exercice professionnel, de recherche et de formation pour participer à l'amélioration de la santé et diffuser les résultats de ces travaux au sein du réseau départemental des Maisons de Santé Pluri-Professionnelles ;
3. concevoir un mode d'intervention pluri-professionnels pour modéliser un exercice professionnel organisé autour de la santé ;
4. améliorer la qualité des soins de la population en proposant une offre de soins de premier recours efficiente, pour répondre aux besoins en santé du territoire.

ARTICLE 3 : Objectifs généraux

Le Département, la Ville de CHENÔVE, le CCAS de la ville de CHENÔVE et la SISA s'engagent de manière globale à participer dans une dynamique collaborative au projet de la MUSSP et plus particulièrement à :

- participer au repérage des problématiques de santé sur le territoire et les partager entre les co-signataires ;
- élaborer et mettre en œuvre des actions collectives conjointes dans le cadre de la promotion de la santé ;
- participer chacun pour ce qui le concerne et dans le cadre de ses possibilités à la formation des étudiants ;
- permettre la participation de leurs personnels respectifs aux instances de coordination et de suivi ;
- travailler conjointement et avec réciprocité dans le cadre des missions d'accompagnement social et à la santé, avec les travailleurs sociaux et les professionnels de santé du territoire.

ARTICLE 4 : Engagements des cocontractants

Une convention territoriale de partenariat signée le 7 janvier 2015 fixe les principes de collaboration entre le Département, la Ville de CHENÔVE et son CCAS. Elle vise à améliorer la connaissance réciproque des missions et des interventions, à formaliser les principes de collaboration à développer des objectifs communs en lien avec les besoins du territoire, à optimiser les articulations entre leurs services respectifs, à développer les échanges d'information et à instaurer une concertation régulière.

La mobilisation, l'implication et la participation des habitants autour de leur santé est un processus mis en œuvre collectivement et sur le long terme.

Il rend nécessaire un travail collaboratif étroit et particulier avec les professionnels de la MUSSP, les travailleurs sociaux et médico-sociaux du Département et du CCAS mais aussi plus largement avec l'ensemble des partenaires du territoire dans le repérage des problématiques et dans la mobilisation des habitants.

4.1 Engagements communs du Département, de la ville de Chenôve et de son CCAS

Pour mettre en œuvre les objectifs généraux mentionnés à l'article 3 de la présente convention, le Département, la Ville de CHENÔVE et son CCAS s'engagent à :

- fournir des éléments statistiques nécessaires à la conduite de projets partagés ;
- participer à des projets collectifs initiés et mis en œuvre par la Maison Universitaire de Santé et de Soins Primaires et mobiliser des publics ;
- contribuer à la formation des étudiants accueillis par la MUSSP en les sensibilisant aux problématiques sociales et à la protection de l'enfance ;
- sensibiliser les professionnels de la MUSSP aux missions de l'Agence Solidarité et Famille de CHENÔVE et du CCAS de la Ville de CHENÔVE ;
- porter à la connaissance des publics présentant des problématiques de santé l'existence de la Maison Universitaire de Santé et de Soins Primaires et les accompagner ;
- recevoir les habitants orientés par la Maison Universitaire de Santé et de Soins Primaires et proposer le cas échéant un accompagnement, notamment dans le cadre de l'accès aux droits ;
- mobiliser les ressources internes (humaines et matérielles) pour la conduite des projets communs.

4.2 Engagements de la SISA

- Promouvoir une coopération entre les acteurs publics notamment du secteur social et les professionnels de santé privés au sein d'un quartier en difficultés pour construire un espace de santé accessible et valorisant pour tous ;
- Accueillir des publics orientés par les partenaires signataires ;
- Orienter, lorsque nécessaire, le public de la MUSSP vers les partenaires signataires ;
- Sensibiliser les équipes médico-sociales aux problématiques de Santé et de Soins Premiers ;
- S'engager à initier à ou à participer aux projets en lien avec les problématiques médico-sociales identifiées sur le territoire ;
- Fournir des éléments chiffrés concernant la fréquentation de la MUSSP.

ARTICLE 5 : Respect des codes régissant les professions sanitaires et sociales

Chaque professionnel exercera selon les codes déontologiques de sa profession et s'engage à informer les usagers et recueillir leur accord lorsque leur situation sera évoquée.

ARTICLE 6 : Modalités de mise en œuvre de la coopération

6.1 Assemblée des partenaires et comité de suivi

Afin de rendre compte de l'activité de la MUSSP, la SISA conviera, au moins une fois par an, l'ensemble de ses partenaires, dont le Président du Conseil Départemental de la Côte-d'Or, le Maire de la Ville de CHENOVE, Président du CCAS ou leurs représentants à l'assemblée des partenaires en tant que membres invités.

Lors de cette réunion, un temps dédié au suivi de la présente convention devra être organisé entre les seuls signataires pour piloter la mise en œuvre des modalités de coopération.

6.2 Comité Technique

Chargé du suivi de la mise en œuvre de cette convention, le Comité Technique se réunira autant que de besoin et sera composé de :

Pour le CCAS de la Ville de CHENÔVE : le Directeur du CCAS et/ou son représentant ;

Pour la Ville de CHENÔVE : le Directeur Général des Services et/ou son représentant.

Pour le Département de la Côte-d'Or, deux-référents :

- le Chef de l'Agence Solidarité et Famille de CHENÔVE et/ou son adjoint ;
- le Médecin coordonateur du service de Protection Maternelle et Infantile.

Pour la SISA, quatre référents :

- le gérant de la structure ;
- le référent des soins ;
- le référent de l'enseignement et de la recherche ;
- le référent administratif.

A l'initiative de la SISA, le Comité Technique se réunit a minima une fois par trimestre pour suivre et évaluer la démarche. Il peut également réunir des commissions thématiques.

ARTICLE 7 : Assurance-responsabilité

Pour réaliser les différentes actions prévues au titre de la présente convention, la SISA déclare être assurée civilement pour l'ensemble des dommages qui pourraient être causés du fait de ses interventions.

ARTICLE 8 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature par l'ensemble des parties. Elle est renouvelable par tacite reconduction, pour une nouvelle période de 3 ans, sans pouvoir dépasser une durée totale de 6 ans.

A l'issue de la période initiale de 3 ans, la convention pourra être dénoncée par l'une des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au moins trois mois avant le terme de la convention.

ARTICLE 9 : Révision - actualisation de la convention

Durant la période de validité de la convention et à la demande de l'une des parties, les aménagements nécessaires aux dispositions de la convention seront examinés conjointement par les parties et pourront faire l'objet d'avenants à la présente convention.

ARTICLE 10 : Résiliation de la convention

9-1 Résiliation à la demande des parties

La présente convention peut être résiliée, par l'une des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

9-2 Résiliation pour faute

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, elle pourra être résiliée par l'une des parties, de plein droit sans préjudice de tous autres droits que les parties pourraient faire valoir, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi aux co-signataires d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 11 : Règlement des conflits

En cas de difficulté relative à la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la validité, de l'exécution, de l'interprétation ou de la résiliation de la présente convention seront soumises au Tribunal Administratif de Dijon par la Partie la plus diligente.

Fait à CHENÔVE, en quatre exemplaires originaux.

Le

Le Président du
Conseil Départemental

Président du CCAS

Le Maire de la
Ville de CHENÔVE

Le Président de
la SISA

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_026

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS SUITE A LA REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE MODERNISANT LES PARCOURS PROFESSIONNELS LES CARRIERES ET LES REMUNERATIONS (PPCR)

La mise en œuvre de la réforme statutaire de la fonction publique modernisant les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR) a notamment modifié les carrières en restaurant l'ensemble des grilles indiciaires des catégories A, B et C.

Cette réforme résulte de négociations menées au niveau national avec les organisations syndicales qui ont abouti à la rédaction d'un projet d'accord. Bien que l'accord n'ait pas été signé par toutes les organisations syndicales, l'Etat a décidé de mettre en œuvre les mesures qu'il contient.

Ce projet d'accord prévoit notamment une amélioration de la politique de rémunération de la Fonction publique, traduite par des revalorisations indiciaires, échelonnées sur une durée de 4 ans, accompagnées d'une transformation de primes en points d'indice, mais également une restructuration des carrières par le biais d'une unification des rythmes d'avancement des trois fonctions publiques, afin d'en renforcer l'unité.

Ainsi, certains grades ont été modifiés, voire supprimés afin d'améliorer les distinctions entre les catégories et restructurer le déroulement des carrières.

Au niveau de la collectivité, cette réforme a fait l'objet de quatre réunions d'informations auprès des agents, en août 2016, janvier et février 2017.

Les revalorisations indiciaires sont chaque année d'environ 6 points d'indice (soit 28 €) pour un rédacteur, de 4 points pour un adjoint ou un attaché (soit 19 €).

Les agents ont fait l'objet d'un arrêté individuel les reclassant en juillet 2016 (catégorie B) puis en janvier 2017 (catégories C et A) dans ces nouvelles grilles.

Pour la collectivité, le coût de la réforme pour l'année 2017 a été évalué à 140.000 €.

Par conséquent, il est nécessaire de mettre à jour le tableau des effectifs en prenant en compte ces modifications.

Vu le protocole sur la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations des fonctionnaires (PPCR),

Vu la loi du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 (article 148),

Vu notamment les articles 33 et 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 28 mars 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Vu le tableau des emplois joint,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le tableau des effectifs annexé à la présente délibération, tel qu'il résulte de la mise en œuvre de la réforme statutaire de la fonction publique modernisant les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Envoyé en préfecture le 04/04/2017

Reçu en préfecture le 04/04/2017

Affiché le 04/04/2017



ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_026-DE

EMPLOIS FONCTIONNAIRES	Catégorie	Total des postes au 01/01/2016	Total des postes au 01/01/2017	Postes pourvus au 01/01/2017	Dont Temps Non Complet
Emplois de Direction (Fonctionnels)					
Directeur Général des Services	A	1	1	1	
Directeur Général Adjoint des Services	A	1	1	0	
Directeur des services techniques	A	1	0	0	
Total		3	2	1	0
Filière Administrative					
Attaché hors classe	A	0	2	0	
Attaché principal	A	7	7	6	
Attaché	A	10	12	8	
Rédacteur Principal 1ère classe	B	10	9	7	
Rédacteur Principal 2ème classe	B	9	10	9	
Rédacteur Territorial	B	12	10	6	
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	4	4	2	
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	9	29	21	
Adjoint administratif 1ère classe (disparition du grade au 01/01/2017)	C	20	0	0	
Adjoint administratif 2ème classe (disparition du grade au 01/01/2017)	C	25	0	0	
Adjoint administratif	C	0	22	18	
Total		106	105	77	0
Filière Technique					
Ingénieur principal	A	1	1	0	
Ingénieur	A	2	2	1	
Technicien Principal 1ère classe	B	4	4	4	
Technicien Principal 2ème classe	B	5	5	1	
Technicien	B	5	5	2	
Agent de maîtrise principal	C	10	10	7	
Agent de maîtrise	C	5	5	2	
Adjoint technique principal 1ère classe	C	19	19	13	1 à 80%
Adjoint technique principal 2ème classe	C	15	32	23	2 à 85,71%
Adjoint technique 1ère classe (disparition du grade au 01/01/2017)	C	16	0	0	
Adjoint technique 2ème classe (disparition du grade au 01/01/2017)	C	81	0	0	
Adjoint technique	C	0	81	75	34 12 à 90% 2 à 88,57% 8 à 80% 5 à 85,71% 1 à 78,57% 1 à 71,43% 2 à 57,14% 3 à 50%
Total		163	164	128	37
Filière sportive					
Conseiller Territorial Principal des APS	A	0	0	0	
Conseiller Territorial des APS	A	0	1	1	
Educateur des activités physiques et sportives principal 1ère classe	B	5	5	4	
Educateur des activités physiques et sportives principal 2ème classe	B	8	8	8	
Educateur des activités physiques et sportives	B	8	8	6	
Opérateur des APS principal	C	0	0	0	
Opérateur des activités physiques et sportives qualifié	C	0	0	0	
Opérateur des activités physiques et sportives	C	0	0	0	
Total		21	22	19	
Filière animation					
Animateur Principal 1ère classe	B	1	1	0	
Animateur Principal 2ème classe	B	1	1	1	

EMPLOIS FONCTIONNAIRES	Catégorie	Total des postes au 01/01/2016	Total des postes au 01/01/2017	Postes pourvus au 01/01/2017	Dont Temps Non Complet
Animateur	B	3	3	0	
Adjoint d'Animation Principal 1ème classe	C	1	1	0	
Adjoint d'Animation Principal 2ème classe	C	2	14	8	1 à 85,71%
Adjoint d'Animation 1ère classe (disparition du grade au 01/01/2017)	C	7	0	0	
Adjoint d'Animation 2ème classe (disparition du grade au 01/01/2017)	C	29	0	0	
Adjoint animation	C	0	29	22	13 5 à 90% 1 à 88,57% 7 à 80%
Total		44	49	31	14
Filière culturelle					
Conservateur Bibliothèque 1ère classe	A	0	0	0	
Conservateur Bibliothèque 2ème classe	A	0	0	0	
Bibliothécaire	A	1	1	1	
Professeur d'enseignement artistique Hors Classe	A	1	1	1	
Professeur d'enseignement artistique	A	4	4	3	2 = 1 à 25%/1 à 37,5%
Assistant de Conservation Principal de 1ère classe	B	3	3	3	
Assistant de Conservation Principal de 2ème classe	B	2	2	1	
Assistant de conservation	B	3	3	1	
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	B	16	16	15	5 = 1 à 70%/1 à 60%/1 à 42,5%/1 à 40%/1 à 30%
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	B	2	2	1	1 à 46,15%
Assistant d'enseignement artistique	B	3	3	1	
Adjoint du Patrimoine Principal 1ère classe	C	2	2	0	
Adjoint du Patrimoine Principal 2ème classe	C	2	6	4	
Adjoint du patrimoine 1ère classe (disparition du grade au 01/01/2017)	C	4	0	0	
Adjoint du patrimoine 2ème classe (disparition du grade au 01/01/2017)	C	3	0	0	
Adjoint du patrimoine	C	0	3	2	
Total		46	46	33	8
Filière Sociale et médico-sociale					
Puéricultrice cadre supérieur de santé	A	1	1	1	
Puéricultrice cadre de santé	A	0	0	0	
Puéricultrice Hors Classe	A	0	0	0	
Puéricultrice de classe supérieure	A	0	0	0	
Puéricultrice de classe normale	A	0	0	0	
Infirmier en soins généraux Hors Classe	A	0	0	0	
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	A	0	0	0	
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	0	0	0	
Educateur Principal de Jeunes Enfants	B	3	3	3	
Educateur de Jeunes Enfants	B	4	4	2	1 à 80%
Auxiliaire de Puériculture Principale de 1ère classe	C	1	1	0	
Auxiliaire de Puériculture Principale de 2ème classe	C	2	13	10	5 à 80%
Auxiliaire de Puériculture 1ère cl. (disparition du grade au 01/01/2017)	C	11	0	0	
Assistant Socio Educatif	B	1	1	0	
ATSEM Principal 1 ère classe	C	3	3	1	
ATSEM Principal 2ème classe	C	7	17	12	5 3 à 90% 2 à 80%
ATSEM 1ère classe (disparition du grade au 01/01/2017)	C	10	0	0	
Total		43	43	29	11
Police municipale					
Chef de service de police	B	1	1	1	
Chef de Police	C	1	1	1	
Brigadier Chef Principal	C	2	2	1	

Brigadier	C	2	2	0	
Gardien	C	3	3	2	
Total		9	9	5	
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES		435	440	323	70

EMPLOIS CONTRACTUELS	Total des Postes au 01/01/2016	Total des Postes au 01/01/2017	Postes pourvus au 01/01/2017	Dont Temps Non Complet
Directeur de Cabinet	1	1	1	0
Collaborateur de Cabinet	1	1	1	0
Coordonnateur CLSPD	0	1	1	0
Régisseurs Techniques du Centre Culturel et de Rencontres	1	2	1	0
Chargé de mission Maitrise de l'Energie des Bâtiments	2	1	1	0
Chargé de Mission Développement durable	1	1	1	1
Coordonnateur des Nouvelles Activités Périscolaires	1	1	1	0
Directeur de la Cohésion Sociale et urbaine	1	1	1	0
Chargé de Projet Développement Social et Urbain	1	1	1	0
Assistants Maternelles	16	16	12	12
Psychomotriciennes	2	2	2	2
Agent de Sécurité de la Voie Publique (ASVP)	1	1	0	0
Agents du dispositif Sécur'école	5	0	0	0
Accroissement Saisonnier d'activité	96	96	En tant que de besoin	En tant que de besoin
Accroissement Temporaire d'activité	96	96	En tant que de besoin	En tant que de besoin
Total	225	221	23	17
Contrats de Droit Privé				
CAE/CUI	35	28	28	0
Emplois d'Avenir	15	10	10	0
Adultes RELAIS	3	3	0	0
Total	53	41	38	0
TOTAL EMPLOIS CONTRACTUELS		262	61	17

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_027

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

MISE EN PLACE DE RATIOS D'AVANCEMENT DE GRADE SUITE A LA MODERNISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS, LES CARRIÈRES ET LES REMUNERATIONS (PPCR)

La réforme statutaire de la fonction publique modernisant les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR) modifie l'ensemble des statuts particuliers tout en revoyant les règles d'inscription au tableau annuel d'avancement.

Cette réforme se traduit par des revalorisations indiciaires, un rééquilibrage entre les primes et les points d'indice et une restructuration des carrières afin de permettre une certaine harmonisation entre les trois versants de la Fonction publique.

Elle s'accompagne également d'une modification des durées de carrière prévues par les statuts particuliers pour une meilleure adéquation avec la durée réelle de la vie professionnelle.

Afin de prendre en compte l'impact des différentes revalorisations indiciaires, des reclassements et des modifications intervenant sur la durée des carrières, différents textes de classement des fonctionnaires accédant à un autre cadre d'emplois entre 2016 et 2019 et des dispositifs transitoires d'inscription aux tableaux d'avancement de grade pour les années 2017 et 2018 sont intervenus.

Par conséquent, conformément à l'article 49 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité Technique, le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés au grade considéré, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade. Ce taux dit de promotion est ainsi applicable à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Seuls les agents de police municipale sont exclus de cette disposition.

En 2007, par une précédente délibération, le conseil municipal avait décidé de fixer à 100 % ce taux de promotion, afin de faciliter la progression de carrière des agents. Il est donc proposé au Conseil de maintenir ce taux et de l'appliquer aux nouveaux textes en vigueur suite à cette réforme.

Vu le protocole sur la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations des fonctionnaires (PPCR),

Vu notamment l'article 49 alinéa 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 (article 148),

Vu l'avis du Comité technique en date du 28 mars 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'appliquer le taux de promotion de 100 % à l'ensemble des filières, cadres d'emplois et grades de la commune, à l'exception des cadres d'emplois de la police municipale.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_028

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

MAINTIEN DU NIVEAU DES INDEMNITES DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL MALGRE LA REVALORISATION REGLEMENTAIRE DE L'INDICE DE REFERENCE

Conformément à l'article L 2123-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les conseils municipaux sont tenus de délibérer pour fixer les indemnités de leurs élus.

En conséquence, par différentes délibérations, le conseil municipal de la Ville de Chenôve a alloué des indemnités à la suite de l'élection du maire et de ses adjoints, compte tenu d'une part, des délégations de fonction et de signature données tant aux adjoints au maire qu'à certains conseillers municipaux et d'autre part, de l'exercice effectif des fonctions de conseiller municipal (conseillers municipaux élus vice-présidents de commissions municipales).

Les indemnités maximales pour l'exercice des fonctions de Maire et adjoints au maire des communes sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique. Ainsi, à chaque revalorisation de cet indice de la fonction publique, les indemnités des élus locaux sont automatiquement augmentées.

Le décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 a modifié l'indice sommital applicable dans la fonction publique, qui passe de l'indice brut 1015 à l'indice brut 1022, à compter du 1er janvier 2017.

Au 1er janvier 2018, cet indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique sera l'indice 1027.

Toutefois, il est proposé de laisser le montant des indemnités versées aux élus inchangé.

Dans ces conditions, il convient de faire varier à la baisse les taux prévus par la délibération n° 12 du 1er février 2016 qui a modifié les indemnités sur le fondement de la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice par les élus locaux de leur mandat.

Il est rappelé que sur demande de Monsieur le Maire, le conseil municipal peut délibérer pour fixer une indemnité inférieure au barème prévu par l'article L 2123-23 du Code Général des Collectivités Territoriales. Concernant les adjoints au maire et les conseillers municipaux visés ci-dessus, le montant de l'indemnité peut être fixé à des montants inférieurs à la référence de l'indice brut terminal mentionné plus haut conformément aux articles L 2123-24 et L 2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la délibération n° 12 du 1er février 2016,

Vu notamment les articles L 2123-20 I, L 2123-20-1, L 2123-23, L 2123-24 et L 2123-24-1 du CGCT sur les indemnités de fonction,

Vu notamment les articles L 2123-22 1° et 5° et R 2123-23 1° et 4° du CGCT sur les majorations d'indemnités de fonction,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Vu le tableau annexé à la présente délibération récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil municipal,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1er : De fixer les indemnités de fonctions conformément aux conditions exposées ci-dessus et au tableau joint en annexe,

ARTICLE 2 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet d'effectuer toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision,

ARTICLE 3 : De préciser que les dépenses sont inscrites au budget 2017.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

27 POUR

3 ABSTENTIONS :

M. BRUGNOT - Mme CARLIER - M. BLANDIN

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 04/04/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Tableau annexe des indemnités de fonction – délibération du 3 avril 2017

Fonction	Nom	% maximum de l'indice brut terminal de la fonction publique correspondant à la strate 10000 / 19999 hbts	% de l'indice brut terminal de la fonction publique appliqué aux élus de la commune de Chenôve	Application du maximum de l'indice brut terminal de la fonction publique avec mise en oeuvre de la majoration de l'article L 2123-22 5° du CGCT	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de la DSU	% de majoration au titre de chef lieu de canton
Maire	Thierry FALCONNET	65 %	42,98 %	90 %	38,46 %	15 %
1 ^{er} Adjoint	Dominique MICHEL	27,5 %	26,93 %	33 %	20 %	15 %
2 ^{ème} Adjointe	Saliha M'PIAYI	27,5 %	20,17 %	33 %	20 %	15 %
3 ^{ème} Adjoint	Patrick AUDARD	27,5 %	20,17 %	33 %	20 %	15 %
4 ^{ème} Adjointe	Brigitte POPARD	27,5 %	20,17 %	33 %	20 %	15 %
5 ^{ème} Adjoint	Jean VIGREUX	27,5 %	20,17 %	33 %	20 %	15 %
6 ^{ème} Adjointe	Joëlle BOILEAU	27,5 %	20,17 %	33 %	20 %	15 %
7 ^{ème} Adjoint	Bernard BUIGUES	27,5 %	20,17 %	33 %	20 %	15 %
8 ^{ème} Adjointe	Marie-Paule CROS	27,5 %	20,17 %	33 %	20 %	15 %
9 ^{ème} Adjoint	Ludovic RAILLARD	27,5 %	20,17 %	33 %	20 %	15 %
Conseillère municipale déléguée	Claudine DAL MOLIN		7,95 %			
Conseillère municipale déléguée	Christiane JACQUOT		7,95 %			

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017
D : 021-2 210 166-1-20170403-DEL_2017_028-DE

Conseiller municipal délégué	Jean-François BUIGUES		7,95 %			
Conseillère municipale déléguée	Christine BUCHALET		7,95 %			
Conseiller municipal délégué	Martino AMODEO		7,95 %			
Conseiller municipal délégué	Jean-Jacques BERNARD		7,95 %			
Conseiller municipal délégué	Saïd FOUAD		7,95 %			
Conseiller municipal délégué	Jean-Dominique BAGNARD		7,95 %			
1 ^{ère} Vice-présidente de la commission finance aménagement et ressources humaines	Elise MARTIN		2,63 %			
2 ^{ème} Vice-présidente de la commission finance aménagement et ressources humaines	Yolanda MARINO		2,63 %			
1 ^{ère} Vice-présidente de la commission culture, éducation, jeunesse et sports	Aurélie FERRARI		2,63 %			
2 ^{ème} Vice-président de la commission culture, éducation, jeunesse et sports	Sylvain BLANDIN		2,63 %			
1 ^{ère} Vice-Présidente de la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion sociale et urbaine et citoyenneté	Anne-Marie PIGERON		2,63 %			
2 ^{ème} Vice-Présidente de la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion sociale et urbaine et citoyenneté	Aziza AGLAGAL		2,63 %			

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017
ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_028-DE

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_029

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Conformément à l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, le règlement intérieur du Conseil municipal a été adopté par délibération en date du 29 septembre 2014 puis modifié par délibération du 7 novembre 2016.

Conformément à l'article 36 dudit règlement, à la demande et sur proposition du Maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale, des modifications peuvent y être apportées.

L'ordonnance du 23 juillet 2015 et le décret du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ont modifié les normes applicables à la commande publique et notamment celles applicables à la commission d'appel d'offres (CAO).

Dans ces conditions, il devient nécessaire d'établir un règlement intérieur fixant les règles de fonctionnement de la CAO à caractère permanent de la commune de Chenôve et par conséquent de modifier le règlement intérieur du Conseil municipal dans son article 11 comme suit :

« Article 11 : Commission d'appel d'offres

La commission d'appel d'offres (CAO) à caractère permanent de la commune de Chenôve attribue les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux

seuils européens mentionnés à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

En cas d'urgence impérieuse, le marché public peut être attribué sans réunion préalable de la CAO.

Tout projet d'avenant à un marché public, qui a été attribué par la CAO dans les conditions ci-dessus exposées, entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % est soumis pour avis à la CAO. Lorsque l'assemblée délibérante est appelée à statuer sur un projet d'avenant, l'avis de la CAO lui est préalablement transmis.

Son fonctionnement (présidence, composition, membres à voix délibérative, renouvellement, convocation, délais, quorum, procès-verbaux...) est défini dans son règlement intérieur adopté par délibération du Conseil municipal. »

Vu les articles L.2121-8 et L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Vu la délibération n° 68-2014 du 29 septembre 2014,

Vu la délibération n° 119-2016 du 7 novembre 2016,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter l'article 11 tel que proposé dans la présente délibération,

ARTICLE 2 : De modifier en conséquence le règlement intérieur du Conseil municipal, dont la nouvelle rédaction est jointe en annexe de la délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

27 POUR

3 ABSTENTIONS :

M. BRUGNOT - Mme CARLIER - M. BLANDIN

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 04/04/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Règlement intérieur du conseil municipal de CHENOVE

Mandature 2014 - 2020

PREAMBULE

La loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a prévu l'obligation pour les conseils municipaux des communes de plus de 3500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Aussi, ce règlement ne doit-il porter que sur des mesures concernant le fonctionnement du conseil municipal ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement.

La loi impose néanmoins au conseil municipal l'obligation de fixer dans son règlement intérieur les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L.2121-12 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales.

Sommaire

Chapitre I : Réunions du conseil municipal	5
Article 1 : Périodicité des séances Article 2 : Convocations Article 3 : Ordre du jour Article 4 : Accès aux dossiers Article 5 : Questions orales Article 6 : Questions écrites	
Chapitre II : Commissions et comités consultatifs	8
Article 7 : Commissions municipales Article 8 : Fonctionnement des commissions municipales Article 9 : Comités consultatifs Article 10 : Commissions consultatives des services publics locaux Article 11 : Commissions d'appels d'offres Article 12 : Commission d'attribution d'une délégation de service public	
Chapitre III : Tenue des séances	12
Article 13 : Présidence Article 14 : Quorum Article 15 : Pouvoirs Article 16 : Secrétariat de séance Article 17 : Accès et tenue du public Article 18 : Enregistrement des débats Article 19 : Séance à huis clos Article 20 : Police de l'assemblée	
Chapitre IV : Débats et votes des délibérations	14
Article 21 : Déroulement de la séance Article 22 : Débats ordinaires Article 23 : Débat d'orientations budgétaires Article 24 : Suspension de séance Article 25 : Amendements Article 26 : Référendum local Article 27 : Consultation des électeurs Article 28 : Votes Article 29 : Clôture de toute discussion	

Chapitre V : Comptes rendus des débats et des décisions	18
Article 30 : Procès-verbaux Article 31 : Comptes rendus	
Chapitre VI : Dispositions diverses	18
Article 32 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux Article 33 : Droit d'expression des conseillers municipaux dans les publications municipales Article 34 : Groupes politiques Article 35 : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs Article 36 : Modification du règlement Article 37 : Application du règlement	
Annexe sur la prévention des conflits d'intérêts	21

CHAPITRE I : Réunions du conseil municipal

Article 1 : Périodicité des séances

Le conseil municipal se réunit et délibère à la mairie de la commune au moins une fois par trimestre. Il peut également se réunir et délibérer, à titre définitif, dans un autre lieu situé sur le territoire de la commune, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances.

Le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'État dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil municipal en exercice.

En cas d'urgence, le représentant de l'État dans le département peut abréger ce délai.

Article 2 : Convocations

Toute convocation est faite par le maire. Elle indique le jour, l'heure, le lieu de la réunion et les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

Elle est adressée à chaque conseiller municipal par écrit, à son domicile ou par voie dématérialisée à l'adresse électronique @ville-chenove.fr qui lui est réservée ou à celle de son choix sous réserve de son accord écrit.

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 3 : Ordre du jour

Le maire fixe l'ordre du jour.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Article 4 : Accès aux dossiers

Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Les conseillers municipaux pourront consulter les projets de contrat ou de marché, ainsi que les pièces s'y rapportant, inscrits à l'ordre du jour de la séance du Conseil. Les demandes seront adressées au Maire et les consultations s'effectueront sur rendez-vous dans les locaux de la Mairie, pendant les jours et les heures ouvrables de la mairie.

Les documents sur la base desquels l'assemblée délibérante se prononce sur le choix du délégataire d'un service public local et le contrat de délégation sont mis à la disposition des conseillers municipaux intéressés sur leur demande pendant les cinq jours précédant la séance à laquelle ils doivent être examinés.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus, durant la réunion, à la disposition des membres de l'assemblée.

La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux. Chacun peut les publier sous sa responsabilité. La communication de ces documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du conseil municipal auprès de l'administration communale, devra se faire sous couvert du maire ou de l'adjoint en charge du dossier, sous réserve de l'application de l'article L.2121-12 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales.

Article 5 : Questions orales

Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune et portant sur des sujets d'intérêt général.

Elles ne donnent lieu ni à des débats ni à un vote, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux en exercice.

Le texte des questions est adressé par écrit ou par voie dématérialisée au maire 48 heures (délai franc) au moins avant la séance du conseil municipal et fait l'objet d'un accusé de réception.

Lors de cette séance, le maire ou l'adjoint en charge du dossier répond aux questions posées oralement par les conseillers municipaux.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifient, le maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil municipal spécialement organisée à cet effet.

Si l'objet des questions orales le justifie, le maire peut décider de les transmettre pour examen aux commissions municipales concernées avant d'être évoquées en séance de conseil municipal.

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance; la durée consacrée à cette partie pourra être limitée à 20 minutes au total.

Article 6 : Questions écrites

Chaque membre du conseil municipal peut adresser au maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la ville de Chenôve ou l'action municipale.

Le Maire répond à cette question par écrit dans un délai raisonnable.

CHAPITRE II : Commissions et comités consultatifs

Article 7 : Commissions municipales

Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un ou plusieurs vice-présidents qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

La composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Article 8 : Fonctionnement des commissions municipales

Le conseil municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siégeront.

La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du vice-président.

La commission se réunit sur convocation du maire ou du vice-président. Il est toutefois tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée par écrit 5 jours avant la réunion à chaque conseiller à son domicile ou par voie dématérialisée à l'adresse électronique @ville-chenove.fr qui lui est réservée ou à celle de son choix sous réserve de son accord écrit.

Les séances des commissions ne sont pas publiques.

Sauf décision contraire du maire, notamment en cas d'urgence, toute affaire soumise au conseil municipal doit être préalablement étudiée par au moins une commission.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions. Elles statuent à la majorité des membres présents.

Des personnes qualifiées membres du personnel communal ou extérieur peuvent être invités à assister aux travaux des commissions municipales en fonction des points abordés à l'ordre du jour.

Article 9 : Comités consultatifs

Le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune. Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales.

Sur proposition du maire, la composition est fixée pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours.

Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal, désigné par le maire.

Les comités peuvent être consultés par le maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués.

La composition et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixées par délibération du conseil municipal.

Chaque comité, présidé par un membre du conseil municipal désigné parmi ses membres, est composé d'élus et de personnalités extérieures à l'assemblée communale et particulièrement qualifiées ou directement concernées par le sujet soumis à l'examen du comité.

Les avis émis par les comités consultatifs ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

Article 10 : Commissions consultatives des services publics locaux

Il est créé une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics que la collectivité confie à un tiers par convention de délégation de service public ou ce service exploité en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission, présidée par le maire comprend des membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante. En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

La commission examine chaque année sur le rapport de son président :

- 1° Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public ;
- 2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement et sur les services de collecte, d'évacuation ou de traitement des ordures ménagères visés à l'article L. 2224-5 ;
- 3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- 4° Le rapport mentionné à l'article L. 1414-14 établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat.

Elle est consultée, pour avis, par l'assemblée délibérante pour :

1° tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 ;

2° tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;

3° tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 ;

4° tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

Le président de la commission consultative des services publics locaux présente à son assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Dans les conditions qu'ils fixent, l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant peuvent charger, par délégation, l'organe exécutif de saisir pour avis la commission des projets précités.

Les travaux de la commission donnent lieu chaque année à l'élaboration d'un rapport qui est transmis au maire et communiqué par celui-ci aux membres de la commission ainsi qu'au conseil municipal.

Les rapports remis par les commissions consultatives des services publics locaux ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

Article 11 : Commission d'appel d'offres

La commission d'appel d'offres (CAO) à caractère permanent de la commune de Chenôve attribue les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens mentionnés à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

En cas d'urgence impérieuse, le marché public peut être attribué sans réunion préalable de la CAO.

Tout projet d'avenant à un marché public, qui a été attribué par la CAO dans les conditions ci-dessus exposées, entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % est soumis pour avis à la CAO. Lorsque l'assemblée délibérante est appelée à statuer sur un projet d'avenant, l'avis de la CAO lui est préalablement transmis.

Son fonctionnement (présidence, composition, membres à voix délibérative, renouvellement, convocation, délais, quorum, procès-verbaux...) est défini dans son règlement intérieur adopté par délibération du Conseil municipal.

Article 12 : Commission d'attribution d'une délégation de service public

Le Conseil Municipal se prononce sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle statue au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

Après décision sur le principe de la délégation, il est procédé à une publicité et à un recueil d'offres dans les conditions prévues aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 1411-1.

Les plis contenant les offres sont ouverts par une commission composée :

- du Maire ou de son représentant qui préside,
- de cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;
- Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence siègent également à la commission avec voix consultative.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer la convention engage librement toute discussion utile avec une ou des entreprises ayant présenté une offre. Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

Deux mois au moins après la saisine de la commission prévue à l'article L. 1411-5, l'assemblée délibérante se prononce sur le choix du délégataire et le contrat de délégation. Les documents sur lesquels se prononce l'assemblée délibérante doivent lui être transmis quinze jours au moins avant sa délibération.

CHAPITRE III : Tenue des séances du conseil municipal

Article 13 : Présidence

Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.

Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion; mais il doit se retirer au moment du vote.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article 14 : Quorum

Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Article 15: Pouvoirs

Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix un pouvoir écrit ou dématérialisé de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Le mandataire remet le pouvoir au président de séance au plus tard au début de celle-ci. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 16 : Secrétariat de séance

Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance, qui est un(e) élu(e), assiste le maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du maire et restent tenus à l'obligation de réserve.

Article 17 : Accès et tenue du public

Les séances des conseils municipaux sont publiques.

Aucune personne autre que les membres du conseil municipal ou de l'administration municipale ne peut pénétrer dans l'enceinte du conseil sans y avoir été autorisée par le président. Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Article 18 : Enregistrement des débats

Les séances du Conseil Municipal peuvent être retransmises par tout moyen de communication.

Article 19 : Séance à huis clos

Sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil municipal.

Lorsqu'il est décidé que le conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 20 : Police de l'assemblée

Le maire a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Il appartient au maire ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

CHAPITRE IV : Débats et votes des délibérations

Article 21 : Déroulement de la séance

Le maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus. Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Il peut aussi soumettre au conseil municipal des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil municipal.

Le maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Il soumet à l'approbation du conseil municipal les points urgents qui ne revêtent pas une importance capitale et qu'il propose d'ajouter à l'examen du conseil municipal du jour.

Le maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance.

Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Le maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du maire lui-même et / ou de l'adjoint compétent.

Article 22 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le maire aux membres du conseil municipal qui la demandent. Tout membre du conseil municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président.

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le maire.

Lorsqu'un membre du conseil municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le maire qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 20.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 23 : Débat d'orientation budgétaire

Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Un débat a lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la commune, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Le débat d'orientation budgétaire donnera lieu à délibération et sera enregistré au procès-verbal de séance.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement.

Article 24 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance. Le président peut mettre aux voix toute demande émanant de 3 membres du conseil municipal.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 25 : Amendements

Les amendements peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil municipal.

Ils doivent être présentés par écrit au maire qui en donne lecture.

Le conseil municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

Article 26 : Référendum local

L'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à référendum local tout projet de délibération tendant à régler une affaire de la compétence de cette collectivité.

L'exécutif d'une collectivité territoriale peut seul proposer à l'assemblée délibérante de cette collectivité de soumettre à référendum local tout projet d'acte relevant des attributions qu'il exerce au nom de la collectivité, à l'exception des projets d'acte individuel.

Dans les cas prévus aux articles LO 1112-1 et LO 1112-2, l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale, par une même délibération, détermine les modalités d'organisation du référendum local, fixe le jour du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois après la transmission de la délibération au représentant de l'Etat, convoque les électeurs et précise le projet d'acte ou de délibération soumis à l'approbation des électeurs.

L'exécutif de la collectivité territoriale transmet au représentant de l'Etat dans un délai maximum de huit jours la délibération prise en application de l'alinéa précédent.

Le représentant de l'Etat dispose d'un délai de dix jours à compter de la réception de la délibération pour la déférer au tribunal administratif s'il l'estime illégale. Il peut assortir son recours d'une demande de suspension.

Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui statue dans un délai d'un mois, en premier et dernier ressort, sur la demande de suspension. Il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués paraît, en l'état de l'instruction, propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de l'acte attaqué ou du projet de délibération ou d'acte soumis à référendum.

Lorsque la délibération organisant le référendum local ou le projet de délibération ou d'acte soumis à référendum est de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle, le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui en prononce la suspension dans les quarante-huit heures.

Article 27 : Consultation des électeurs

Les électeurs d'une collectivité territoriale peuvent être consultés sur les décisions que les autorités de cette collectivité envisagent de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de celle-ci. La consultation peut être limitée aux électeurs d'une partie du territoire du ressort de la collectivité, pour les affaires intéressant spécialement cette partie de la collectivité.

Un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales peut demander à ce que soit inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de la collectivité l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de la décision de cette assemblée.

Dans l'année, un électeur ne peut signer qu'une seule demande tendant à l'organisation d'une consultation par une même collectivité territoriale.

La décision d'organiser la consultation appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale.

L'assemblée délibérante de la collectivité territoriale arrête le principe et les modalités d'organisation de la consultation. Sa délibération indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis. Elle fixe le jour du scrutin et convoque les électeurs. Elle est transmise deux mois au moins avant la date du scrutin au représentant de l'Etat.

Article 28 : Votes

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le conseil municipal vote de l'une des trois manières suivantes :

- à main levée,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

- Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;
- Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le vote du compte administratif présenté annuellement par le maire doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Article 29 : Clôture de toute discussion

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le président de séance.

Il appartient au président de séance seul de mettre fin aux débats.

CHAPITRE V : Comptes rendus des débats et des décisions

Article 30 : Procès-verbaux

Les délibérations sont inscrites par ordre de date.

Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

La signature est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, après l'ensemble des délibérations.

Les séances publiques du conseil municipal sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal des débats sous forme synthétique.

Une fois établi et mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement, le procès-verbal est tenu à la disposition des membres du conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

Les membres du conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

Article 31 : Comptes rendus

Le compte rendu de la séance est affiché dans la huitaine.

Il présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du conseil.

CHAPITRE VI : Dispositions diverses

Article 32 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux

Sur proposition du président d'un groupe politique, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun dans un délai de 4 mois qui suit la demande.

Sur proposition du président d'un groupe politique, les conseillers municipaux évoqués à l'alinéa 1^{er} peuvent disposer d'un local administratif permanent.

Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à une permanence ou à accueillir des réunions publiques.

Les élus de la majorité municipale peuvent également bénéficier de la mise à disposition de locaux administratifs à condition d'en faire la demande écrite au maire.

Article 33 : Droit d'expression des conseillers municipaux dans les publications municipales

Lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale. Aussi, dès lors que la commune diffuse un bulletin d'information générale, il doit être satisfait à cette obligation.

Cette disposition de l'alinéa 1^{er} ne rend pas obligatoire l'organisation d'une information générale sur l'activité de la collectivité locale ; elle ne s'applique que lorsque celle-ci existe et ne fait pas obstacle à ce que les publications municipales diffusées par les communes comportent un espace réservé à l'expression des groupes d'élus appartenant à la majorité municipale.

La répartition de l'espace d'expression réservé aux conseillers n'appartenant pas à la majorité est fixée par le conseil municipal.

Les publications visées peuvent se présenter sur papier ou sur support numérique, tels que les sites internet.

S'agissant du Magazine municipal, une page sera réservée à l'ensemble des groupes régulièrement constitués composant le conseil municipal.

Le délai de remise des textes est fixé à 10 jours au moins avant la date de parution prévue et indiquée sur demande écrite.

Le directeur de publication, en cette qualité, dispose d'un droit de regard sur le contenu des articles proposés qui ne doivent pas contrevenir à la législation sur la presse. Il pourra par ailleurs demander la limitation des textes pour tenir compte de l'espace de publication disponible.

Plus généralement, il est rappelé que le droit d'expression des conseillers municipaux y compris ceux appartenant à la majorité s'exerce dans le cadre des droits et obligations du directeur de publication ainsi que dans le cadre des dispositions du Code électoral en application desquelles, en période préélectorale, les auteurs des textes doivent s'abstenir de prises de position électoralistes ou polémiques.

Article 34 : Groupes politiques

Le fonctionnement des groupes d'élus peut faire l'objet de délibérations sans que puissent être modifiées, à cette occasion, les décisions relatives au régime indemnitaire des élus.

Au sein du Conseil municipal, les groupes d'élus se constituent par la remise au maire d'une déclaration, signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant.

Les conseillers peuvent se constituer en groupes politiques s'ils rassemblent trois élus et si le groupe se situe dans une des deux situations suivantes :

- Soit le groupe rassemble les élus issus d'une même liste présentée aux élections municipales des 9 et 16 mars 2014 ;
- Soit le groupe se revendique d'une appartenance à un parti politique répondant aux critères de la jurisprudence du conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat (est considérée comme parti politique la personne morale de droit privé qui s'est assigné un but politique : si elle a bénéficié de l'aide publique (art. 8 et 9 de la loi du 11 mars 1988) ou si elle a régulièrement désigné un mandataire financier (art. 11 à 11-7) et si elle a déposé des comptes certifiés par deux commissaires aux comptes auprès de la CNCCFP (art. 11-7)

Un conseiller n'appartenant à aucun groupe reconnu peut s'apparenter à un groupe existant de son choix avec l'agrément du président du groupe.

Les modifications des groupes sont portées à la connaissance du maire. Le maire en donne connaissance au conseil municipal qui suit cette information.

Article 35 : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs

Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du code général des collectivités territoriales et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

L'élection d'un maire n'entraîne pas, pour le conseil municipal, l'obligation de procéder à une nouvelle désignation des délégués dans les organismes extérieurs.

Article 36 : Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

Des modifications seront apportées d'office lorsqu'elles trouveront leur origine dans une modification des dispositions législatives ou réglementaires auxquelles le règlement intérieur se réfère.

Article 37 : Application du règlement

Le présent règlement sera exécutoire dès l'entrée en vigueur de la délibération du conseil municipal approuvant son adoption.

Annexe

La prévention des conflits d'intérêts

Ces dispositions n'ont pas à figurer dans le règlement intérieur mais dans la mesure où elles peuvent impacter le fonctionnement du conseil municipal, il nous a paru utile de les faire figurer en annexe de ce document.

Constitue un conflit d'intérêt toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.

Ceci peut conduire les élus concernés à ne pas intervenir sur un sujet et à ne pas siéger au conseil municipal lorsque ce sujet est évoqué.

Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, extrait de l'article 2 : « *Lorsqu'ils estiment se trouver dans une telle situation : [...]* 2° *Sous réserve des exceptions prévues au deuxième alinéa de l'article 432-12 du code pénal*, les personnes titulaires de fonctions exécutives locales sont suppléées par leur délégataire, auquel elles s'abstiennent d'adresser des instructions* ».

Le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique apporte des précisions sur la procédure à suivre.

S'agissant des titulaires de fonctions électives locales, le décret distingue selon que l'intéressé est à la tête de l'exécutif local ou qu'il a reçu délégation d'attributions :

- dans le premier cas, la personne en cause, qu'elle agisse en vertu de ses pouvoirs propres ou par délégation de l'organe délibérant, prend un arrêté par lequel elle précise les procédures dans lesquelles elle entend s'abstenir de faire usage de ses attributions et désigne la personne qui la supplée pour le traitement de l'affaire (exemple : le maire désignera un adjoint);
- dans le second cas, la personne informe le délégant, par écrit, de la situation de conflits d'intérêts et des questions sur lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences ; un arrêté du délégant détermine les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer lesdites compétences (exemple : un adjoint, en situation de conflits d'intérêts, devra en informer le maire ou le président de l'EPCI qui prendra un arrêté précisant les domaines « interdits »).

*Rappelons que l'article 432-12 du code pénal permet aux élus, dans les communes de 3500 habitants au plus, de traiter avec la commune dans la limite d'un montant annuel de 16 000€, d'acquérir un terrain pour leur habitation, de conclure des baux pour leur logement et d'acquérir un bien pour la création ou le développement de leur activité professionnelle. Dans tous ces cas, le maire, l'adjoint ou le conseiller municipal intéressé doit s'abstenir de participer à la délibération du conseil municipal relative à la conclusion ou à l'approbation du contrat et le conseil municipal ne peut pas décider de se réunir à huis clos.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_030

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

L'ordonnance du 23 juillet 2015 et le décret du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ont modifié les normes applicables à la commande publique et notamment celles applicables à la commission d'appel d'offres (CAO).

Néanmoins, ces textes ne définissent pas les modalités de fonctionnement de la CAO (Président de la CAO, quorum, délai de convocation...).

Dans ces conditions, il devient nécessaire d'établir un règlement intérieur fixant les règles de fonctionnement de la CAO à caractère permanent de la commune de Chenôve. Ce projet de règlement intérieur est annexé à la présente délibération.

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le règlement intérieur de la CAO tel qu'annexé à la

présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



Règlement Intérieur de la Commission d'Appel d'Offres de la commune de Chenôve

SOMMAIRE

Contenu

SOMMAIRE	2
PREAMBULE.....	3
Chapitre 1 : Composition et rôles des membres de la CAO	4
Article 1 : Composition de la CAO	4
Article 2 : Membres à voix délibératives.....	4
Article 3 : Membres à voix consultatives	4
Chapitre 2 : Fonctionnement de la CAO	5
Article 4 : Compétences de la CAO	5
Article 5 : Lieu	5
Article 6 : Convocation et quorum.....	5
Article 7 : Ordre du jour	5
Article 8 : Procès-verbal	6
Article 9 : Tenue des réunions et confidentialité.....	6

PREAMBULE

L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ont modifié les normes applicables à la commande publique et notamment celles applicables à la commission d'appel d'offres.

C'est dans ces conditions qu'il devient nécessaire d'établir un règlement intérieur fixant les règles de fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) à caractère permanent de la commune de Chenôve.

Chapitre 1 : Composition et rôles des membres de la CAO

Article 1 : Composition de la CAO

La CAO est composée :

- du Maire ou de son représentant qui préside,
- de cinq membres titulaires, du conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste,
- de cinq membres suppléants, du conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

L'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la CAO par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral de la CAO lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues à l'alinéa précédent, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Article 2 : Membres à voix délibératives

Ont voix délibératives, le Président de la CAO ou son représentant et les membres élus de la CAO. En cas de partage égal des voix, le Président de la CAO ou son représentant a voix prépondérante.

Article 3 : Membres à voix consultatives

Le Président de la CAO peut désigner :

- des agents de la commune en raison de leurs compétences dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de commande publique,
- des personnalités en raison de leurs compétences dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de commande publique,

Le Président de la CAO peut inviter :

- le comptable public,
- un représentant du directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,

leurs observations étant consignées au procès-verbal de la CAO.

Chapitre 2 : Fonctionnement de la CAO

Article 4 : Compétences de la CAO

La CAO se réunit et délibère pour attribuer les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens mentionnés à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

En cas d'urgence impérieuse, le marché public peut être attribué sans réunion préalable de la CAO.

Tout projet d'avenant à un marché public, qui a été attribué par la CAO dans les conditions ci-dessus exposées, entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % est soumis pour avis à la CAO. Lorsque l'assemblée délibérante est appelée à statuer sur un projet d'avenant, l'avis de la CAO lui est préalablement transmis.

Article 5 : Lieu

La CAO se réunit et délibère à l'hôtel de ville, 2 place Pierre Meunier à Chenôve.

Les délibérations de la CAO peuvent être organisées à distance dans les conditions de l'ordonnance n° 2014-1330 du 6 novembre 2014.

Article 6 : Convocation et quorum

Toute convocation est faite par le Président de la CAO. Elle est adressée au domicile des membres de la CAO, sauf s'ils ont fait le choix d'une autre adresse. Elle peut être envoyée également sur une adresse électronique après accord du membre de la CAO concerné.

Elle précise la date, l'heure, le lieu de la séance, qui est en principe l'hôtel de ville, ainsi que l'ordre du jour.

Les convocations aux réunions de la CAO sont adressées à leur membre au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la CAO est à nouveau convoquée dans un délai minimum d'un jour franc. Les membres de la CAO se réunissent alors valablement sans condition de quorum.

Article 7 : Ordre du jour

Le Président de la CAO fixe l'ordre du jour.

Article 8 : Procès-verbal

Les réunions de la CAO donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé par tous les membres présents de la CAO.

Tous les membres de la CAO peuvent demander que leurs observations soient portées au procès-verbal.

Article 9 : Tenue des réunions et confidentialité

Les réunions de la CAO ne sont pas publiques.

Le contenu des échanges et des informations données pendant les réunions est strictement confidentiel.

A cet effet notamment, les rapports d'analyse des candidatures et des offres ne doivent pas être communiqués.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_031

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

AUTORISATION DE LANCEMENT ET DE SIGNATURE D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT DE FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DU CCAS

Le marché de fourniture et livraison de repas pour la restauration collective de la commune (petite enfance, les scolaires, les accueils de loisirs, les sports) et le restaurant du centre communal d'action sociale (CCAS) de Chenôve arrivant à échéance au 31 août 2017, il convient de procéder à une nouvelle mise en concurrence.

La commune et le CCAS de Chenôve envisagent de lancer, en groupement de commandes, un appel d'offres ouvert. Le coordonnateur du groupement est la commune de Chenôve.

Ce marché serait :

- d'une durée de quatre ans, reconductible tacitement trois fois pour une durée d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans avec un début d'exécution au 1er septembre 2017,

- estimé pour la commune de Chenôve à 307 500 € HT par an soit 1 230 000 € HT pour quatre ans,

- estimé pour le CCAS de Chenôve à 50 000 € HT par an soit 200 000 € HT pour

quatre ans,

- alloti de la manière suivante :

lot n° 1 : fourniture et livraison de repas (estimation à 1 160 000 € HT pour la commune et 200 000 € HT pour le CCAS pour quatre ans),

lot n° 2 : fourniture et livraison de sandwiches (estimation à 16 000 € HT pour la commune pour quatre ans),

lot n° 3 : fourniture et livraison de buffets, goûters, pique-niques (estimation à 54 000 € HT pour la commune pour quatre ans),

- un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum ni maximum.

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics notamment les articles 4 et 28,

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics notamment les articles 25, 66 à 68 et 78,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 23 mars 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1er : D'autoriser Monsieur le Maire à lancer, dans les conditions ci-dessus exposées, l'appel d'offres ouvert de fournitures et de livraison de restauration collective pour les scolaires, les accueils de loisirs, la petite enfance et le restaurant municipal,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire après attribution de la Commission d'Appels d'offres (CAO), à signer, notifier et exécuter ledit appel d'offres ouvert.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 04/04/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_032

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

ETAT DU PATRIMOINE COMMUNAL - INFORMATION

Conformément aux dispositions de l'article L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal délibère sur la gestion des biens communaux.

En préalable à toutes décisions engageant la collectivité, afin d'alimenter la réflexion des élus, il est porté à la connaissance du Conseil municipal l'état des biens communaux susceptibles d'être cédés.

Vu l'article L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 mars 2017,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de l'état des biens communaux susceptibles d'être vendus conformément aux conditions exposées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 04/04/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

BIENS IMMOBILIERS COMMUNAUX – ETAT AU 1er FEVRIER 2017

N°	DESCRIPTIF	ADRESSE
1	Terrain nu de 600 m ² dans résidence LE PANORAMA	11 rue J.J. Cornu Résidence LE PANORAMA
2	Bâtiment ex- Mairie école 4 logements existants : possibilité 2 à 4 logements en plus	15-17 rue Paul Bert
3	Bâtiment Ex Maison des Associations	22 rue Jules Blaizet
4	Bâtiment : Ex Maison ROGER	1 Place du Monument
5	Site Auberge CLOS DU ROY - Restaurant - 1 logement - Local stockage - Ex garage + salle	2 place Anne Laprévote
6	Bâtiment ex Poste - 1 Logement - 2 Locaux Association - 2 Salles de réunions	5 place Anne Laprévote
7	Terrain parking Sud - gymnase Herriot environ 2700m ²	6 rue Herriot
8	Maison Préfa sur terrain de 469 m ² Association AROEVEN	6 Allée Brumaire Grands Crus Côté rue de Marsannay

VILLE DE CHENOVE

BIENS IMMOBILIERS COMMUNAUX – ETAT AU 1er FEVRIER 2017

9	Terrain parking 1773 m ²	Avenue Droits de l'Homme
10	Terrain espaces verts 3400m ² (environ) (après acquisition AE 69)	Rue Germinal
11	Zone : Rue de Longvic Est 6340 m ² (Ville + EPF) Tennis Longvic (4225 m ² Ville)	21 à 31 rue de Longvic
12	Terrain Place Limburgerhof Ville + EPFL (Maison) ~ 3200 m ²	Place Limburgerhof côté Carraz
13	Terrain Vigne AOC 2421 m ²	Marsannay la Côte
14	Ex local Pompiers	28 rue Paul Bert
15	Ex local ORCAA	Rue du 11 Novembre Vers Eglise St Nazaire
16	Perception	12 rue Maxime Guillot
17	<ul style="list-style-type: none"> • 39 Garages sous Centre Commercial St Exupéry • Espace sous le magasin ED 	10 rue Antoine de St Exupéry
18	Maison des Aînés	33 rue Armand Thibaut
19	Bâtiment Hôtel de Ville 4 logements	4 impasse Armand Thibaut
20	Bâtiment G.S. Jules Ferry 2 logements	24 boulevard Bazin

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_033

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le trois avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - Mme Caroline CARLIER - Mme Anissa LAKRI - M. Sylvain BLANDIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD

EXCUSES REPRESENTES :

Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Jean VIGREUX
M. Yves-Marie BRUGNOT donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER
M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à Mme Anissa LAKRI

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN

DELEGATIONS DE POUVOIRS A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Conformément à l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions qu'il a prises par délégation du conseil municipal, à chacune de ses réunions.

Vu les articles L2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées au tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 04/04/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

MARCHES DE FOURNITURES			
DATE DES MARCHES	TITULAIRES	OBJET	MONTANT HT DES MARCHES EN EUROS
Entre 209 000,00 € HT et plus			
08/02/2017	LYRECO (59584)	Acquisition en ligne de fournitures administratives	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum
Vêtements professionnels :			
08/02/2017	AUX TRAVAILLEURS REU	Lot 1 : pantalons, veste de travail et veste de travail sans manche et accessoires divers	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum
08/02/2017	AUX TRAVAILLEURS REU	Lot 2 : parkas et gilets haute visibilité	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum
10/02/2017	GEDIVEPRO (03100)	Lot 3 : pantalons et vestes de travail haute visibilité classe 2	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum
10/02/2017	GEDIVEPRO (03100)	Lot 4 : pantalons haute visibilité classe 1	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum


MARCHES DE SERVICES			
DATE DES MARCHES	TITULAIRES	OBJET	MONTANT HT DES MARCHES EN EUROS
Entre 209 000,00 € HT et plus			
10/01/2017	S3M SECURITE (91080)	Mission de gardiennage, surveillance, sécurisation et interventions mobiles pour la centrale d'achat du Grand Dijon : Lot 1 : Gardiennage, surveillance et sécurisation des sites du Grand Dijon et des manifestations au profit de la centrale d'achat du Grand Dijon	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum
23/01/2017	PILLIOT (62921)	Assurance « risques statutaires »	71 671,00 € annuel 215 013,00 € sur les 3 ans
ACCORD-CADRE Février 2017	T2 AMT (21000) - FLUGANE (21000) STUDIO INDELEBIL (21000) JPM & ASSOCIES (21240) KB STUDIOS (75014) - TEMPS REEL (21000) UN BRIN GRAPHIK (21300)	Création, exécution graphique et impression d'outils de communication : Lot 1 : création, exécution graphique	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum

CONTRATS DE PRESTATIONS ARTISTIQUES			
DATES DES CONTRATS	TITULAIRES	OBJET	MONTANT TTC DES CONTRATS EN EUROS
05/10/2016	JIRACHE PROD COMMUNICATION ET MEDIA	PROGRAMMATION CULTURELLE 2016/2017 Contrat de prestations artistiques - Préparation des élèves des conservatoires de CHECHAQUEN et de CHENOVE (animation et concert)	5 800 €
25/01/2017	Cie NOSFERATU	PROGRAMMATION CULTURELLE 2016/2017 Contrat de cession du spectacle "A plates coutures" pour une représentation le samedi 25 mars 2017 à 20h30 au Cèdre Entrée payante	5 656,15 €
27/01/2017	Syndicat Mixte Orchestre Victor Hugo Franche-Comté	PROGRAMMATION CULTURELLE 2016/2017 Contrat de cession du concert "Pierre et le Loup et le Canard et ... Mozart" pour 2 représentations au Cèdre le 10 février 2017 à 14h (scolaire) et à 20h (tout public) - Entrée payante	10 866,00 €
07/02/2017	Cie des Plumés	PROGRAMMATION CULTURELLE 2016/2017 Contrat de cession pour 1 représentation du spectacle "Prends en de la graine" le dimanche 7 mai 2017 à 11h au Cèdre Entrée payante	2 763,68 €

LOCATION OU MISE A DISPOSITION			
DATE	COCONTRACTANT	OBJET	MONTANT EN EUROS
27/01/2017	Sarl NABOO - K6FM	Convention de location concerts gratuits proposés par K6FM au Cèdre, le vendredi 3 février 2017 à 20h	0,00 €
13/02/2017	Association Bourguignonne Culturelle (ABC)	Convention de location dans le cadre du festival A PAS CONTES organisé par l'ABC pour 1 représentation du spectacle "Ces filles-là" le jeudi 16 février 2017 à 20h et 4 représentations du spectacle "Le Petit Bain": mardi 21 février 2017 à 10h et 15h, mercredi 22 février 2017 à 10h et 15h au Cèdre	0,00 €
17/02/2017	Demain C'Relâche	Convention de location pour le spectacle de Jeff PANACLOC le mercredi 3 mai 2017 à 20h00	2 900,00 €
23/02/2017	Ligue de l'Enseignement pour le Collectif Droits des Femmes 21	Convention de location de la ligue professionnelle d'improvisation LISA 21 2 représentations du spectacle "Hommes, Femmes, Inégalités?" le mardi 7 mars 2017 à 14h30 et 20h00 au Cèdre	0,00 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017
ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_033-DE

ACTIONS EN JUSTICE	
REPRESENTATION	OBJET
Décision n°2017-04	Décision d'ester en justice et de désigner le cabinet LLC et Associés, sis 42 rue du Président E Herriot à LYON pour représenter la commune en suite de la requête en annulation du 14/12/2017, du référé instruction du 11/01/2017 à la demande ds consorts Huguenin concernant des désordres affectant leur propriété

Envoyé en préfecture le 04/04/2017
Reçu en préfecture le 04/04/2017
Affiché le 04/04/2017 
ID : 021-212101661-20170403-DEL_2017_033-DE